N° 89-657-X2017001 au catalogue
ISBN 978-0-660-06843-5

Série thématique sur l'ethnicité, la langue et l'immigration

Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036

par René Houle et Jean-Pierre Corbeil

Date de diffusion : le 25 janvier 2017

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-514-283-9350

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
[p]	provisoire
[r]	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
[E]	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2017

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Table des matières

Liste des tableaux 5
Liste des graphiques 8
Remerciements 12
Mises en garde 13
Faits saillants 14
Introduction 18
Chapitre 1. Éléments de contexte et de méthodologie 21
1.1 Ce que les projections peuvent nous apprendre, ce qu'elles ne permettent pas de savoir 21
1.2 Exercices antérieurs de projections linguistiques 22
1.3 Projeter quoi, projeter qui? Quelles caractéristiques linguistiques projetées? 22
1.3.1 Les questions linguistiques utilisées aux fins de projections 24
1.4 Ce que permet le modèle de microsimulation Demosim 26
1.5 Scénarios analysés dans la présente étude 29
Chapitre 2. Facteurs de l'évolution passée et récente des groupes linguistiques au Canada 33
2.1 La fécondité 33
2.2 Continuité linguistique intergénérationnelle 35
2.3 Répartition par âge de la population 37
2.4 L'immigration internationale 39
2.5 Lieu de naissance et migration interprovinciale 42
2.6 Transferts linguistiques 46
2.7 Vue d'ensemble 48
Chapitre 3. Projection de la population selon le groupe linguistique 49
3.1 Tendances récentes 49
3.2 Le Canada, le Québec et le Canada hors Québec 55
3.2.1 Langue maternelle 55
3.2.2 Langue parlée le plus souvent à la maison 58
3.2.3 Première langue officielle parlée (PLOP) 61
3.3 Les provinces et territoires hors Québec 62
3.3.1 La population de langue anglaise 63
3.3.2 La population de langue française 65
3.3.3 La population de langue tierce 66
3.4 Les régions de contact 67
3.4.1 La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal 67
3.4.2 La région métropolitaine de recensement (RMR) d'Ottawa-Gatineau 72
3.4.3 Les régions francophones de l'Ontario (sauf Ottawa) 75
3.4.4 Le Nouveau-Brunswick 77
3.5 Les populations de langue officielle 79
3.6 Les minorités de langue française hors du Québec 82
3.7 Vue d'ensemble 84
Chapitre 4. La composition des groupes linguistiques, 2011-2036 86
4.1 Les composantes de l'accroissement démographique des groupes linguistiques 86
4.2 L'évolution des structures par âge 88

4.3 La diversité ethnoculturelle des groupes de langue officielle 94
4.4 Les transferts linguistiques 98
4.5 Vue d'ensemble 103
Chapitre 5. Connaissance des langues officielles et bilinguisme français-anglais 105
5.1 Évolution historique de la connaissance des langues officielles au Canada 105
5.2 Facteurs susceptibles d'influencer l'évolution du bilinguisme français-anglais d'ici 2036 106
5.3 Évolution plausible de la connaissance des langues officielles et du bilinguisme français-anglais d'ici 2036 au Canada 109
5.3.1 Évolution de la connaissance du français au Canada 109
5.3.2 Évolution du taux de bilinguisme 109
5.3.3 Taux de croissance de la population bilingue au pays à l'échelle des provinces et des territoires ... 110
5.3.4 Évolution du bilinguisme à l'échelle de certaines régions 111
5.3.5 Évolution différentielle du bilinguisme selon la langue maternelle 112
5.3.6 L'évolution du bilinguisme français-anglais et l'âge 113
5.3.7 Bilinguisme français-anglais selon le sexe : des taux différentiels selon le lieu de résidence et la langue 115
5.3.8 Bilinguisme français-anglais et statut d'immigrant 116
5.3.9 Bilinguisme français-anglais chez les jeunes et maintien des acquis au fil du temps 117
5.4 Vue d'ensemble 119
Synthèse et conclusion 121
6.1 Les caractéristiques linguistiques et l'évolution de la situation linguistique au pays 121
6.2 Principaux résultats de projections 121
6.2.1 La langue maternelle et la principale langue d'usage à la maison 121
6.2.2 La première langue officielle parlée 123
6.2.3 Les conséquences possibles de l'évolution démographique 124
6.2.4 Limites de l'étude et pistes de réflexion 125
Annexes 127
Bibliographie 135
Glossaire 138

Liste des tableaux

Tableau 1.1
Principales hypothèses des scénarios de base analysés dans le rapport

Tableau 1.2
Hypothèses principales des dix scénarios développés spécifiquement pour les projections linguistiques

Tableau 2.1
Indice synthétique de fécondité selon la langue maternelle et la première langue officielle parlée des femmes, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2001 à 2011

Tableau 2.2
Indice de continuité linguistique intergénérationnelle, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1971 à 2011

Tableau 2.3
Proportion de la population ayant effectué un transfert linguistique, selon la langue maternelle, Canada, Québec, Canada hors Québec, 1981 et 2011

Tableau 3.1
Population de langue anglaise et de langue française, selon son statut de majorité ou de minorité, Canada hors Québec et Québec, 1971 à 2011

Tableau 3.2
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

Tableau 3.3
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

Tableau 3.4
Population selon la première langue officielle parlée, selon trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

Tableau 3.5
Répartition de la population des groupes linguistiques anglais, français et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement de Montréal, 2011 et 2036

Tableau 3.6
Répartition de la population des groupes linguistiques anglais, français et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau, 2011 et 2036

Tableau 3.7
Effectif de la population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, régions francophones de l'Ontario, 2011 et 2036

Tableau 3.8
Pourcentage de la population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, régions francophones de l'Ontario, 2011 et 2036

Tableau 3.9
Population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Tableau 3.10
Population ayant le français comme première langue officielle parlée, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Tableau 3.11
Simulation du nombre et du pourcentage d'immigrants de langue française (PLOP) requis pour maintenir constant au niveau de 2016 le poids de la population de langue française (selon la PLOP) à chaque année, provinces (sauf Terre-Neuve-et-Labrador et Québec), et Canada hors Québec, 2017 à 2036

Tableau 4.1
Taux d'accroissement annuel moyen selon la première langue officielle parlée, selon trois scénarios de projection de l'immigration, Canada hors Québec et Québec, 2011 à 2036

Tableau 4.2
Âge médian, selon le lieu de résidence, la première langue officielle parlée et trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Tableau 4.3
Population totale et accroissement total des groupes de première langue officielle parlée, selon le statut de génération, trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

Tableau 4.4
Projection du nombre de transferts linguistiques selon la langue maternelle et la langue de transfert, selon trois scénarios de projection, Canada hors Québec et Québec, 2011 et 2036

Tableau 5.1
Population selon la connaissance des langues officielles, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1971 à 2011

Tableau 5.2
Projection du taux de bilinguisme français-anglais selon la province et les territoires, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Tableau 5.3
Projection du taux de bilinguisme français-anglais, dans certaines régions de contacts interlinguistiques du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Tableau A.3.1
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

Tableau A.3.2
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

Tableau A.3.3
Population selon la première langue officielle parlée, selon trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

Tableau A.3.4
Population de langue maternelle anglaise, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Tableau A.3.5
Population de langue maternelle française selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Tableau A.3.6
Population dont la langue parlée le plus souvent à la maison est l'anglais, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Tableau A.3.7
Population dont la langue parlée le plus souvent à la maison est le français, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Tableau A.5.1
Population bilingue français-anglais, provinces et territoires, trois scénarios de référence, 2011 et 2036

Liste des graphiques

Graphique 2.1
Répartition par âge de la population de langue maternelle française, Canada hors Québec, 1971 et 2011

Graphique 2.2
Répartition par âge de la population de langue maternelle anglaise, Québec, 1971 et 2011

Graphique 2.3
Répartition par âge de la population de langue maternelle anglaise et celle ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, Québec, 2011

Graphique 2.4
Langue maternelle de la population immigrante et de la population née au Canada, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1981 et 2011

Graphique 2.5
Première langue officielle parlée de la population immigrante et de la population née au Canada, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1981 et 2011

Graphique 2.6
Lieu de naissance de la population selon la première langue officielle parlée, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011

Graphique 2.7
Lieu de naissance de la population dont le français est la première langue officielle parlée, selon la province, Canada hors Québec, 2011

Graphique 2.8
Migration interprovinciale entre le Québec et les autres provinces et territoires, 1971 à 2011
a) Population de langue maternelle française
b) Population de langue maternelle anglaise
c) Population ayant une langue maternelle autre que le français et l'anglais

Graphique 3.1a
Population des majorités de langue officielle anglaise, selon trois caractéristiques linguistiques, Canada hors Québec, 1971 à 2011

Graphique 3.1b
Population des majorités de langue officielle française, selon trois caractéristiques linguistiques, Québec, 1971 à 2011

Graphique 3.2a
Population des minorités de langue officielle anglaise, selon trois caractéristiques linguistiques, Québec, 1971 à 2011

Graphique 3.2b
Population des minorités de langue officielle française, selon trois caractéristiques linguistiques, Canada hors Québec, 1971 à 2011

Graphique 3.3a
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, Canada, 2011 à 2036

Graphique 3.3b
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, Québec, 2011 à 2036

Graphique 3.3c
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, Canada hors Québec, 2011 à 2036

Graphique 3.4a
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, Canada, 2011 à 2036

Graphique 3.4b
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, Québec, 2011 à 2036

Graphique 3.4c
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, Canada hors Québec, 2011 à 2036

Graphique 3.5
Effectif de population des minorités de langue officielle, selon trois scénarios de projection, Québec et Canada hors Québec, 2011 à 2036

Graphique 3.6
Population de langue anglaise, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

Graphique 3.7
Population de langue française, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

Graphique 3.8
Population de langue autre que le français ou l'anglais, selon deux caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

Graphique 3.9a
Population des groupes de langue anglaise, française et non officielle, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, Île de Montréal et reste de la région métropolitaine de recensement, 2011 et 2036

Graphique 3.9b
Population des groupes de langue anglaise, française et non officielle, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement de Montréal et reste du Québec, 2011 et 2036

Graphique 3.10
Projection de la population de langue anglaise, française et non officielle, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau, 2011 et 2036

Graphique 3.11
Population totale du Nouveau-Brunswick et de ses trois régions, selon trois scénarios, 2011 à 2036

Graphique 3.12
Population de langue anglaise, française et non officielle, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, Nouveau-Brunswick, 2011 et 2036

Graphique 4.1a
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (anglais), scénario de référence, Canada hors Québec, 2011 et 2036

Graphique 4.1b
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (français), scénario de référence, Canada hors Québec, 2011 et 2036

Graphique 4.2a
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (anglais), scénario de référence, Québec, 2011 et 2036

Graphique 4.2b
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (français), scénario de référence, Québec, 2011 et 2036

Graphique 4.3a
Pourcentage de la population âgée de 65 ans ou plus dont la première langue officielle parlée est l'anglais, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Graphique 4.3b
Pourcentage de la population âgée de 65 ans ou plus dont la première langue officielle parlée est français, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Graphique 4.4a
Pourcentage de la population âgée de 0 à 14 ans dont la première langue officielle parlée est anglais, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Graphique 4.4b
Pourcentage de la population âgée de 0 à 14 ans dont la première langue officielle parlée est français, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

Graphique 4.5
Population de première langue officielle parlée anglais, selon le statut des générations et trois scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Graphique 4.6
Population de première langue officielle parlée français, selon le statut de génération et trois scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

Graphique 4.7
Taux de transfert linguistique vers l'anglais de la population de langue maternelle française et autre, selon le statut d'immigrant, trois scénarios de projection, Canada hors Québec, 2011 et 2036

Graphique 4.8
Taux de transfert linguistique vers l'anglais de la population de langue maternelle française selon le statut d'immigrant, selon le scénario de référence, Canada hors Québec, 1996 à 2036

Graphique 4.9
Taux de transfert linguistique vers l'anglais et le français de la population de langue maternelle autre selon le statut d'immigrant, trois scénarios de projections, Québec, 2011 et 2036

Graphique 4.10
Distribution des transferts linguistiques vers l'anglais et le français, population de langue maternelle autre que l'anglais ou le français, selon trois scénarios de projection, Québec, 2011 et 2036

Graphique 5.1
Taux de bilinguisme selon le groupe d'âge, population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, Canada hors Québec, 1996 à 2011

Graphique 5.2
Taux de croissance de la population bilingue français-anglais et de la population non bilingue au Canada selon la province et les territoires, 2011 et 2036

Graphique 5.3
Projection du taux de bilinguisme français-anglais selon la langue maternelle, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

Graphique 5.4
Taux de bilinguisme français-anglais selon le groupe d'âge parmi la population ayant le français comme première langue officielle parlée, Canada hors Québec, 1986, 2011 et 2036

Graphique 5.5
Taux de bilinguisme français-anglais selon le groupe d'âge parmi la population ayant le français comme première langue officielle parlée, Québec, 1986, 2011 et 2036

Graphique 5.6
Taux de bilinguisme français-anglais selon le groupe d'âge parmi la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, Canada hors Québec, 1986, 1996, 2011 et 2036

Graphique 5.7
Taux de bilinguisme français-anglais, selon le statut d'immigrant et la première langue officielle parlée, Canada, Québec, Canada hors Québec, 2011 et 2036

Graphique 5.8
Évolution du taux de bilinguisme français-anglais au Canada, selon différents scénarios d'immigration, Canada, 2011 à 2036

Graphique 5.9
Évolution du taux de bilinguisme français-anglais parmi la population de langue anglaise (première langue officielle parlée), selon différents scénarios et le scénario d'immigration de référence, Canada hors Québec, 2011 à 2036

Graphique 5.10
Évolution du taux de bilinguisme français-anglais selon le scénario de maintien des acquis dans la langue seconde parmi la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, selon différents scénarios d'immigration, Canada

Remerciements

Le présent rapport est le fruit du travail de l'équipe de Demosim, sous la direction d'Éric Caron-Malenfant. Les personnes suivantes font partie ou ont fait partie de l'équipe de Demosim lors du développement des présentes projections : Éric Caron-Malenfant, Jonathan Chagnon, Simon Coulombe, Patrice Dion, Harry François, Nora Galbraith, Mark Knarr, Stéphanie Langlois, Samuel MacIsaac, Laurent Martel et Jean-Dominique Morency, de la Division de la démographie; Melanie Abeysundera, Dominic Grenier, Chantal Grondin et Soumaya Moussa, de la Division des méthodes d'enquêtes sociales; Karla Fox, de la Division de la recherche et de l'innovation en statistique; Martin Spielauer, de la Division de l'analyse sociale et de la modélisation; Jean-Pierre Corbeil et René Houle, de la Division de la statistique sociale et autochtone.

Les projections figurant dans ce rapport ont été réalisées grâce au soutien financier d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et la production de cette étude a été rendue possible grâce à la contribution et au soutien financier de IRCC et de Patrimoine canadien (PCH). Des représentants de ces ministères ont aussi contribué au développement des projections, notamment aux hypothèses et aux scénarios, par l'intermédiaire d'un groupe de travail interministériel et d'un comité directeur interministériel. Les auteurs tiennent également à remercier les représentants de PCH et de IRCC pour leur lecture attentive et leurs suggestions pertinentes dans la révision d'une version préliminaire de ce rapport.

Il convient en outre de souligner l'apport des membres du comité scientifique de Demosim. Ce comité, présidé par Michael Wolfson (Université d'Ottawa), est composé de Stewart Clatworthy (Four Directions Project Consultants), David Coleman (Oxford University), Eric Guimond (AANC), Peter Hicks (consultant), Jack Jedwab (Association d'études canadiennes), Don Kerr (University of Western Ontario) et Réjean Lachapelle (consultant).

Plusieurs autres personnes ont aussi collaboré de près ou de loin à la réalisation de ce rapport, notamment en révisant les versions préliminaires ou en aidant à la préparation des données. Les auteurs tiennent à remercier sincèrement Éric Caron-Malenfant, Jean-Dominique Morency, Dominique Grenier, Chantal Grondin, Samuel MacIsaac, Patrice Dion, Jean-François Lepage, Émilie Lavoie, Deniz Do, Shirley Li, Erika Pavelka ainsi que le personnel de la Direction des communications et de la diffusion.

Mises en garde

Le présent exercice de projections linguistiques vise deux objectifs : 1) obtenir une mesure de la sensibilité future de l'évolution de certaines caractéristiques et pratiques linguistiques, mesurées à l'aide de quatre indicateurs ou variables, à certains éléments démographiques et démolinguistiques, dont l'immigration, et 2) fournir une fourchette plausible de la croissance des grands groupes linguistiques ou de locuteurs définis selon divers critères au Canada et dans ses régions.

Le présent rapport cherche à répondre à ces deux objectifs. Pour ce faire, trois scénarios principaux ont d'abord été retenus. Ces trois scénarios mesurent les répercussions des tendances récentes en matière d'immigration sur les caractéristiques et les pratiques linguistiques de la population canadienne. Les résultats de 13 scénarios supplémentaires font intervenir d'autres facteurs comme le bilinguisme, la migration interne ou la composition linguistique ou par pays de naissance des immigrants qui peuvent influencer les caractéristiques et pratiques linguistiques dans le futur.

Par ailleurs, le choix des hypothèses et scénarios ne vise pas à prédire le futur mais plutôt à fournir aux utilisateurs de données un portrait de la population canadienne dans le moyen et le long terme si certaines conditions étaient réunies. Étant donné qu'il est impossible de connaître le futur, plusieurs scénarios ont été développés de façon à circonscrire un large éventail de possibilités plausibles en regard, entre autres, des données et des tendances passées. Pour cette raison, l'utilisateur de ces projections est invité à considérer l'ensemble de la fourchette des résultats plutôt que de rechercher un scénario qui paraît plus probable. Il doit également garder à l'esprit que l'objectif des projections est de produire des résultats plausibles à l'horizon 2036 et non pas des indicateurs à court terme, conjoncturels, de la situation linguistique du pays.

Comme pour tout exercice prospectif, ces projections démographiques présentent certaines limites, notamment en ce qui a trait aux sources de données, aux ajustements à la population de base et au choix des méthodes utilisées. Ces limites sont décrites de façon détaillée dans le présent rapport ainsi que dans la publication *Demosim : un aperçu des méthodes et sources de données, Demosim 2017* (Statistique Canada, 2017a).

D'autres sources d'incertitude, dont celles en lien avec la variance associée à certains des paramètres de projection ainsi que la variabilité, quoique faible, associée aux processus aléatoires inhérents à la microsimulation, peuvent avoir une incidence sur les résultats de projections. Pour ces raisons et afin de ne pas donner une impression de précision trop élevée, les résultats figurant dans le présent rapport ont été arrondis au millier près.

Enfin, afin de maintenir une cohérence avec les autres produits de Statistique Canada, les concepts utilisés dans ce rapport découlent de ceux utilisés dans le cadre de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011. Ils tiennent donc compte de l'évolution la plus récente dans le choix des définitions.

Faits saillants

Évolution des groupes linguistiques

- Selon les trois principaux scénarios de projection retenus, les populations de langue maternelle anglaise, de langue maternelle française et de langue maternelle autre que l'anglais ou le français (ou langue tierce) devraient s'accroître entre 2011 et 2036. La population de langue maternelle anglaise se chiffrerait à entre 22,8 et 23,7 millions en 2036, celle de langue française entre 7,5 et 7,8 millions et celle de langue autre que l'anglais ou le français entre 10,7 et 13,8 millions.
- Le poids démographique de la population de langue maternelle anglaise au sein du Canada passerait de 58,7 % en 2011 à entre 52 % et 56 % en 2036 et celui de la population de langue maternelle française de 21,3 % en 2011 à 17 % ou 18 % en 2036.
- La population de langue maternelle tierce connaîtrait la croissance la plus importante, tant au Québec que dans le reste du Canada, en raison principalement de l'immigration qui devrait constituer le principal moteur de la croissance démographique au Canada d'ici 2036. En 2036, elle représenterait de 26 % à 31 % de la population totale du Canada contre 20 % en 2011.
- Selon les trois principaux scénarios de projection, la population de langue maternelle anglaise pourrait varier entre 808 000 et 853 000 en 2036 au Québec, l'effectif étant de 652 000 en 2011. Elle pourrait être légèrement inférieure dans l'hypothèse d'une migration interprovinciale semblable à la période 1996-2001. Dans le reste du Canada, elle se situerait entre 22 millions et 22,8 millions en 2036 alors qu'elle se chiffrait à 19,5 millions en 2011.
- Quant à la part de la population de langue maternelle anglaise, elle pourrait soit progresser soit diminuer au Québec (de 8,2 % en 2011 pour se situer entre 7,9 % et 8,8 % en 2036), mais diminuer dans le reste du Canada (de 74 % en 2011 pour atteindre entre 64 % et 69 % en 2036).
- La population de langue maternelle française au Québec pourrait atteindre entre 6,6 et 6,8 millions de personnes en 2036, alors qu'elle était de 6,3 millions en 2011. La population de langue maternelle française du Canada hors Québec pourrait au contraire diminuer de 989 000 en 2011 à entre 886 000 et 942 000 en 2036 selon les trois principaux scénarios de projection, mais pourrait croître à plus d'un million de personnes dans l'hypothèse d'une migration interprovinciale semblable à la période 1996-2001.
- Le poids démographique de la population de langue maternelle française devrait diminuer à la fois au Québec (de 79 % en 2011 pour se situer entre 69 % et 72 % en 2036 selon les trois principaux scénarios de projection retenus) et dans le reste du Canada (de 3,8 % en 2011 pour atteindre environ 2,7 % en 2036). D'autres scénarios faisant varier les patrons de migration interne montrent que la baisse du poids démographique de la population de langue maternelle française au Canada hors Québec pourrait être moins marquée.
- L'évolution de la population des groupes linguistiques définis selon la langue parlée le plus souvent à la maison (ou langue d'usage au foyer) devrait être similaire à celle de la population selon la langue maternelle. En 2036, la population de langue d'usage anglaise au foyer pourrait représenter entre 64 % et 67 % de la population totale du pays, celle de langue d'usage française au foyer autour de 18 % et celle de langue tierce au foyer entre 15 % et 18 %.
- La population de langue d'usage anglaise au foyer devrait passer de 22,4 millions en 2011 à entre 26 et 28 millions en 2036 au Canada hors Québec. Son poids démographique relatif varierait entre 79 % et 83 % en 2036, contre 85 % en 2011. Au Québec, la population de langue d'usage anglaise au foyer pourrait augmenter jusqu'à 1,2 million de personnes en 2036 dans tous les scénarios, en hausse par rapport à 2011 (858 000). Son poids démographique, qui était de 10,7 % en 2011, serait aussi à la hausse pour atteindre autour de 12,6 % en 2036.
- La population de langue d'usage française croîtrait au Québec. Son effectif passerait de 6,5 millions en 2011 à entre 7,0 et 7,3 millions en 2036, ce qui représenterait entre 74 % et 76 % de la population totale de la province, en baisse par rapport à 2011 (81,6 %). Au Canada hors Québec, cette population passerait d'un effectif de 620 000 en 2011 à entre 632 000 et 651 000 en 2036, sauf dans le scénario avec faible immigration qui mènerait à une baisse d'effectif, soit 595 000 en 2036. Son poids relatif dans la population totale du Canada hors Québec serait de 1,8 % ou 1,9 % en 2036, comparativement à 2,4 % 2011.

- Les projections indiquent que la population dont la première langue officielle parlée (PLOP) est l'anglais passerait de 25,9 millions de personnes en 2011 à entre 31,9 et 35,3 millions de personnes en 2036 dans l'ensemble du pays. Son poids dans la population canadienne passerait à 77,8 % en 2036, en hausse par rapport à 2011 (75,4 %).
- La population de PLOP anglais devrait croître au cours des prochaines années tant au Québec qu'au Canada hors Québec. Au Québec, son poids démographique passerait de 13,6 % en 2011 à entre 16,3 % et 17,5 % en 2036. Cette progression au Québec résulterait à la fois de l'immigration internationale et de l'adoption de l'anglais comme langue parlée le plus souvent à la maison par une partie de la population de langue maternelle tierce vivant au Québec. Au Canada hors Québec, il croîtrait de 94,2 % à environ 95 % dans tous les scénarios.
- À l'échelle canadienne, l'effectif de la population dont le français est la PLOP passerait de 7,8 millions de personnes en 2011 à entre 8,6 et 9,2 millions de personnes en 2036 tandis que son poids démographique décroîtrait, passant de 23 % en 2011 à moins de 21 % en 2036, avec de légères variations selon le scénario retenu.
- Au Québec, l'effectif de la population de PLOP français, qui était de 6,8 millions de personnes en 2011, pourrait atteindre entre 7,6 et 8,1 millions en 2036. La population de PLOP français augmenterait également à l'extérieur du Québec d'ici 2036, sauf selon le scénario avec faible immigration. L'effectif de la population de PLOP français du Canada hors Québec, qui était d'un peu plus d'un million en 2011, varierait entre 973 000 et 1,1 million en 2036.
- Le poids démographique de la population de PLOP français diminuerait au Québec et se situerait autour de 82 % en 2036, alors qu'il était de 85,4 % en 2011. À l'extérieur du Québec, le poids relatif de la population de PLOP français atteindrait 3,0 % ou 3,1 % en 2036, en baisse par rapport à 2011 (3,9 %). La baisse serait moins prononcée, soit à 3,6 %, dans l'hypothèse d'une migration interprovinciale semblable à la période 1996-2001.

Les provinces et territoires hors Québec

- Dans les provinces hors Québec et dans les territoires, l'effectif de la population de langue anglaise devrait croître entre 2011 et 2036 que ce soit selon la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison ou la PLOP, sauf en Atlantique.
- Le poids démographique de la population de langue maternelle anglaise et de celle parlant l'anglais le plus souvent à la maison diminuerait dans toutes les provinces et les territoires, tandis que celui de PLOP anglais augmenterait.
- Selon les principaux scénarios de projection retenus, la population de langue française pourrait diminuer dans plusieurs provinces hors Québec, tant selon la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison que selon la PLOP. Les diminutions les plus importantes devraient se produire dans les provinces atlantiques et au Manitoba. L'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique verraient leur population de langue française s'accroître, principalement selon la langue parlée le plus souvent à la maison et selon la PLOP.
- Le poids démographique des populations de langue française pourrait diminuer dans la majorité des provinces hors Québec, et ce peu importe le critère de définition retenu du groupe linguistique.

La composition de la population des groupes linguistiques

- Selon les scénarios de projections, les populations de langue anglaise et française devraient voir augmenter la part de leur population âgée de 65 ans et plus et voir diminuer légèrement la part de leur population âgée de 0-14 ans entre 2011 et 2036.
- Comme en 2011, la population de PLOP anglais devrait afficher en 2036 une population plus diversifiée sur le plan ethnoculturel - mesurée ici par le pourcentage de la population issue de l'immigration, soit les immigrants et leurs enfants (deuxième génération) - que la population de PLOP français. Parmi celle de PLOP anglais au Canada, entre 48 % et 53 % pourrait être issue de l'immigration en 2036, le pourcentage étant de 44 % en 2011. Parmi la population de PLOP français, entre 26 % et 31 % serait issue de l'immigration en 2036, pourcentage qui était de 15 % en 2011.

Évolution de la connaissance des langues officielles au Canada

- Les résultats de projections révèlent qu'entre 2011 et 2036, la population canadienne capable de parler le français pourrait passer de 10,2 millions de personnes à 12,5 millions de personnes (scénario de forte immigration). Dans le cas du scénario de référence, cet effectif pourrait se situer à 12,2 millions, alors qu'il se situerait à 11,7 millions dans le cas d'un scénario de faible immigration.
- En termes relatifs, cette évolution serait caractérisée par une diminution du pourcentage de la population des locuteurs du français, laquelle passerait de 29,8 % lors de l'ENM de 2011 à 27,9 % en 2036 selon le scénario de référence (28,4 % avec faible immigration et 27,6 % avec forte immigration).
- Cette évolution varierait grandement au Québec, seule province majoritairement francophone, et au Canada hors Québec. De 94,4 % de la population québécoise en 2011, la proportion des locuteurs du français y demeurerait relativement stable d'ici 2036. Elle se situerait en effet entre 93,2 % dans le cas d'un scénario de forte immigration et 93,9 % dans le cas d'un scénario de faible immigration.
- Au Canada hors Québec, malgré la croissance d'effectif que pourrait connaître la population des locuteurs du français (de 2,7 millions en 2011 à entre 3 millions et 3,3 millions en 2036), leur poids démographique pourrait passer de 10,2 % à entre 9,3 % et 9,5 % au cours de la période selon les trois principaux scénarios de projection.
- En ce qui a trait à la capacité de parler l'anglais, la population des locuteurs de cette langue devrait connaître une croissance en nombre et en pourcentage, tant dans l'ensemble du pays qu'au Québec. De 86 % en 2011, la part relative des locuteurs de l'anglais se situerait entre 88,7 % et 88,9 %.
- Alors que ce pourcentage demeurerait relativement stable au Canada hors Québec (de 97,6 % en 2011 à entre 97,4 % et 98 % en 2036), on assisterait à une croissance importante au Québec.
- Au Québec, l'effectif des locuteurs de cette langue passerait de 3,8 millions au moment de l'ENM de 2011 à entre 5,3 millions et 5,7 millions en 2036. Cela se traduirait par une hausse du poids démographique de cette population de 47,6 % en 2011 à plus de 57,5 % au cours de cette période.

Évolution du bilinguisme français-anglais

- Les résultats des projections linguistiques révèlent qu'en 25 ans, le nombre de personnes pouvant soutenir une conversation dans les deux langues officielles au Canada pourrait passer de 6 millions de personnes en 2011 à entre 7,7 millions (scénario de faible immigration) et 8,3 millions de personnes (scénario de forte immigration) en 2036.
- De 17,5 % en 2011, le taux de bilinguisme français-anglais au pays pourrait se situer entre 18,4 % et 18,8 % en 2036.
- L'évolution du bilinguisme français-anglais au cours de cette période prendrait, selon les présentes projections, des directions opposées lorsqu'on considère la situation québécoise et celle du reste du pays.
- Alors qu'en 2011, 43 % de la population québécoise déclarait pouvoir soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays, cette proportion pourrait se situer à 52 % en 2036, soit une augmentation de neuf points de pourcentage, et ce peu importe le scénario d'immigration. À l'extérieur du Québec, de 9,8 % qu'il était en 2011, ce taux pourrait fléchir pour atteindre entre 9,2 % et 9,6 % en 25 ans.
- Au Québec, le nombre de personnes pouvant parler le français et l'anglais pourrait passer de 3,4 millions en 2011 à entre 4,6 millions et 5 millions en 2036, soit un taux global de croissance variant entre un peu moins de 35 % et 44 %.
- C'est parmi la population de langue maternelle française du Québec qu'on observerait la plus forte croissance du bilinguisme français-anglais au pays. D'un taux d'un peu moins de 39 % en 2011, celui-ci pourrait atteindre près de 49 % en 2036.
- Au Canada hors Québec, il y avait près de 2,6 millions de personnes pouvant parler le français et l'anglais en 2011. Ce nombre est susceptible d'augmenter de 509 000 à 731 000 selon les scénarios d'immigration envisagés pour se situer entre un peu moins de 3,1 millions et 3,3 millions de personnes en 2036, soit un taux de croissance oscillant entre 20 % et près de 29 %.

- Le poids démographique croissant des immigrants au sein de la population canadienne et leur plus faible taux de bilinguisme français-anglais actuel que celui de la population née au pays et dans les scénarios retenus devrait exercer une pression à la baisse sur le taux de bilinguisme dans l'ensemble du Canada.
- Si les immigrants dont l'anglais est la première langue officielle parlée exercent une poussée à la baisse sur le bilinguisme français-anglais au pays, notamment en raison d'un taux de bilinguisme plus faible que celui de la population de langue anglaise née au Canada, l'immigration n'est pas le seul facteur responsable de la totalité de cette baisse.
- Le phénomène de l'« érosion », voire la perte des acquis du bilinguisme parmi la population de langue anglaise est un phénomène courant chez les jeunes résidant dans les régions du pays où les contacts entre les populations de langue française et de langue anglaise sont peu fréquents, et ce dès que prend fin le parcours scolaire au niveau secondaire.
- Nos scénarios alternatifs révèlent qu'en faisant l'hypothèse que l'on ait doublé le nombre de jeunes de 5 à 14 ans capables de parler les deux langues officielles parmi la population de langue anglaise et maintiendrait les acquis dans leur langue seconde, le taux de bilinguisme au sein de l'ensemble de la population de langue anglaise au Canada hors Québec serait de plus du double de celui observé en 2011 pour atteindre 13,6 % en 2036.
- Advenant un tel scénario, le taux de bilinguisme français-anglais à l'échelle du pays pourrait graviter autour de 24 % en 2036, soit près de 6 points de pourcentage de plus que ce qu'on observerait en l'absence du maintien des acquis dans la langue seconde.

Projections linguistiques pour le Canada, 2011 à 2036

par **René Houle** et **Jean-Pierre Corbeil**

Introduction

À l'aube du 150e anniversaire de la Confédération qui aura lieu en 2017, le Canada se caractérise par une grande diversité ethnique, linguistique et culturelle. Cette diversité est largement tributaire non seulement de l'apport de l'immigration internationale au fil des décennies, en particulier depuis le début du siècle dernier, mais également de la présence des peuples autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis) sur le territoire bien avant l'arrivée des premiers colons européens. En témoignent les quelque 200 langues parlées ou connues, dont une soixantaine de langues autochtones, et autant d'origines ethniques ou culturelles déclarées lors des recensements récents.

La croissance de la diversité linguistique observée au sein de la population s'est inscrite dans une mouvance où les deux langues officielles du pays, l'anglais et le français, ont exercé une forte attraction comme vecteurs de convergence et d'intégration à la société canadienne, notamment comme langues de travail, langues d'éducation et langues de service avec les administrations publiques[1].

Au moment du recensement de 1871[2] - premier recensement tenu après la création de la Confédération -, les Canadiens d'origine britannique et d'origine française représentaient respectivement 61 % et 31 % de la population du pays. En 2011, bien que 20 % de la population canadienne n'avait ni le français ni l'anglais comme langue maternelle, près de neuf Canadiens sur dix déclaraient parler l'anglais ou le français à la maison.

Cette dualité qui caractérise le cadre législatif de l'aménagement linguistique au Canada se trouve donc renforcée du fait qu'en dépit de cette grande diversité des pratiques et des caractéristiques linguistiques découlant de la croissance de la population issue de l'immigration, les deux langues officielles du pays demeurent les vecteurs clés de l'intégration et de la pleine participation à la société canadienne[3].

L'immigration internationale est le principal moteur de croissance de la population canadienne[4]. Sa principale répercussion en matière linguistique est l'augmentation de la population n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle ou comme principale langue d'usage à la maison. De plus, sa composition géographique et linguistique exerce une influence directe sur l'équilibre démolinguistique entre le français et l'anglais au Canada dans la mesure où la forte majorité de ces immigrants ont une très forte propension à adopter l'anglais comme principale langue d'usage au Canada hors Québec. À l'échelle nationale, cette influence est également exacerbée par le fait que le Québec, où réside la forte majorité de la population de langue française au pays, accueille et intègre une part de la population immigrante inférieure à son poids démographique au sein de la fédération. Ainsi, en 2011, le Québec était la province de résidence de 14,4 % des immigrants au pays, alors que sa population représentait 23,6 % de la population canadienne[5].

Au cours des 25 années ayant précédé le recensement et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, le Canada a admis en moyenne environ 230 000 immigrants annuellement. Durant cette période, le poids démographique de la population n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle est passé de 12,5 % à 20,6 %[6], alors que celui des populations de langue maternelle française et de la langue maternelle anglaise passait de 25,1 % à 21,7 % et de 62,3 % à 57,8 % respectivement.

Au Québec, alors que la population de langue maternelle anglaise représentait en 1986 près de 10,4 % de la population, celle de langue maternelle tierce (autre que française ou anglaise) se situait à 6,8 %. En 2011, on y

1. Mentionnons qu'il y a près de cinquante ans, soit en octobre 1967, le livre I du Rapport de la Commission royale d'Enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, recommandait que le parlement fédéral adopte une Loi sur les langues officielles. La *Loi sur les langues officielles*, laquelle conférait à l'anglais et au français le statut de « langues officielles du Canada pour tout ce qui relève du Parlement et du gouvernement du Canada » (art. 2), ainsi qu'« un statut, des droits et des privilèges égaux quant à leur emploi dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada », fut finalement adoptée en 1969.
2. C'est en 1901 que le recensement canadien a posé pour la première fois une question sur la langue maternelle des Canadiens ainsi que sur la capacité de parler le français ou l'anglais.
3. Notons qu'en 2011 la quasi-totalité (98,7 %) des travailleurs du Canada ont déclaré utiliser le français ou l'anglais au travail, soit le plus souvent, soit régulièrement.
4. Voir le Rapport sur l'état de la population du Canada (http://www.statcan.gc.ca/pub/91-209-x/91-209-x2016001-fra.htm).
5. Lors de l'ENM de 2011, parmi les immigrants arrivés au pays au cours des cinq années précédentes, 19,2 % résidaient au Québec. De plus, soulignons que, de l'année 1992-1993 à l'année 2011-2012, le Québec a accueilli en moyenne 39 560 immigrants par année, ce qui représentait 16,8 % du nombre annuel moyen d'immigrants venus s'établir au Canada (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 1986-2015).
6. À cet égard, il est important de souligner que la population dont la langue maternelle ou la principale langue d'usage au foyer est autre que le français ou l'anglais est très hétérogène et est constituée de plus de 200 groupes linguistiques distincts. En 2011, la langue maternelle le plus souvent déclarée fut le pendjabi, avec 460 000 personnes, soit 1,4 % de la population du pays, une proportion de très loin inférieure au poids démographique de la langue maternelle ou d'usage française ou anglaise.

comptait proportionnellement plus de personnes de langue maternelle tierce que de langue maternelle anglaise (12,8 % vs 8,3 %). Le français était quant à lui la langue maternelle de moins de 79 % de la population en 2011, soit environ 4 points de pourcentage de moins qu'en 1986.

Au Canada hors Québec, bien que la population ayant le français comme langue maternelle, voire comme première langue officielle parlée, se soit accrue de plus de 60 000 personnes en un quart de siècle, son poids démographique est quant à lui passé de 5 % en 1986 à 4 % en 2011.

Comme nous le verrons plus loin dans notre étude, la présence des langues tierces en tant que langue maternelle est généralement plus répandue que leur usage principal à la maison. En 2011, alors que plus d'un Canadien sur cinq avait une langue maternelle autre que le français ou l'anglais (langue tierce), c'est plutôt 12,6 % de la population qui déclarait parler l'une de ces langues le plus souvent au foyer, une situation qui témoigne en partie de l'ampleur de la pénétration des langues officielles dans l'espace privé des personnes de langue maternelle tierce. Au Québec, il s'agissait de 8,1 % de la population, alors qu'à l'extérieur de cette province, c'était le fait de 14,0 % de la population.

En ce qui a trait à la connaissance des langues officielles du pays, la population capable de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays s'est accrue de 1,7 million de personnes au cours du quart de siècle ayant précédé l'ENM pour atteindre 5,8 millions en 2011. Cela s'est traduit par une hausse du taux de bilinguisme dans l'ensemble du pays de 16,2 % à 17,5 %, principalement attribuable à la population du Québec. La croissance de la population bilingue français-anglais a en effet été plus importante au Québec que dans le reste du pays. Cette province regroupait 57,4 % de la population bilingue (français-anglais) du pays en 2011 comparativement à 54,9 % en 1986. De plus, il faut noter que la croissance observée entre 1986 et 2011 dans l'ensemble du pays masque le recul du taux de bilinguisme observé entre 2001 et 2011 au Canada hors Québec, lequel passait de 10,3 % à 9,7 %[7].

En matière de connaissance du français, langue officielle minoritaire à l'échelle du pays, 10 millions de personnes pouvaient soutenir une conversation dans cette langue en 2011, comparativement à 8 millions 25 ans plus tôt. En termes de part relative cependant, il s'agissait d'un recul de 32 % à un peu moins de 30 %[8].

Puisque l'effectif et la part relative des personnes issues de l'immigration iront vraisemblablement en s'accroissant au cours du prochain quart de siècle[9], qu'en sera-t-il de l'évolution de la situation et des caractéristiques linguistiques de la population du pays? Outre l'immigration internationale, quels sont les facteurs démographiques susceptibles d'exercer la plus forte influence sur cette évolution? Comment l'équilibre démolinguistique entre les populations de langue française et de langue anglaise au pays et dans ses diverses régions évoluera-t-il? Quelle pourrait être l'évolution de l'effectif et de la proportion de la population pouvant parler les deux langues officielles du pays? C'est à ce type de questions que la présente étude tentera de répondre.

Le premier chapitre de notre étude présente d'abord un bref survol de la littérature et des travaux antérieurs en matière de projection de la situation linguistique au Canada et au Québec en particulier. Ensuite, nous montrons en quoi l'approche méthodologique privilégiée pour nos projections linguistiques, soit celle de la microsimulation, se distingue de celle qui a généralement été utilisée par le passé (méthode de macrosimulation par la méthode des composantes) et quels avantages on peut en tirer. Cette première section discute également des principaux indicateurs ou variables linguistiques du recensement ou de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 utilisées dans notre étude, et les met en perspective avec les autres informations linguistiques disponibles à des fins de projections de la situation linguistique au pays. Finalement, nous terminerons cette section en présentant et en justifiant les divers scénarios utilisés dans nos projections linguistiques.

Le second chapitre de notre étude présente les divers facteurs ou dimensions démographiques ayant eu une influence sur l'évolution de la situation linguistique au pays au cours des 40 dernières années ainsi que ceux susceptibles de l'influencer d'ici 2036. Sont ainsi tour à tour présentés les rôles et l'influence de l'immigration (niveaux et composition en matière d'origine géolinguistique), de l'accroissement naturel (naissances moins les décès), les migrations internes ainsi que les mobilités linguistiques intra et intergénérationnelles.

7. Voir à ce sujet Lepage et Corbeil (2013).
8. Notons qu'en raison du réajustement en fonction du sous-dénombrement net et du fait que la population n'est pas exactement la même dans les deux sources de données, les résultats sur la connaissance du français à l'ENM de 2011 (29,8 %) sont légèrement inférieurs à ceux tirés du recensement de la population de 2011 (30,1 %).
9. Voir à ce sujet le rapport analytique intitulé *Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036* (Statistique Canada, 2017a).

Le troisième chapitre de notre étude présente des résultats tirés de nos projections sur l'évolution de la situation linguistique au pays entre 2011 et 2036 en ce qui a trait à la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la première langue officielle parlée des Canadiens. Divers scénarios alternatifs sont examinés et présentés à cette fin.

Le quatrième chapitre examine et mesure l'influence possible de chacun des facteurs présentés au chapitre 2 et qui pourraient influer sur l'évolution plausible des groupes linguistiques d'ici 2036 telle que présentée au chapitre 3. Nous y présentons entre autres des résultats sur l'évolution des transferts (aussi appelés substitutions) linguistiques des Canadiens, c'est-à-dire ceux parlant une autre langue que leur langue maternelle le plus souvent à la maison.

Le cinquième chapitre porte sur l'évolution de la connaissance des langues officielles et, plus spécifiquement, sur l'évolution du bilinguisme français-anglais au Canada et dans les diverses régions du pays. Il aborde également l'évolution de la capacité de soutenir une conversation en français, langue officielle minoritaire à l'échelle nationale. Il met en lumière quelques-uns des facteurs qui, au fil des décennies récentes, ont eu une influence sur l'état actuel du bilinguisme français-anglais au pays et ceux susceptibles d'influencer son évolution future. L'évolution du bilinguisme est examinée à la lumière d'un certain nombre de scénarios en ce qui a trait aux taux d'immigration, au taux de bilinguisme des immigrants à leur arrivée ainsi qu'aux taux de rétention du bilinguisme chez les jeunes au fil du temps.

Finalement, la sixième et dernière section de notre étude présente une vue d'ensemble du lien entre diversité et dualité linguistique au Canada sur l'horizon 2011-2036. Cette dernière partie permet de mettre en lumière le lien entre la croissance de la population principalement alimentée par une immigration très diversifiée et de langue maternelle autre que française ou anglaise et l'évolution de l'effectif et du poids démographique des locuteurs du français et de l'anglais au Canada.

Chapitre 1. Éléments de contexte et de méthodologie

1.1 Ce que les projections peuvent nous apprendre, ce qu'elles ne permettent pas de savoir

L'analyse de l'évolution des caractéristiques et des pratiques linguistiques au Canada au cours des 25 dernières années peut-elle fournir un aperçu de leur évolution possible en la matière d'ici 2036? Si l'on répondait par l'affirmative, cela supposerait d'une part que nous avons une compréhension globale et complète des facteurs qui influencent ou influenceront cette évolution et, d'autre part, que les tendances démolinguistiques passées et les mécanismes qui les ont produites sont garantes du portrait linguistique futur de la population. Or, ce n'est pas tout à fait le cas. Bien entendu, dans le domaine de la démographie et de la démolinguistique en particulier, il est généralement possible de bien comprendre les interrelations entre les phénomènes sous-jacents à l'évolution démographique d'une société. Il est également possible d'expliquer les grands processus qui exercent un effet sur la structure des populations. L'accroissement naturel (les naissances moins les décès), les migrations internationales, inter- et intraprovinciale, la mobilité linguistique intra- et intergénérationnelle sont tous des facteurs qui nous permettent d'expliquer l'évolution des communautés ou des groupes linguistiques.

Lachapelle et Henripin (1980, p.248) désignaient par le terme de « futur déterminé » des projections à visée scientifique effectuées à partir du *passé démographique* d'une population susceptible de « contraindre l'avenir ». Or, bien qu'il soit possible, à partir d'une structure de population initiale connue, d'appliquer un certain nombre d'hypothèses de « mobilité » ou de « transitions », au sens large, rien n'assure que ces « transitions » se reproduiront de la même façon dans l'avenir. Certes, plusieurs transitions ou événements démographiques sont relativement stables ou évoluent à un rythme lent (par ex. les taux de transmission d'une langue ou la mortalité). D'autres, cependant, sont plus volatiles et entachés d'incertitudes et peuvent par conséquent rendre particulièrement difficile de prévoir l'évolution d'une population à court et à moyen terme.

Ces phénomènes changeants, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter le devenir démographique des populations projetées, requièrent pour leur projection le développement d'hypothèses multiples. La mobilité géographique (internationale ou intranationale) des populations en est un exemple. Elle est en effet sensible à divers effets de conjoncture économique et, ce faisant, peut influencer des phénomènes démolinguistiques comme la mobilité linguistique inter- et intragénérationnelle nette. L'action et les décisions politiques peuvent également influencer l'évolution de certains facteurs démographiques; l'identification de seuils nationaux en matière d'immigration, d'accueil des réfugiés, les changements dans les politiques d'immigration ou les politiques familiales en sont de bons exemples[10].

Cela dit, et comme le souligne Termote (2011, p.62), malgré ces variations conjoncturelles, dans plusieurs cas les tendances démographiques sont particulièrement lourdes et difficiles à renverser en raison du poids du passé et du fait que la structure initiale d'une population exerce souvent une grande force d'inertie. C'est notamment le cas lorsqu'on examine comment la structure par âge d'un groupe linguistique donné risque d'influencer les modèles de migration future de ce groupe, les populations plus âgées étant, par exemple, moins susceptibles de migrer.

Notre étude présente des résultats de projections et non pas des prédictions démographiques (voir l'étude « Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036 », Statistique Canada, 2017a). Cela tient au fait qu'il n'est pas en notre pouvoir de prévoir l'avenir démolinguistique de la population canadienne, voire d'une province en particulier. Ces projections, comme nous le verrons plus loin, permettent plutôt d'examiner et de mettre en lumière à quoi ressemblerait le futur démolinguistique si les hypothèses et les scénarios élaborés devaient se réaliser. Par exemple, on ne peut savoir si la fécondité augmentera dans l'avenir et, le cas échéant, de combien serait cette hausse. On ne sait pas non plus combien de nouveaux immigrants le Canada accueillera dans 20 ans, ni comment seront distribués ces immigrants à travers le pays. Cela dit, selon les hypothèses choisies (faible ou forte fécondité, faible ou forte migration, même ou différente composition de l'immigration, etc.) et les scénarios examinés (combinaisons des hypothèses), il est donc possible de présenter une fourchette plausible d'évolution de la situation ainsi que les facteurs susceptibles de l'influencer et de quantifier la sensibilité de cette évolution aux différents scénarios.

10. Selon Termote (2011), la migration interne (interprovinciale et interrégionale) est, en raison de son caractère instable attribuable à l'évolution de la conjoncture économique, la source principale des erreurs dans les prévisions concernant certaines régions géographiques.

1.2 Exercices antérieurs de projections linguistiques

Contrairement aux travaux réalisés en matière de projections démographiques, somme toute assez peu de travaux ont été menés en matière de projections démolinguistiques dans le passé. Termote fait exception à ce constat, ayant mené pas moins de cinq exercices prospectifs en près de 20 ans (1994, 1996, 1999, 2008, 2011) à partir des recensements de 1986, 1991, 1996, 2001 et 2006.

Bien que Maheux (1968) ainsi que Charbonneau, Henripin et Légaré (1973) se soient prêtés à quelques études prospectives sur la population francophone du Canada et du Québec en particulier, Lachapelle et Henripin (1980) ont été les premiers à diffuser des résultats de projections démolinguistiques pour l'ensemble du pays. En raison des données sur la langue disponibles et des moyens informatiques très limités de l'époque, ces derniers n'ont pu bénéficier, outre les données des recensements sur la langue maternelle, que des informations sur la langue d'usage au foyer au recensement de 1971. Ainsi, la structure démographique initiale projetée se limitait à 4 variables : l'âge, la région, la langue maternelle et la langue d'usage. De plus, trois régions avaient été choisies, soit Montréal, le Québec hors Montréal et le Canada hors Québec.

Termote et Gauvreau (1988) se sont quant à eux prêtés à des projections démolinguistiques sur l'ensemble du Québec et ses régions en utilisant les données sur la langue d'usage aux recensements de 1971 et 1981, une question sur la langue parlée à la maison n'ayant pas été posée au recensement de 1976. De plus, ces auteurs s'appuyaient alors sur une structure initiale caractérisée par une période exceptionnelle en matière de migration interprovinciale, comme nous le verrons plus loin dans notre étude.

Avant la diffusion des premiers travaux prévisionnels de Termote en 1994, trois autres exercices prévisionnels furent menés sur la région de Montréal (Benjamin et Baillargeon, 1977; Veltman, 1989; Paillé, 1990). Parmi eux, notons que Veltman a examiné un grand nombre d'hypothèses en matière de mobilité linguistique qui ont démontré l'influence relative limitée du phénomène. Quant aux travaux de Paillé, ceux-ci ont porté essentiellement sur l'évolution de la population de langue maternelle française sur l'île de Montréal.

Alors que tous ces travaux ont été menés en adoptant un modèle traditionnel de projection fonctionnant sur la base de données agrégées (modèle par cohortes et composantes), Sabourin et Bélanger (2014, 2015) ont plutôt utilisé une approche par microsimulation. S'appuyant sur les travaux de Bélanger et Caron-Malenfant (2005) et Caron-Malenfant, Lebel et Martel (2010) et prenant comme structure initiale la population lors du recensement de 2006, ils ont ainsi projeté la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison en utilisant un certain nombre d'hypothèses et de scénarios en matière de fécondité, de mortalité, de migration interne et internationale et de transferts linguistiques intra- et intergénérationnels[11].

1.3 Projeter quoi, projeter qui? Quelles caractéristiques linguistiques projetées?

Tout exercice de projections en matière de langue au Canada repose sur un certain nombre d'hypothèses, d'axiomes et de suppositions. Projeter l'évolution des caractéristiques et des pratiques linguistiques, voire de la situation linguistique, à partir de données censitaires ou, dans le cas de notre étude, de données de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011, nous force d'entrée de jeu à reconnaître que ces projections sont nécessairement limitées par l'information qui y est disponible sur le sujet, pourtant déjà très riche au Canada en regard des pratiques internationales. Non seulement le recensement canadien (ou l'ENM de 2011) comprend-il sept questions ou sous-questions sur la langue, mais en matière de statistiques linguistiques, le Canada est l'un des rares pays du monde à recueillir de l'information sur chacun des « domaines » recommandés par les Nations Unies dans le cadre d'un recensement : « a) la langue maternelle, b) la langue habituelle (définie comme la langue parlée habituellement ou le plus souvent au foyer) et c) l'aptitude à parler une ou plusieurs langues déterminées » (Nations Unies, 2009)[12].

11. Sabourin et Bélanger (2014) ont également projeté la connaissance des langues officielles, mais ont observé des divergences en regard des tendances récentes.
12. *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements*, Études statistiques, Série M N°67/Rev.2, Nations Unies, 2009.

Dans le recensement et l'ENM de 2011, la question sur la langue maternelle, qui est demeurée à peu près la même depuis le Recensement de 1941, était libellée ainsi :

> « Quelle est la langue que cette personne a apprise en premier lieu à la maison dans son enfance et qu'elle comprend encore ? Si cette personne ne comprend plus la première langue apprise, indiquez la seconde langue qu'elle a apprise. »

La question sur la langue parlée le plus souvent à la maison était libellée comme suit en 2011:

> « Quelle langue cette personne parle-t-elle le plus souvent à la maison? »

Quant à la question relative à la connaissance du français et de l'anglais, celle-ci a peu varié depuis le Recensement de 1971. En 2011, elle était formulée comme suit :

> « Cette personne connaît-elle assez bien le français ou l'anglais pour soutenir une conversation? »

Quatre possibilités de réponse sont offertes : français seulement; anglais seulement; français et anglais; enfin ni français ni anglais. Il s'agit d'une question subjective dont la réponse est laissée à l'appréciation des recensés, sans doute dans beaucoup de cas à la personne dans le ménage qui remplit le questionnaire pour tous.

Malgré cette abondance de statistiques sur le sujet au Canada, le fait de disposer de données sur, par exemple, les langues utilisées au travail (principales ou secondaires) ou sur l'utilisation secondaire d'une ou de plusieurs langues à la maison ne permet pas forcément de les utiliser à des fins de projection. Il en irait de même si nous disposions de données détaillées sur l'utilisation des langues dans l'espace public (dans les commerces, les services à la population, etc.). Cela tient notamment à la complexité de les intégrer à un modèle de projection qui repose sur une multitude de facteurs et de caractéristiques qui interagissent les uns avec les autres. En d'autres termes, le nombre de transitions interdépendantes est généralement le principal facteur qui pose problème ainsi que la disponibilité de données sur chacune de ces transitions[13]. Par exemple, pour projeter l'utilisation secondaire d'une langue à la maison, il faudrait d'abord mieux comprendre l'ensemble des facteurs et des conditions qui font en sorte qu'un individu commence à parler (ou cesse de parler) cette langue de façon secondaire et être en mesure de modéliser et de projeter chacun de ces facteurs qui interagissent possiblement les uns avec les autres. Ces facteurs pourraient en effet comprendre l'utilisation des langues à l'extérieur du foyer (au travail, à l'école, avec les amis, etc.), le fait de migrer d'une province à l'autre, le fait de changer d'emploi, le fait de rencontrer un conjoint, le fait de parler cette langue de façon secondaire avant d'immigrer au Canada, etc. Il faut ajouter à cela le fait que nous faisons également face à une évolution difficilement prévisible et assez variable des déclarations multiples au regard de ces pratiques dans le temps[14]. Finalement, dans le cas de la (ou des) langue(s) utilisée(s) au travail dans les zones de contacts interlinguistiques, celle(s)-ci est (sont) généralement associée(s) à des caractéristiques spécifiques des secteurs d'industrie et des professions, information très difficile à projeter et non disponible dans le modèle de microsimulation Demosim[15].

Face à notre question de départ, à savoir ce que nous projetons, il serait prétentieux de croire que nous pouvons, à partir de la structure initiale utilisée et des transitions considérées, projeter l'ensemble de la « situation linguistique » à l'horizon de 2036. La « situation linguistique » sous-entend en effet un ensemble de dynamiques et de rapports interlinguistiques complexes qui ne peut être complètement pris en compte par des données censitaires ou d'enquêtes à grande échelle. Il en va de même avec l'idée de savoir qui nous projetons. À cet égard, le choix des termes et des critères utilisés pour définir les groupes ou les collectivités linguistiques comprend toujours une part d'arbitraire. Leur utilisation doit donc nécessairement prendre en compte le fait que, dans leur acception normative, ils ne sont pas complètement neutres ni ne permettent de saisir toute la complexité de la réalité qu'ils prétendent cerner.

Dans notre étude, nous utilisons à maintes reprises la notion de groupe linguistique. Cette notion polysémique comporte nécessairement des limites bien qu'elle ait un caractère heuristique. On parlera, par exemple, de l'ensemble des personnes ayant déclaré la même langue maternelle et qui résident sur un territoire donné, comme

13. On entend généralement par le terme « transition » le fait pour un individu de passer d'un état x à un état y. Par exemple, en matière linguistique, une transition pourrait désigner le fait de commencer à parler une autre langue que sa langue maternelle le plus souvent à la maison (ou de recommencer à parler cette langue maternelle) ou d'acquérir (ou de perdre) la connaissance d'une langue seconde.
14. Non seulement l'évolution des déclarations multiples aux questions linguistiques du recensement est-elle très instable dans le temps pour un même individu (voir Houle, Corbeil et Nault, Statistique Canada, 2013), mais, d'un recensement à l'autre, on observe également des transitions (ou des permutations) entre les volets « langue parlée le plus souvent » et « autre langue parlée régulièrement », comme, par exemple, le fait de déclarer parler deux langues à égalité à un recensement et déclarer en parler une le plus souvent et l'autre régulièrement comme langue secondaire au recensement suivant, et vice-versa.
15. Voir la section 1.4 ci-après et Statistique Canada (2017b)

constituant un groupe linguistique spécifique en raison de cette caractéristique commune. Il en va de même si l'on utilise plutôt le critère de la langue parlée le plus souvent (principale langue d'usage) à la maison, voire celui de la première langue officielle parlée, dont nous traiterons ci-après. D'aucuns pourraient préférer définir un groupe en fonction de l'utilisation prédominante d'une langue dans l'espace public, voire même en fonction de la capacité de soutenir une conversation dans une langue donnée. C'est du reste le critère utilisé par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) pour définir les collectivités francophones de la planète[16].

Lachapelle (1991) définit un groupe linguistique comme un groupement d'êtres humains présentant entre eux certaines affinités linguistiques. Nous pourrions également parler d'un ensemble de personnes qui partagent certaines caractéristiques spécifiques associées à la langue ou à une langue en particulier. Or, nous savons que ces « affinités linguistiques »[17] peuvent reposer sur une multitude de critères démographiques, sociologiques, politiques, culturels, etc.

Dans certains cas, et aux fins de simplification, des groupes seront même définis en fonction de critères qu'ils ne partagent pas avec d'autres collectivités. Par exemple, un nombre croissant de personnes ont en commun le fait *de ne pas avoir* le français ni l'anglais, langues officielles du pays, comme langue maternelle ou comme principale langue d'usage au foyer. En ce sens, la seule affinité linguistique, si l'on peut dire, qu'ils partagent entre eux est le fait de ne pas avoir une langue maternelle ou d'usage au foyer française ou anglaise. Lorsque l'accent est mis sur le français ou l'anglais, et en raison du fait que près de 200 langues différentes sont déclarées au recensement, il a généralement été de pratique courante de les regrouper ensemble sous le vocable de « langues non officielles ». En français, le terme « langue tierce » est de plus en plus utilisé pour désigner les langues autres que le français ou l'anglais. Ce groupe de langues englobe à la fois les langues autochtones et les langues dites immigrantes[18].

S'agissant des termes « francophone » et « anglophone », le terme « allophone » est également largement utilisé, en particulier au Québec, pour désigner ce tiers groupe linguistique. Ce terme a été créé dans le cadre de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec (1968-1972). Tiré des racines grecques allos (« autre ») et phônê (« voix », « son »), ce néologisme désigne habituellement toute personne dont la langue maternelle ou la principale langue d'usage au foyer est autre que le français ou l'anglais[19]. Il a par ailleurs progressivement intégré le discours politique, scientifique, voire même vernaculaire, en particulier au Québec, mais il est également perçu par certains comme empreint d'essentialisme (« être » allophone plutôt qu'« être » francophone ou anglophone).

Notre étude évitera donc, à dessein, de parler de communautés ou de groupe francophone ou anglophone, voire allophone. Cela dit, nous parlerons de groupe de langue française, anglaise ou autre (tierce), voire de langues officielles ou non officielles et spécifierons toujours à quel critère ces termes réfèrent. Plus spécifiquement, nous projetons sur l'horizon 2036 les effectifs et les parts relatives des groupes qui auront en commun le français, l'anglais ou une autre langue (langue tierce)[20] comme langue maternelle ou comme langue parlée le plus souvent à la maison. Nous projetterons également l'effectif et le pourcentage des populations ayant le français ou l'anglais comme première langue officielle parlée ainsi que les populations capables de soutenir une conversation en français ou en anglais.

1.3.1 Les questions linguistiques utilisées aux fins de projections

Pourquoi projeter les populations selon les critères de la langue maternelle, de la principale langue d'usage à la maison et de la première langue officielle parlée?

Tout d'abord, en raison de leur disponibilité depuis le début du 20e siècle et de leur utilisation plus étendue depuis les années 1960[21], les données sur la langue maternelle ont permis d'étudier l'évolution et la situation des différents groupes linguistique au pays. La notion de langue maternelle a en effet été pendant plusieurs années le principal critère utilisé pour désigner les groupes de langue anglaise ou française ou autre au Canada et au

16. Voir la publication *La langue française dans le monde 2014*. OIF Éditions Nathan, Paris, 2014. Voir également la publication *Mesurer la francophonie et identifier les francophones : inventaire critique des sources et des méthodes*, sous la direction de Bruno Maurer, 2e Séminaire international sur les méthodologies d'observation de la langue française (octobre 2014), Éditions des archives contemporaines, Paris, 2015.
17. Ces affinités peuvent notamment comprendre le fait de parler (ou d'être capable de parler) une langue commune (groupe de locuteurs), d'utiliser la même langue au travail, d'avoir la même langue d'enseignement, de lire dans une langue commune, etc.
18. Voir Houle, 2012.
19. Voir le Grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française : www.granddictionnaire.com
20. En raison du très grand nombre de langues qui composent le groupe de langues tierces, notre étude ne présente aucune projection de l'une ou l'autre de ces langues prise individuellement.
21. Même si, depuis 1901, le recensement comportait une question sur la langue maternelle ainsi que sur la connaissance du français et de l'anglais, la plupart des spécialistes donnaient priorité à l'origine ethnique comme principale variable ethnoculturelle et marqueur identitaire, et cela s'est maintenu jusqu'au recensement de 1961.

Québec en particulier. Ce choix découle de considérations historiques. Non seulement les statistiques fondées sur la langue maternelle ont longtemps eu l'avantage d'être approximativement comparables depuis plus d'un demi-siècle, mais l'article 23 de la Charte des droits et libertés de 1982 utilise le critère de la langue maternelle comme l'une des conditions permettant aux parents d'inscrire leurs enfants à l'école primaire ou secondaire dans la langue de la minorité de langue officielle.

Toutefois, la langue maternelle des individus ne renseigne pas sur leur utilisation des langues. Dans son rapport de 1967, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Laurendeau-Dunton) déclarait que les données des recensements sur la langue maternelle étaient en retard d'une génération sur les faits et suggérait que l'on recueille de l'information sur la langue habituelle des Canadiens. La Commission souhaitait ainsi qu'on ajoute une question au recensement, laquelle « porterait précisément sur la langue principale de chaque Canadien. Elle permettrait d'apprendre quelle langue il parle le plus, et de façon habituelle, à la maison et au travail »[22]. Lors du Recensement de 1971, Statistique Canada a donné suite à cette suggestion en choisissant d'ajouter une question sur la langue parlée le plus souvent à la maison. Pour l'essentiel, ce choix découlait du fait que, selon la Commission, il serait utile d'obtenir de l'information sur l'utilisation actuelle des langues, qui complèterait ainsi celle que l'on obtenait grâce à la question portant sur la première langue apprise dans l'enfance (Lachapelle, 1991).

La question sur la langue parlée le plus souvent à la maison, ainsi ajoutée au questionnaire du recensement en 1971, procurait donc une information sur la langue d'usage principale dans la sphère familiale ou privée. Elle permettait également, en la croisant avec l'information sur la langue maternelle, d'étudier le phénomène des transferts (ou substitutions linguistiques), soit le fait d'adopter une autre langue que sa langue maternelle comme principale langue d'usage au foyer. De plus, en raison du fait que la langue parlée le plus souvent à la maison est généralement celle qui sera transmise aux enfants (Lachapelle, 1991; Marmen et Corbeil, 2004; Lachapelle et Lepage, 2010), son ajout au recensement permettait ainsi d'étudier et de mesurer les phénomènes de mobilité inter- et intragénérationnelle des langues.

Quant à la question sur la connaissance du français ou de l'anglais - question également posée depuis 1901 au recensement - elle permettait de mesurer le bilinguisme français-anglais et, en particulier au cours des premières décennies du 20e siècle, la connaissance de l'anglais, langue du commerce et des affaires, chez les Canadiens-français et les nouveaux immigrants de langue maternelle autre que française ou anglaise (Houle et Cambron-Prémont, 2015).

En raison de la forte poussée et de la diversification de l'immigration internationale à partir du milieu des années 1980, une immigration de plus en plus originaire de pays non européens et très majoritairement de langue maternelle tierce (autre que le français ou l'anglais)[23], la question se posait de savoir quelle approche adopter au regard de ces nouveaux citoyens pour établir la langue officielle dans laquelle ils sont susceptibles de demander des services et de communiquer avec le gouvernement fédéral. Nombre d'intervenants et d'acteurs gouvernementaux avaient ainsi commencé à s'interroger sur la « première langue officielle » de ces individus. Ces immigrants, au fur et à mesure que se prolonge leur durée de résidence au Canada, ont en effet tendance à utiliser le français ou l'anglais à la maison ou au travail, et moins de 2 % de la population canadienne déclare d'un recensement à l'autre ne connaître ni le français ni l'anglais[24].

À la demande du gouvernement fédéral, du Conseil du Trésor en particulier, Statistique Canada a développé en 1989 différentes variantes de la notion de « première langue officielle parlée (PLOP) » pour estimer la population minoritaire francophone (Canada et chacune des provinces à l'extérieur du Québec) et anglophone (au Québec). À ce titre, Statistique Canada (1989) affirmait que « plusieurs valeurs peuvent être obtenues selon les hypothèses faites et selon l'ordre dans lequel les trois variables [connaissance des langues officielles, langue maternelle et langue parlée le plus souvent à la maison] présentes dans le Recensement [de 1986] sont prises en compte ».

C'est en décembre 1991 que la méthode, dite méthode I, adoptée par le gouvernement fédéral a été inscrite dans le Règlement sur les langues officielles — Communications avec le public et prestation de services. À l'article 2 de ce Règlement on y décrit la méthode utilisée pour déterminer la PLOP, la première des deux variantes présentées dans *Estimations de la population selon la première langue officielle parlée* (Statistique Canada, 1989), méthode

22. Voir Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1967. Introduction générale. Livre I : Les langues officielles, p.18. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
23. Au Recensement de 1971, 38 langues ont été diffusées. Les cinq principales langues maternelles non officielles de la population étaient l'allemand, l'italien, l'ukrainien, les langues autochtones (sauf les langues inuites) et le néerlandais. En 2011, sur les 200 langues diffusées, les cinq langues maternelles non officielles principales étaient le pendjabi, le chinois (n.d.a.), l'espagnol, l'italien et l'allemand.
24. Pour plus d'informations sur la diversité des langues dites immigrantes lors de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, voir Houle, 2012.

qui « tient compte premièrement [et successivement], de la connaissance des langues officielles, deuxièmement, de la langue maternelle et, troisièmement, de la langue parlée le plus souvent à la maison »[25].

Comme mentionné dans cette publication, la notion de première langue officielle parlée comprend deux dimensions spécifiques. D'une part, l'épithète « parlée » signifie qu'une personne doit pouvoir soutenir une *conversation dans la première langue assignée. D'autre part, le qualificatif « première » revêt deux significations* différentes. Parmi la population dont le français ou l'anglais est la langue maternelle, il désigne d'abord la langue apprise en premier lieu dans la petite enfance (langue maternelle). Chez les personnes n'ayant pas le français ou l'anglais comme langue maternelle, il désigne plutôt, au sens de principal, la langue la mieux connue au moment du recensement ou celle parlée le plus souvent à la maison.

L'application de la première langue officielle parlée (PLOP) au cas québécois revêt une valeur heuristique certaine lorsqu'il est question de mesurer la langue que la population de langue maternelle tierce est le plus susceptible d'utiliser dans la sphère publique, voire celle dans laquelle elle est le plus à l'aise pour communiquer. Ainsi, lors de l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle (EVMLO) menée par Statistique Canada en 2006 en collaboration avec une dizaine de ministères et d'agences du gouvernement fédéral, on y apprenait que chez les adultes de la région métropolitaine de recensement de Montréal, là où est concentrée la très forte majorité des Québécois ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, 94 % de la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée a déclaré être plus à l'aise en anglais qu'en français pour communiquer, alors que chez les personnes ayant le français comme PLOP, 95 % a déclaré être plus à l'aise dans cette langue pour parler. Le fait de projeter la population à l'horizon de 2036 en fonction du critère de la première langue officielle parlée peut donc fournir une information utile et pertinente dans la mesure où, pour une part importante de la population de langue maternelle tierce, ce critère ne correspond pas à celui de la principale langue d'usage à la maison, mais bien à la langue officielle dans laquelle elle se sent le plus à l'aise.

1.4 Ce que permet le modèle de microsimulation Demosim

Demosim est un modèle de microsimulation créé et maintenu à Statistique Canada qui permet la réalisation de projections démographiques de plusieurs caractéristiques de la population canadienne comme, par exemple, le statut des générations, le groupe de minorités visibles, l'identité autochtone, la langue maternelle, etc[26].

Bien que ce modèle utilise la méthode des composantes comme dans les modèles de projections traditionnels (soit les modèles par cohortes et composantes), il s'en distingue du fait qu'au lieu de projeter des agrégats d'individus ou cohortes, il projette les individus un à la fois (microsimulation). La population de base de la version actuelle de Demosim a été constituée à partir des fichiers de microdonnées de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 ajustée pour le sous-dénombrement net au recensement et les réserves partiellement dénombrées à l'ENM[27].

Encadré 1. Population de départ : l'Enquête nationale auprès des ménages.

Les données pour la population de départ sont tirées de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011, corrigée pour le sous-dénombrement net. Les trois variables linguistiques qui ont été projetées au moyen de Demosim (ainsi que la variable dérivée de la première langue officielle parlée) ont également été posées au recensement de 2011. Toutefois, le recensement de 2011, bien qu'envoyé à l'ensemble des ménages du Canada, ne comptait, outre les trois variables linguistiques, que quelques variables démographiques comme le sexe, la date de naissance (l'âge) ou la situation matrimoniale. Contrairement à l'ENM de 2011, le recensement de la même année ne posait aucune question sur le statut d'immigrant ou l'année l'immigration, la migration interne, le plus haut niveau de scolarité, etc. L'ENM de 2011 a donc été privilégiée comme population de départ en raison des détails qu'elle permet de connaître sur la composition de la population canadienne en début de projection.

25. L'autre variante proposée, aussi appelée méthode II, inversait l'ordre dans lequel les données sur la langue maternelle et sur la langue parlée le plus souvent à la maison étaient prises en compte (voir Houle, 1989).
26. Voir Statistique Canada, 2017b pour la liste des variables projetées.
27. Voir Statistique Canada, 2017b. Se référer également à l'encadré 1 pour un aperçu général des raisons pour lesquelles les projections linguistiques ont été effectuées à partir de l'ENM de 2011.

Les modèles par cohorte ont été le plus souvent utilisés pour projeter une seule variable linguistique à la fois, soit la langue maternelle soit la langue parlée le plus souvent à la maison. Avec la version actuelle de Demosim, au contraire, on peut projeter trois variables linguistiques simultanément et générer une quatrième variable linguistique en cours de projection. La langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison, la connaissance des langues officielles et la première langue officielle parlée (PLOP) sont ainsi les quatre variables projetées par Demosim.

La microsimulation permet de projeter ces variables linguistiques supportées, grâce aux sources de données disponibles et aux méthodes d'estimation employées, par de nombreuses autres variables sociodémographiques. Les paramètres de projection des transitions relatives à chacune des trois variables linguistiques sont calculés, pour la plupart, au moyen de régressions logistiques (bi- et multinomiales) qui tiennent compte de l'effet de plusieurs variables sociodémographiques (scolarité, âge, statut des générations, etc.) qui sont projetées en même temps.

Dans notre étude, l'approche suivie pour projeter les variables linguistiques comprend les éléments suivants :

- Deux séries de modèles permettent l'attribution initiale (ou la transmission) des caractéristiques linguistiques aux nouveau-nés à partir des caractéristiques de la mère[28] (mobilité linguistique intergénérationnelle), soit la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la connaissance des langues officielles. La langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison sont transmises de façon simultanée à l'enfant par l'intermédiaire d'une première série de modèles alors que la connaissance des langues officielles est attribuée par le biais de la seconde série de modèles[29].
- Deux autres séries de modèles mesurent les transitions linguistiques individuelles entre la naissance de l'individu et son 50e anniversaire de naissance (mobilité linguistique intra-générationnelle), soit les changements de langue parlée le plus souvent à la maison et les changements de connaissance des langues officielles.
- Ces quatre séries de modèles sont stratifiées selon la région de résidence, le statut d'immigrant, la langue parlée le plus souvent à la maison et, le cas échéant (dans le cas des transitions), la langue maternelle et la connaissance des langues officielles. La stratification génère des sous-populations plus homogènes et rend possible un plus grand nombre d'interactions entre ces sous-populations et les variables indépendantes des modèles.
- La langue maternelle, une fois attribuée aux enfants à la naissance, ne change pas au cours de la vie de l'individu.
- La langue parlée le plus souvent à la maison et la connaissance des langues officielles peuvent changer en cours de vie, produisant les transferts (ou substitutions) linguistiques, l'apprentissage des langues officielles, le bilinguisme français-anglais ou l'unilinguisme.
- Les variables indépendantes prises en compte par les modèles comprennent l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la région de résidence, le bilinguisme français-anglais, la langue maternelle, la génération et, spécifiquement pour les immigrants, la durée de résidence au Canada, l'âge à l'arrivée et la région de naissance. Ces variables vont déterminer les paramètres de la mobilité linguistique de chaque sous-population définie à l'étape de la stratification.
- La corrélation intrinsèque entre les variables linguistiques est prise en compte par la stratification selon les caractéristiques linguistiques et l'inclusion de la langue maternelle et/ou du bilinguisme français-anglais dans la liste des variables indépendantes de chaque modèle d'attribution initiale (transmission) et de transition.
- La première langue officielle parlée (PLOP) est calculée et mise à jour en cours de projection par Demosim sur la base de la connaissance des langues officielles, de la langue maternelle et de la langue parlée le plus souvent à la maison.

L'approche par microsimulation projette donc de manière simultanée et cohérente un très grand nombre de caractéristiques, dont quatre caractéristiques linguistiques, pour chaque individu. Cette approche capte les changements dans la composition démographique de la population qui se produisent en cours de projection et tient compte des comportements différentiels des individus en fonction de leurs caractéristiques.

28. Les paramètres de la transmission intergénérationnelle permettent de tenir compte du type d'union à travers les caractéristiques de la mère. Pour plus d'informations, voir Statistique Canada (2017b).
29. Pour plus d'informations concernant la façon dont les caractéristiques sont attribuées aux nouveaux immigrants, le lecteur est invité à consulter Statistique Canada (2017b).

Toute la mécanique d'estimation de la mobilité linguistique est rendue possible par l'accessibilité aux microdonnées de l'ENM de 2011 d'une part (voir encadré 2), et par la disponibilité à Statistique Canada de couplages d'enregistrements des recensements de 2001 et 2006 et de couplages d'enregistrements des recensements de 2006 et 2011 d'autre part. À cet égard, les données de l'ENM servent à attribuer les caractéristiques linguistiques aux nouveau-nés et les couplages permettent d'identifier les principaux flux des transitions linguistiques individuelles (par exemple, pour un individu donné, l'apprentissage d'une langue, la transition vers l'adoption d'une nouvelle langue principale à la maison, etc.). Le couplage 2001-2006 a servi à modéliser les transitions de la langue parlée le plus souvent à la maison tandis que le couplage 2006-2011 a servi à la modélisation des transitions de la connaissance des langues officielles (voir encadré 3).

Encadré 2. La comparabilité des données linguistiques de l'ENM de 2011.

Le document méthodologique sur les données linguistiques du recensement de 2011 (Houle, Corbeil et Nault, 2013) a mis en lumière le fait que ce recensement sous-estime, par rapport aux recensements de 2001 et 2006 (questionnaires détaillés), la part relative des langues tierces, tant pour ce qui est de la langue maternelle que pour la langue parlée le plus souvent à la maison. En 2011, les informations linguistiques de base ont été recueillies au moyen d'un questionnaire abrégé ne comportant que dix questions, plutôt que les 53 posées en 2006 avec le questionnaire détaillé, ce qui a eu cet effet inattendu sur les déclarations aux questions sur la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison. Toutefois, la connaissance des langues officielles ne semble pas avoir été affectée par le changement de questionnaire ni la variable dérivée de la première langue officielle parlée (PLOP).

Comme les comptes linguistiques de l'ENM ont été pondérés pour refléter ceux du recensement de 2011, les données selon la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison de l'ENM produisent également des effectifs non comparables par rapport aux recensements antérieurs. Si l'ENM, qui est utilisée comme population de départ pour Demosim, a été corrigée pour le sous-dénombrement net, elle ne l'a pas été pour rendre les variables linguistiques comparables avec celles des recensements antérieurs. Toutefois, nous nous sommes assurés que la projection des variables linguistiques est cohérente avec les évolutions passées sans égard au biais entraîné par le changement de questionnaire entre 2006 et 2011 (voir l'encadré 3).

Afin de contourner les problèmes de comparabilité, nous avons donc examiné les transitions observées entre 2001 et 2006. Cette approche a découlé du fait que nous nous sommes demandé si l'ENM de 2011 pouvait être utilisée sans risque pour l'estimation des paramètres de transmission des caractéristiques linguistiques des mères aux nouveau-nés. Ces paramètres ont été calculés respectivement avec le recensement de 2006 et l'ENM de 2011 et les résultats ont montré qu'il n'y avait aucune différence sensible entre les deux : les tests effectués à partir de l'une et l'autre série de paramètres n'ont pas montré de différence notable des effectifs projetés des différents groupes linguistiques.

Encadré 3. L'utilisation des couplages pour l'estimation des paramètres de la mobilité intragénérationnelle.

Les taux de transition de la langue parlée le plus souvent à la maison et de la connaissance des langues officielles ont été estimés au moyen de modèles de régression. Deux couplages distincts entre recensements ont été utilisés à ces fins : un couplage entre les recensements de 2001 et 2006, puis entre 2006 et 2011. Pour les transitions de la langue parlée le plus souvent à la maison, on a utilisé le couplage entre les recensements de 2001 et 2006 et non celui entre 2006 et 2011 en raison des lacunes entourant la comparabilité des résultats relatifs à cette variable entre 2006 et 2011.

Le couplage entre les recensements de 2006 et 2011 a cependant été utilisé pour l'estimation des paramètres de transition de la connaissance des langues officielles malgré la différence de questionnaire. Ce couplage comporte deux avantages notables par rapport au couplage entre les recensements de 2001 et 2006. D'une part, la méthode et la qualité du couplage sont supérieures : le taux de couplage qui en a résulté a été de 70 %. D'autre part, parce que le recensement de 2011 (questionnaire abrégé) incluait nos trois variables linguistiques d'intérêt, le questionnaire détaillé de 2006 et le questionnaire abrégé de 2011 ont donc pu être appariés, ce qui a permis d'augmenter considérablement la taille de la population couplée qui s'est ainsi chiffrée à 4,5 millions de personnes. Un essai effectué avec le couplage entre 2001 et 2006 nous a d'ailleurs confirmé la justesse de ce choix.

Les couplages permettent de distinguer plusieurs flux simples de mobilité linguistique (intra- et intergénérationnelle et apprentissage ou perte de connaissance d'une langue officielle) composés d'une combinaison de deux caractéristiques linguistiques d'origine observées à un recensement donné et d'une unique caractéristique linguistique de destination observée cinq ans plus tard au recensement suivant[30]. Les couplages permettent d'isoler l'ensemble des flux bruts de mobilité et de désagréger la population en sous-groupes pouvant afficher des comportements propres en matière de pratiques linguistiques. Comme le signale si bien Termote, « plus la population est désagrégée en catégories homogènes, plus la prévision sera fiable » (Termote, 2011 : 71), ce qui parait tout à fait pertinent pour les sous-populations définies par leurs caractéristiques linguistiques.

Les paramètres de la mobilité intra-générationnelle ont été estimés au moyen de 20 modèles de régression pour la mobilité de la langue parlée le plus souvent à la maison qui représentent 90 % de l'ensemble des transitions individuelles, et de 28 modèles pour la mobilité (apprentissage ou perte) de la connaissance des langues officielles qui constituent 97 % de l'ensemble des transitions individuelles.

Ce qui est vrai des transitions linguistiques l'est aussi de l'attribution des caractéristiques linguistiques aux enfants à la naissance (la transmission). Les flux intergénérationnels mère-enfant ont été désagrégés de façon similaire à la désagrégation des flux de transition linguistique et pour les mêmes raisons. La modélisation de ces flux fait intervenir sensiblement les mêmes variables indépendantes que les modèles de transition, ce qui assure la cohérence entre les deux formes de mobilité. Au total, les paramètres de transmission de la langue parlée à la maison et de la langue maternelle ont été estimés au moyen de 10 modèles de régressions et ceux de la connaissance initiale des langues officielles par le biais de 12 modèles de régression.

En regard de la méthode par cohorte, la microsimulation augmente considérablement le potentiel analytique des projections, notamment le fait de pouvoir cibler l'évolution des caractéristiques linguistiques de certaines sous-populations (par ex. les immigrants de langue française vivant hors Québec) ou certains phénomènes (par ex. les transferts linguistiques). Les possibilités et la flexibilité dans l'élaboration d'hypothèses et de scénarios d'évolution future de la population s'en trouvent également facilitées et accrues.

1.5 Scénarios analysés dans la présente étude

Dans le cadre des présentes projections linguistiques, 16 scénarios sont analysés, soit 11 scénarios de base qui s'inspirent en grande partie de ceux présentés dans le rapport *Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036* et cinq scénarios préparés spécifiquement pour cet exercice de projection linguistique et qui serviront à appuyer certains aspects précis de l'analyse.

Les hypothèses des 11 scénarios de base qui sont analysés dans notre étude sont présentées au tableau 1.1[31]. Ces neuf scénarios se distinguent de ceux utilisés pour la projection de la diversité et de l'immigration par la période de référence retenue pour la mesure de la migration interne. Pour les projections de la diversité et de l'immigration, la composante de la migration interne est calculée sur la base des données des recensements de 2001 et 2006 et de l'Enquête auprès des ménages (ENM) de 2011. Dans les projections linguistiques, la migration interne a été calculée à partir du recensement de 2006 et de l'ENM seulement. La raison tient au fait que la mobilité interne de la période 1996-2001 a été exceptionnelle pour les populations de langue française du Québec. Durant cette période en effet, la conjoncture économique a incité un nombre important de Québécois de langue maternelle française à quitter la province pour aller s'établir principalement en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique[32]. Le caractère exceptionnel du patron de migration interne de la période 1996-2001 nous a toutefois conduits à en faire un scénario en soi (voir ci-après).

Le scénario de référence (scénario 1.1) et les scénarios de faible et forte immigration (1.3 et 1.4) sont abondamment utilisés dans ce rapport. Les scénarios de base comprennent également quatre autres scénarios qui se distinguent du scénario de référence par la seule composante de l'immigration, soit son niveau (le scénario 1.2 d'immigration nulle après 2016), la distribution géographique des immigrants (scénarios 1.5 et 1.6) et les pays d'origine des immigrants (scénario 1.7). Ces quatre derniers scénarios sont analysés au chapitre 3. L'immigration est l'un de ces phénomènes démographiques aux répercussions majeures sur l'évolution démographique des

30. Les transitions de la langue parlée à la maison sont estimées pour des sous-groupes formés d'une langue maternelle et d'une langue parlée le plus souvent à la maison donnée tandis que celles de la connaissance des langues officielles sont estimées pour des sous-groupes formés d'une langue parlée le plus souvent à la maison et d'une des catégories de connaissance des langues officielles (c'est-à-dire français seulement, anglais seulement, français et anglais et ni français ni anglais).

31. Ces scénarios et les hypothèses relatives aux différentes composantes qui se combinent pour former ces scénarios sont expliqués plus en détail dans le rapport intitulé *Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036* (Statistique Canada, 2017a).

32. Le chapitre 2 aborde plus en détail l'évolution historique de la migration interprovinciale des groupes linguistiques.

divers groupes linguistiques au pays (voir le chapitre 2) et sur lequel l'État exerce une influence, tant en ce qui a trait au volume d'immigrants accueillis chaque année qu'à la composition de cette immigration, entre autres selon le pays de naissance ou la connaissance des langues officielles. Le scénario d'immigration nulle après 2016 n'est que théorique et peu plausible, mais il permet d'illustrer l'effet « absolu » du phénomène de l'immigration internationale sur l'évolution du portrait linguistique au pays.

Deux scénarios supplémentaires font varier, en plus de la composante de l'immigration internationale, le niveau de fécondité et l'espérance de vie (scénarios 1.8 et 1.9) de façon à obtenir un scénario de faible croissance et un scénario de forte croissance. Ces deux scénarios sont également analysés au chapitre 3.

Les scénarios 1.10 et 1.11 illustrent les répercussions des changements de patron de migration interne. Le scénario 1.10 est basé sur la migration interne de la période 1996-2001 caractérisée par une accélération, par rapport aux périodes encadrantes, de la migration interprovinciale des personnes de langue française du Québec vers le reste du Canada. Ce scénario, favorable aux populations de langue française à l'extérieur du Québec bien que faisant figure d'exception lors des 25 années ayant précédé 2011, a une certaine valeur heuristique étant donné qu'il s'est produit il y a à peine une quinzaine d'années; il ne semble donc pas impossible qu'il se reproduise à l'avenir sous certaines conditions. Le scénario 1.11 incorpore l'ensemble des patrons de migration interne des périodes 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2011.

Il est utile de rappeler que « le scénario de référence s'appelle ainsi non en raison de son meilleur caractère prospectif, mais plutôt parce qu'il constitue un scénario central à partir duquel sont construits les autres scénarios » (Statistique Canada, 2017a : 24). Le scénario de référence combine, entre autres, un niveau d'immigration moyen de 8,3 immigrants pour 1 000 habitants[33], une distribution provinciale ou territoriale des nouveaux immigrants à l'arrivée représentative de celle observée entre juillet 2010 et juin 2015, une émigration moyenne, une fécondité moyenne de 1,67 enfant par femme, une croissance moyenne de l'espérance de vie, un modèle de migration interne représentatif de la moyenne observée au cours des périodes 2001-2006 et 2006-2011, des transitions de la langue parlée le plus souvent à la maison observées durant la période 2001-2006 et finalement des transitions de la connaissance des langues officielles observées pendant la période 2006-2011. De plus, notons que la transmission ou l'attribution des caractéristiques linguistiques aux nouveau-nés, soit la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la connaissance des langues officielles, est basée sur l'ENM de 2011.

33. Bien que dans la littérature sur l'évolution de l'immigration au Canada l'on fasse souvent référence aux nombres d'immigrants admis chaque année, les hypothèses de niveau d'immigration sont exprimées ici, de même que dans la majorité des travaux en démographie, en taux pour 1 000 habitants. Cela tient au fait qu'un taux constant d'immigrants, disons 8,3 immigrants pour mille habitants, ne représentera pas le même nombre d'immigrants chaque année puisque ce nombre dépendra de l'effectif de la population canadienne à chaque année. Ainsi, un taux de 8,3 immigrants pour mille habitants en 2011 représentait 277 000 immigrants alors qu'il représenterait près de 350 000 immigrants par an en 2036.

Tableau 1.1
Principales hypothèses des scénarios de base analysés dans le rapport

Scénario	Immigration	Fécondité	Espérance de vie	Migration interne
1.1. Référence	Composition par pays de naissance : 2010/11-2014-15. Distribution géographique des immigrants à l'arrivée : 2010/11-2014-15. Taux : 8,3 / 1 000	Indice synthétique de fécondité (ISF) de 1,67 Fécondité différentielle constante	Croissance moyenne Mortalité différentielle constante	Taux moyens estimés entre 2001-2006 et 2006-2011
1.2. Zéro immigration	Référence pour la période 2011-2016. Aucune immigration pour la période 2017-2036			
1.3. Faible immigration	Référence, sauf : Taux : 5,0 / 1 000			
1.4. Forte immigration	Référence, sauf : Taux : 10,0 / 1 000			
1.5. Distribution géographique alternative des immigrants à l'arrivée (2005/06-2009/10)	Référence, sauf : Distribution géographique des immigrants à l'arrivée : 2005/06-2009/10			
1.6. Distribution géographique alternative des immigrants à l'arrivée (2000/01-2004/05)	Référence, sauf : Distribution géographique des immigrants à l'arrivée : 2000/01-2004/05			
1.7. Distribution alternative des immigrants par pays de naissance (2005/06-2009/10)	Référence, sauf : Composition par pays de naissance : 2005/06-2009/10			
1.8. Faible croissance	Référence, sauf : Taux : 5,0 / 1 000	ISF de 1,53 Fécondité différentielle constante	Croissance faible. Mortalité différentielle constante	
1.9. Forte croissance	Référence, sauf : Taux : 10,0 / 1 000	ISF de 1,88 Fécondité différentielle constante	Croissance forte. Mortalité différentielle constante	
1.10. Patrons de migration interne basés sur 2001	Référence	Référence	Référence	Taux moyens estimés entre 1996-2001
1.11. Patrons de migration interne basés sur 2001, 2006 et 2011	Référence	Référence	Référence	Taux moyens estimés entre 1996-2001, 2001-2006 et 2006-2011

Cinq autres scénarios, reposant sur les hypothèses relatives au scénario de référence, ont été élaborés spécifiquement pour les projections linguistiques. Ces scénarios sont analysés aux chapitres 3 et 5.

Ces scénarios ne se distinguent du scénario de référence que par une seule composante, soit les taux de transition de la connaissance des langues officielles (scénarios 2.1, 2.2 et 2.3), la composition linguistique de l'immigration (scénario 2.4) et les taux de transmission intergénérationnelle du français à l'extérieur du Québec (scénario 2.5). Le tableau 1.2 présente une description sommaire de chacun de ces cinq scénarios.

Les scénarios relatifs au bilinguisme français-anglais (scénarios 2.1 à 2.3) visent à tester l'effet que pourraient avoir certains changements dans les taux d'acquisition et de rétention (lesquels pourraient découler, par exemple, d'un accroissement de la fréquentation de programmes de langue seconde et de mesures favorisant une plus forte rétention des acquis) sur l'évolution du bilinguisme français-anglais au Canada d'ici 2036. On a ainsi d'abord examiné, avec le scénario 2.1, l'hypothèse suivant laquelle l'apprentissage de l'autre langue officielle pourrait être doublé parmi l'ensemble de la population des jeunes âgés de 5 à 14 ans au Canada hors Québec. On sait que le bilinguisme est en progression durant cette période de la vie, et le fait de doubler les probabilités de devenir bilingue ou, à tout le moins, ne serait-ce que de les accroître, n'est pas en soi totalement irréaliste.

Nous nous sommes ensuite demandé, avec le scénario 2.2, dans quelle mesure le maintien des acquis du bilinguisme chez les personnes de langue anglaise après l'âge de 18 ans pourrait contribuer à rehausser le niveau de bilinguisme de la population canadienne dans son ensemble. Lepage et Corbeil (2013) ont montré que le bilinguisme atteint un sommet au cours des années de fréquentation scolaire chez les jeunes de langue anglaise à l'extérieur du Québec, mais qu'il y a par la suite une érosion de cette compétence au sein de cette population au fur et à mesure qu'elle progresse en âge. On pourrait sans doute penser que certaines mesures ou certains mécanismes peuvent favoriser une plus forte rétention des acquis en matière de bilinguisme français-anglais

chez les jeunes adultes de langue anglaise au Canada hors Québec. Le chapitre 5 traite notamment de l'évolution importante de la fréquentation de programmes d'immersion en français au Canada hors Québec, laquelle tend à se traduire par une plus forte rétention des acquis en français que la fréquentation de programmes réguliers de langue seconde.

Le scénario 2.3 combine les hypothèses développées spécifiquement pour les scénarios 2.1 et 2.2 décrites plus haut. Il constitue donc un scénario généralement favorable à l'accroissement du bilinguisme au pays.

Le scénario 2.4 est une simulation visant à estimer le nombre d'immigrants de langue française (selon le critère de la première langue officielle parlée) requis chaque année entre 2017 et 2036 pour faire en sorte de maintenir constant au niveau de 2016 le poids démographique que représentent les populations minoritaires de langue française dans chaque province. Nous avons calculé le nombre nécessaire d'immigrants pour que le poids de la population de langue française, non-immigrants et immigrants confondus, cesse de diminuer à partir d'un point de référence dans le temps. L'immigration de la période 2011-2016 s'étant déjà réalisée et étant intégrée dans Demosim, nous avons amorcé la simulation à partir de 2017.

Le scénario 2.5, bien que théorique, se rapporte à des changements de comportement parmi les populations de langue française du Canada hors Québec. On sait que les transferts linguistiques vers l'anglais sont importants au sein de ces populations et que la transmission du français aux enfants est incomplète (voir le chapitre 2). En faisant l'hypothèse que la population de langue française au Canada hors Québec affiche un taux de transmission quasi complet du français, quel effet cela aurait-il sur l'effectif et le poids démographique de leurs communautés? Un niveau quasi complet de transmission équivaut au taux de transmission observé parmi les couples endogames, soit plus de 90 %[34]. Bien que ce scénario ait un caractère purement théorique, car de tels comportements ne se modifient que très lentement, il permet néanmoins d'estimer l'importance du phénomène de la mobilité linguistique intergénérationnelle sur l'évolution de la population de langue française au Canada hors Québec d'ici 2036.

Tableau 1.2
Hypothèses principales des cinq scénarios développés spécifiquement pour les projections linguistiques

Scénario	Description
2.1. Doublement des probabilités de devenir bilingue chez la population de 5 à 14 ans	Les probabilités de devenir bilingue estimées par les modèles de transition de la connaissance des langues officielles sont doublées chez la population âgée de 5 à 14 ans.
2.2. Rétention du bilinguisme chez la population de langue anglaise en dehors du Québec à partir de 17 ans	À partir de l'âge de 17 ans, les personnes de PLOP anglais résidant à l'extérieur du Québec qui sont bilingues le demeurent de façon permanente. On ne permet donc pas à ces personnes d'effectuer une transition de l'état de bilingue à l'état d'unilingue.
2.3. Doublement des probabilités de devenir bilingue et rétention du bilinguisme	Combinaison des deux scénarios précédents.
2.4 Simulation du nombre d'immigrants de première langue officielle parlée - français (PLOP) nécessaire au maintien du poids des populations de langue française (PLOP) à l'extérieur du Québec	Calcul du nombre nécessaire d'immigrants pour que le poids de la population de langue française (PLOP) à l'extérieur du Québec cesse de diminuer à partir de 2017. La simulation modifie la composition linguistique de l'immigration sans hausser le nombre d'immigrants par rapport au scénario de référence de façon à générer le nombre recherché d'immigrants de langue française. En raison du fait que la proportion de la population de PLOP français n'est pas projetée à la baisse entre 2017 et 2036, Terre-et-Labrador et les territoires sont exclus de la simulation.
2.5. Taux de transmission quasi complets appliqués aux populations de langue française du Canada hors Québec	Les taux de transmission linguistique quasi complets des mères dont la langue parlée le plus souvent à la maison est le français ou l'anglais ont été appliqués aux mères ayant le même profil linguistique au Canada hors Québec. Les taux de transmission des mères de langue d'usage non officielle ou de langue française et anglaise sont inchangés.

Note : Les hypothèses relatives aux autres composantes sont, pour chacun des scénarios, identiques à celles du scénario de référence.

34. Comme nous l'avons souligné plus tôt, le scénario de référence tient compte des taux de transmission du français observés lors de l'ENM de 2011. En ce sens, bien que Demosim ne puisse projeter la composition des unions linguistiquement endogames ou exogames, les taux de transmission utilisés tiennent indirectement compte de la mobilité intergénérationnelle différentielle observée selon que les mères vivent en situation d'exogamie ou non.

Chapitre 2. Facteurs de l'évolution passée et récente des groupes linguistiques au Canada

L'évolution de la situation et des dynamiques linguistiques au Canada dépend d'un certain nombre de facteurs qui, pour une large part, sont les mêmes que ceux de l'évolution démographique générale de la population. Ainsi, tout comme cette dernière, l'évolution des groupes linguistiques dépend des facteurs de l'accroissement naturel (naissances moins les décès), de la migration interne (interprovinciale et intraprovinciale) et de la migration internationale (immigration moins émigration). À ces facteurs, s'ajoute celui de la mobilité linguistique, laquelle comprend les mobilités linguistiques intergénérationnelle (transmission de la langue aux enfants) et intragénérationnelle (transfert ou substitution linguistique chez un individu).

Cette section de notre étude présente une vue d'ensemble de l'évolution historique relativement récente de chacun de ces facteurs et de leurs rôles respectifs dans l'évolution de la dynamique démolinguistique et des grands groupes linguistiques au pays. Nous examinons d'abord l'évolution différentielle des taux de fécondité selon le groupe linguistique puis la continuité linguistique entre les générations. En raison de l'influence de ces deux éléments sur la répartition par âge (et donc du vieillissement) des groupes linguistiques, nous présentons en troisième lieu un portrait de ces structures par âge selon le groupe linguistique. Nous abordons finalement tour à tour les thèmes de la migration internationale et interprovinciale ainsi que celui des transferts linguistiques.

Notons que l'examen de l'évolution des groupes et des dynamiques linguistiques a traditionnellement reposé sur l'utilisation du critère de la langue maternelle ou de la principale langue d'usage au foyer pour définir les collectivités linguistiques. Suivant cette tradition, ce chapitre présente principalement de l'information reposant sur le critère de la langue maternelle. Toutefois, étant donné que, en plus de ces deux variables, nous disposons également de l'information sur la connaissance des langues officielles et que celle-ci fait partie des variables projetées par Demosim, nous présentons également, lorsque pertinent, de l'information relative à la première langue officielle parlée des Canadiens.

Finalement, notons que l'approche présentée dans ce chapitre s'en tiendra à un examen de l'évolution de ces facteurs dans l'ensemble du pays, au Québec et au Canada hors Québec. Lorsque pertinent, nous présentons de l'information à l'échelle provinciale.

2.1 La fécondité

Lorsque combinée à la mobilité linguistique intergénérationnelle, la fécondité permet de prendre en compte l'un des facteurs clés de l'évolution démolinguistique, soit la reproduction linguistique (Lachapelle et Lepage, 2010). Celle-ci permet à son tour de prendre la mesure d'une large part de l'évolution de la structure par âge (ou répartition par âge) des divers groupes linguistiques au pays.

Au Canada, la population de langue française a historiquement affiché une surfécondité par rapport aux autres populations linguistiques, du moins jusqu'au milieu des années 1960[35]. De fait, contrairement à celle des autres groupes, la croissance de la population de langue française a longtemps reposé sur l'accroissement naturel plutôt que sur les entrées internationales.

Alors que l'indice synthétique de fécondité (ISF), soit le nombre moyen d'enfants par femme, de la population de langue maternelle française au Canada était de 3,66 durant la période quinquennale 1961-1966, il se situait déjà sous le seuil de remplacement des générations de 2,10 au cours du lustre 1971-1976, atteignant 1,85[36]. En comparaison, l'ISF de la population de langue maternelle anglaise était un peu plus faible au cours de la période 1961-1966 (3,48) et atteignait 1,95 une décennie plus tard. Quant à la population de langue maternelle autre que française ou anglaise, dont l'ISF était très similaire à celui de la population de langue anglaise au cours de la première période, ce n'est qu'à partir du lustre 1981-1986 que son indice de fécondité passait sous le seuil de deux enfants par femme. Depuis lors, l'ISF de la population de langue maternelle française a gravité autour de 1,5, exception faite du lustre 1991-1996 où il atteignait 1,64. Celui de la population de langue anglaise se situait quant à lui autour de 1,6 à 1,7 et celui de la population de langue maternelle tierce oscillait autour de 1,8. Comme l'indique

35. En raison du fait que seul le Québec recueille des statistiques annuelles de l'état civil selon la langue (nombre de naissances par langue et âge de la mère), il nous faut utiliser les statistiques tirées des recensements pour obtenir un portrait d'ensemble de la fécondité par groupe linguistique au pays. Voir notamment à cet égard Lachapelle et Lepage (2010) et Termote (2011).
36. Lachapelle et Lepage (2010).

le tableau 2.1, au cours de l'année précédant le recensement et l'ENM de 2011, les ISF de ces trois groupes ont été respectivement de 1,67, 1,59 et 1,85[37].

Les taux différentiels de fécondité selon le groupe linguistique ont également varié différemment selon qu'on considère la situation au Québec ou celle au Canada hors Québec. Ainsi, à l'exception de la décennie 1991 à 2001, les femmes de langue maternelle française du Québec ont généralement affiché une fécondité un peu plus faible que leurs homologues dans les autres provinces. Ces écarts ont été particulièrement importants entre 1956 et 1971 dans la mesure où l'ISF passait de 4,2 à 2,3 au Québec alors que dans les autres provinces l'ISF passait de 5,0, voire même 6,0, à près de 3,0. De même, alors que les femmes de langue française du Québec et de l'Ontario ont vu leur ISF passer sous le seuil de remplacement des générations (2,1) à partir du lustre 1971 à 1976, dans les autres provinces cela s'est produit à partir de 1976, voire 1986 dans le cas de la Saskatchewan. En général, la chute de la fécondité chez les femmes de langue française au Canada hors Québec depuis le milieu des années 1950 a donc été plus importante qu'au Québec. En près de vingt ans (à partir du lustre 1956-1961), le nombre moyen d'enfants par femme s'y est vu divisé par près de 3.

Depuis 2001, le nombre moyen d'enfants par femme de langue maternelle française au Canada hors Québec s'est accru légèrement pour atteindre 1,65 entre 2010 et 2011. Cette évolution a été très similaire à celle observée chez les Québécoises de langue française dont l'ISF atteignait 1,67 au cours de la même période.

L'indice synthétique de fécondité chez les femmes de langue maternelle anglaise dans les provinces hors Québec a généralement été inférieur à celui de leurs homologues de langue française jusqu'au début des années 1980. La situation s'est inversée à partir de la période 1981 à 1986 en raison de la baisse plus rapide de fécondité chez ces dernières. Entre 2010 et 2011, l'ISF chez les femmes de langue anglaise hors Québec a été de 1,59. Quant aux femmes de langue anglaise au Québec, leur fécondité a historiquement été plus faible que celle de leurs homologues des autres provinces et territoires. Entre 2010 et 2011, leur ISF se situait à 1,46.

Finalement, si le nombre moyen d'enfants par femme de langue maternelle autre que française ou anglaise était inférieur à celui des deux premiers groupes entre 1956 et 1966, celui-ci a été systématiquement plus élevé depuis en raison des changements des pays sources d'immigration et, dans une moindre mesure, de la forte fécondité des femmes autochtones. De plus, alors que l'ISF des femmes de langue maternelle tierce au Québec a été longtemps plus faible que celui de leurs homologues au Canada hors Québec, la situation s'est inversée à partir du lustre 1991-1996[38]. Entre 2010 et 2011, les premières affichaient un ISF de 2,11 comparativement à 1,8 chez les secondes.

Le tableau 2.1 présente les indices synthétiques de fécondité selon la langue maternelle et la première langue officielle parlée des femmes pour le Canada, le Québec et le Canada hors Québec au cours de l'année précédant chacun des recensements de 2001 à 2011. On y constate qu'en raison de leur indice de fécondité plus élevé, les femmes de langue maternelle tierce poussent à la hausse l'ISF des femmes de langue anglaise et de langue française selon le critère de définition de la première langue officielle parlée (PLOP). De plus, c'est parmi la population de langue anglaise du Québec que l'ISF s'accroit le plus lorsqu'on considère le critère de la PLOP pour définir les populations de langue anglaise et de langue française. Ce phénomène découle essentiellement du fait que la part des personnes de langue maternelle tierce au sein de la population dont l'anglais est la première langue officielle parlée est la plus importante des groupes linguistiques à l'étude ici.

37. Contrairement aux indices de fécondité présentés pour les périodes quinquennales antérieures à 2001, lesquels sont fondés sur des données sur le nombre d'enfants de moins de cinq ans à chaque recensement, les indices de fécondité présentés au tableau 2.1 ont été calculés à partir des données sur le nombre d'enfants âgés de moins de 1 an au recensement et à l'ENM de 2011 et aux recensements de 2006 et 2001. Les résultats tirés des deux méthodes sont très similaires.
38. Lachapelle et Lepage (2010).

Tableau 2.1
Indice synthétique de fécondité selon la langue maternelle et la première langue officielle parlée des femmes, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2001 à 2011

	Canada			Québec			Canada hors Québec		
	2001	2006	2011	2001	2006	2011	2001	2006	2011
	indice synthétique de fécondité[1]								
Langue maternelle									
Anglais ou anglais et langue non officielle	1,52	1,58	1,59	1,40	1,46	1,46	1,52	1,59	1,59
Français ou français et langue non officielle	1,40	1,51	1,67	1,41	1,50	1,67	1,41	1,55	1,65
Langues non officielles seulement	1,78	1,84	1,85	1,87	2,09	2,11	1,77	1,79	1,80
Première langue officielle parlée									
Anglais	1,57	1,63	1,64	1,55	1,67	1,63	1,57	1,63	1,64
Français	1,43	1,55	1,72	1,43	1,55	1,73	1,43	1,53	1,69
Ni anglais ni français	2,60	2,94	2,62	3,45	3,79	3,89	2,51	2,82	2,40

1. Voir le glossaire pour une définition complète de cet indice.
Note : Les effectifs ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de la population de 2001 et de 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

2.2 Continuité linguistique intergénérationnelle

Comme le soulignent Lachapelle et Lepage (2010, p.89), une fécondité se situant sous le seuil de remplacement des générations, même en l'absence de migration,

« n'entraîne pas nécessairement, à court et moyen terme, un déclin de la population en raison d'une part de la baisse de la mortalité et d'autre part de la structure par âge favorable que maintient durant quelques décennies une population ayant connu une forte fécondité dans un passé récent ».

En plus du faible taux de fécondité, la transmission incomplète ou la non-transmission de la langue maternelle de la mère (ou du père) aux enfants contribue généralement au vieillissement des populations de langue française au Canada hors Québec.

En considérant les enfants de moins de cinq ans vivant dans une famille biparentale ou monoparentale dirigée par une femme - lesquelles représentent plus de 97 % des familles - et en faisant le rapport du nombre d'enfants d'une langue maternelle donnée au nombre d'enfants dont la mère a cette langue maternelle, on peut calculer un indice de continuité linguistique intergénérationnelle (ICLI) (Lachapelle et Lepage, idem, p.91).

Pour une langue considérée, un ICLI supérieur à 1 signifie qu'on compte plus d'enfants qui se sont vus transmettre cette langue comme langue maternelle que d'enfants dont la mère a cette langue maternelle. Cela signifie également que cette langue a été transmise non seulement par des mères dont c'est la langue maternelle, mais également par des mères dont ce n'est pas la langue maternelle[39]. Si l'on prend l'exemple de l'anglais au Canada, cet indice de continuité est supérieur à 1, car cette langue a été transmise comme langue maternelle à des enfants dont la mère avait soit le français soit une langue tierce comme langue maternelle. À l'inverse un ICLI inférieur à 1 signifie qu'une certaine proportion des mères n'ont pas transmis cette langue comme langue maternelle à leurs enfants. Exception faite des Québécoises de langue anglaise, c'est un phénomène généralement observé chez les groupes ou les populations en situation minoritaire.

Le tableau 2.2 témoigne du fait que pour l'ensemble du pays entre 2006 et 2011, l'indice de continuité intergénérationnelle du français entre les mères et les enfants est très près de 1, alors qu'il avoisine 1,21 pour l'anglais et 0,62 pour les langues tierces. En d'autres termes, ces derniers résultats signifient qu'on a dénombré 21 % plus d'enfants de langue maternelle anglaise que d'enfants dont la mère est de langue maternelle anglaise et qu'il y a 38 % moins d'enfants de langue maternelle tierce que d'enfants dont la mère a une langue tierce comme langue maternelle. Ces enfants se sont donc vus transmettre l'anglais ou le français.

Au Canada hors Québec, l'ICLI était de 0,79 pour la langue maternelle française au cours de la période 2006 à 2011. Ce niveau a généralement oscillé autour de 0,70 depuis un demi-siècle, quoiqu'il soit en légère hausse depuis les années 1990. Cette hausse témoigne du fait qu'en dépit d'un accroissement important de l'exogamie[40] parmi la population de langue française depuis plus de quarante ans, on a assisté malgré tout à une légère

39. Plus précisément, l'indice rend compte d'un solde net. Ainsi, pour une langue donnée, un indice supérieur à 1 n'implique pas nécessairement que toutes les mères dont c'est la langue maternelle l'ont transmise à leurs enfants, mais que le nombre de celles qui l'ont transmise sans que ce soit leur langue maternelle excède le nombre de celles qui ont cette langue en tant que langue maternelle sans l'avoir transmise à leurs enfants.
40. Les couples exogames (ou linguistiquement mixte) désignent ici les unions dans lesquelles les conjoints sont de langue maternelle différente.

augmentation de la transmission du français aux enfants. Cette situation s'explique notamment par la hausse de la connaissance du français par les conjoints n'ayant pas cette langue comme langue maternelle au sein des couples exogames (Corbeil et Lafrenière, 2010; Lachapelle et Lepage, 2010). Cela dit, il n'en demeure pas moins que le nombre d'enfants de langue maternelle française hors Québec pour la période 2006 à 2011 est de 21 % inférieur à celui du nombre d'enfants dont la mère est de langue maternelle française. Cette proportion est évidemment beaucoup plus importante à l'extérieur du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

Quant aux langues maternelles tierces (autres que française ou anglaise), leur taux de non-transmission aux enfants a toujours été plus important au Canada hors Québec qu'au Québec. Jusqu'au milieu des années 1980, au Canada hors Québec, environ un enfant sur deux dont la mère avait une langue maternelle tierce se voyait transmettre cette langue, au Québec il s'agissait plutôt de sept voire parfois près de huit enfants sur dix[41]. Au cours de la période 2006-2011, l'ICLI des langues tierces se situait à 0,61 au Canada hors Québec et 0,65 au Québec.

Finalement, le tableau 2.2 rend compte du fait que malgré son statut minoritaire au Québec et en raison de sa forte concentration sur le territoire de l'île de Montréal, le taux de transmission intergénérationnelle de l'anglais a été historiquement assez similaire à celui à l'extérieur de cette province, du moins jusqu'au milieu des années 1970. La baisse de cet indice au cours de la décennie 1976-1986 est probablement attribuable aux nombreux départs des Anglo-Québécois vers les autres provinces au cours de cette période (solde migratoire négatif net de 148 000)[42]. À partir de 1986, l'ICLI de la langue maternelle anglaise a progressivement augmenté pour surpasser celui des autres provinces et territoires. En 2011, cet indice atteignait 1,29 au Québec comparativement à 1,21 au Canada hors Québec. Il signifie donc qu'on a dénombré près de 29 % plus d'enfants de langue maternelle anglaise que d'enfants dont la mère a cette langue comme langue maternelle. Historiquement toujours supérieur à celui des langues française et tierces, ce niveau de l'indice témoigne du pouvoir d'attraction de l'anglais tant au Canada qu'à l'échelle continentale et internationale.

41. L'une des explications du taux de transmission supérieur des langues tierces au Québec résiderait notamment dans l'attrait historiquement moindre du français, langue de la majorité, auprès de la population de langue maternelle tierce, en particulier jusqu'au milieu des années 1970 et avant l'adoption de la Charte de langue française (voir Lachapelle et Lepage, 2010).
42. Cela n'exclut pas un taux de transmission constant au fil du temps. Par exemple, si un pourcentage élevé de femmes de tierce langue maternelle transmettent l'anglais et que leur poids démographique augmente plus rapidement, alors un taux constant de transmission se traduira par un ICLI à la hausse pour l'anglais. Cela s'applique également à la langue française.

Tableau 2.2
Indice de continuité linguistique intergénérationnelle, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1971 à 2011

	Langue		
	Anglais	Français	Autre
Période quinquennale	indice de continuité linguistique intergénérationnelle[1]		
Canada			
1971 à 1976	1,16	0,95	0,45
1976 à 1981	1,13	0,97	0,51
1981 à 1986	1,11	0,97	0,52
1986 à 1991	1,12	0,97	0,57
1991 à 1996	1,13	0,98	0,61
1996 à 2001	1,15	1,00	0,61
2001 à 2006	1,16	1,00	0,66
2006 à 2011	1,21	1,06	0,62
Québec			
1971 à 1976	1,15	1,01	0,69
1976 à 1981	1,09	1,01	0,71
1981 à 1986	1,07	1,02	0,72
1986 à 1991	1,12	1,03	0,70
1991 à 1996	1,14	1,03	0,71
1996 à 2001	1,18	1,05	0,67
2001 à 2006	1,22	1,05	0,72
2006 à 2011	1,29	1,10	0,65
Canada hors Québec			
1971 à 1976	1,16	0,69	0,42
1976 à 1981	1,13	0,73	0,48
1981 à 1986	1,11	0,74	0,49
1986 à 1991	1,12	0,70	0,55
1991 à 1996	1,13	0,69	0,59
1996 à 2001	1,15	0,72	0,60
2001 à 2006	1,15	0,73	0,65
2006 à 2011	1,21	0,79	0,61

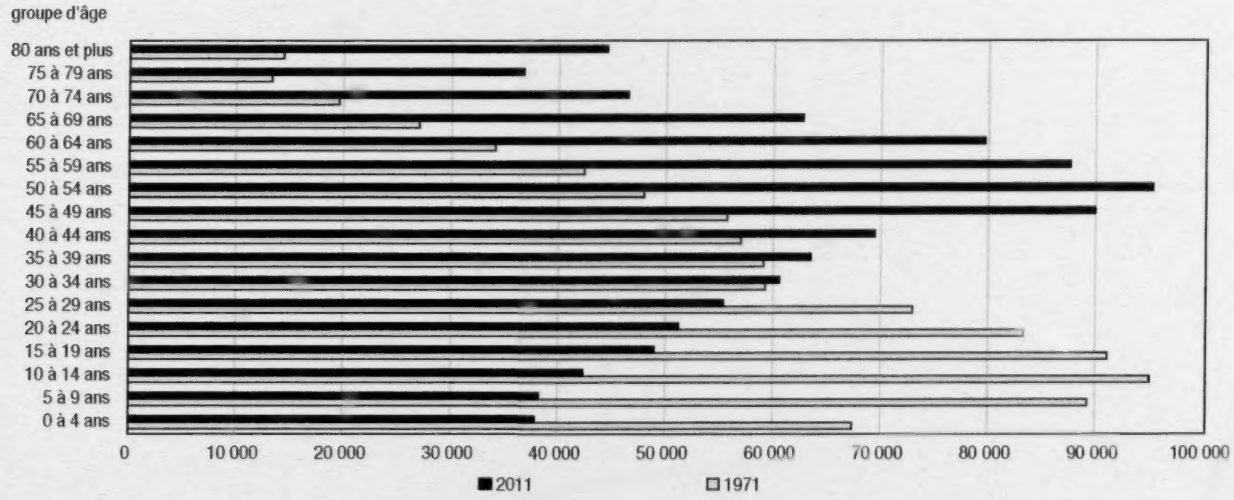
1. Voir le glossaire pour une définition complète de cet indice.
Sources : Lachapelle, Réjean et Jean-François Lepage (2010), *Les langues au Canada, Recensement de 2006*, Patrimoine canadien, Statistique Canada, produit n° CH3-2/8-2010 au catalogue de Patrimoine canadien, et calculs des auteurs pour le Recensement de la population de 2011.

2.3 Répartition par âge de la population

La structure ou répartition par âge d'une population linguistique donnée est le résultat de phénomènes démographiques et démolinguistiques passés et fournit d'ordinaire un aperçu de certains aspects de l'évolution future de cette population.

Pour le Canada hors Québec, le graphique 2.1 rend compte du fait que la population de langue maternelle française a vu sa structure par âge complètement transformée depuis 1971. Cette population est aujourd'hui plus âgée non seulement en raison d'un indice synthétique de fécondité inférieur à celui du remplacement des générations, mais également en raison d'une transmission incomplète de la langue française des parents aux enfants (indice de continuité linguistique intergénérationnelle de 0,7). À l'examen de ce graphique, on constate que l'effectif de la génération du baby-boom, âgée entre 5 ans et 25 ans en 1971, est assez similaire en 2011 lorsque cette génération a atteint l'âge de 45 ans à 70 ans. Toutefois, cette cohorte n'a pas été pleinement remplacée par la suivante.

Graphique 2.1
Répartition par âge de la population de langue maternelle française, Canada hors Québec, 1971 et 2011

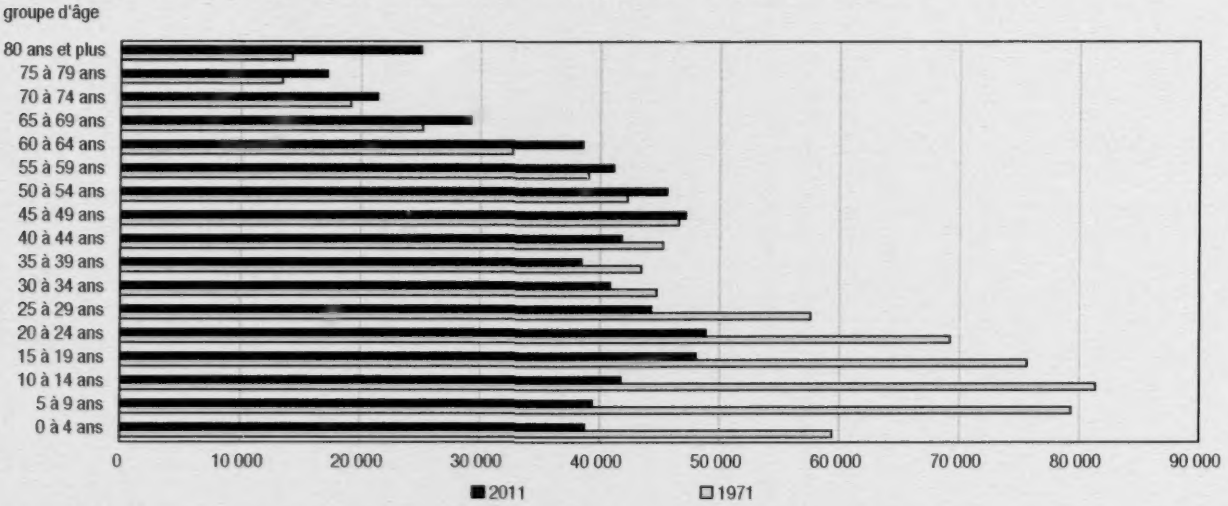


Sources : Statistique Canada, recensements de la population de 1971 et de 2011.

En ce qui a trait à la population de langue maternelle anglaise au Canada hors Québec, comme nous l'avons vu à la lumière de l'évolution des indices de fécondité, elle n'a pas échappé au processus de vieillissement de sa population. Toutefois, avec un indice de continuité linguistique intergénérationnelle (ICLI) se situant entre 1,11 et 1,21 depuis plus d'un demi-siècle et en raison de l'apport de l'immigration internationale, elle compte une population de moins de 30 ans proportionnellement plus nombreuse que celle de langue française.

Au Québec, l'évolution de la répartition par âge de la population de langue maternelle anglaise a été bien différente de celle de la population de langue française au Canada hors Québec. Bien qu'en 1971 leurs répartitions par âge étaient assez proches, les pertes migratoires nettes importantes de la population anglophone entre 1971 et 2001, particulièrement entre 1971 et 1986, ont fait en sorte que la génération du baby-boom en 1971 avait rétréci d'environ 40 % en 2011 (graphique 2.2). De plus, ces fortes pertes migratoires n'ont pu être pleinement compensées par des taux de continuité linguistique intergénérationnelle élevés.

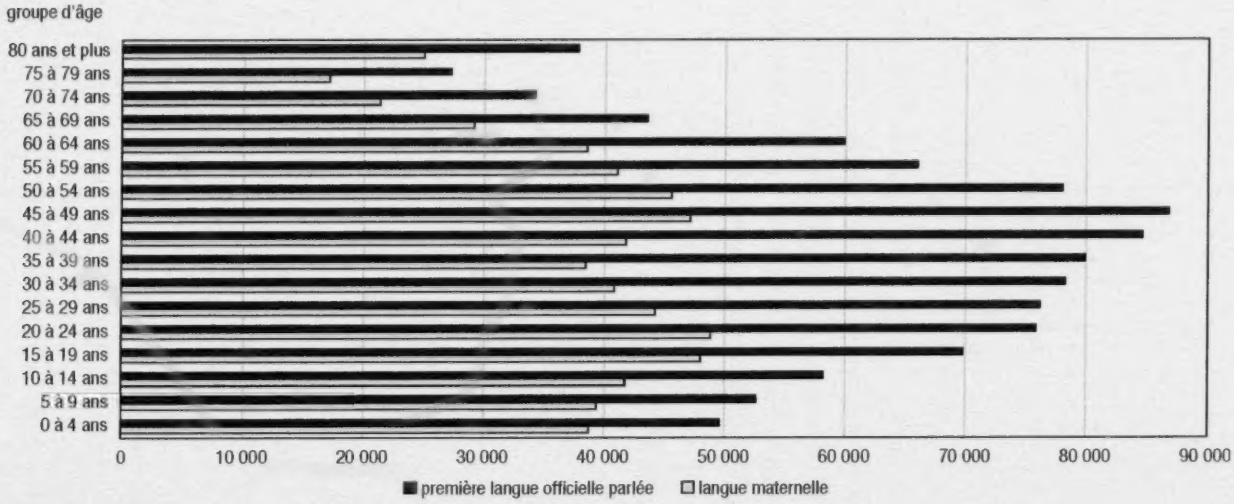
Graphique 2.2
Répartition par âge de la population de langue maternelle anglaise, Québec, 1971 et 2011



Sources : Statistique Canada, recensements de la population de 1971 et de 2011.

Les répartitions par âge des grands groupes linguistiques au Canada peuvent varier selon l'utilisation des critères utilisés pour les définir, en particulier lorsqu'il est question des minorités de langue officielle. Par exemple, la structure par âge de la population dont l'anglais est la première langue officielle parlée (PLOP) au Québec est très différente de celle de langue maternelle anglaise. Comme on peut le constater au graphique 2.3, l'effectif du premier groupe est beaucoup plus important que celui du second. Cette situation est principalement attribuable aux nombreux cas de transferts ou de substitutions linguistiques en faveur de cette langue conjugués aux conséquences des pertes migratoires nettes importantes de la population de langue maternelle anglaise durant les années 1970. Elle tient également au fait que, nonobstant le renversement important observé depuis le milieu des années 1980, nombreux sont les immigrants qui ne connaissaient que l'anglais au moment de leur arrivée au Québec. Finalement, étant donné l'âge moyen des immigrants à l'arrivée et parce que nombre de ces immigrants de PLOP anglais n'ont pas cette langue comme langue maternelle, cela explique en partie l'écart important observé entre les effectifs des populations définies selon l'un ou l'autre critère pour les groupes d'âge de 25 à 55 ans.

Graphique 2.3
Répartition par âge de la population de langue maternelle anglaise et celle ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, Québec, 2011



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population de 2011.

À l'extérieur du Québec, étant donné que la population dont le français est la première langue officielle parlée (PLOP) est principalement de langue maternelle française, on observe assez peu de différence dans la répartition par âge de la population de langue française définie par l'un ou l'autre de ces critères. Quant à la population de langue anglaise au Canada hors Québec, bien que 22 % de celle ayant cette langue comme PLOP ne soit pas de langue maternelle anglaise, la répartition par âge de ces deux populations est assez semblable.

Finalement, notons que 92 % de la population ayant le français comme PLOP au Québec est de langue maternelle française. La répartition par âge selon l'un ou l'autre critère est assez semblable, hormis une plus forte représentation parmi les groupes d'âge de 30 à 49 ans au sein de la population dont le français est la PLOP. Ce dernier résultat est essentiellement attribuable au fait que, tout comme au Canada hors Québec, les immigrants venant s'établir au Québec sont surreprésentés parmi ce groupe d'âge.

2.4 L'immigration internationale

Nous avons déjà souligné que l'immigration internationale exerce une forte influence sur l'évolution de la situation et de la dynamique linguistiques au pays. Le rapport intitulé *Immigrant et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036* fait état de la croissance de la population immigrante au fil des décennies.

Au cours des trente années entre le recensement de 1981 et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, la population née au Canada s'est accrue de près de 5,5 millions de personnes pour un taux de croissance totale de

27 %. La population immigrante dans l'ensemble du pays s'est quant à elle accrue de 2,9 millions de personnes, soit une hausse de 76,3 %.

Deux facteurs clés liés à l'immigration contribuent à la transformation du paysage et de la dynamique linguistiques au pays. Le premier tient au fait que parmi les provinces qui accueillent la grande majorité des immigrants au pays (l'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et l'Alberta), seul le Québec est majoritairement de langue française. Or, la population québécoise croît à un rythme moindre que celui de l'ensemble des autres principales provinces d'accueil des immigrants.

Entre 1981 et 2011, la population immigrante du Québec s'est accrue de près de 87 % alors que la croissance de sa population non immigrante n'a été que de 14,4 %. Au Canada hors Québec, ces proportions sont de 75 % et 32,2 % respectivement. Notons par ailleurs que bien que le poids démographique du Québec au sein de l'ensemble de la fédération canadienne était de 23,5 % en 2011, seuls 10 % des quelque 4,2 millions de Canadiens de deuxième génération résidaient au Québec. Ce résultat découle essentiellement de l'évolution du poids démographique de la population immigrante du Québec au sein de l'ensemble de la population immigrante du pays.

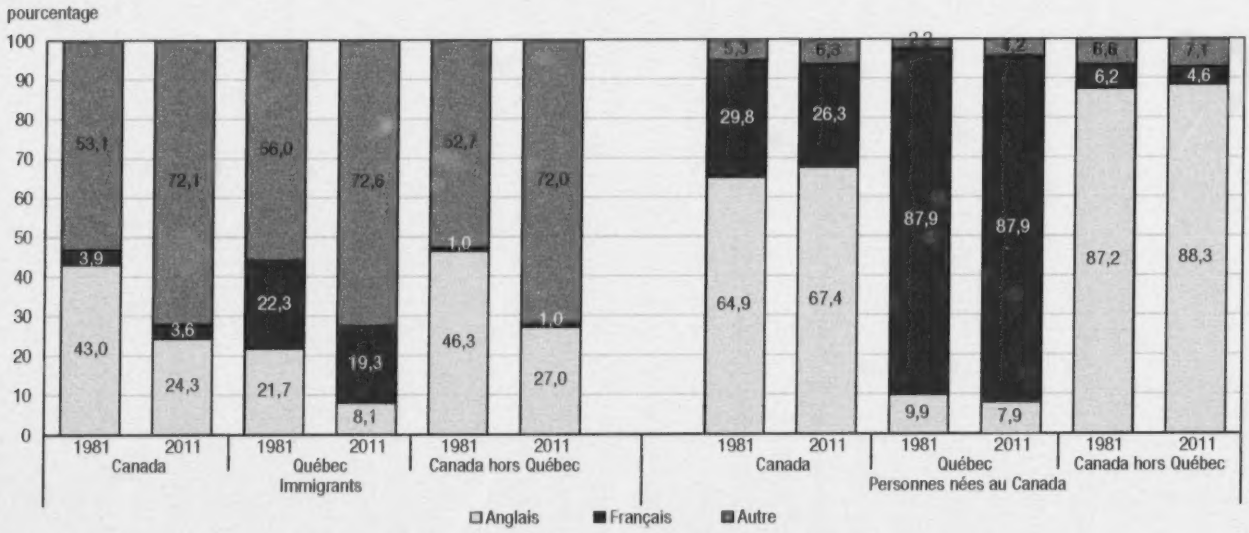
Au cours des trente années précédant l'ENM de 2011, le poids démographique du Québec au sein de la fédération canadienne est passé de 26,4 % à 23,5 %. Quant à l'évolution de la part relative de la population immigrante du Québec au sein de l'ensemble de la population immigrante du pays, elle s'est maintenue à des niveaux très inférieurs au poids démographique de la province au sein de la fédération.

Le deuxième facteur clé relatif à l'immigration qui contribue à l'évolution de la dynamique linguistique au pays est celui de l'évolution de la composition linguistique de l'immigration internationale, phénomène déjà abordé plus haut. Nous utiliserons ici deux critères de définition pour illustrer cette évolution : celui de la langue maternelle et celui de la première langue officielle parlée.

Comme en rend compte le graphique 2.4, on a observé une croissance importante du groupe de langue maternelle tierce parmi la population immigrante entre 1981 et 2011, et ce tant au Québec qu'au Canada hors Québec. Cet accroissement a eu lieu de façon concomitante à la baisse de la part de la population de langue maternelle anglaise. Au Québec, l'anglais était la langue maternelle de près de 21,7 % de la population immigrante en 1981 alors que cette proportion avait décliné à 8,1 % en 2011. Au Canada hors Québec, le poids de la population de langue maternelle anglaise a également fléchi de 46,3 % à 27,0 % au cours de la période. Quant à la part de la langue maternelle française à l'extérieur du Québec, elle est demeurée stable à 1 % de l'ensemble de la population immigrante, une part nettement plus faible que le poids de la population de langue maternelle française née au pays, qui passait de 6,2 % à 4,6 % au cours de ces trente années.

Parmi la population née au Canada, l'anglais et le français sont de loin les deux langues qui prédominent. Dans l'ensemble du pays, le poids démographique de la langue maternelle française passait de 29,8 % à 26,3 % pendant que la part de la population de langue maternelle anglaise augmentait de 64,9 % à 67,4 %. Au Québec, la part relative de la population de langue maternelle française née au pays demeurait stable à 87,9 %.

Graphique 2.4
Langue maternelle de la population immigrante et de la population née au Canada, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1981 et 2011



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population de 1981 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

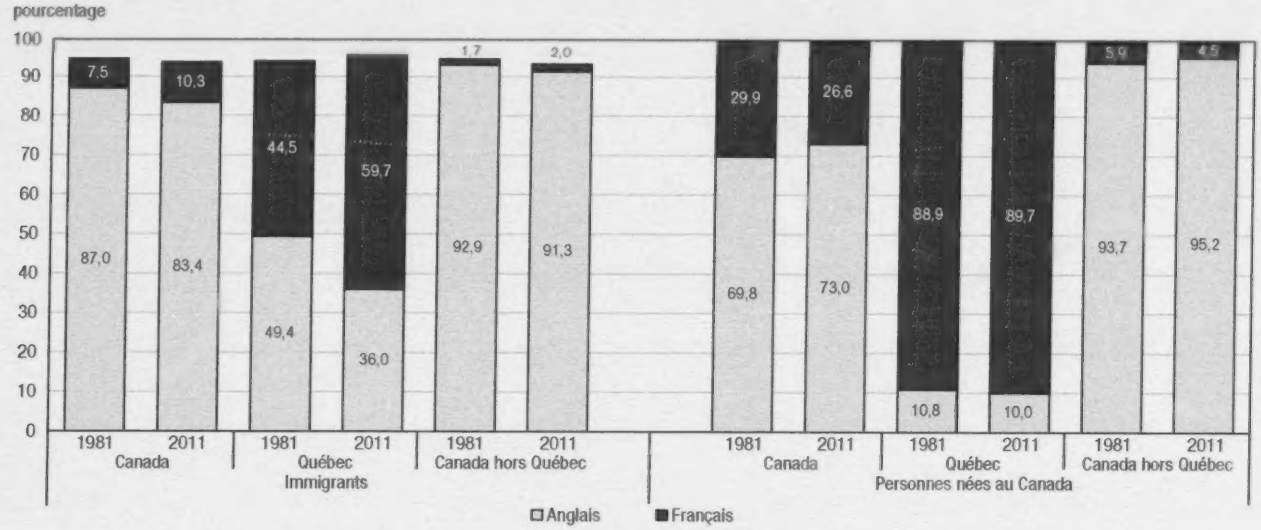
Bien que les statistiques sur la langue maternelle procurent une information sur l'évolution de la composition et de la diversité linguistique de la population canadienne, elle ne fournit généralement qu'un aperçu partiel de la première langue officielle parlée de la population et, en particulier, de la langue officielle que les personnes de langue maternelle tierce sont susceptibles d'utiliser dans l'espace public ou pour obtenir des services. Le graphique 2.5 illustre l'évolution de la première langue officielle parlée des Canadiens entre 1981 et 2011. On y constate qu'en 1981 près de 30 % de la population née au pays avait le français comme première langue officielle parlée (PLOP) alors que c'était le cas de seulement 7,5 % des immigrants. En 2011, ces proportions étaient de 26,6 % et 10,3 % respectivement.

C'est au Québec que l'évolution entre 1981 et 2011 est la plus frappante. D'une part, le poids démographique de la population immigrante dont le français est la PLOP est passé de 44,5 % à 59,7 % en trente ans, alors que celui de la population de langue anglaise fléchissait de 49,4 % à 36,0 %. Cette évolution tient à plusieurs facteurs dont celui résultant de l'adoption de politiques d'immigration par le gouvernement québécois favorisant la sélection des immigrants ayant une connaissance du français ou étant d'origine géolinguistique[43] proche de cette langue. D'autre part, on constate que la proportion d'immigrants ayant l'anglais comme première langue officielle parlée est largement supérieure à la part de la population québécoise de langue anglaise (PLOP) née au pays, laquelle est demeurée à peu près stable à 10 % au cours de cette période.

À l'extérieur du Québec, on constate que la part de la population immigrante de langue française a peu évolué, passant de 1,7 % à 2,0 %, alors que celle de la population née au pays reculait de 5,9 % à 4,5 %.

43. C'est-à-dire d'un pays de la francophonie, d'un pays où le français est langue officielle ou d'un pays proche de la francophonie (par exemple, les pays du Maghreb, essentiellement le Maroc, l'Algérie et la Tunisie). L'expression « pays proche de la francophonie » nous a été suggérée par Richard Marcoux, professeur et directeur de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval. Cette appellation découle principalement du fait que bien que n'ayant pas le français comme langue officielle ni ne faisant partie des pays de la francophonie, les pays du Maghreb, anciennes colonies françaises, comprennent néanmoins une population importante de locuteurs du français. Selon l'Organisation internationale de la francophonie (2014), le Maroc, l'Algérie et la Tunisie comprendraient à eux trois près de 28 millions de francophones. Mentionnons par ailleurs que la proportion des nouveaux arrivants au Québec ayant une connaissance du français au moment de l'arrivée a plus que doublé entre la fin des années 1980 et 2011, passant de 28 % à 63 % (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 1986-2015).

Graphique 2.5
Première langue officielle parlée de la population immigrante et de la population née au Canada, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1981 et 2011



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population de 1981 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

2.5 Lieu de naissance et migration interprovinciale

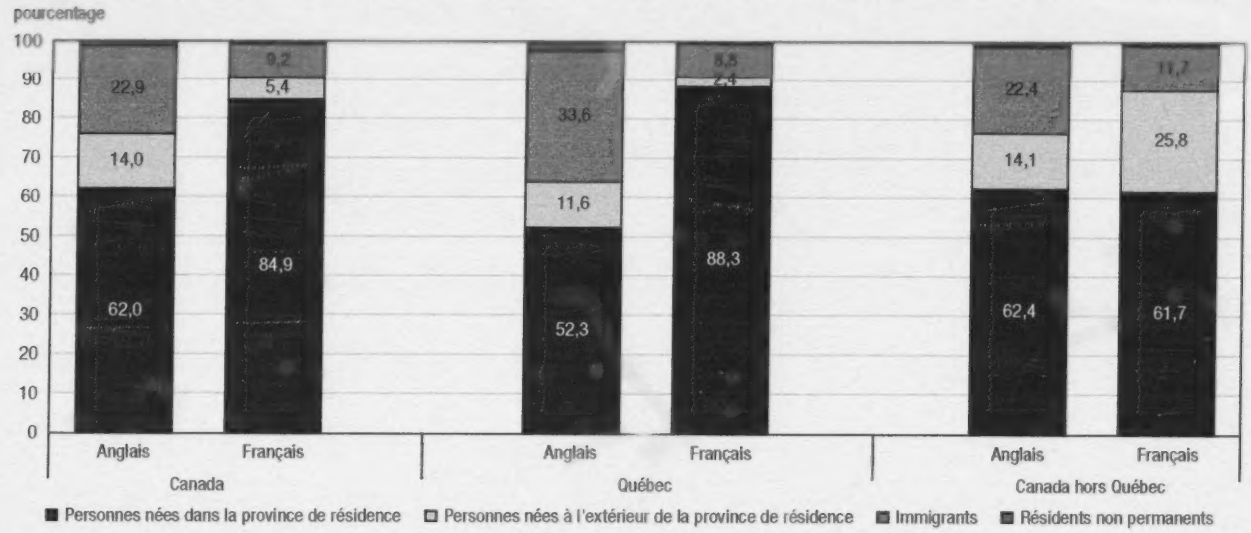
Tout comme l'immigration internationale, la migration interprovinciale peut changer la composition et la dynamique linguistique d'une population. Bien sûr, la migration interprovinciale des populations de langue anglaise au Canada hors Québec change peu les dynamiques linguistiques des groupes majoritaires en raison de la prédominance de l'anglais. Toutefois, chez les populations de langue française, la migration interprovinciale peut exercer une forte influence sur leurs effectifs et leur poids démographique. Par exemple, en 2011, 26,5 % de la population albertaine née au Canada dont l'anglais est la première langue officielle était originaire d'une autre province ou des territoires comparativement à 54 % de la population de langue française. En Colombie-Britannique ces proportions étaient de 22,4 % et 60,9 %, respectivement.

Autre cas de figure, en 2011, 7,2 % de la population de langue anglaise de l'Ontario née au Canada était originaire d'une autre province ou d'un territoire comparativement à 25,5 % de celle de langue française. C'est donc dire que dans plusieurs provinces ou territoires hors Québec, les populations de langue française sont alimentées par la migration interprovinciale.

Au Québec, la migration interprovinciale de la population de langue anglaise est relativement plus importante que celle de langue française. En effet, en 2011, 11,6 % de la population de langue anglaise née au Canada était originaire d'une autre province ou d'un territoire, comparativement à seulement 2,4 % de la population de langue française.

Le graphique 2.6 rend compte de la part relative de la migration interprovinciale et de l'immigration internationale dans la composition des groupes de langue officielle au pays. On y constate qu'au Québec les immigrants (33,6 %) et les migrants interprovinciaux (11,6 %) représentaient à eux deux un peu moins de la moitié de la population de langue anglaise en 2011 comparativement à moins de 12 % parmi la population de langue française. À l'extérieur du Québec, les parts des migrants provinciaux et internationaux sont également différentes chez l'un et l'autre groupe : plus du quart de la population de langue française était née dans une autre province ou un territoire que celui de résidence comparativement 14 % parmi la population de langue anglaise.

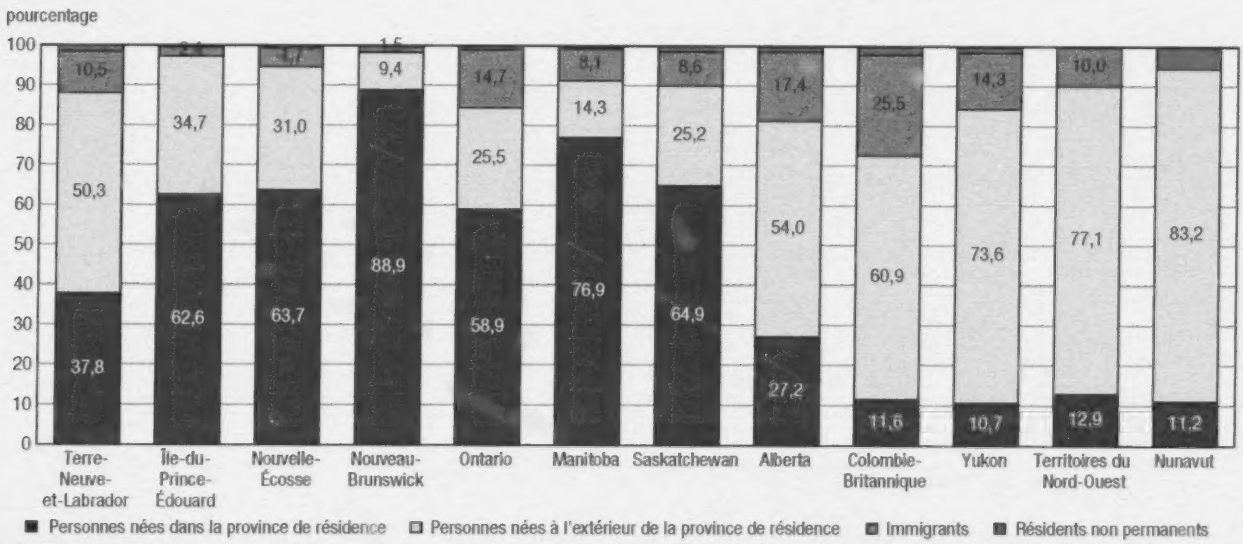
Graphique 2.6
Lieu de naissance de la population selon la première langue officielle parlée, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Chez la population de langue française hors Québec, ces proportions varient considérablement d'une province ou territoire à l'autre (graphique 2.7). Par exemple, les populations de langue française des territoires, de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont majoritairement originaires d'une autre province, alors que seulement 9,4 % de la population de langue française du Nouveau-Brunswick n'était pas née dans cette province.

Graphique 2.7
Lieu de naissance de la population dont le français est la première langue officielle parlée, selon la province, Canada hors Québec, 2011



Source : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Les données sur les migrations interprovinciales des populations de langue française entre 2006 et 2011 confirment que c'est parmi les provinces et les territoires dont la part de la population née ailleurs au pays est importante qu'on a observé les soldes migratoires nets les plus élevés[44].

Un examen des mouvements migratoires des populations de langue française à travers le pays révèle que c'est généralement du Québec que provient le principal apport de cette population dans chacune des provinces et territoires. Ainsi, en 2011, près de 40 % de la population de langue française du pays qui résidait dans une autre province ou territoire cinq ans auparavant provenait du Québec. De même, 74 % des personnes qui se sont établis en Ontario au cours de cette période résidaient au Québec en 2006 alors que 54 % des personnes qui se sont établies au Québec en provenance de l'une ou l'autre des autres provinces et territoires provenaient de l'Ontario. Cela dit, l'apport de la population de langue française du Québec au sein de certaines provinces et territoires ne réside pas uniquement dans la migration interprovinciale, mais également dans le fait que, comme le montre le graphique 2.7, une proportion non négligeable de la population francophone de ces provinces ou territoires est native du Québec.

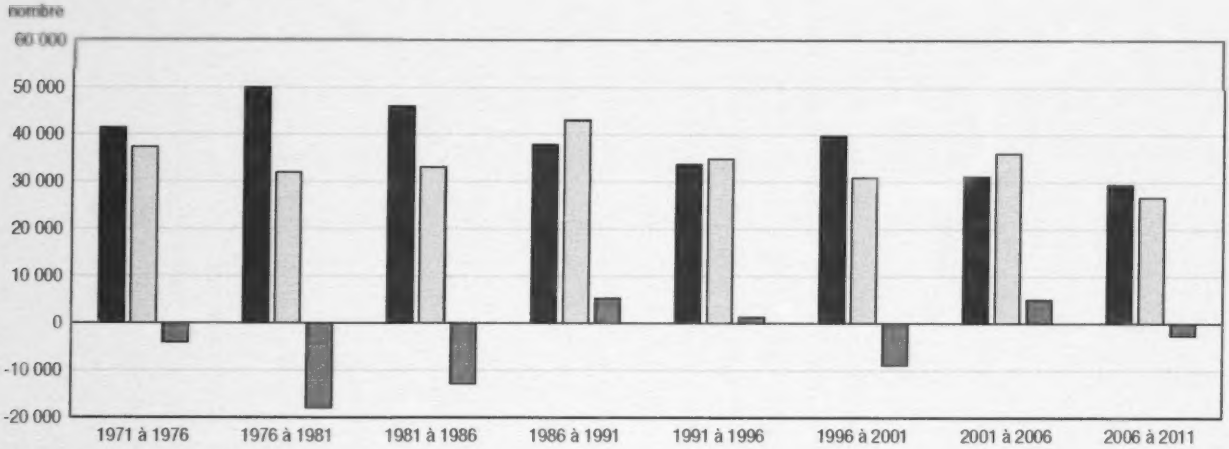
À la lecture du graphique 2.8a, on constate qu'entre le début des années 1970 et 2011, la population québécoise de langue maternelle française a été perdante (-35 000 personnes) dans ses échanges migratoires avec le reste du pays, une situation qui résulte principalement des pertes migratoires plus importantes subies entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980 (-30 000).

En ce qui a trait à la population de langue maternelle anglaise (graphique 2.8b), son déficit migratoire est de loin plus important que celui de la population de langue française. En effet, entre 1971 et 2011, 519 000 personnes de langue anglaise ont quitté le Québec vers d'autres provinces ou territoires alors que 229 000 sont venus s'y établir, pour un solde négatif de 290 000 personnes, dont près de 159 000 entre 1971 et 1981. En d'autres termes ce déficit migratoire a été tel qu'il représente près de 37 % de l'effectif qu'avait cette population en 1971. Ces résultats permettent d'expliquer en bonne partie pourquoi la répartition par âge de la population de langue anglaise en 2011 (graphique 2.3) présentait une telle structure en 2011. Notons par ailleurs qu'au cours de la décennie précédant l'Enquête nationale auprès des ménages, le nombre de personnes de langue maternelle anglaise qui ont quitté le Québec a considérablement diminué. Ainsi, alors que le solde migratoire de cette population avait été de -29 000 entre 1996 et 2001, ce solde avait fléchi à -8 000 et -5 900 respectivement au cours des deux lustres suivants.

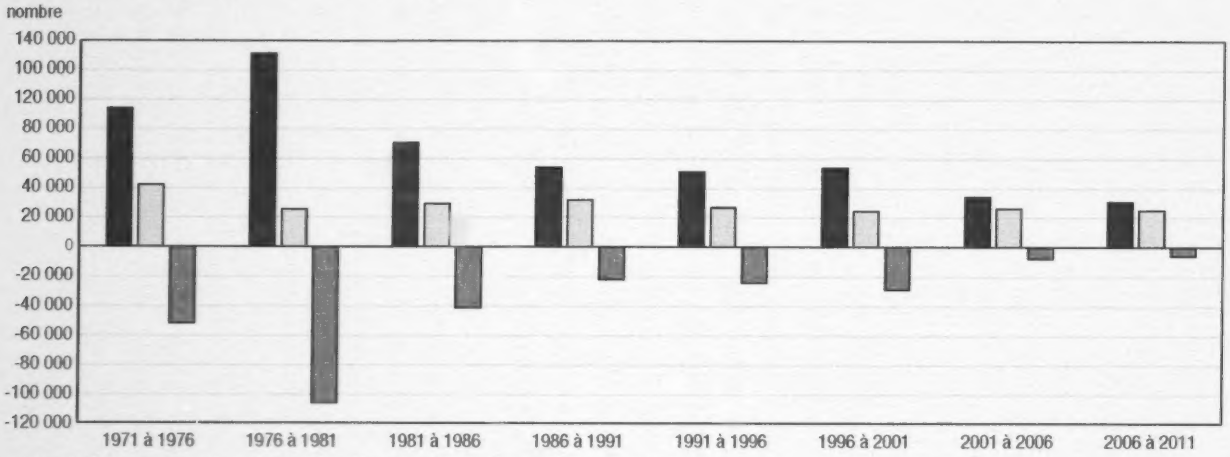
44. Notons cependant que les résultats présentés au graphique 2.7 résultent de décennies d'évènements démographiques et non seulement de phénomènes de migrations internes et internationales.

Graphique 2.8
Migration interprovinciale entre le Québec et les autres provinces et territoires, 1971 à 2011

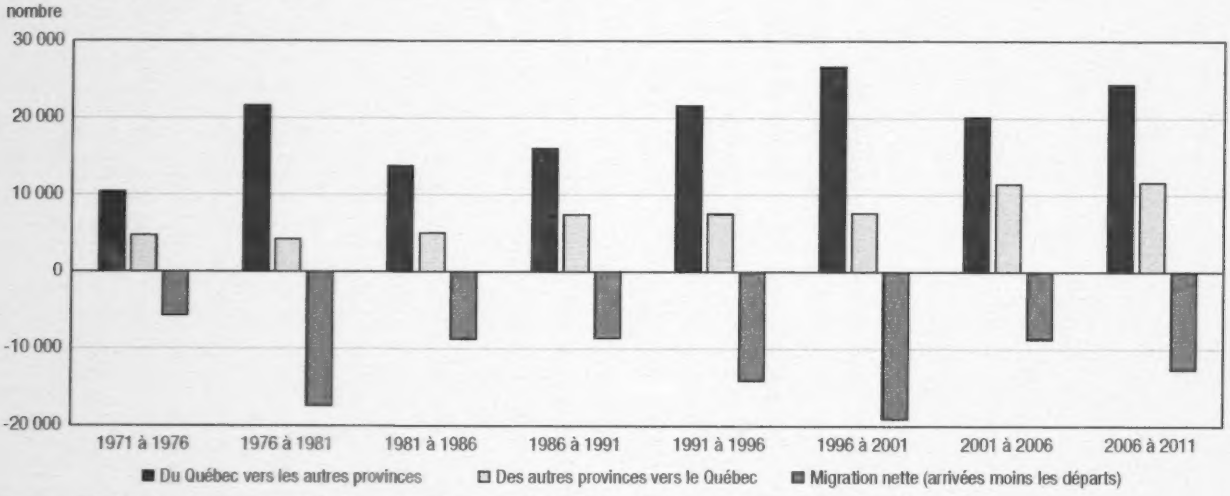
a) Population de langue maternelle française



b) Population de langue maternelle anglaise



c) Population ayant une langue maternelle autre que le français et l'anglais



Sources : Statistique Canada, recensements de la population de 1976 à 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Finalement, pour chacun des lustres depuis 1971, le solde migratoire de la population de langue maternelle tierce a toujours été négatif (graphique 2.8c). En d'autres termes, toujours plus de personnes de langue maternelle tierce ont quitté le Québec vers d'autres provinces ou territoires que de personnes qui sont venues s'établir au Québec. Ce solde négatif s'établit à -95 000 entre 1971 et 2011, soit trois fois moins que le solde migratoire de la population de langue maternelle anglaise. Pour la période 2006 à 2011, ce solde a été de -12 700.

Ces statistiques sur les soldes de la migration interprovinciale selon la langue maternelle sont différentes de celles selon la première langue officielle parlée. Le solde migratoire (négatif) de la population dont l'anglais est la première langue officielle parlée (PLOP) est en effet plus élevé que celui de la population de langue maternelle anglaise. D'une part, l'on sait que les personnes qui ne connaissent que l'anglais ont d'ordinaire une propension plus élevée à quitter le Québec. D'autre part, en raison du fait que nombre d'entre eux sont de langue maternelle tierce, l'utilisation du critère de la première langue officielle parlée pour définir la population de langue anglaise se traduit donc par des soldes migratoires plus élevés. Par ailleurs, notons que durant la période 2006-2011 le solde migratoire de la population dont l'anglais est la PLOP a été de -16 780 comparativement à -4 035 pour la population dont le français est la langue maternelle.

2.6 Transferts linguistiques

En regard des phénomènes démographiques de la fécondité, de la mortalité ou de la migration internationale ou interprovinciale, le phénomène des transferts linguistiques peut avoir une incidence parfois directe, parfois indirecte sur l'évolution des groupes linguistiques en présence, tout dépendant des critères utilisés pour les définir.

Lorsque les groupes linguistiques sont définis selon le critère de la langue maternelle, nous savons que le fait d'effectuer un transfert linguistique ne changera pas l'appartenance ou non à cette collectivité. Cependant, puisque la langue parlée le plus souvent à la maison sera souvent celle transmise aux enfants en tant que langue maternelle, le transfert linguistique peut donc souvent être un signe avant-coureur d'un changement futur.

Si le critère de définition d'un groupe linguistique est celui de la première langue officielle parlée, le transfert linguistique n'influera pas sur l'appartenance ou non à cette collectivité, sauf dans des cas bien précis. En général, puisque ce critère repose d'abord sur la connaissance de l'une ou l'autre des langues officielles et, dans les cas de bilinguisme français-anglais, ensuite sur la langue maternelle, seules les situations de connaissance des deux langues officielles chez les personnes de langue maternelle tierce amènent à tenir compte des transferts linguistiques pour estimer la taille de ces groupes[45].

Finalement, si la définition des groupes linguistiques repose sur le critère de la langue parlée le plus souvent à la maison, il va de soi que les cas de transferts linguistiques jouent un rôle plus important que lorsque d'autres critères sont utilisés. Cela dit, comme nous le verrons plus bas, même dans de telles situations, l'importance relative du phénomène des transferts linguistiques est très variable, voire assez marginale dans certains cas précis.

Outre les critères utilisés pour définir les collectivités linguistiques, l'examen du phénomène des transferts linguistiques doit également prendre en considération le moment où se produit ce transfert dans les trajectoires migratoires ou linguistiques des individus. D'une part, chez les Canadiens nés au pays, la forte majorité des transferts linguistiques ont généralement lieu avant l'âge de 40 ans, voire, dans de nombreux cas, avant l'âge de 20 ans[46]. De plus, la période de « mise en couple » correspond souvent à celle où la principale langue d'usage au foyer se cristallise, pour ainsi dire. D'autre part, chez les immigrants, nombreux sont les cas de transferts linguistiques qui se produisent avant l'arrivée au pays. Une telle situation peut résulter de l'influence d'un parcours migratoire complexe au cours duquel les individus ont adopté la langue principale du pays d'accueil où ils ont séjourné avant leur arrivée au Canada. Elle peut également découler de l'adoption du français ou de l'anglais comme principale langue d'usage à la maison dans le pays de naissance avant d'émigrer au Canada. Par exemple, ces situations sont plus répandues chez les immigrants issus de pays où le français ou l'anglais ont un statut de langue officielle ou lorsque leur présence découle d'un héritage colonial passé[47].

Lors de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, on dénombrait près de 187 000 personnes de langue maternelle anglaise, soit 1 % de ce groupe linguistique, qui avait adopté une autre langue comme principale

45. Prière de se référer au site http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/ref/dict/pop034-fra.cfm pour une explication de la méthode de dérivation de la première langue officielle parlée.
46. Voir notamment Termote, 2011 et Corbeil et Houle, 2013.
47. Voir Corbeil et Houle, 2013.

langue d'usage au foyer. Quant à la population de langue maternelle française, on y comptait 457 000 cas de transferts linguistiques, soit un taux de 6,6 %, alors que du côté de la population de langue maternelle tierce, le phénomène était observé chez près de 2,5 millions de personnes ou 37,6 %. Par ailleurs, notons que les cas de transfert linguistique de la population de langue maternelle anglaise sont répartis à peu près également entre le français et l'une des langues tierces, alors que chez les deux autres groupes, ils se sont effectués essentiellement vers l'anglais.

Deux éléments doivent être soulignés ici. D'une part, dans le cas des transferts des populations de langue française ou de langue anglaise, les proportions de transferts linguistiques sont plus élevées parmi la population immigrante. Dans le cas des populations de langue maternelle tierce, l'adoption d'une autre langue comme principale langue d'usage au foyer est plus répandue parmi la population née au pays (56 %) que parmi la population immigrante (32 %). D'autre part, les taux de transfert sont moins élevés chez les immigrants récents que chez les immigrants établis depuis plusieurs années, voire plusieurs décennies.

Tableau 2.3
Proportion de la population ayant effectué un transfert linguistique, selon la langue maternelle, Canada, Québec, Canada hors Québec, 1981 et 2011

	Langue maternelle					
	Anglais		Français		Autre	
	1981	2011	1981	2011	1981	2011
	pourcentage					
Canada						
Total	**0,8**	**1,0**	**5,5**	**6,4**	**43,8**	**37,6**
Immigrants	1,9	3,3	16,8	17,2	37,1	32,0
Personnes nées au Canada	0,7	0,8	5,2	6,1	56,9	56,1
Québec						
Total	**7,5**	**11,8**	**1,6**	**1,4**	**29,8**	**35,7**
Immigrants	6,8	13,7	9,0	7,9	28,2	32,3
Personnes nées au Canada	7,6	11,6	1,4	1,2	33,5	45,3
Canada hors Québec						
Total	**0,5**	**0,6**	**28,8**	**39,8**	**46,0**	**37,9**
Immigrants	1,5	2,8	45,5	48,3	38,6	32,0
Personnes nées au Canada	0,4	0,4	28,2	39,3	60,2	58,3

Sources : Statistique Canada, Recensement de la population de 1981 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Parmi la population immigrante de langue maternelle tierce résidant au pays en 2011 et arrivée depuis 1981, soit une population d'un peu plus de 3,5 millions de personnes, on dénombrait quelque 895 890 cas de transferts linguistiques. Il s'agit d'une moyenne annuelle d'un peu moins de 30 000 transferts. De plus, une certaine part d'entre eux ont sans doute été effectués avant l'arrivée au pays. Par exemple, parmi les quelque 1,2 million d'immigrants arrivés au pays au cours des cinq années ayant précédé l'ENM de 2011, 17 % parlaient une autre langue que leur langue maternelle le plus souvent au foyer. Il est généralement admis qu'il est peu probable que tous ces transferts linguistiques aient pu se réaliser durant une aussi courte période depuis l'arrivée au pays.

Au Canada hors Québec, quelque 360 000 personnes de langue maternelle française ont déclaré parler l'anglais le plus souvent à la maison en 2011, soit 39,4 % d'entre eux[48]. En comparaison, quelque 38 % de la population de langue maternelle tierce avaient effectué un tel transfert. Notons qu'en 1981, près de 29 % des personnes de langue maternelle française avaient déclaré parler l'anglais le plus souvent à la maison.

Nous l'avons souligné, alors que les personnes qui ont effectué un transfert linguistique au Canada hors Québec ont dans la quasi-totalité des cas adopté l'anglais, langue de la majorité, comme langue d'usage, la situation québécoise est différente en ce qui a trait à l'adoption du français, langue de la majorité de la population. Il est bien connu que les immigrants de langue maternelle tierce arrivés au pays avant le début des années 1980 et qui effectuaient un transfert linguistique le faisaient en grande majorité vers l'anglais, alors que ceux qui sont arrivés par la suite tendaient à adopter de plus de plus le français. Or, comme nous le montrerons à l'instant, ce dernier résultat ne signifie pas que ces transferts ont tous été effectués au Québec, tant s'en faut, mais découlerait plutôt des politiques d'immigration du Québec qui tendent à favoriser la venue d'immigrants ayant déjà une connaissance du français.

48. Mentionnons que cette proportion diffère des 39,8 % présentés au tableau 2.3, car elle ne tient pas compte des quelque 3 500 personnes de langue maternelle française parlant une autre langue que le français ou l'anglais le plus souvent à la maison.

En 2011, environ 12 % de la population de langue maternelle anglaise au Québec avait effectué un transfert linguistique, essentiellement vers le français, comparativement à 1,4 % de la population de langue maternelle française[49]. Chez la population de langue maternelle tierce, quelque 353 000 personnes (ou 35,7 % d'entre eux) avaient effectué un transfert linguistique, dont 52 % vers le français. En d'autres termes, bien que près de 79 % de la population du Québec était de langue maternelle française en 2011, à peine plus d'une personne de langue maternelle tierce sur deux ayant adopté une autre langue que sa langue maternelle le plus souvent à la maison avait choisi le français. Cette dernière situation découle essentiellement du fait qu'avant le début des années 1980, les immigrants de langue maternelle tierce au Québec étaient beaucoup plus susceptibles d'adopter l'anglais comme principale langue d'usage à la maison[50].

Parmi les immigrants de langue maternelle tierce arrivés au pays depuis 1981 et qui résidaient au Québec en 2011, quelque 151 000 (ou 29,4 %) avaient effectué un transfert linguistique, dont près de 7 sur 10 en faveur du français. Comme l'a montré Termote (2011, 2008), même avec une telle approche indirecte d'estimation du nombre de transferts, le nombre total de transferts linguistiques dits de « durée de vie »[51] effectués par cette population depuis trente ans peut se résumer à environ 5 000 par année, dont 3 600 vers le français. En regard du nombre d'immigrants que reçoit le Québec chaque année, on constate qu'à long terme, le nombre de transferts linguistiques vers le français comptabilisés contribue peu à l'accroissement du poids démographique de la population adoptant cette langue comme principale langue d'usage à la maison[52].

Qui plus est, un grand nombre de ces transferts ont été effectués avant l'arrivée au pays. Corbeil et Houle (2013, 2014) ont montré, à partir des données de l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle au Canada menée par Statistique Canada en 2006, que près des trois quarts des transferts linguistiques effectués vers l'anglais par la population de langue maternelle tierce de la grande région de Montréal avaient eu lieu au Canada, soit par des immigrants après leur arrivée au Canada, soit par la population de deuxième génération. Quant aux transferts vers le français, la majorité d'entre eux avaient eu lieu avant l'arrivée des immigrants au pays, soit 53 %. Si l'on ne prend en compte que les immigrants ayant effectué un transfert linguistique vers le français ou l'anglais, la proportion de ceux l'ayant fait avant l'arrivée au pays atteint 62 % dans le cas du français comparativement à 47 % dans le cas de l'anglais.

2.7 Vue d'ensemble

Les facteurs susceptibles d'influencer l'évolution des différentes collectivités linguistiques au pays sont multiples et variés. Nous avons vu que la fécondité, la mobilité linguistique intergénérationnelle, l'immigration internationale et la migration interprovinciale[53] ont joué un rôle important dans le façonnement du paysage linguistique observé en 2011. De plus, la mobilité linguistique intragénérationnelle ou, dit autrement, le phénomène des transferts linguistiques, a eu une influence parfois importante, parfois très marginale sur l'évolution de certaines collectivités linguistiques au pays. Ce facteur a en effet eu peu d'influence sur la population de langue française au Québec alors qu'il a affecté de façon importante l'évolution de la population de langue française au Canada hors Québec. De même, les populations de langue anglaise au pays, tant au Québec que dans le reste du pays, ont grandement bénéficié de l'adoption de l'anglais comme principale langue d'usage au foyer par les populations de langue maternelle tierce.

Au cours des 25 années ayant précédé l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, l'immigration est progressivement devenue le principal moteur de croissance de la population. Dans un contexte de faible fécondité et, en particulier pour les communautés de langue française au Canada hors Québec vivant en milieu minoritaire, de transmission intergénérationnelle incomplète de la langue minoritaire, son influence et son importance relative devraient continuer à s'accroître d'ici 2036.

Le chapitre 3 qui suit présente l'évolution possible des groupes linguistiques entre 2011 et 2036 définis selon la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la première langue officielle parlée.

49. En nombres absolus, cela représentait environ 66 000 personnes de langue maternelle anglaise et 83 700 personnes de langue maternelle française.
50. Par la suite et en raison des politiques québécoises en matière d'immigration qui visaient à privilégier la sélection d'immigrants ayant une connaissance du français à l'arrivée, on a constaté un renversement important des tendances à cet égard.
51. C'est-à-dire des transferts qui ont eu lieu à un moment ou un autre au cours de la vie d'un individu, puisqu'on ne peut savoir avec certitude à quel âge a eu lieu ce transfert.
52. Comme alternative au recours aux transferts «durée de vie», Termote (2011, p.51) examine la mobilité linguistique par période en suivant des cohortes d'individus d'un recensement à l'autre. Selon cette approche, à peine 3000 transferts linguistiques par an se seraient produits en faveur du français au Québec entre 2001 et 2006.
53. Le chapitre suivant prendra également en compte l'influence de la migration infraprovinciale dans l'évolution possible de la situation linguistique dans certaines régions du pays.

Chapitre 3. Projection de la population selon le groupe linguistique

Cette section de notre étude présente une vue d'ensemble des résultats des projections sur l'évolution future de la population canadienne selon trois caractéristiques linguistiques : la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la première langue officielle parlée (PLOP). Dans le cas des deux premières caractéristiques, nous distinguons trois groupes linguistiques principaux, soit le groupe de langue anglaise, le groupe de langue française et le groupe de langue autre que l'anglais ou le français (ou groupe linguistique de langue tierce). Les résultats présentés selon la PLOP portent sur les deux groupes de langue officielle, l'anglais et le français. Pour ces trois caractéristiques, l'effectif d'un groupe résiduel dont la taille est peu importante, le groupe « anglais et français », a été redistribué de façon égale entre la population de langue anglaise et la population de langue française[54].

Les tendances récentes d'évolution des trois principaux indicateurs sont d'abord présentées, et ce pour chaque groupe linguistique au Québec et dans le reste du Canada. Ce chapitre traite ensuite des tendances possibles d'évolution de ces mêmes trois groupes linguistiques pour le Canada dans son ensemble, pour le Québec et pour le Canada hors Québec à l'horizon 2036. Nous distinguons le Québec du reste du Canada en raison de la dynamique des langues officielles particulière qui prévaut dans cette province dont le groupe de langue française constitue la majorité de la population, mais qui compte une importante minorité ayant l'anglais comme langue maternelle, langue parlée le plus souvent à la maison ou première langue officielle parlée. Nous analysons les résultats pour le reste du Canada dans la même optique, parce qu'il s'agit d'une région dont la majorité de la population est de langue anglaise et qui compte une minorité appréciable dont la langue est le français.

La présentation des résultats des projections se déplacent ensuite au niveau des différentes provinces (sauf le Québec) et des territoires (regroupés ici en une seule entité). Cette présentation aborde chacun des trois grands groupes selon chacune de ses caractéristiques linguistiques. Nous proposons en quatrième lieu un regard sur les quatre principales zones de contact entre populations de langue anglaise et française au Canada : la région métropolitaine de Montréal, celle d'Ottawa-Gatineau, l'est ontarien et le Nouveau-Brunswick.

La présentation des résultats de projection porte sur l'évolution générale des effectifs et surtout du poids démographique des populations selon leurs caractéristiques linguistiques, et repose sur la comparaison de trois scénarios d'immigration internationale qui permettent d'établir une fourchette d'évolution plausible des populations en regard des tendances passées récentes (Statistique Canada, 2017a). Des scénarios de projection alternatifs permettent d'examiner l'effet de différentes hypothèses sur le niveau et la composition de l'immigration, les taux de transmission du français et les migrations internes de la population pour les populations de langue officielle au Canada et dans les provinces. Un scénario a été élaboré plus spécifiquement pour répondre à la question suivante : combien faudrait-il de nouveaux immigrants de langue française pour que le poids démographique des communautés de langue française en situation minoritaire se maintienne à son niveau actuel (en 2016), au lieu de diminuer ?

3.1 Tendances récentes

Des séries illustrant les tendances récentes d'évolution des groupes de langue officielle de 1971 à 2011 ont été réunis au tableau 3.1 (effectifs en milliers) aux graphiques 3.1 et 3.2 (pourcentage), qui portent sur les majorités et les minorités de langue officielle au Québec et dans le reste du Canada.

Quel que soit la caractéristique considérée, les majorités de langue officielle, soit la population de langue française au Québec et la population de langue anglaise dans le reste du Canada, représentent au moins 70 % de la population totale. Les différences entre ces deux majorités sont toutefois importantes. En 2011, par exemple, l'effectif total de la population de langue anglaise au Canada hors Québec se chiffrait entre 18,7 millions (langue maternelle) et 23,8 millions (PLOP) tandis que la population de langue française au Québec oscillait entre 6,2 millions (langue maternelle) et 6,7 millions (tableau 3.1). On constate un écart et une évolution récente distincte entre les trois caractéristiques linguistiques au Canada hors Québec. La population de langue anglaise y est plus importante lorsque définie selon la première langue officielle parlée (PLOP) que lorsque définie selon la langue

54. Ce groupe « anglais et français » représente 0,5 % ou moins de la population totale tout le long de la période de projection, quel que soit le scénario considéré. Au sujet de la justification et de la méthode de redistribution de la population de langue anglaise et française, voir Lachapelle et Lepage (2010, p. 8-9); sur la définition et la méthode de calcul de la première langue officielle parlée, voir le chapitre 1 et Lachapelle et Lepage (2010, p. 153-158).

d'usage au foyer laquelle, à son tour, est plus importante que lorsque définie selon la langue maternelle. En 1971, l'écart maximal entre les trois caractéristiques était de 14 points de pourcentage (graphique 3.1) ou près de 2,5 millions de personnes; en 2011, l'écart s'est creusé pour atteindre 20 points de pourcentage et se chiffrer à plus de cinq millions de personnes. Le poids démographique de la population de langue anglaise est en baisse continue depuis 1981 pour la langue maternelle et depuis 1991 pour la langue d'usage au foyer. Par contre, la population de PLOP anglais s'est légèrement accrue en pourcentage de la population totale, passant d'un peu plus de 92 % en 1971 à un peu plus de 94 % en 2011. En nombre absolu, la croissance de la population de PLOP anglais au Canada hors Québec a été de plus de 10 millions de personnes, soit un taux d'accroissement sur la période de 53,3 %.

Tableau 3.1
Population de langue anglaise et de langue française, selon son statut de majorité ou de minorité, Canada hors Québec et Québec, 1971 à 2011

Année	Langue maternelle	Principale langue d'usage à la maison	Première langue officielle parlée
	nombre (en milliers)		
Majorité de langue officielle			
Canada hors Québec – anglais			
1971	11 893	13 200	14 329
1981	14 056	15 617	16 576
1991	15 773	17 826	18 914
1996	17 036	19 244	20 694
2001	17 804	20 317	22 125
2006	18 339	21 147	23 376
2011	19 458	22 382	24 767
Québec – français			
1971	4 735	4 734	4 972
1981	5 248	5 257	5 431
1991	5 595	5 669	5 844
1996	5 839	5 939	6 135
2001	6 018	6 148	6 363
2006	6 067	6 252	6 517
2011	6 308	6 525	6 830
Minorité de langue officielle			
Québec – anglais			
1971	771	866	992
1981	695	809	890
1991	633	777	904
1996	640	791	939
2001	622	791	955
2006	631	824	1 020
2011	652	858	1 090
Canada hors Québec – français			
1971	896	654	956
1981	928	666	908
1991	979	638	969
1996	998	635	996
2001	1 032	644	1 034
2006	1 025	634	1 041
2011	989	620	1 017

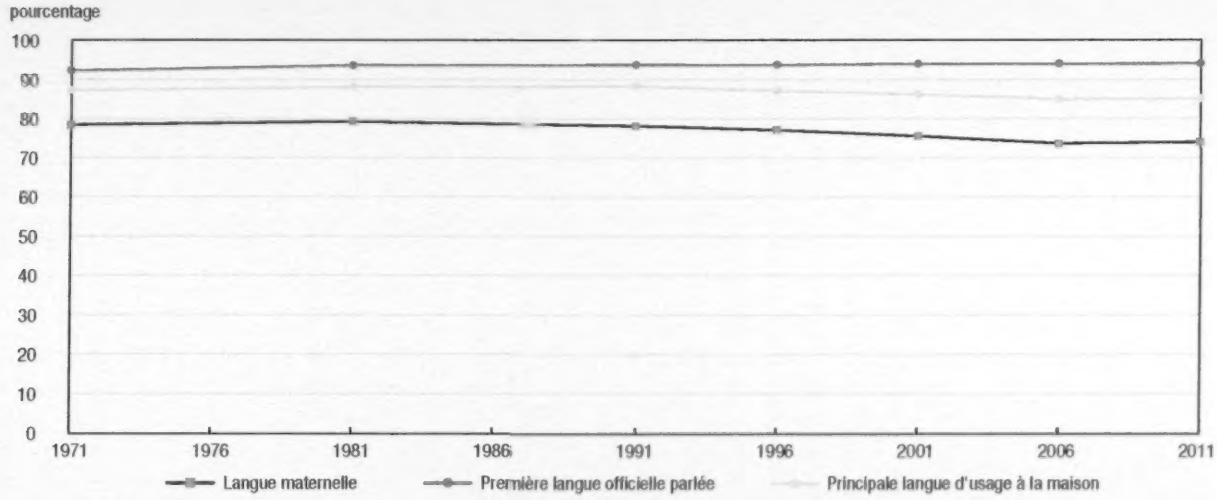
Note : Les effectifs de 1996 à 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1971 à 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

L'immigration a joué un rôle majeur dans la dynamique récente de la population de langue anglaise du Canada hors Québec. La progression de l'immigration vers la fin des années 1980 et la constance du nombre total d'immigrants admis au Canada depuis (entre 150 000 et 250 000 annuellement), dont la majorité s'établit à l'extérieur du Québec, ont fortement contribué à ces évolutions. D'une part, la taille et la composition linguistique de la population immigrante, dont le plus grand nombre n'a ni l'anglais ni le français comme langue maternelle, ont fait diminuer le poids de la population de langue anglaise définie selon les critères de la langue maternelle et de la langue d'usage au foyer. D'autre part, ces évolutions confirment le rôle clé de l'anglais en tant que principale langue d'intégration et de convergence à l'extérieur du Québec. L'apprentissage généralisé de l'anglais, les transferts linguistiques vers cette langue et la forte propension à adopter l'anglais plutôt que le français expliquent les écarts entre les tendances propres à chacune des trois caractéristiques et le fait que, malgré la forte

immigration de langue tierce, le poids démographique de la population de langue anglaise définie selon la PLOP a continué de croître.

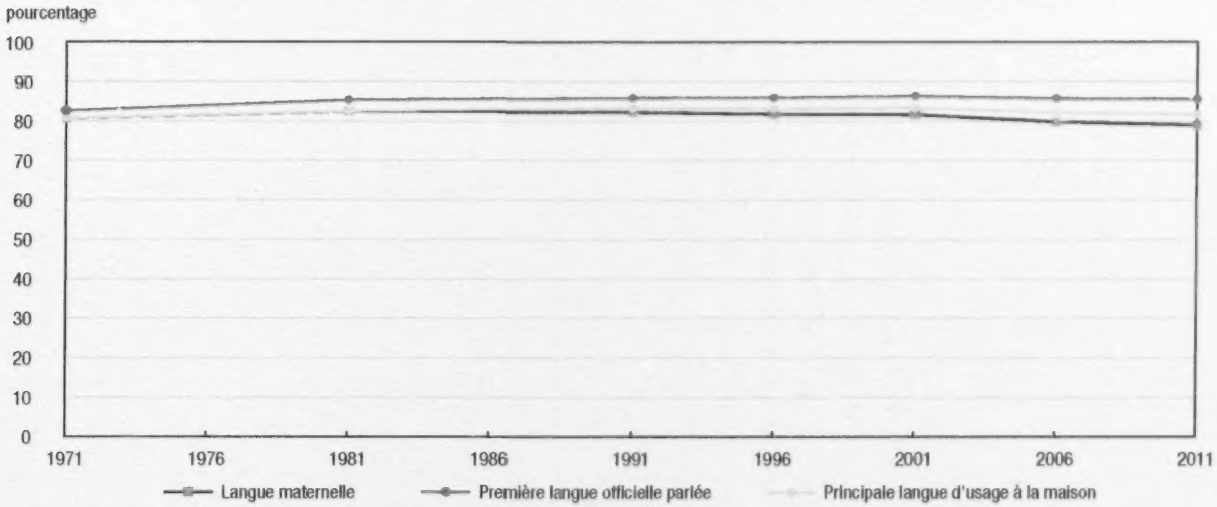
Au Québec, l'évolution de la population de la majorité de langue française a été semblable à celle de la majorité de langue anglaise à l'extérieur du Québec, pour les mêmes raisons. L'accroissement de la population de langue française y a été toutefois moins rapide (entre 28 % et 32 % sur la période) que celui de la population de langue anglaise dans le reste du Canada (entre 48 % et 53 % sur la période). De plus, et contrairement à l'évolution de la population de PLOP anglais au Canada hors Québec, le poids démographique de la population de PLOP français au Québec a légèrement fléchi depuis 2001, bien qu'il soit demeuré supérieur à 85 % en 2011.

Graphique 3.1a
Population des majorités de langue officielle anglaise, selon trois caractéristiques linguistiques, Canada hors Québec, 1971 à 2011



Note : Les proportions de 1996 à 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1971 à 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Graphique 3.1b
Population des majorités de langue officielle française, selon trois caractéristiques linguistiques, Québec, 1971 à 2011



Note : Les proportions de 1996 à 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1996 à 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

L'intégration linguistique des immigrants et de leurs enfants dans cette province se produit différemment que dans le reste du Canada. Au Québec, tant la population de langue française que celle de langue anglaise profitent des transferts linguistiques et, plus généralement parlant, de la mobilité linguistique de la population de langue tierce. Toutefois, la mobilité linguistique a une incidence différence pour ces deux populations. Ainsi, environ 55 % des transferts linguistiques de la population de langue tierce au Québec s'orientent vers le français et 45 % vers l'anglais (voir le chapitre 2). Comme l'effectif de la population de langue anglaise est beaucoup plus faible que celui de langue française, les répercussions à la hausse sur le poids démographique de la population de langue anglaise sont beaucoup plus marquées que pour la population de langue française (graphique 3.2).

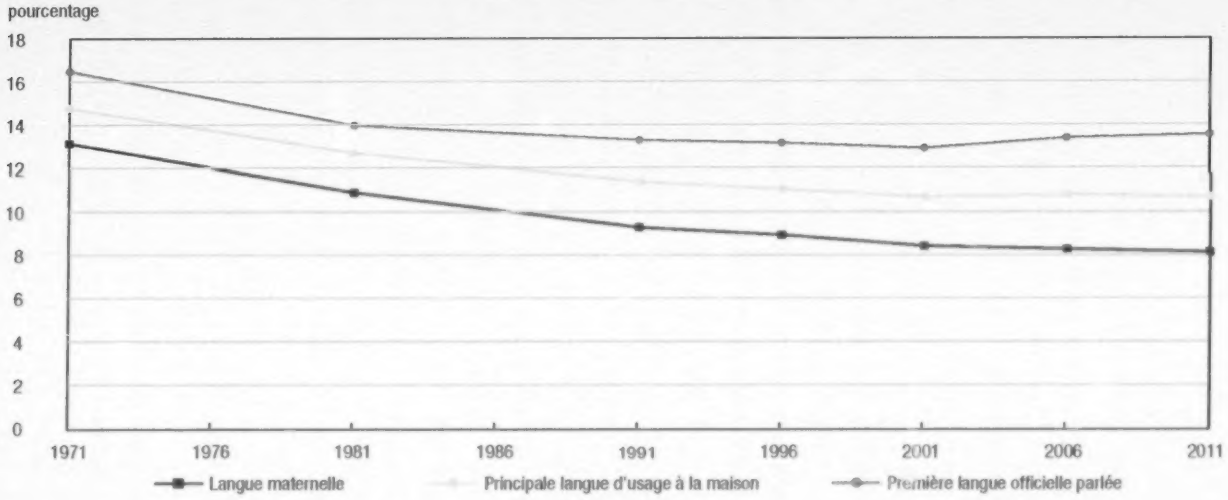
En fait, du point de vue des répercussions de la mobilité linguistique effectuée par la population de langue tierce, la situation de la population de langue anglaise du Québec est comparable à celle du reste du Canada. Par contre, son évolution a suivi un parcours distinct. Depuis le début des années 1970, la population de langue maternelle anglaise du Québec a connu une migration interprovinciale nette négative au profit des autres provinces à chaque période intercensitaire (voir chapitre 2 et Lachapelle et Lepage, 2010)[55] et sa population totale a décru ou n'a connu qu'une faible croissance à chaque période intercensitaire entre 1971-1981 et 1996-2001. L'effectif de la population de langue anglaise a augmenté depuis 2001 pour les trois caractéristiques linguistiques considérées, mais ceci n'a pas empêché son poids relatif dans la population totale du Québec de fléchir sur toute la période considérée, sauf pour la PLOP depuis 2001.

Enfin, malgré un accroissement de ses effectifs selon la langue maternelle et la PLOP entre 1971 et 2011, la minorité de langue française à l'extérieur du Québec a décru continuellement en pourcentage de la population totale durant cette période. En 1971, un peu plus de 6 %, ou 956 000 personnes, de la population du Canada hors Québec avait le français comme première langue officielle parlée contre moins de 4 %, ou 1 016 000 personnes, en 2011. Ces effectifs et ces pourcentages sont très proches lorsque l'on considère l'évolution selon la langue maternelle. Par contre, les transferts linguistiques vers l'anglais contribuent à réduire le poids de la population de langue française à l'extérieur du Québec, directement en effectuant une ponction sur la population de langue d'usage française au foyer, dont le poids est nettement plus faible (2,4 % en 2011) que selon la langue maternelle et la PLOP, et indirectement par le biais d'une transmission intergénérationnelle incomplète du français[56]. Par ailleurs, la quasi égalité entre l'effectif (et le poids) de la population de langue française selon la langue maternelle et selon la PLOP témoigne d'une faible mobilité linguistique vers ce groupe par la population de langue maternelle tierce (voir chapitre 2).

Tant au Québec que dans le reste du Canada, la population ayant une langue tierce connaît une croissance soutenue depuis plusieurs années en raison de l'immigration. Ainsi, en 1971, 13 % de la population du Canada avait une langue tierce comme langue maternelle contre près de 20 % en 2011, ce qui correspond à un effectif de 6,8 millions de personnes en 2011 (données non montrées). Comme on l'a vu, l'évolution de cette population a des répercussions sur l'évolution des populations de langue officielle et, dans le contexte d'un maintien des cibles actuelles d'immigration, devrait continuer à influer sur la composition générale de la population selon ses caractéristiques linguistiques (langue maternelle, langue parlée le plus souvent à la maison, première langue officielle parlée).

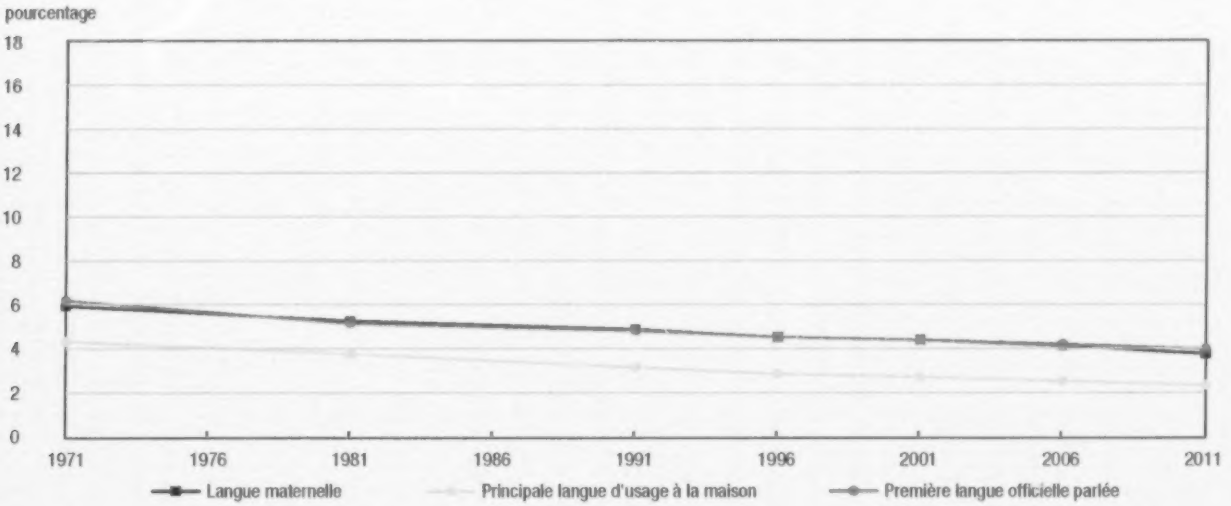
55. Le travail de Lachapelle et Lepage porte sur la période 1971 à 2006. Entre 2006 et 2011, cette tendance s'est poursuivie malgré le fait qu'elle se soit considérablement atténuée depuis la période 2001-2006.
56. Vézina et Houle (2014) ont calculé à partir du recensement de 2011 un taux de transmission du français chez les couples comptant au moins un parent de langue maternelle française de 50 % au Canada hors Québec comparativement à 97 % au Québec. Au Canada hors Québec, ce taux varie toutefois selon que le couple est formé d'un seul ou de deux parents de langue maternelle française, soit respectivement d'environ 30 % et de 91 %. Voir également le chapitre 2 à ce sujet.

Graphique 3.2a
Population des minorités de langue officielle anglaise, selon trois caractéristiques linguistiques, Québec, 1971 à 2011



Note : Les proportions de 1996 à 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1996 à 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

Graphique 3.2b
Population des minorités de langue officielle française, selon trois caractéristiques linguistiques, Canada hors Québec, 1971 à 2011



Note : Les proportions de 1996 à 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1996 à 2006 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

3.2 Le Canada, le Québec et le Canada hors Québec

Comme mentionné plus tôt, les résultats des projections démographiques pour le Canada, le Québec et le Canada hors Québec sont présentés pour la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison (ou langue d'usage au foyer) et la première langue officielle parlée (PLOP), dans cet ordre.

3.2.1 Langue maternelle

Au moment de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011, le Canada comptait une population de langue maternelle anglaise se chiffrant à 20,1 millions d'individus, une population de langue maternelle française de 7,3 millions de personnes et une population de langue maternelle autre que le français ou l'anglais de 6,9 millions de personnes. Le groupe de langue maternelle anglaise représentait 58,7 % de la population totale du pays en 2011, le groupe de langue maternelle française 21,3 % et le groupe de langue maternelle tierce 20 %.

Les projections indiquent que ces trois groupes linguistiques sont susceptibles de voir leur population s'accroître entre 2011 et 2036 selon les scénarios développés dans le cadre des présentes projections, mais l'accroissement ne serait pas de même ampleur pour tous (tableau 3.2). La population de langue maternelle anglaise passerait d'un effectif de 20,1 millions en 2011 à entre 22,8 et 23,7 millions en 2036. C'est en présence d'une forte immigration que la croissance de son effectif serait le plus grand. Il se chiffrerait alors à 23,7 millions contre 23,4 millions selon le scénario de référence et 22,8 millions selon le scénario de faible immigration.

La population de langue maternelle française devrait également croître entre 2011 et 2036 quel que soit le scénario envisagé. De 7,3 millions de personnes en 2011, elle pourrait atteindre entre 7,5 et 7,8 millions d'individus en 2036.

Tableau 3.2
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

		2036 (projetée)				2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
Langue maternelle	population (en milliers)				pourcentage			
Canada								
Anglais	20 110	23 387	22 821	23 685	58,7	53,4	55,6	52,3
Français	7 297	7 679	7 513	7 777	21,3	17,5	18,3	17,2
Autre	6 866	12 759	10 734	13 842	20,0	29,1	26,1	30,6
Québec								
Anglais	652	836	808	853	8,2	8,7	8,8	8,6
Français	6 308	6 756	6 627	6 836	78,9	70,1	72,1	69,0
Autre	1 034	2 046	1 762	2 223	12,9	21,2	19,2	22,4
Canada hors Québec								
Anglais	19 458	22 551	22 013	22 833	74,0	66,0	69,1	64,5
Français	989	922	886	942	3,8	2,7	2,8	2,7
Autre	5 833	10 713	8 972	11 618	22,2	31,3	28,2	32,8

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

La population de langue maternelle tierce devrait connaître la croissance la plus importante. Cette population est alimentée principalement par l'entrée au pays de quelques centaines de milliers d'immigrants annuellement (taux d'immigration de 8 pour mille selon le scénario de référence) et cela se transmet directement à l'évolution de son effectif entre 2011 et 2036. Selon le scénario avec forte immigration, l'effectif du groupe de langue maternelle tierce doublerait d'ici 2036, passant de 6,9 millions en 2011 à 13,8 millions 25 ans plus tard. La croissance serait moins rapide dans les deux autres scénarios, mais demeurerait importante, et de loin supérieure à la croissance des populations de langue maternelle anglaise ou française.

Une des conséquences de ces évolutions différenciées est que l'effectif de la population de langue maternelle tierce prise dans son ensemble pourrait avoir dépassé celui de la population de langue maternelle française au cours des premières années de projection. Cela étant dit, la population de langue maternelle tierce reste très hétérogène. On a ainsi dénombré au recensement de 2011 plus de 200 langues tierces (soit des langues maternelles soit des langues parlées à la maison) au pays, en plus des deux langues officielles. Aucune de celles-ci ne surpassait, en nombre, l'effectif de la population de langue anglaise ou de langue française. En 2011, selon le recensement, le groupe de langue tierce le plus important était le pendjabi (réponses uniques) avec un effectif de

430 705 personnes suivi, par ordre d'importance numérique, du chinois (n.d.a.[57]), de l'espagnol, de l'italien et de l'allemand[58]. Nos projections ne permettent pas de départager l'évolution spécifique des langues autochtones et immigrantes.

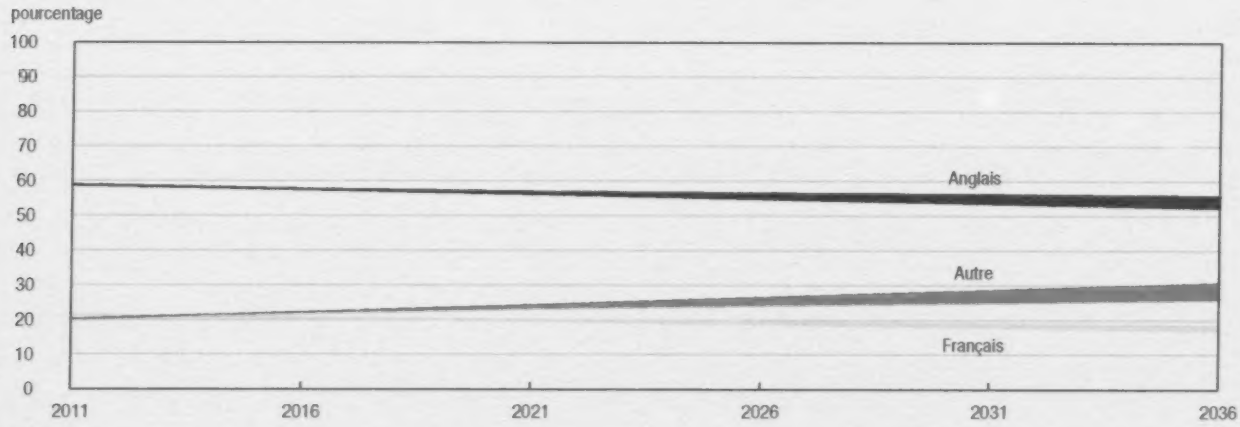
Une deuxième conséquence concerne les répercussions que pourraient avoir ces évolutions sur le poids relatif de chacun des trois grands groupes de langue maternelle au pays. En pourcentage de la population totale, tant la population de langue maternelle anglaise que celle de langue maternelle française diminueraient (tableau 3.2 et graphique 3.3). Ainsi, à la fin de l'horizon de projection, la population de langue maternelle anglaise représenterait entre 52 % et 56 % de la population totale du Canada (son poids était de 59 % en 2011 et de 63,1 % en 1986, soit 25 ans plus tôt). Le groupe de langue française enregistrerait aussi une diminution de son poids relatif dans la population canadienne dans les trois scénarios. En 2011, la population de langue maternelle française représentait 21,3 % de la population du pays alors qu'en 2036 elle devrait en représenter autour de 17 % ou 18 %. La population de langue maternelle française formait un peu plus du quart (25,2 %) de la population totale du Canada en 1986.

Seule la population de langue maternelle tierce verrait son poids démographique relatif augmenter au cours de l'horizon de projection. Ce groupe constituait 20 % de la population canadienne en 2011 et près de 12 % en 1986. En 2036, le poids relatif de cette population devrait osciller entre 26 % et 31 % du total canadien.

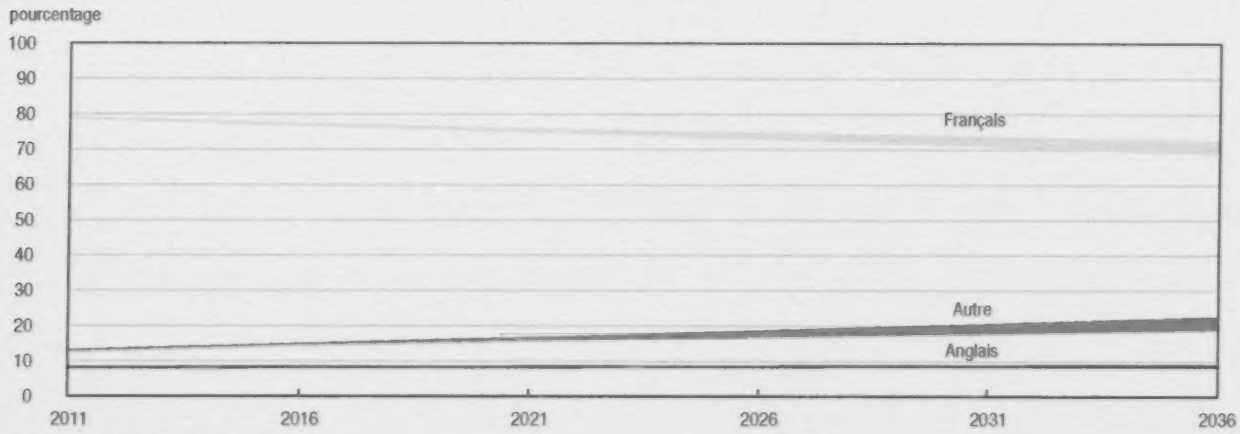
Les grands groupes de langue maternelle devraient évoluer, au Québec et au Canada hors Québec, de façon similaire à leur évolution dans l'ensemble du Canada. Les trois groupes linguistiques devraient y enregistrer une augmentation de leur effectif de population entre 2011 et 2036 dans les trois scénarios, sauf en ce qui a trait à la population de langue française hors Québec dont l'effectif devrait au contraire diminuer. Par contre, le poids démographique (effectif du groupe linguistique en pourcentage de la population totale) des groupes de langue anglaise et française devrait diminuer d'ici 2036, sauf celui de langue anglaise au Québec dont le poids devrait au contraire croître légèrement durant la période de projection. En fait, l'effectif de la population de langue maternelle anglaise du Québec devrait s'accroître et passer de 652 000 en 2011 pour atteindre entre 808 000 et et 853 000 en 2036 selon le scénario de projection envisagé. Le poids relatif de la population de langue maternelle française au Québec passerait de 79 % en 2011 à une valeur qui se situerait entre 69 % et 72 % en 2036, ce qui correspondrait à une augmentation de son effectif qui passerait de 6,3 millions de personnes en 2011 pour atteindre entre 6,6 et 6,8 millions en 2036 selon le scénario considéré. La croissance la plus importante se produirait en présence d'une forte immigration.

57. Signifie « non déclaré ailleurs », c'est-à-dire la catégorie « chinois ».
58. Au total, le recensement de 2011 au permis de dénombrer 22 langues immigrantes comptant plus de 100 000 personnes. Par ailleurs, un peu plus de 213 000 personnes ont déclaré une langue maternelle autochtone, dont 83 475 une langue crie.

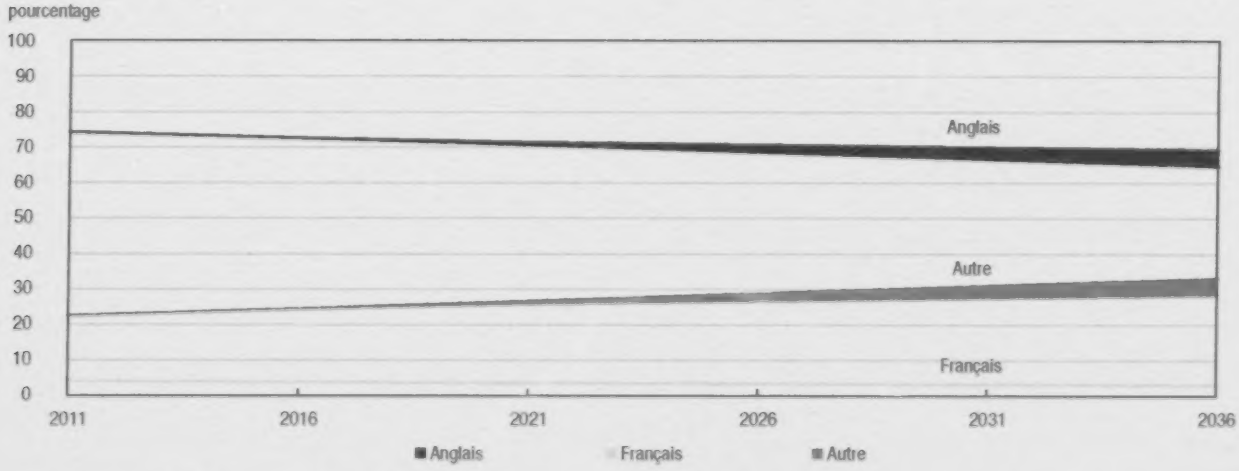
Graphique 3.3
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, 2011 à 2036
a) Canada



b) Québec



c) Canada hors Québec



Notes : La surface ombragée indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Dans le reste du Canada, le poids de la population de langue maternelle française fléchirait de 3,8 % en 2011 à environ 2,8 % en 2036, tandis que celui de la population de langue maternelle anglaise passerait de 74 % en 2011 pour se situer entre 65 % et 69 % en 2036 selon le selon le scénario considéré. La population de langue maternelle française décroîtrait durant cette période selon les trois scénarios. Elle passerait de 990 000 en 2011 pour se chiffrer entre 890 000 et 942 000 en 2036. Quant à la population de langue maternelle anglaise, elle verrait sa population croître à plus de 22 millions de personnes selon les trois scénarios de projection.

La croissance la plus forte s'observerait pour la population de langue maternelle tierce qui, durant la période de projection, devrait accroître à la fois son effectif et sa proportion tant au sein de l'ensemble de la population du Québec que de celle hors Québec. Au Québec, par exemple, cette population pourrait plus que doubler d'ici 2036 dans le scénario de référence et dans le scénario avec forte immigration. Selon le scénario de référence, l'effectif du groupe de langue maternelle tierce au Québec est ainsi susceptible de passer de légèrement plus d'un million en 2011 à un peu plus de deux millions en 2036. Selon le scénario de forte immigration, cette population atteindrait 2,2 millions à la fin de l'horizon de projection. En termes proportionnels, le groupe représenterait entre 19 % et 22 % de la population du Québec en 2036, contre un peu moins de 13 % en 2011, soit une augmentation de six à neuf points de pourcentage en 25 ans.

Dans le reste du Canada, l'effectif du groupe de langue maternelle tierce pourrait aussi doubler entre 2011 et 2036 selon le scénario avec forte immigration. Son poids relatif dans la population du Canada hors Québec pourrait passer de 22 % en 2011 à 28 % dans le scénario avec faible immigration et à 33 % dans le scénario avec forte immigration.

3.2.2 Langue parlée le plus souvent à la maison[59]

La population canadienne définie selon le critère de la langue parlée le plus souvent à la maison devrait évoluer en parallèle à celle selon la langue maternelle, mais à partir de niveaux différents. Alors que la langue maternelle ne change pas au cours de la vie dans la projection, la langue parlée le plus souvent à la maison peut évoluer dans le temps en raison des transferts linguistiques. Ces changements font en sorte que les effectifs et les proportions des groupes linguistiques définis selon la langue maternelle et selon la langue d'usage au foyer ne correspondent pas exactement[60]. Par contre, leur évolution est semblable parce que les principales forces qui contribuent à leur dynamique démographique au fil du temps sont les mêmes : l'immigration et la croissance naturelle (naissances moins décès).

En 2011, la population de langue d'usage anglaise au foyer représentait 67,8 % de la population totale du pays (59 % selon la langue maternelle), soit 23,2 millions de personnes. La projection indique que l'effectif de cette population devrait progresser d'environ 20 % en 25 ans pour se situer entre 27,5 et 29,2 millions en 2036. Par contre, le poids de ce groupe devrait diminuer d'ici 2036. Il pourrait fléchir à environ 65 % en 2016 selon les scénarios de référence et avec forte immigration et diminuer d'un point de pourcentage selon le scénario avec faible immigration (tableau 3.3 et graphique 3.4).

La population dont la langue parlée le plus souvent à la maison est le français devrait également s'accroître entre 2011 et 2036, mais selon un rythme plus lent que celui de la population dont la langue d'usage au foyer est l'anglais. La population du Canada de langue d'usage française au foyer pourrait ainsi passer de 7,1 millions en 2011 pour atteindre entre 7,6 et 8,0 millions en 2036. Par contre, elle devrait diminuer en pourcentage entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios retenus. De 21 % en 2011, elle pourrait représenter moins de 19 % de la population totale du pays en 2036 quel que soit le scénario envisagé, une évolution très semblable à celle selon la langue maternelle.

Finalement, le poids démographique de la population de langue d'usage tierce au foyer devrait s'accroître. L'accroissement pourrait atteindre cinq points de pourcentage ou plus dans les scénarios de référence avec forte immigration, et plus de deux points de pourcentage selon le scénario de faible immigration. En 2011, un peu plus de 11 % de la population canadienne parlait une langue tierce le plus souvent à la maison; en 2036, ce pourcentage pourrait osciller entre 15 % et 18 %.

Au Québec, la population de langue d'usage française au foyer pourrait voir son poids diminuer de 82 % en 2011 à environ 75 % en 2036, avec quelques variations selon le scénario considéré. À l'inverse, la population de langue d'usage anglaise au foyer de cette province verrait son poids légèrement augmenter, passant de 11 % en 2011 à

59. On utilise aussi « langue d'usage au foyer » comme expression alternative pour se référer à la langue parlée le plus souvent à la maison.
60. Ainsi, la population de langue anglaise tend à gagner dans les échanges linguistiques et la population de langue tierce tend à perdre. La population de langue française tend à gagner au Québec et à perdre à l'extérieur du Québec.

13 % en 2036 selon les trois scénarios de projection[61]. Le poids de la population de langue d'usage tierce au foyer devrait augmenter plus rapidement. Il passerait de 7,6 en 2011 à plus de 11,5 % en 2036, et jusqu'à 14 % dans le scénario avec forte immigration.

Tableau 3.3
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

		2036 (projetée)				2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
Langue parlée le plus souvent à la maison	population (en milliers)				pourcentage			
Canada								
Anglais	23 240	28 603	27 486	29 189	67,8	65,3	66,9	64,4
Français	7 145	7 800	7 553	7 951	20,8	17,8	18,4	17,6
Autre	3 888	7 422	6 030	8 164	11,3	16,9	14,7	18,0
Québec								
Anglais	858	1 217	1 167	1 247	10,7	12,6	12,7	12,6
Français	6 525	7 168	6 958	7 300	81,6	74,4	75,7	73,6
Autre	611	1 253	1 072	1 365	7,6	13,0	11,7	13,8
Canada hors Québec								
Anglais	22 382	27 386	26 319	27 942	85,2	80,1	82,6	78,9
Français	620	632	595	651	2,4	1,8	1,9	1,8
Autre	3 278	6 169	4 958	6 799	12,5	18,0	15,6	19,2

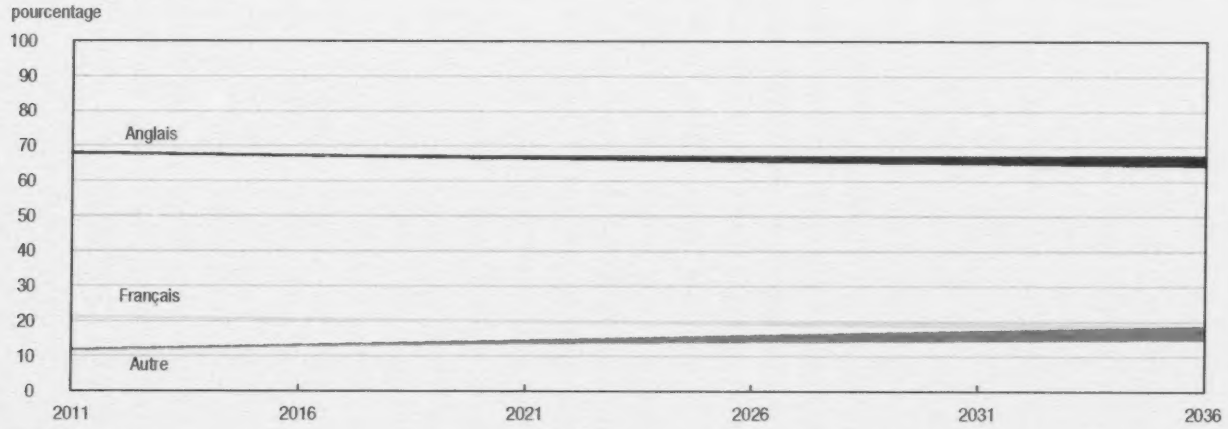
Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

À l'extérieur du Québec, le poids relatif des deux populations de langue d'usage anglaise et française au foyer est susceptible de diminuer au cours de la période de projection. Le poids de la population de langue d'usage anglaise au foyer passerait de 85 % en 2011 à 80 % en 2036 selon le scénario de référence. Ce pourcentage serait de 83 % dans le scénario avec faible immigration et de 79 % dans le scénario avec forte immigration. Malgré le fait que la population de langue d'usage française au foyer pourrait passer de 620 000 en 2011 et atteindre entre 595 000 (scénario avec faible immigration) et 651 000 (scénario avec forte immigration) en 2036, la baisse du poids relatif de la population de langue d'usage française au foyer serait de même ampleur dans les trois scénarios : celui-ci passerait ainsi de 2,4 % en 2011 à 1,9 % en 2036. Par contre, la population de langue d'usage tierce au foyer devrait voir son poids augmenter au cours de l'horizon de projection pour se situer entre 16 % et 19 % en 2036 selon le scénario envisagé en raison d'une croissance de son effectif qui se situerait entre 30 % et 60 % sur la période de projection selon le scénario considéré. En 2011, En 2011, cet effectif de près de 3,3 millions de personnes représentait 12,5 % de la population totale du Canada hors Québec.

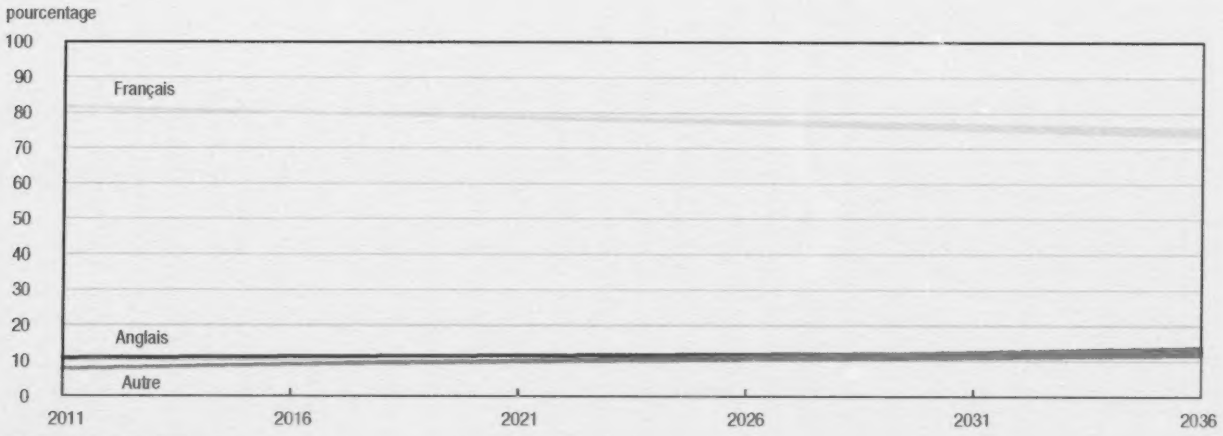
61. Rappelons que ces scénarios supposent une composition linguistique fixe de l'immigration.

Graphique 3.4
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, 2011 à 2036

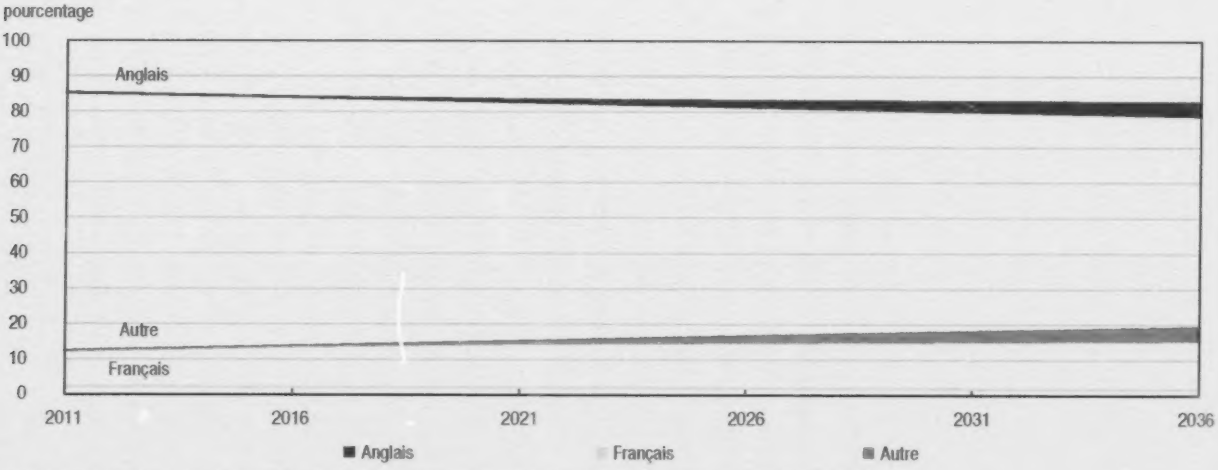
a) Canada



b) Québec



c) Canada hors Québec



Notes : La surface ombragée indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.2.3 Première langue officielle parlée (PLOP)

La population définie en fonction du critère de la première langue officielle parlée est particulièrement utile pour identifier les communautés de langue officielle au Canada, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires sur le territoire qu'elles occupent, en intégrant la population de langue maternelle tierce, et plus particulièrement les immigrants, à cette classification linguistique (voir chapitre 1). Le caractère majoritaire d'une langue sur un territoire lui confère un avantage dans l'espace public. C'est vrai pour le Canada dans son ensemble où l'anglais est la langue majoritaire. Le Québec se distingue du reste du Canada dans la mesure où le français y est la langue majoritaire, mais l'anglais y reste très présent, en particulier à Montréal, tant dans le domaine privé que dans le domaine public. On présente ici l'évolution des langues en fonction de leur statut au Canada, au Québec et dans le reste du Canada : on parlera donc de majorités et de minorités dans l'optique des langues officielles du pays.

La projection indique que les deux populations définies selon la première langue officielle parlée devraient évoluer de façon divergente entre 2011 et 2036 principalement en raison de la contribution positive de l'immigration internationale à la population de PLOP anglais[62]. Celle-ci devrait croître au cours des prochaines années et passerait de 25,9 millions de personnes en 2011 pour atteindre entre 31,9 et 35,3 millions de personnes en 2036 selon le scénario de projection considéré (tableau 3.4). Il en résulterait que son poids dans la population canadienne passerait de 75,4 % en 2011 à 77,8 % en 2036 selon les trois scénarios. Ces pourcentages surpasseraient ceux des populations définies selon la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison. Et surtout, cette croissance du poids de la population de PLOP anglais lui serait spécifique dans la mesure où les deux autres mesures indiqueraient une baisse du pourcentage du groupe linguistique anglais sur l'horizon de projection.

Comme pour la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison, le poids de la population de langue française au sein du Canada pourrait aussi décroître selon la PLOP d'ici 2036. Son poids passerait ainsi de 23 % en 2011 à moins de 21 % en 2036, avec de légères variations selon le scénario. Son effectif serait toutefois en augmentation et passerait de 7,8 millions de personnes en 2011 pour atteindre entre 8,6 et 9,2 millions de personnes en 2036.

Les différences entre les trois mesures des groupes linguistiques et leur évolution dans le temps est complexe et il est nécessaire de distinguer les deux situations que représentent le Québec, où la majorité de la population est de langue française, et le reste du Canada où l'anglais est majoritaire.

Tableau 3.4
Population selon la première langue officielle parlée, selon trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

		2036 (projetée)				2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
Première langue officielle parlée	population (en milliers)				pourcentage			
Canada								
Anglais	25 857	34 098	31 899	35 254	75,4	77,8	77,7	77,8
Français	7 847	8 954	8 577	9 182	22,9	20,4	20,9	20,3
Québec								
Anglais	1 090	1 658	1 538	1 733	13,6	17,2	16,7	17,5
Français	6 830	7 912	7 604	8 103	85,4	82,1	82,7	81,8
Canada hors Québec								
Anglais	24 767	32 440	30 361	33 521	94,2	94,9	95,3	94,7
Français	1 017	1 042	973	1 079	3,9	3,0	3,1	3,0

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Le poids de ces quatre populations évoluerait de façon divergente entre 2011 et 2036 selon les scénarios de projection retenus. La minorité de langue anglaise au Québec devrait enregistrer une croissance de son effectif démographique de l'ordre de 25 % à 35 % sur la période qui pourrait atteindre entre 1,5 et 1,7 millions de personnes en 2036. Son poids relatif évoluerait en conséquence, passant de près de 14 % en 2011 pour atteindre

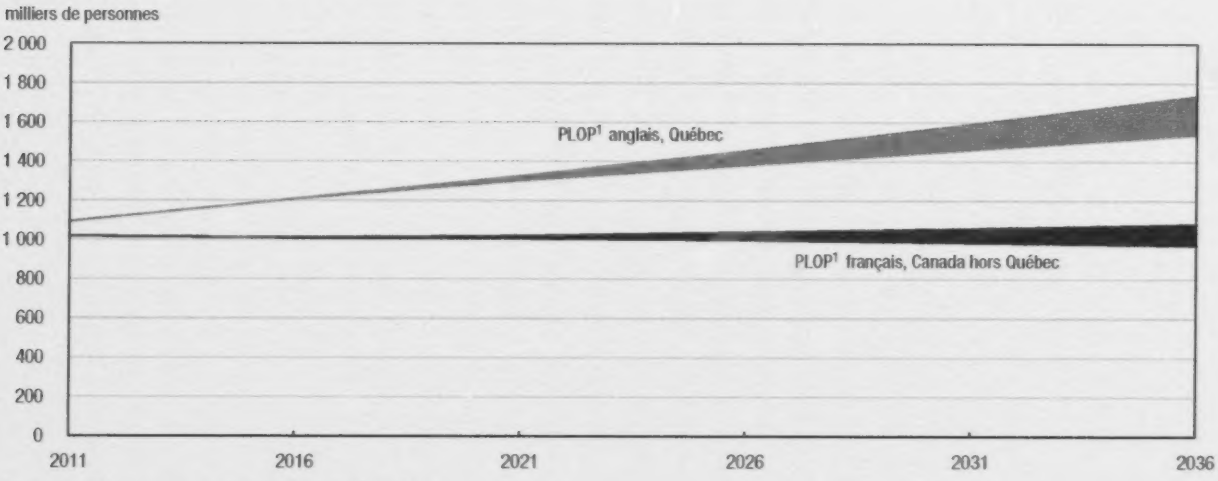
62. Les résultats présentés se référant à la population selon la première langue officielle parlée omettent le groupe résiduel « ni anglais ni français ». En 2011, le poids du groupe de PLOP « ni anglais ni français » ne représentait que 1,7 % de la population totale du Canada. Selon les projections, ce groupe devrait au mieux rester stable (scénario avec forte immigration) en 2036. Dans les deux autres scénarios, son poids diminuerait. L'effectif du groupe « anglais et français » a été, quant à lui, redistribué entre les deux groupes principaux.

entre 16 % et 17 % de la population totale de la province en 2036. Par contre, le poids de la minorité de langue française diminuerait durant la même période dans le reste du Canada malgré une hausse de sa population dont l'effectif total qui devrait osciller entre 970 000 et 1,1 million de personnes en 2036. Le poids de ce groupe était de presque 4 % en 2011 et pourrait diminuer à 3 % en 2036 selon les trois scénarios de projection. Les effectifs des deux minorités de langue officielle qui étaient presque identiques en 2011 (1 090 000 pour la population de PLOP anglais au Québec et 1 017 000 pour celle de PLOP français dans le reste du pays) devraient diverger de façon notable d'ici 2036 (graphique 3.5). La différence entre les deux effectifs, qui était de 74 000 en 2011, pourrait atteindre 600 000 en faveur de la minorité de langue anglaise au Québec en fin de projection.

Le poids de la population majoritaire de langue officielle dans le Canada hors Québec (PLOP anglais) augmenterait légèrement entre 2011 et 2036 en raison, entre autres, d'une croissance notable de son effectif qui passerait de 24,8 millions en 2011 pour se situer entre 30,4 et 33,5 millions de personnes 25 ans plus tard selon le scénario de projection envisagé. En 2011, son poids était d'un peu plus de 94 % et pourrait passer à environ 95 % en 2036. Cette évolution contraste avec celle de cette même population définie selon la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison lesquelles verraient plutôt leur poids diminuer durant cette même période.

Au Québec, la population de PLOP français devrait croître plus rapidement que la population de langue française définie selon la langue maternelle et selon la langue d'usage au foyer. En 2011, la population de PLOP français se chiffrait à 6,8 millions et pourrait franchir le cap des 7,5 millions de personnes en 2036 (scénario avec faible immigration) voire atteindre 8 millions de personnes (scénario avec forte immigration). Cette croissance ne devrait cependant pas empêcher son poids relatif dans la population totale de diminuer entre 2011 et 2036, poids qui passerait de 85,4 % en 2011 à 83 % ou légèrement moins en 2036 selon le scénario considéré. Cette tendance est similaire à celle que suivrait la population de langue française définie selon la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison.

Graphique 3.5
Effectif de population des minorités de langue officielle, selon trois scénarios de projection, Québec et Canada hors Québec, 2011 à 2036



1. « PLOP » est l'acronyme pour « première langue officielle parlée ».
Notes : La surface ombragée indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.3 Les provinces et territoires hors Québec

Les provinces et territoires sont très différents les uns des autres au regard de la composition linguistique de leur population. Par exemple, le Nouveau-Brunswick se démarque en raison de sa population de langue maternelle française relativement importante (31,4 % en 2011) tandis que le poids démographique de la population de langue tierce est nettement plus important dans les régions situées à l'ouest du Québec que dans les provinces maritimes.

La situation et l'évolution des groupes linguistiques sont présentées pour toutes les provinces et territoires (sauf le Québec) en distinguant chacun des trois groupes linguistiques séparément. Les résultats sur les effectifs démographiques des groupes définis selon la langue maternelle la langue parlée le plus souvent à la maison et la première langue officielle parlée (PLOP) sont présentés aux tableaux annexes A.3.1 à A.3.3 tandis que les graphiques 3.6 à 3.8 inclus dans le corps du texte font état de l'évolution de leur poids démographique relatif.

3.3.1 La population de langue anglaise

L'Ontario comptait la plus importante population de langue maternelle anglaise au Canada hors Québec en 2011, suivi de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Les territoires et l'Île-du-Prince-Édouard ont enregistré les effectifs les moins nombreux. Selon les trois scénarios de projection, les effectifs de la population de langue maternelle anglaise devraient augmenter d'ici 2036 en Ontario et dans toutes les provinces situées à l'ouest de cette province, ainsi que dans les territoires (graphique annexe A.3.1). Ainsi, l'Ontario passerait d'une population de langue maternelle anglaise de plus de 9 millions en 2011 à environ 10,5 millions en 2036 dans les trois scénarios. En fin de projection, l'Alberta devrait devenir la deuxième province en termes du nombre de personnes de langue maternelle anglaise avec un effectif de 4,0 à 4,2 millions. Elle permuterait ainsi de rang avec la Colombie-Britannique, qui occupait en 2011 le deuxième rang, dont la population de langue maternelle anglaise serait de 3,7 millions en 2036. Les quatre provinces de l'Atlantique pourraient, au contraire, enregistrer une baisse de l'effectif de leur population de langue maternelle anglaise, quel que soit le scénario envisagé. De plus, trois de celles-ci, soit Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, devraient également voir leur population de langue anglaise définie selon la langue d'usage au foyer et selon la PLOP diminuer entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection considérés.

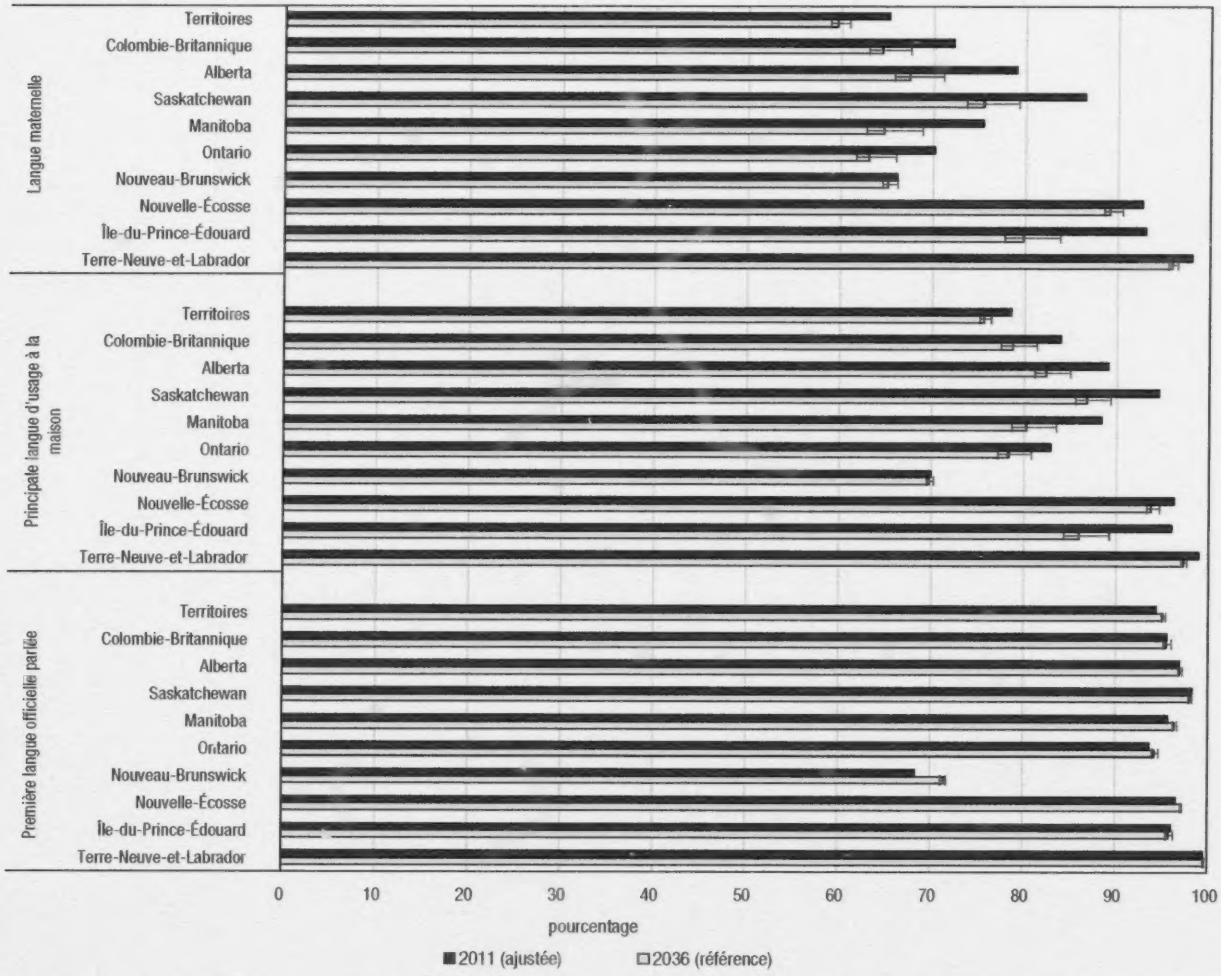
Le poids de la population de langue anglaise varie selon le critère de définition considéré et selon un gradient bien défini. Comme décrit à la section précédente, dans presque toutes les provinces et pour les territoires dans leur ensemble, la population de langue anglaise est plus nombreuse lorsque définie selon la PLOP et moins nombreuse lorsque identifiée par la langue maternelle, l'effectif selon la langue d'usage au foyer se situant entre les deux. Seul le Nouveau-Brunswick fait exception puisque la population parlant l'anglais le plus souvent à la maison en 2011 y était légèrement plus importante que celle ayant cette langue comme PLOP (69,9 % contre 68,4 %). L'exception néo-brunswickoise s'explique par la forte population de langue maternelle française de cette province dont les transferts linguistiques vers l'anglais contribuent à alimenter l'effectif de la population dont la langue d'usage au foyer est l'anglais[63]. Le gradient observé dans les provinces entre les trois caractéristiques linguistiques devrait se maintenir en 2036 selon les trois scénarios de projection et même inclure le Nouveau-Brunswick (graphique 3.6).

La projection indique que le poids de la population de langue maternelle anglaise et la langue d'usage anglaise au foyer devrait diminuer entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios. Dans certaines provinces, la diminution pourrait se chiffrer à plus de dix points de pourcentage dans les scénarios de référence et avec forte immigration. Les provinces où la diminution s'avèrerait la plus forte seraient l'Île-du-Prince-Édouard et les quatre provinces à l'ouest de l'Ontario, avec cependant quelques variations selon le scénario de projection et selon qu'il s'agit de la population définie par la langue maternelle ou par la langue parlée le plus souvent à la maison. L'Île-du-Prince-Édouard pourrait représenter le cas le plus extrême : selon le scénario de référence, sa population de langue maternelle anglaise passerait de 93 % en 2011 à 80 % en 2036 et sa population de langue d'usage anglaise au foyer de 96 % à 86 % durant la même période. La décroissance serait accentuée dans un scénario de forte immigration.

Le poids de la population de PLOP anglais devrait au contraire s'accroître entre 2011 et 2036 dans une majorité de provinces et dans les territoires. Toutefois cette croissance se limiterait dans la majorité des cas à moins d'un point de pourcentage[64].

63. En 2011, un peu plus de 27 000 personnes de langue maternelle française au Nouveau-Brunswick parlaient l'anglais le plus souvent à la maison, soit un taux de transfert linguistique de 11,4 %.
64. Il faut remarquer que le poids de la population de PLOP anglais dépassait déjà les 90 %, voire les 95 %, de la population totale des provinces et territoires en 2011, sauf au Nouveau-Brunswick, ce qui limite les possibilités de croissance future de ces pourcentages déjà élevés.

Graphique 3.6
Population de langue anglaise, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés. Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Ces évolutions ne devraient pas modifier de façon substantielle le portrait d'ensemble de la population de langue anglaise observé en 2011. En 2036 comme en 2011, trois provinces se démarqueraient de par la forte proportion de leur population de langue anglaise (langue maternelle et langue d'usage au foyer) : Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse. Dans ces provinces, cette population devrait constituer entre 80 % et 90 % de la population totale en 2036 quel que soit le scénario de projection. Ailleurs dans les six autres provinces et les territoires, les pourcentages correspondants ne devraient pas dépasser, dans la majorité des cas. Ces différences entre les provinces tiennent à la dynamique de la population de langue tierce, principalement alimentée par l'immigration internationale, et, dans le cas du Nouveau-Brunswick[65], à la présence d'une importante population de langue française. Dans tous les cas, les populations de langue anglaise des provinces et des territoires, incluant le Nouveau-Brunswick, bénéficient des transferts linguistiques et du fait que l'anglais est la langue de convergence et d'intégration de la majorité des immigrants.

65. Le caractère particulier du Nouveau-Brunswick est bien mis en évidence lorsque la PLOP est utilisée pour définir les groupes linguistiques. Contrairement aux provinces et aux territoires où le poids de la population de PLOP anglais devrait représenter en 2036 plus de 90 % de la population totale, le poids de la population de PLOP anglais devrait se situer à environ 70 % en 2036 au Nouveau-Brunswick en raison de la présence de son importante communauté francophone.

3.3.2 La population de langue française

La taille des populations dont le français est la langue maternelle est variable d'une province à l'autre. En 2011, l'effectif le plus faible était observé à Terre-Neuve-et-Labrador, soit 2 000 personnes. L'Île-du-Prince-Édouard et les territoires comptaient chacun un effectif de moins de 6 000 personnes de langue maternelle française en 2011, soit 5 200 et 3 000 respectivement. En revanche, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ont enregistré les populations de langue maternelle française les plus nombreuses à l'extérieur du Québec en 2011, soit 517 000 et 239 000 respectivement. Les effectifs de la population de langue française selon la langue d'usage au foyer et selon la PLOP sont tout aussi variables selon la province mais se distinguent par le niveau des effectifs. Ainsi, les effectifs de population selon la langue parlée le plus souvent à la maison sont systématiquement plus faibles que ceux selon la langue maternelle, tandis que les effectifs selon la PLOP sont à peu près les mêmes (avec l'exception notable de l'Ontario). Par exemple, la population de langue française au Nouveau-Brunswick en 2011 se présentait ainsi : 239 000 personnes selon la langue maternelle, 218 000 selon la langue d'usage au foyer et 238 000 selon la PLOP. L'effectif selon la langue d'usage au foyer représentait 92 % de l'effectif selon la langue maternelle tandis que l'effectif selon la PLOP était légèrement inférieur à celui selon la langue maternelle (tableaux A.3.1 à A.3.3 en annexe).

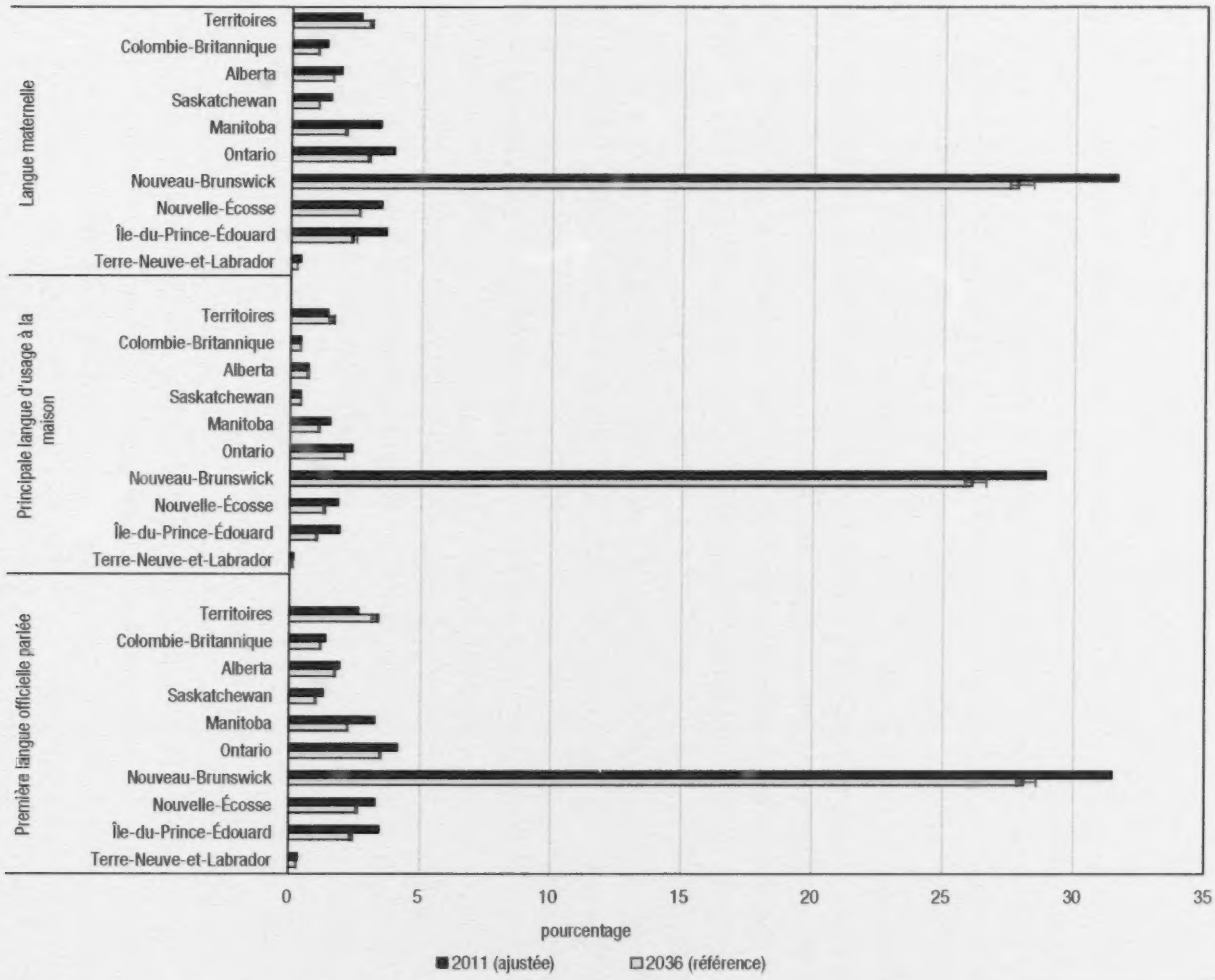
L'effectif de ces populations évoluerait de façon inégale d'une province à l'autre d'ici 2036 selon les présentes projections. Des baisses du nombre d'habitants de langue maternelle française entre 2011 et 2036 pourraient toucher cinq provinces : l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et la Saskatchewan. Les trois provinces maritimes verraient également leur effectif de population de langue française définie selon la langue d'usage au foyer et selon la PLOP diminuer d'ici 2036, quel que soit le scénario de projection envisagé. Les taux de croissance (négatifs) sur la période se situeraient entre -20 % et -40 % à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Les provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, du Manitoba et de la Saskatchewan pourraient afficher entre 2011 et 2036 une stabilité ou une faible hausse de leurs effectifs de population de langue française. En Ontario, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les territoires, la population de langue française croitrait de façon générale entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection considérés. La croissance des effectifs serait la plus élevée en Alberta et dans les territoires avec un taux de croissance pouvant se situer entre 25 % et plus de 50 % selon le scénario de référence. Dans les provinces, la croissance la plus forte (ou la décroissance la plus faible) s'observerait pour la population de langue française définie selon la langue d'usage au foyer.

La part relative de la population de langue française varie selon la caractéristique linguistique considérée. Elle est la plus faible lorsque définie selon la langue parlée le plus souvent à la maison et plus élevée selon les deux autres caractéristiques linguistiques. Cette situation distingue la population de langue française de celle de langue anglaise et témoigne de l'attraction de l'anglais en tant que langue parlée le plus souvent à la maison auprès des personnes de langue maternelle française vivant à l'extérieur du Québec (graphique 3.7).

Toutes les provinces et les territoires, à l'exclusion du Nouveau-Brunswick, comptaient en 2011 moins de 5 % de population de langue française, que celle-ci soit définie par la langue maternelle, par la langue d'usage au foyer ou par la PLOP (graphique 3.7). Sauf quelques exceptions, le pourcentage que représente la population de langue française sur la population totale devrait diminuer d'ici 2036 selon les trois scénarios de projection. Les principales exceptions sont Terre-Neuve-et-Labrador et les territoires où, au contraire, la population de langue maternelle française pourrait voir son poids augmenter en raison de la migration interne. Toutefois, ces évolutions ne devraient pas altérer le portrait d'ensemble de 2011 : en 2036, la population de langue française à l'extérieur du Québec devrait toujours représenter moins de 5 % de la population totale comme en 2011, sauf au Nouveau-Brunswick. Dans cette dernière province, le poids de la population de langue française pourrait diminuer selon les trois scénarios, tant selon la langue maternelle, la langue d'usage au foyer que la PLOP. Par exemple, d'un niveau d'environ 31,5 % en 2011, le pourcentage que représente l'effectif de langue maternelle et de PLOP français par rapport à la population totale passerait à moins de 29 % en 2036.

Graphique 3.7
Population de langue française, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.3.3 La population de langue tierce

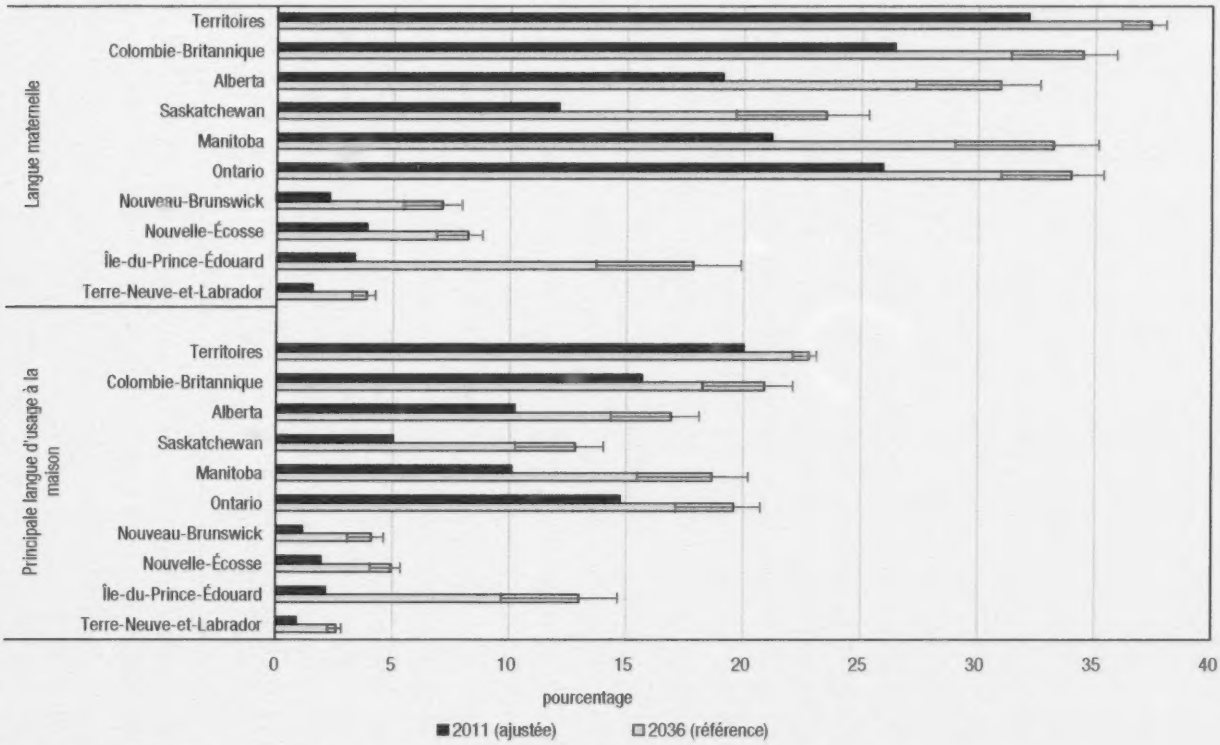
La population de langue maternelle tierce devrait augmenter dans toutes les provinces et territoires entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection, conséquence de l'immigration. Dans plusieurs provinces, le scénario avec forte immigration signifierait un doublement de cette population en 2036 par rapport à 2011. En Ontario et en Colombie-Britannique, la population de langue maternelle tierce pourrait ainsi constituer 31 % de la population totale selon le scénario de faible immigration et 35 % ou 36 % selon le scénario de forte immigration en 2036 (graphique 3.8). Les quatre provinces atlantiques connaîtraient également une forte croissance des effectifs de cette population entre 2011 et 2036, même avec le scénario de faible immigration. Malgré ce contexte favorable en Atlantique, le pourcentage de la population de langue maternelle tierce ne devrait toutefois pas dépasser les 10 % en 2036 dans trois des quatre provinces.

En raison des transferts linguistiques des personnes de langue maternelle tierce (principalement vers l'anglais), le poids de cette population dans les provinces et territoires était, en 2011, plus faible selon la langue parlée le plus souvent à la maison que selon la langue maternelle. Il pourrait encore en être ainsi en 2036 selon les trois

scénarios de projection. L'écart entre les pourcentages que représentaient ces deux groupes en 2011 est presque de l'ordre du simple au double et les résultats des projections indiquent que cette situation ne changerait pas en 2036. En Ontario, par exemple, 15 % de la population totale de la province en 2011 a déclaré une langue tierce en tant que langue parlée le plus souvent à la maison et 26 % en tant que langue maternelle. En 2036, ces pourcentages pourraient atteindre respectivement entre 17 % et 21 % selon la langue d'usage au foyer et entre 31 % et 35 % selon la langue maternelle d'après les trois scénarios de projection.

Les trois scénarios ont des répercussions différentielles notables sur les résultats de la projection de la population de langue tierce. Ceci est attribuable au fait que cette population est avant tout alimentée par l'immigration internationale, principale composante démographique qui distingue les trois scénarios entre eux.

Graphique 3.8
Population de langue autre que le français ou l'anglais, selon deux caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢⊣ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.4 Les régions de contact

Les régions de contact considérées ici sont au nombre de quatre et comprennent les régions métropolitaines de recensement de Montréal et d'Ottawa-Gatineau, l'est ontarien (sauf Ottawa) et le Nouveau-Brunswick.

3.4.1 La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal

En 2011, la majorité de de la population vivant dans la RMR de Montréal était de langue française, soit 64,3 % selon la langue maternelle, 68,7 % selon la langue parlée le plus souvent à la maison et 75,7 % selon la PLOP. Le poids de la population de langue anglaise dans la RMR variait entre 12,5 % et 22,7 % selon la caractéristique linguistique considérée. La population de langue tierce constituait 23 % de la population de la RMR selon la langue maternelle et près de deux fois moins selon la langue d'usage au foyer, soit 13 %.

Les projections indiquent qu'à l'horizon 2036 la population de langue française devrait voir son poids diminuer au sein de la RMR selon les trois scénarios de projection et pour les trois caractéristiques linguistiques, quoique de façon moins marquée selon la PLOP en raison de la population de langue maternelle tierce qui s'oriente vers le français (graphique 3.9). Le pourcentage que représente la population de langue anglaise sur la population totale de la RMR pourrait au contraire augmenter, principalement en ce qui a trait à la langue d'usage au foyer et la PLOP, aussi selon les trois scénarios de projection. Comme la RMR de Montréal reçoit, et qu'il est projeté qu'elle continue à recevoir, un nombre important d'immigrants au cours des prochaines années, le poids de la population de langue tierce augmenterait en conséquence selon les trois scénarios de projection. En 2036, cette population pourrait ainsi représenter plus de 30 % de la population de la RMR selon la langue maternelle et autour de 20 % selon la langue parlée le plus souvent à la maison.

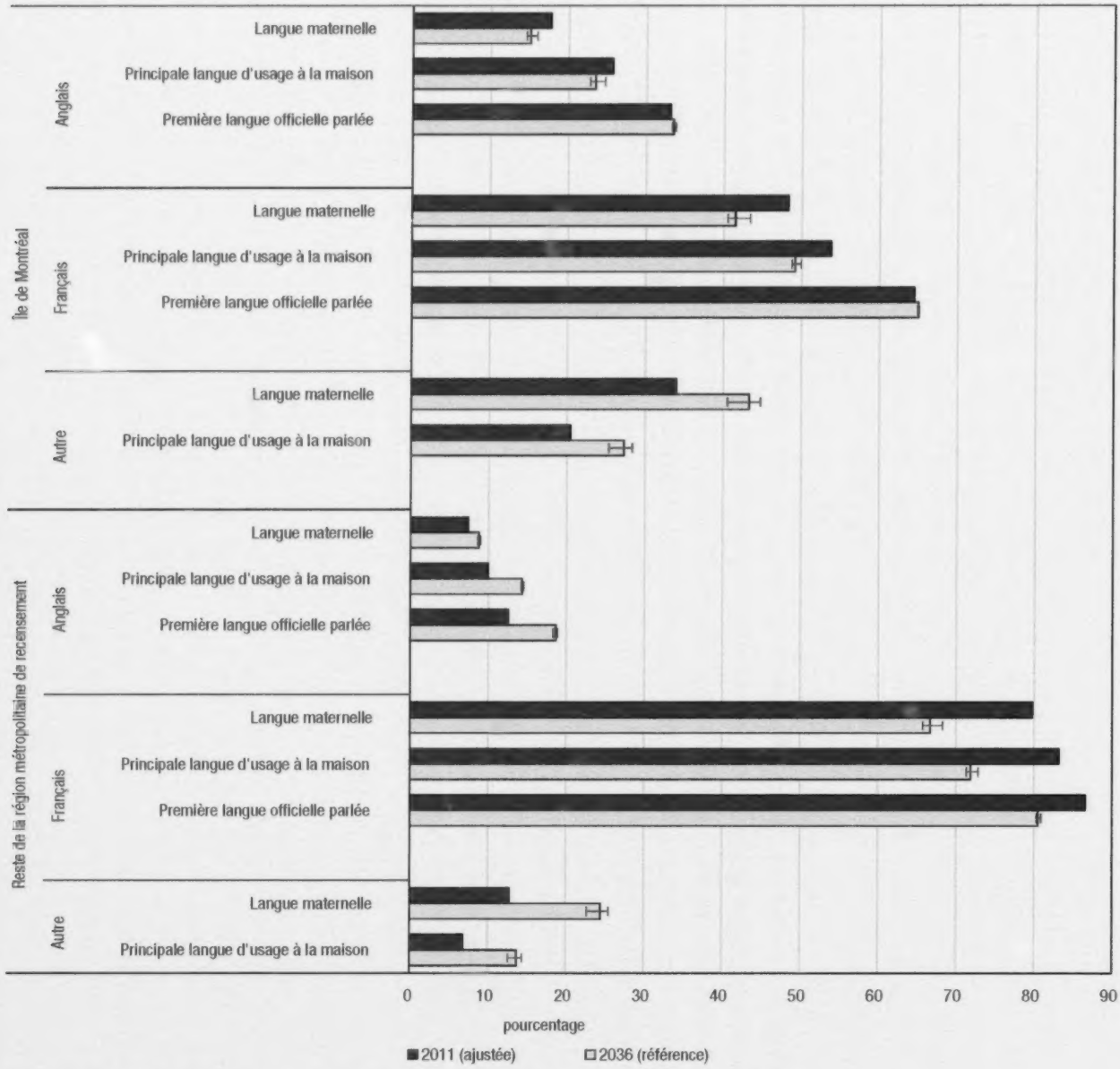
La dynamique métropolitaine de Montréal est marquée par le développement de couronnes (ou banlieues) qui se situent principalement, mais pas uniquement, hors de l'île de Montréal (comme Laval, Longueuil et Terrebonne). En 2011, la population de la RMR se répartissait à peu près également entre celle habitant sur l'île de Montréal (49,3 %) et celle vivant hors de l'île (50,7 %).

L'île de Montréal

Les trois groupes linguistiques devraient suivre des dynamiques différentes d'établissement sur l'île et hors de l'île au cours de la période de projection. Les populations de langue anglaise et française devraient dans l'ensemble voir leur poids sur l'île se réduire entre 2011 et 2036, quel que soit le scénario de projection envisagé.

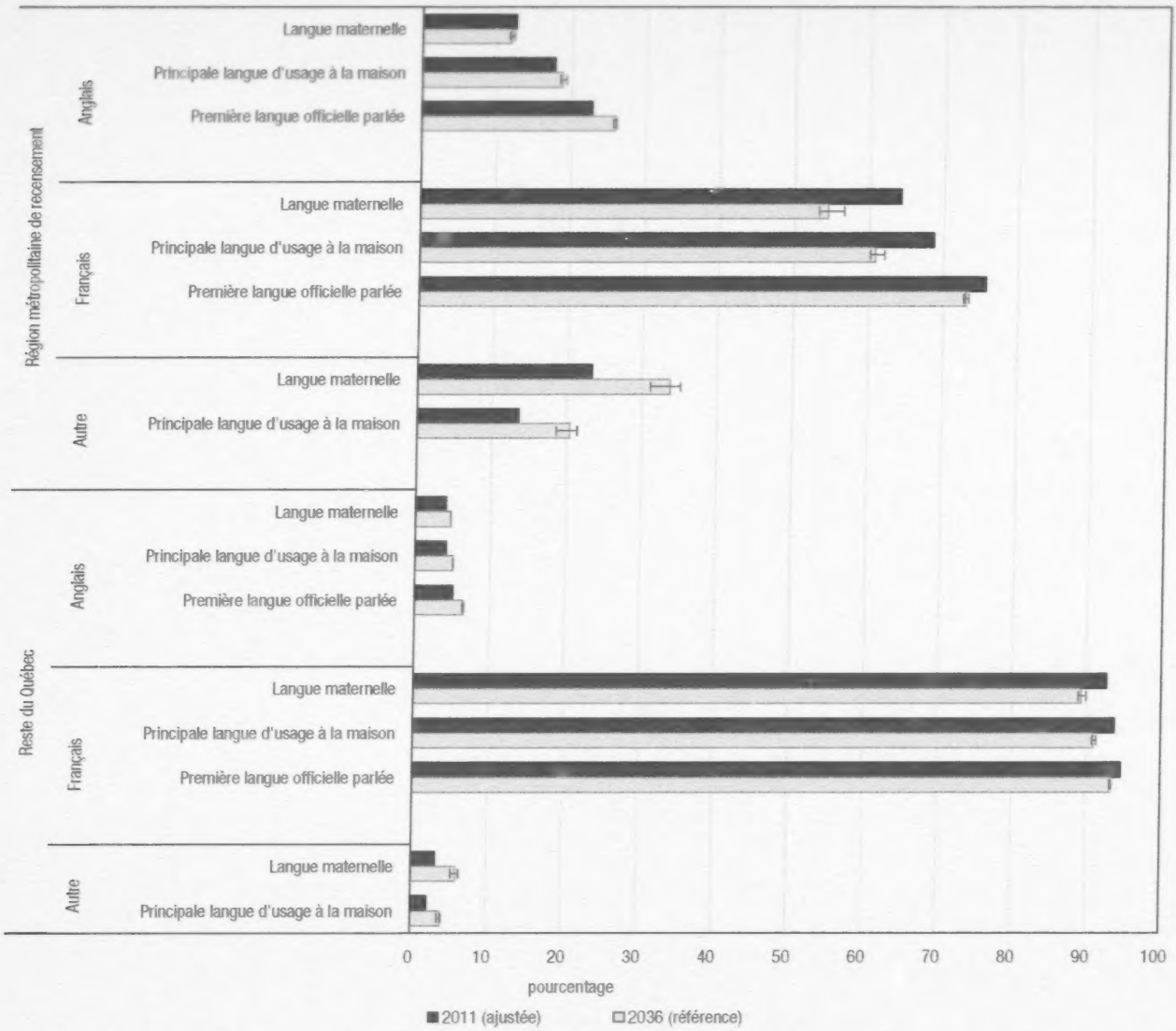
La population de langue maternelle française, qui ne représentait déjà plus la majorité de la population de l'île de Montréal en 2006 et en 2011 (48 %), verrait son poids diminuer à moins de 44 % en 2036. Selon le scénario avec forte immigration, la population de langue maternelle française ne représenterait que 41 % de la population de l'île en 2036. La population de langue d'usage française au foyer pourrait également voir son poids diminuer pour atteindre environ 50 % de la population insulaire en fin de projection, une baisse de deux à quatre points de pourcentage en 25 ans. Par contre, la population de PLOP français augmenterait d'un demi-point de pourcentage, passant de 64,5 % en 2011 à 65 % en 2036 selon les trois scénarios de projection. Malgré la baisse du poids de la population de langue française selon les critères de la langue maternelle et de la langue d'usage au foyer, la croissance de la population de langue maternelle tierce favoriserait la croissance du poids de la population de PLOP français principalement en raison de la sélection des immigrants au Québec qui met l'accent sur leur connaissance du français. C'est donc dire qu'environ les deux tiers de la population de l'île tendraient à s'orienter principalement vers le français en 2036 en dépit du fait que la population de langue maternelle française pourrait n'y représenter que 41 % à 43 %.

Graphique 3.9a
Population des groupes de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, Île de Montréal et reste de la région métropolitaine de recensement, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 3.9b
Population des groupes de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement de Montréal et reste du Québec, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

La population de langue anglaise verrait aussi son poids diminuer sur l'île entre 2011 et 2036. Cette diminution devrait se faire sentir chez les populations de langue anglaise définies selon le critère de la langue maternelle et de la langue parlée le plus souvent à la maison. Ainsi, le poids de la population de langue maternelle anglaise vivant sur l'île pourrait passer de 18 % en 2011 à 15 % ou 16 % en 2036, en fonction du scénario de projection envisagé. Par contre, selon la PLOP, la population de langue anglaise résidant sur l'île de Montréal maintiendrait son poids relatif autour de 34 %.

En raison principalement de l'immigration, la croissance de la population de langue maternelle tierce sur l'île de Montréal entre 2011 et 2036 devrait être de l'ordre de 10 points de pourcentage, un peu moins selon le scénario avec faible immigration. Ce groupe pourrait représenter 43 % de la population de l'île en 2036, à parité avec la population de langue maternelle française, et même dépasser légèrement celle-ci. Dans le cas du scénario avec forte immigration, la différence entre les deux groupes linguistiques pourrait atteindre 4 points de pourcentage (40,6 % pour la population de langue maternelle française comparativement à 44,8 % pour celle de langue maternelle tierce[66]). La population de langue d'usage tierce au foyer devrait gagner de cinq à huit points de pourcentage selon le scénario de projection envisagé.

Hors-île

La dynamique métropolitaine de la RMR de Montréal a été marquée au cours des dernières années par un accroissement du pourcentage que représentent les populations de langue anglaise et tierce dans les banlieues, lesquelles sont principalement situées à l'extérieur de l'île (Termote, 2011). Cette tendance devrait se poursuivre entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection. Ainsi, la population de langue maternelle tierce pourrait constituer entre 23 % et 26 % de la population hors-île en 2036, une augmentation de plus de dix points de pourcentage par rapport à 2011. Le pourcentage que représente la population de langue d'usage tierce au foyer hors de l'île pourrait doubler en 25 ans, passant de 6,8 % en 2011 à un peu plus de 14 % en 2036 selon le scénario avec forte immigration. La croissance serait un peu moins forte selon les deux autres scénarios.

Le poids démographique de la population de langue anglaise de la RMR de Montréal vivant à l'extérieur de l'île se maintiendrait généralement en-deçà de 20 %, malgré la progression des pourcentages. Cette progression devrait être plus importante pour la population de langue d'usage au foyer et de PLOP anglais que pour celle de langue maternelle anglaise. Cette tendance s'explique par l'attraction qu'exerce l'anglais auprès de certaines populations de langue maternelle tierce et, plus particulièrement, par les transferts linguistiques que ces mêmes groupes linguistiques effectuent vers l'anglais.

En conséquence de ces évolutions, le poids de la population de langue française devrait continuer à diminuer d'ici 2036 à l'extérieur de l'île de Montréal dans la foulée des tendances passées récentes. Malgré la baisse qu'il pourrait enregistrer durant la période de projection, le poids de la population de langue française devrait toutefois continuer à former la majorité de la population des couronnes de la RMR situées hors d'île en 2036, soit 67 %, 72 % et 81 % respectivement pour la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la première langue officielle parlée, selon le scénario de référence.

Répartition de la population île versus hors-île

La distribution relative de la population de la RMR de Montréal entre l'île et le reste de la RMR devrait peu se modifier entre 2011 et 2036. Comme on l'a déjà mentionné, la population de la RMR se répartit à peu près également entre celle qui habite sur l'île de Montréal et celle qui habite à l'extérieur de celle-ci.

Le pourcentage des populations de langue anglaise et tierce vivant à l'extérieur de l'île devrait augmenter légèrement pour s'établir entre 35 % et 40 %, quel que soit la caractéristique linguistique considérée et le scénario de projection envisagé. En contrepartie, un pourcentage légèrement moins important vivrait sur l'île en 2036 (tableau 3.5).

La répartition géographique de la population de langue française devrait se maintenir à peu près stable entre 2011 et 2036. Au total cependant, la population de langue anglaise et celle de langue tierce devraient continuer à vivre majoritairement sur l'île et la population de langue française majoritairement hors de l'île en 2036.

66. Comme on l'a déjà mentionné, la population de langue autre que l'anglais ou le français est très hétérogène en termes de composition par langue maternelle et on peut difficilement imaginer qu'un groupe linguistique particulier composant cette catégorie puisse à court et moyen terme devenir plus nombreux que la population de langue française.

Tableau 3.5
Répartition de la population des groupes linguistiques anglais, français et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement de Montréal, 2011 et 2036

				2036 (projetée)		
			2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	Caractéristique	Région	pourcentage			
Anglais	Langue maternelle	Île de Montréal	70,0	62,0	61,3	62,4
		Hors de l'île	30,0	38,0	38,7	37,6
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Principale langue d'usage à la maison	Île de Montréal	71,5	60,8	60,0	61,2
		Hors de l'île	28,5	39,2	40,0	38,8
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Première langue officielle parlée	Île de Montréal	72,0	62,9	61,9	63,5
		Hors de l'île	28,0	37,1	38,1	36,5
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
Français	Langue maternelle	Île de Montréal	37,0	37,1	36,0	37,7
		Hors de l'île	63,0	62,9	64,0	62,3
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Principale langue d'usage à la maison	Île de Montréal	38,6	39,3	37,7	40,2
		Hors de l'île	61,4	60,7	62,3	59,8
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Première langue officielle parlée	Île de Montréal	42,0	43,3	41,5	44,4
		Hors de l'île	58,0	56,7	58,5	55,6
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
Autre	Langue maternelle	Île de Montréal	72,1	62,7	61,2	63,3
		Hors de l'île	27,9	37,3	38,8	36,7
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Principale langue d'usage à la maison	Île de Montréal	74,4	65,3	64,1	66,0
		Hors de l'île	25,6	34,7	35,9	34,0
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0

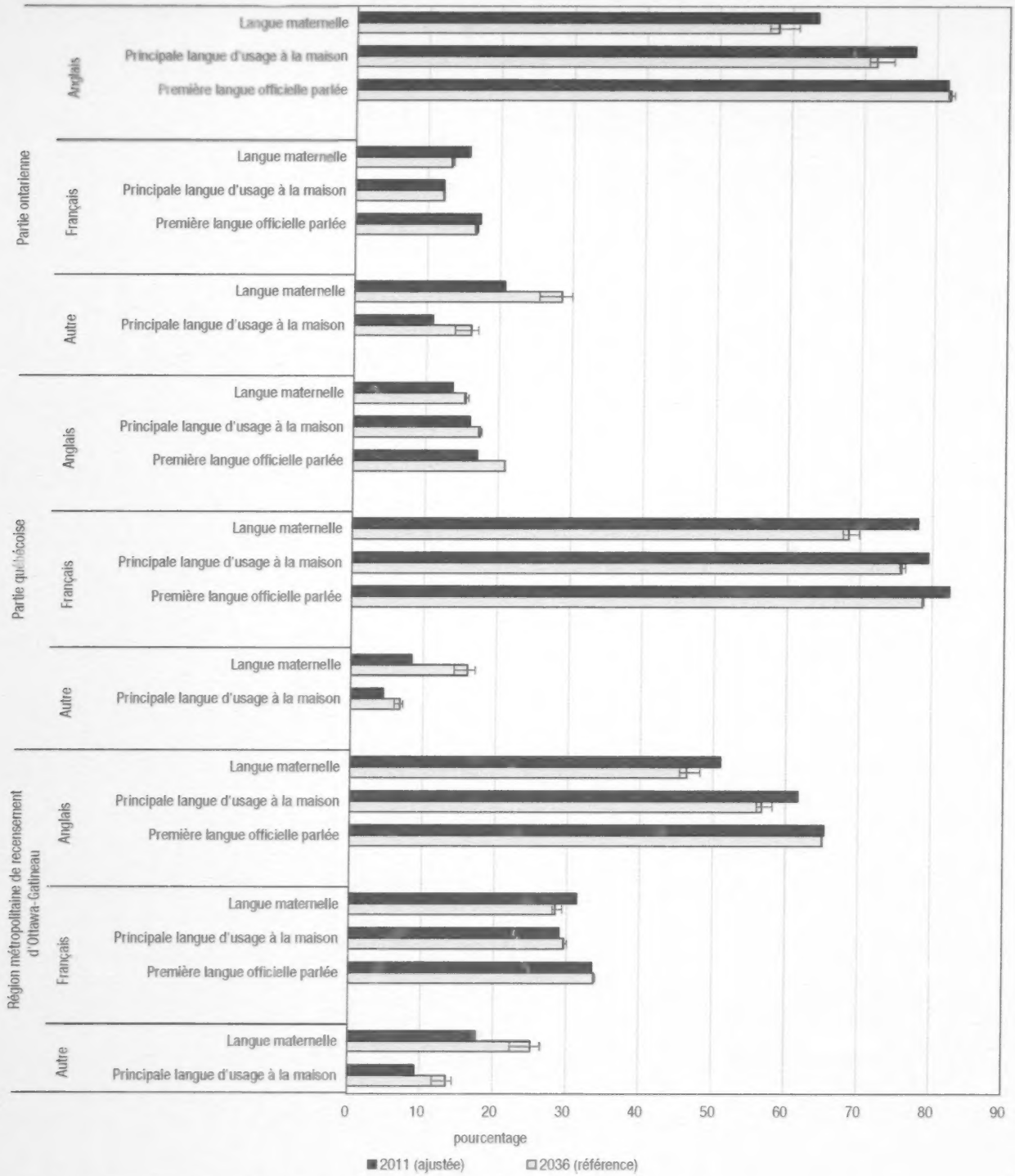
Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.4.2 La région métropolitaine de recensement (RMR) d'Ottawa-Gatineau

La RMR d'Ottawa-Gatineau a cette particularité d'être située à cheval entre l'Ontario, où la majorité de la population est de langue anglaise, et le Québec à majorité française. Cette particularité déteint sur la composition par langue de ces deux zones urbaines. En 2011, 64 % de la population de la partie ontarienne de la RMR était de langue maternelle anglaise, 77 % de langue d'usage anglaise au foyer et plus de 81 % de PLOP anglais. Dans la partie québécoise 78 % de la population était de langue maternelle française, près de 80 % de langue d'usage française au foyer et presque 83 % de PLOP français.

La dynamique de l'évolution démographique des groupes linguistiques au sein de chacune des entités composant la RMR d'Ottawa-Gatineau se caractériserait par trois tendances notables (graphique 3.10). La première tendance, qui n'est pas unique à la RMR d'Ottawa-Gatineau, devrait se manifester par l'accroissement du poids de la population de langue maternelle et de langue d'usage tierce au foyer entre 2011 et 2036. Cette tendance devrait s'observer dans les trois scénarios considérés, tant dans la partie ontarienne que québécoise de la RMR.

Graphique 3.10
Projection de la population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

La deuxième tendance serait la baisse du poids démographique de la population de langue anglaise dans la partie ontarienne de la RMR et de celle de langue française dans la partie québécoise entre 2011 et 2036. Ainsi, le pourcentage que représente la population de langue maternelle anglaise dans la partie ontarienne de la RMR pourrait diminuer pour se situer entre 58 % et 61 % en 2036 (64 % en 2011). La tendance serait similaire pour la langue parlée le plus souvent à la maison, soit une baisse de trois à six points de pourcentage sur la période de projection. Par contre, on constaterait une stabilité du poids de la population de langue anglaise selon la PLOP autour de 82 %. On devrait également observer une baisse du poids de la population de PLOP français dans la partie québécoise, mais celui-ci devrait toutefois demeurer au-dessus de 78 % dans les trois scénarios de projection.

Une troisième tendance pourrait mener à l'accroissement du pourcentage que représente la population de langue anglaise du côté québécois de la RMR, que ce soit selon la langue maternelle, la langue d'usage au foyer ou la PLOP. En 2036, 21 % de la population de la partie québécoise de la RMR seraient de langue anglaise selon la PLOP, et plus de 15 % selon la langue maternelle.

Les modifications de la répartition des groupes linguistiques au sein de la RMR entre sa partie ontarienne et sa partie québécoise devraient affecter les trois groupes linguistiques. La distribution de la population de langue anglaise entre ces deux entités géographiques favorisait la partie ontarienne en 2011. Ainsi, environ 93 % de la population de langue anglaise résidait du côté ontarien et 7 % du côté québécois en 2011, contre environ 91 % et 9 % respectivement, en 2036.

La répartition de la population de langue française se verrait modifiée quels que soient la caractéristique linguistique et le scénario envisagés (tableau 3.6). Cette population devrait réduire sa concentration du côté ontarien et l'augmenter de façon équivalente du côté québécois, et habiterait toujours majoritairement du côté québécois en 2036 dans une proportion variant de 64 % (PLOP) à 71 % (langue d'usage au foyer).

La population de langue tierce habitait majoritairement du côté ontarien de la RMR en 2011 (88 %). Ce pourcentage devrait diminuer d'ici 2036. En 2011, 12 % de la population de langue maternelle tierce vivait du côté québécois; en 2036, ce pourcentage pourrait atteindre 18 % en raison de l'immigration et des mouvements inter-frontaliers.

Tableau 3.6
Répartition de la population des groupes linguistiques anglais, français et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau, 2011 et 2036

				2036 (projetée)		
			2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	Caractéristique	Région	pourcentage			
Anglais	Langue maternelle	Ottawa	93,3	90,8	90,8	90,8
		Gatineau	6,7	9,2	9,2	9,2
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Principale langue d'usage à la maison	Ottawa	93,5	91,6	91,5	91,6
		Gatineau	6,5	8,4	8,5	8,4
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Première langue officielle parlée	Ottawa	93,4	91,2	91,0	91,2
		Gatineau	6,6	8,8	9,0	8,8
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
Français	Langue maternelle	Ottawa	37,6	33,9	33,3	34,1
		Gatineau	62,4	66,1	66,7	65,9
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Principale langue d'usage à la maison	Ottawa	31,5	29,8	28,9	30,1
		Gatineau	68,5	70,2	71,1	69,9
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Première langue officielle parlée	Ottawa	38,5	35,9	34,9	36,4
		Gatineau	61,5	64,1	65,1	63,6
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
Autre	Langue maternelle	Ottawa	88,1	82,4	82,1	82,4
		Gatineau	11,9	17,6	17,9	17,6
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0
	Principale langue d'usage à la maison	Ottawa	87,7	86,2	85,6	86,3
		Gatineau	12,3	13,8	14,4	13,7
		Région métropolitaine de recensement	100,0	100,0	100,0	100,0

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.4.3 Les régions francophones de l'Ontario (sauf Ottawa)

Cette région de contact entre les populations de langue anglaise et française a été définie spécifiquement pour les présentes projections linguistiques et comprend la RMR du Grand Sudbury et les divisions de recensement (DR) hors RMR de l'Ontario où le pourcentage de la population de PLOP français est égal ou supérieur à 20 % (Caron-Malenfant, 2015). Il s'agit des DR de Stormont, Dundas et Glengarry, Prescott et Russell, Nipissing, Sudbury, Timiskaming et Cochrane. Nous présentons ici séparément la RMR du Grand Sudbury et les régions francophones hors RMR.

Cette région se caractérise d'abord par la composition linguistique de sa population. En 2011, plus de 95 % de la population des régions francophones de l'Ontario était de langue anglaise ou française, dont la majorité (64 %) avait l'anglais comme langue maternelle et 31 % le français (tableaux 3.7 et 3.8). La population de langue tierce y est donc largement minoritaire, en particulier selon la langue parlée le plus souvent à la maison (1,7 % en 2011), ce qui traduit la faiblesse de l'immigration dans cette région.

Le Grand Sudbury comprenait en 2011 un pourcentage de population de langue anglaise supérieur aux régions francophones hors RMR, soit 75 % de PLOP anglais dans le premier cas et 67 % dans le deuxième cas. Des différences de même envergure caractérisaient la part de la population de langue anglaise selon la langue maternelle et selon la langue d'usage au foyer. Par contre, le poids de la population de langue française était plus élevé dans les régions francophones hors RMR que dans le Grand Sudbury. Ainsi, 33 % de la population des régions francophones hors RMR était de PLOP français en 2011 contre 26 % dans le Grand Sudbury.

Les régions francophones de l'Ontario devraient enregistrer une baisse de leur population entre 2011 et 2036 (tableau 3.7). En 2011, la population totale de cette région se chiffrait à 556 000 et pourrait atteindre moins de 515 000 en 2036, quel que soit le scénario de projection considéré. La baisse de la population devrait toucher chacune des deux régions et proviendrait principalement de la baisse d'effectif de la population de langue française. Si l'on prend la langue maternelle comme exemple, la population de langue française passerait de 171 000 en 2011 à 134 000 en 2036, une baisse d'effectif de plus de 35 000 personnes. Dans le Grand Sudbury, la baisse pourrait se chiffrer à environ 8 000 personnes. Dans les régions francophones hors RMR, cette baisse pourrait atteindre 29 000 personnes. Durant le même laps de temps, les effectifs des populations de langues anglaise et tierce demeureraient à peu près stables ou diminueraient légèrement. Des tendances similaires devraient s'observer pour les groupes définis selon la langue d'usage au foyer et la PLOP, exception faite de la population de langue d'usage anglaise au foyer qui pourrait également enregistrer une baisse appréciable d'effectif de l'ordre de 16 000 personnes entre 2011 et 2036.

En termes relatifs, les populations de langue anglaise et tierce sont susceptibles de voir leur poids démographique augmenter de 2011 à 2036 dans les deux régions et selon les trois scénarios de projection (tableau 3.8). Par contre, le pourcentage que représente la population de langue française sur la population totale diminuerait entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios envisagés dans les deux régions, une conséquence directe de la baisse future d'effectif que suggèrent les projections. Dans le Grand Sudbury, le poids de la population de langue maternelle française et de PLOP français pourrait passer de 25 % en 2011 à 22 % en 2036 selon les trois scénarios de projection. Dans les régions francophones hors RMR, la baisse du poids de la population de langue française définie selon la langue maternelle et selon la PLOP devrait être plus prononcée, soit d'environ cinq points de pourcentage, passant de 33 % en 2011 à environ 28 % en 2036.

Dans l'ensemble, ces deux régions connaîtraient des évolutions comparables induites par la baisse de leur population totale et le faible nombre d'immigrants qu'elles attirent comparativement à d'autres régions de l'Ontario. Leur population francophone respective, entre autres, devrait diminuer tant en effectif de population qu'en pourcentage, quels que soient la caractéristique linguistique et le scénario considérés.

Tableau 3.7
Effectif de la population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, régions francophones de l'Ontario, 2011 et 2036

				2036 (projetée)		
			2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	Caractéristique		nombre (en milliers)			
Ontario francophone	**Population totale**		**556**	**512**	**509**	**514**
	Anglais	Langue maternelle	358	357	355	357
		Principale langue d'usage à la maison	424	407	405	408
		Première langue officielle parlée	386	379	376	381
	Français	Langue maternelle	171	134	134	134
		Principale langue d'usage à la maison	123	97	97	97
		Première langue officielle parlée	169	133	132	133
	Autre	Langue maternelle	27	22	20	23
		Langue d'usage au foyer	9	8	7	9
Grand Sudbury	**Population totale**		**165**	**153**	**151**	**153**
	Anglais	Langue maternelle	112	111	111	111
		Principale langue d'usage à la maison	136	128	127	128
		Première langue officielle parlée	123	119	118	120
	Français	Langue maternelle	42	34	34	34
		Principale langue d'usage à la maison	25	22	22	22
		Première langue officielle parlée	42	33	33	33
	Autre	Langue maternelle	11	8	7	8
		Langue d'usage au foyer	4	3	3	3
Reste de l'Ontario francophone	**Population totale**		**390**	**360**	**357**	**361**
	Anglais	Langue maternelle	245	245	244	246
		Principale langue d'usage à la maison	287	279	278	280
		Première langue officielle parlée	262	260	258	261
	Français	Langue maternelle	129	100	100	100
		Principale langue d'usage à la maison	98	75	75	75
		Première langue officielle parlée	127	100	99	100
	Autre	Langue maternelle	16	14	13	15
		Langue d'usage au foyer	6	5	5	6

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau 3.8
Pourcentage de la population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, régions francophones de l'Ontario, 2011 et 2036

				2036 (projetée)		
			2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	Caractéristique		pourcentage			
Ontario francophone	Anglais	Langue maternelle	64,4	69,6	69,8	69,5
		Principale langue d'usage à la maison	76,2	79,5	79,6	79,4
		Première langue officielle parlée	69,4	74,0	73,9	74,1
	Français	Langue maternelle	30,8	26,2	26,3	26,1
		Principale langue d'usage à la maison	22,1	18,9	19,0	18,9
		Première langue officielle parlée	30,4	25,9	26,0	25,8
	Autre	Langue maternelle	4,9	4,2	3,9	4,4
		Langue d'usage au foyer	1,7	1,6	1,4	1,7
Grand Sudbury	Anglais	Langue maternelle	68,0	72,9	73,2	72,7
		Principale langue d'usage à la maison	82,6	83,9	84,1	83,8
		Première langue officielle parlée	74,6	78,3	78,2	78,3
	Français	Langue maternelle	25,6	22,0	22,2	21,9
		Principale langue d'usage à la maison	15,2	14,2	14,3	14,2
		Première langue officielle parlée	25,2	21,6	21,7	21,5
	Autre	Langue maternelle	6,4	5,1	4,6	5,4
		Langue d'usage au foyer	2,2	1,9	1,7	2,1
Reste de l'Ontario francophone	Anglais	Langue maternelle	62,8	68,2	68,3	68,1
		Principale langue d'usage à la maison	73,6	77,6	77,7	77,5
		Première langue officielle parlée	67,2	72,2	72,1	72,3
	Français	Langue maternelle	33,0	27,9	28,1	27,8
		Principale langue d'usage à la maison	25,0	20,9	21,0	20,9
		Première langue officielle parlée	32,6	27,7	27,8	27,6
	Autre	Langue maternelle	4,2	3,8	3,6	4,0
		Langue d'usage au foyer	1,4	1,5	1,3	1,6

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

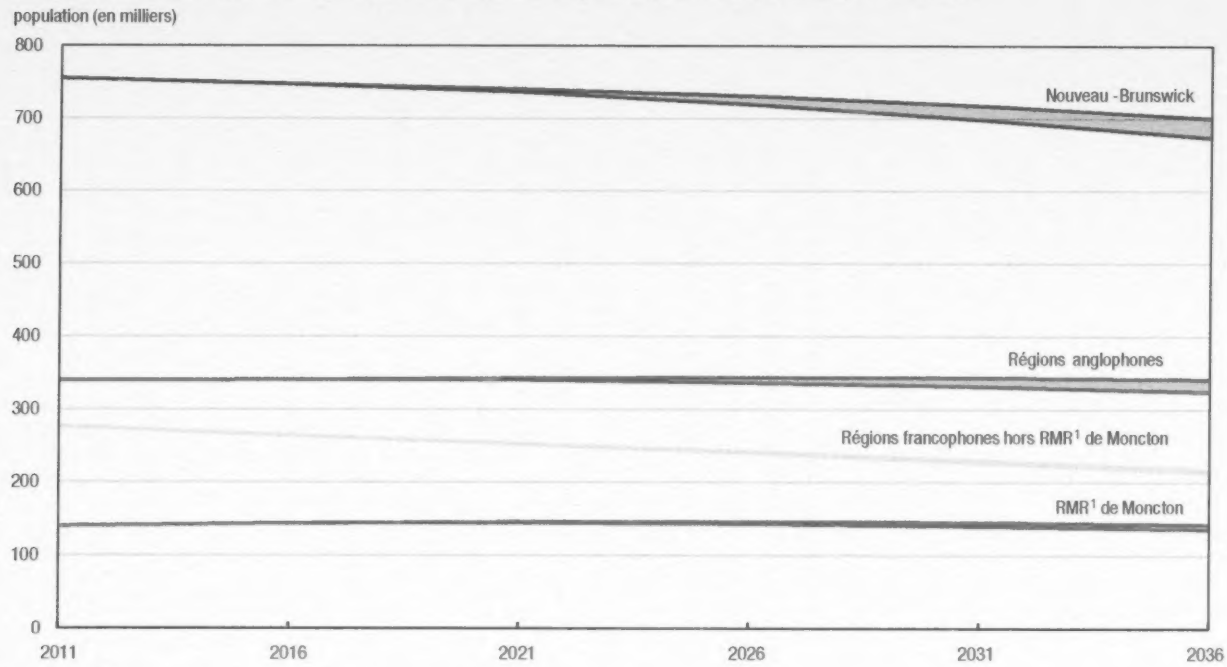
3.4.4 Le Nouveau-Brunswick

Le Nouveau-Brunswick compte une importante population de langue française. En nombre absolu, cette population est la troisième en importance au Canada après celles du Québec et de l'Ontario. En termes relatifs, la province se classe au deuxième rang derrière le Québec. Le Nouveau-Brunswick est également la province où le poids respectif des deux groupes de langue officielle est le plus proche, soit 66 % pour la population de langue maternelle anglaise et 32 % pour la population de langue maternelle française. De ce point de vue, elle ressemble aux régions francophones de l'Ontario (hors Ottawa) qui présentent des pourcentages presque identiques (64 % et 31 %).

Nous distinguons deux régions francophones de la province : la RMR de Moncton et les régions francophones hors RMR. Ces régions ont été définies spécifiquement pour les présentes projections linguistiques. Les régions francophones hors RMR comprennent les Divisions de recensement (DR) de la province où le pourcentage de la population de PLOP français est égal ou supérieur à 20 % (Caron-Malenfant, 2015). Il s'agit des DR de Westmorland, Kent, Northumberland, Victoria, Madawaska, Restigouche et Gloucester. Dans cette région, 63 % de la population était de langue maternelle française et avait le français comme première langue officielle parlée en 2011, et 62 % parlaient le français le plus souvent à la maison. À Moncton, ces pourcentages étaient respectivement de 34 % et 29 %. Le reste de la province constitue les régions principalement anglophones. Celles-ci comprennent entre autres les villes de Fredericton et Saint-John. Sur le plan linguistique, cette région est majoritairement de langue anglaise, 93 % de la population ayant l'anglais comme langue maternelle.

La population du Nouveau-Brunswick diminuerait entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection (graphique 3.11). Elle pourrait passer de 755 000 en 2011 à 700 000 en 2036 selon le scénario avec forte immigration et à 673 000 selon le scénario avec faible immigration. Tandis que la population des régions francophones hors RMR de la province diminuerait d'environ 60 000 personnes selon les trois scénarios de projection, celle des deux autres régions demeurerait à peu près stable tout au long de la période de projection, avec quelques variations à la hausse ou à la baisse selon le scénario considéré. C'est donc dire que la décroissance de la population de la province proviendrait principalement de ses régions francophones hors RMR.

Graphique 3.11
Population totale du Nouveau-Brunswick et de ses trois régions, selon trois scénarios, 2011 à 2036



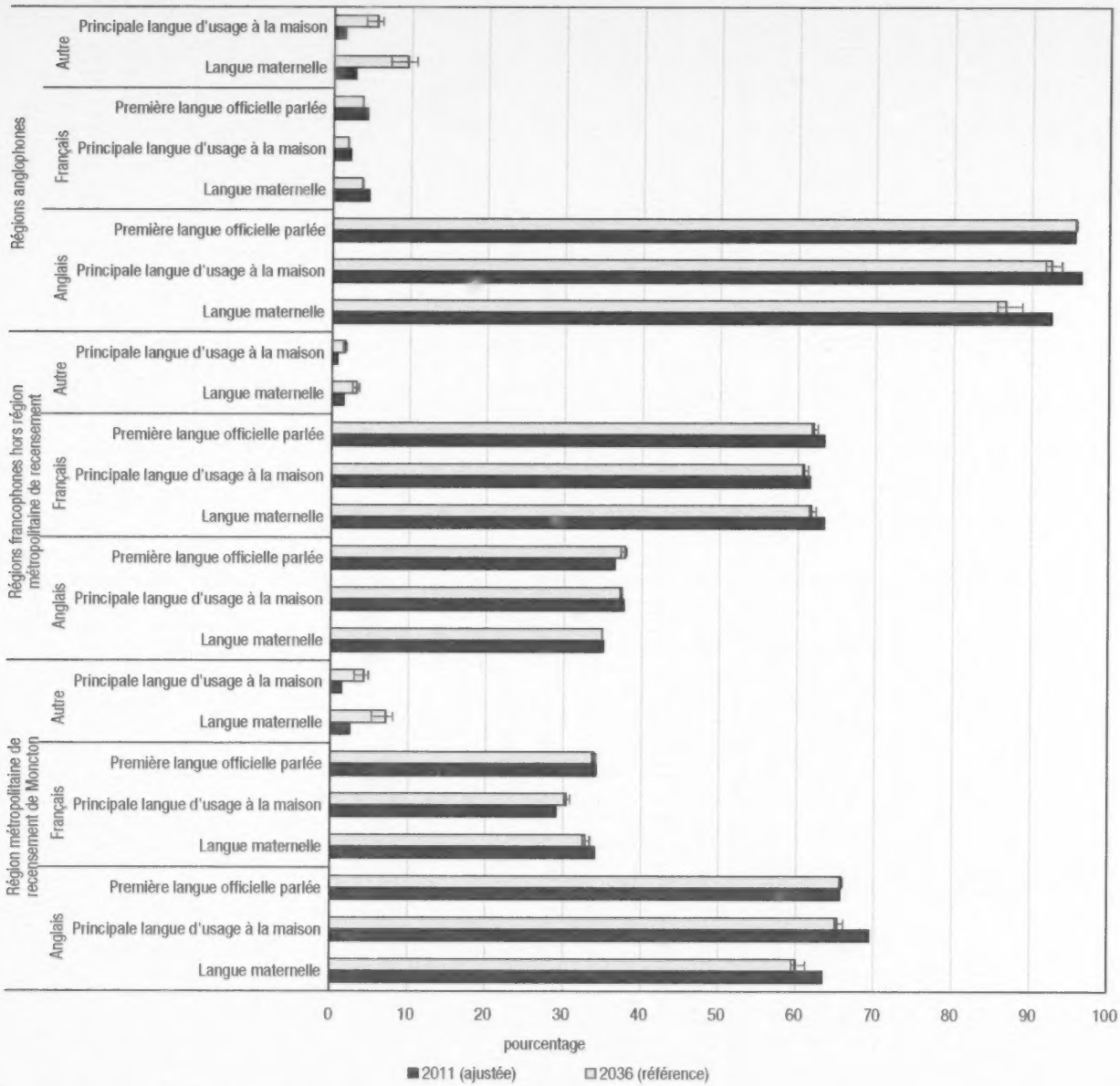
1. « RMR » est l'acronyme pour « région métropolitaine de recensement ».
Notes : La surface ombragée indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

La dynamique de l'évolution des groupes linguistiques serait, selon les présentes projections, marquée par une diminution du poids relatif de la population de langue anglaise dans les trois régions de la province, même dans les régions anglophones où elle est largement majoritaire (graphique 3.12). Il n'y aurait qu'une seule exception à cette tendance générale : la population de PLOP anglais dans les régions anglophones se maintiendrait à son niveau de 2011, soit 96 %.

Le poids de la population de langue française pourrait diminuer de un ou deux points de pourcentage dans les trois régions, quelle que soit la caractéristique linguistique considérée

La population de langue tierce verrait son poids augmenter de façon substantielle dans les trois régions, mais ne devrait pas représenter plus de 10 % de la population dans aucun cas en 2036.

Graphique 3.12
Population de langue anglaise, française et autre, selon trois caractéristiques linguistiques et trois scénarios de projection, Nouveau-Brunswick, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢⊣ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.5 Les populations de langue officielle

Cette section présente les résultats d'un ensemble de neuf scénarios de projection à l'horizon 2036 pour les populations de langue anglaise et de langue française. En plus des trois scénarios d'immigration qui nous ont

suivis jusqu'à maintenant[67], deux scénarios alternatifs portent sur l'effet de la croissance totale de la population, quatre sur différentes hypothèses relatives au niveau, à la répartition territoriale et à la composition par pays de naissance de l'immigration, deux sur les patrons de migration interne et un sur les taux de transmission du français à l'extérieur du Québec.

Les tableaux 3.9 et 3.10 portent respectivement sur la population de langue anglaise et celle de langue française définies selon la première langue officielle parlée (PLOP). En annexe, ces mêmes tableaux sont présentés pour les populations définies selon la langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison (tableaux A.3.4 à A.3.7). Dans l'ensemble, les effectifs et le poids démographique de la population de PLOP anglais devraient s'accroître entre 2011 et 2036 dans toutes les provinces et les territoires, même au Nouveau-Brunswick et au Québec où le poids de la population de langue française est nettement plus important qu'ailleurs au pays. Le pourcentage que représente la population ayant l'anglais comme PLOP ne devrait pas varier de façon significative en 2036 selon les différents scénarios présentés au tableau 3.9. Le scénario, théorique, de migration internationale nulle après 2016 est celui qui offrirait l'accroissement du poids des populations de langue anglaise le plus important, sauf au Québec et au Nouveau-Brunswick, mais aussi celui qui produirait la plus faible croissance des effectifs.

Les variations somme toute minimes du poids de la population de langue anglaise d'un scénario à l'autre sont attribuables au fait que l'attraction de l'anglais auprès de la population de langue tierce est élevée partout au Canada quels que soient les facteurs démographiques de la croissance (immigration et fécondité en particulier). Sauf au Québec, les immigrants tendent à apprendre massivement l'anglais et, parmi ceux n'ayant ni l'anglais ni le français comme langue maternelle et qui font un transfert linguistique, la majorité choisit l'anglais.

Au Québec, l'effectif et le poids démographique relatif de la population de PLOP anglais devraient augmenter entre 2011 et 2036 selon tous les scénarios. Ainsi, de 13,6 % en 2011, le pourcentage que représente la population de langue anglaise selon la PLOP pourrait atteindre entre 15,7 % et 17,5 % en 2036. Si l'on fait exception du scénario qui suppose une immigration nulle après 2016, c'est le scénario de migration interne 1996-2001 qui produirait le pourcentage le plus faible, soit 16,3 %. Cette période correspond à une migration relativement importante du Québec vers le reste du Canada, non seulement pour la population de langue française, mais aussi pour celle de langue anglaise (voir chapitre 2).

Selon la langue maternelle, le scénario basé sur la migration interne 1996-2001 produirait une baisse du poids de la population de langue anglaise au Québec, qui passerait ainsi de 8,2 % en 2011 à 7,9 % en 2036 (tableau A.3.4). Les autres scénarios indiquent plutôt que son poids devrait se situer entre 8,4 % et 8,8 %, et même 9 % selon le scénario qui suppose une immigration nulle après 2016.

Les populations de langue française définies selon la PLOP devraient voir leur poids démographique au sein de la population totale des provinces se réduire entre 2011 et 2036, quel que soit le scénario envisagé, sauf dans les territoires (tableau 3.10). Dans les provinces atlantiques, les effectifs diminueraient également. De plus, le pourcentage de PLOP français demeurerait sensiblement le même d'un scénario à l'autre. Dans la plupart des provinces, exception faite de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick et du Québec, la baisse pourrait être substantielle. C'est au Manitoba que celle-ci serait la plus prononcée, soit entre un demi et un point de pourcentage selon le scénario considéré. Au Canada hors Québec, la baisse se chiffrerait à environ un demi-point de pourcentage. Bien qu'un demi-point ou un point de pourcentage paraisse peu, il faut prendre en considération que le pourcentage observé en 2011 était déjà faible. Au Manitoba, par exemple, une baisse d'un point de pourcentage représenterait une baisse relative du poids de la population de PLOP français de 30 %. En Saskatchewan, il s'agirait d'une baisse relative d'environ 40 % et en Nouvelle-Écosse d'environ 20 %.

67. Au sujet de la population de base et des différentes hypothèses relatives à ces scénarios (d'immigration, de fécondité, de mortalité, de migration interne, etc.) élaborés pour les présentes projections, voir Statistique Canada, 2017a et 2017b.

Tableau 3.9
Population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

		2036 (projetée)											
	2011 (ajustée)	Zéro immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration	Faible croissance	Forte croissance	Migration interne 1996 à 2001	Migration interne 1996 à 2011	Répartition de l'immigration 2000 à 2005	Répartition de l'immigration 2005 à 2010	Composition de l'immigration 2005 à 2010	Transmission quasi complète du français
	nombre (en milliers)												
Terre-Neuve-et-Labrador	522	467	481	475	484	464	503	373	441	476	477	481	476
Île-du-Prince-Édouard	138	142	167	157	172	153	178	161	161	147	161	167	165
Nouvelle-Écosse	911	836	891	869	902	847	940	898	893	874	889	891	884
Nouveau-Brunswick	517	455	494	479	502	467	523	491	491	473	486	494	489
Québec	1 090	1 311	1 658	1 538	1 733	1 499	1 806	1 512	1 613	1 660	1 687	1 674	1 664
Ontario	12 398	13 091	15 798	14 785	16 323	14 283	17 127	16 219	15 940	16 648	16 111	15 787	15 685
Manitoba	1 177	1 270	1 633	1 495	1 704	1 452	1 776	1 604	1 627	1 436	1 551	1 631	1 621
Saskatchewan	1 046	1 157	1 404	1 310	1 454	1 273	1 520	1 264	1 351	1 223	1 277	1 406	1 391
Alberta	3 661	4 721	5 904	5 464	6 133	5 316	6 398	6 197	6 007	5 371	5 552	5 884	5 856
Colombie-Britannique	4 290	4 621	5 524	5 185	5 700	4 969	6 057	5 265	5 438	5 556	5 625	5 513	5 490
Territoires	106	133	145	141	147	136	154	127	140	139	141	145	145
Canada hors Québec	24 767	26 895	32 440	30 361	33 521	29 361	35 177	32 598	32 489	32 343	32 271	32 397	32 203
Canada	**25 857**	**28 206**	**34 098**	**31 899**	**35 254**	**30 860**	**36 982**	**34 110**	**34 103**	**34 003**	**33 958**	**34 072**	**33 867**
	pourcentage												
Terre-Neuve-et-Labrador	99,6	99,7	99,6	99,6	99,6	99,6	99,5	99,4	99,6	99,6	99,6	99,6	99,3
Île-du-Prince-Édouard	96,0	97,1	95,8	96,3	95,5	96,2	95,5	95,8	95,8	96,9	96,1	95,8	95,0
Nouvelle-Écosse	96,6	97,4	97,1	97,2	97,1	97,2	97,1	96,7	97,1	97,2	97,1	97,1	96,6
Nouveau-Brunswick	68,4	70,5	71,5	71,2	71,7	71,1	71,7	71,2	71,4	71,0	71,3	71,5	70,5
Québec	13,6	15,7	17,2	16,7	17,5	16,7	17,5	16,3	17,2	17,2	17,3	17,4	17,2
Ontario	93,7	95,5	94,2	94,7	94,0	94,7	94,0	93,6	94,2	93,9	94,1	94,2	93,6
Manitoba	95,7	97,3	96,4	96,7	96,2	96,7	96,2	96,0	96,4	96,8	96,5	96,3	95,8
Saskatchewan	98,3	98,8	98,1	98,3	97,9	98,3	97,9	98,1	98,1	98,5	98,4	98,0	97,5
Alberta	96,9	97,8	96,9	97,2	96,8	97,2	96,8	96,7	97,0	97,2	97,1	96,8	96,3
Colombie-Britannique	95,5	97,2	95,4	96,0	95,2	96,1	95,2	94,8	95,5	95,4	95,2	95,3	95,0
Territoires	94,4	95,8	95,1	95,4	95,0	95,4	95,0	94,1	95,1	95,5	95,4	95,1	94,9
Canada hors Québec	94,2	96,0	94,9	95,3	94,7	95,3	94,7	94,4	94,9	94,7	94,8	94,8	94,3
Canada	**75,4**	**77,5**	**77,8**	**77,7**	**77,8**	**77,6**	**77,9**	**77,9**	**77,8**	**77,7**	**77,5**	**77,8**	**77,3**

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

D'entre tous les scénarios, celui basé sur la migration interne de la période 1996-2001, période marquée par une migration interprovinciale notable du Québec vers l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, produirait l'un des effectifs de la population de PLOP français hors Québec le plus élevé, soit plus de 1,2 million comparativement au scénario de référence d'un peu plus d'un million. Ce scénario de migration interne supposerait une variation du poids relatif de la population de PLOP français hors Québec qui passerait de 3,9 % en 2011 à 3,6 % en 2036, comparativement à 3 % dans le cas du scénario de référence en 2036.

Selon le scénario des patrons de migration interne basés sur l'ENM de 2011 et les recensements de 2001 et 2006, la population de langue française vivant à l'extérieur du Québec atteindrait le chiffre de presque 1,1 million en 2036, une croissance de 80 000 personnes depuis 2011. Durant la même période, le poids démographique de la population de PLOP français au Canada hors Québec passerait de 3,9 % en 2011 à 3,2 % en 2036.

Étant donné l'importance de la transmission intergénérationnelle, l'application de taux de transmission reproduisant une transmission quasi complète du français aux populations de langue française à l'extérieur du Québec aurait bien entendu un effet positif sur l'accroissement du poids des populations de langue française

dans quatre provinces (Terre-Neuve-et-Labrador, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique) et dans les territoires. En Alberta par exemple, le poids de la population de PLOP français passerait de 1,9 % en 2011 à 2,3 % en 2036 selon ce scénario plutôt que de baisser à 1,7 % ou 1,8 % selon la plupart des autres scénarios. Pour le Canada hors Québec dans son ensemble, l'application de ces taux de transmission permettrait à la population de langue française de s'accroître en effectif (de 1 017 000 en 2011 à 1 234 000 en 2036), mais n'empêcherait pas son poids dans la population totale de fléchir, quoique dans une mesure moindre que selon la plupart des autres scénarios. Ainsi, selon le scénario de transmission quasi complète du français, le poids de la population de PLOP français atteindrait 3,6 % en 2036, comparativement à 3,1 % selon la plupart des autres scénarios. C'est donc dire l'importance du phénomène de la transmission intergénérationnelle sur l'évolution de ce groupe linguistique.

Tableau 3.10
Population ayant le français comme première langue officielle parlée, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

		2036 (projetée)											
	2011 (ajustée)	Zéro immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration	Faible croissance	Forte croissance	Migration interne 1996 à 2001	Migration interne 1996 à 2011	Répartition de l'immigration 2000 à 2005	Répartition de l'immigration 2005 à 2010	Composition de l'immigration 2005 à 2010	Transmission quasi complète du français
	nombre (en milliers)												
Terre-Neuve-et-Labrador	2	1	1	1	1	1	2	2	2	1	1	1	3
Île-du-Prince-Édouard	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	5
Nouvelle-Écosse	31	21	24	23	24	22	25	28	25	23	24	24	29
Nouveau-Brunswick	238	190	194	192	195	188	203	196	195	192	194	194	202
Québec	6 830	7 019	7 912	7 604	8 103	7 414	8 417	7 676	7 845	7 914	7 998	7 892	7 948
Ontario	548	467	585	542	609	525	636	710	621	617	599	576	687
Manitoba	40	28	38	34	40	34	41	43	39	33	36	37	48
Saskatchewan	14	11	15	13	15	13	16	13	14	12	13	15	22
Alberta	72	77	106	95	112	94	116	134	114	97	101	107	141
Colombie-Britannique	63	54	69	63	72	61	76	90	76	69	71	69	93
Territoires	3	4	5	5	5	5	5	6	5	5	5	5	5
Canada hors Québec	1 017	856	1 042	973	1 079	946	1 125	1 228	1 096	1 053	1 047	1 033	1 234
Canada	**7 847**	**7 875**	**8 954**	**8 577**	**9 182**	**8 360**	**9 543**	**8 903**	**8 941**	**8 967**	**9 046**	**8 925**	**9 182**
	pourcentage												
Terre-Neuve-et-Labrador	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,6
Île-du-Prince-Édouard	3,5	2,6	2,4	2,4	2,3	2,5	2,3	2,5	2,6	2,6	2,4	2,4	3,1
Nouvelle-Écosse	3,3	2,4	2,6	2,5	2,6	2,6	2,6	3,1	2,8	2,6	2,6	2,6	3,1
Nouveau-Brunswick	31,5	29,4	28,1	28,6	27,9	28,6	27,9	28,5	28,3	28,8	28,4	28,2	29,1
Québec	85,4	83,9	82,1	82,7	81,8	82,7	81,7	83,0	82,4	82,1	82,0	81,9	82,1
Ontario	4,1	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	4,1	3,7	3,5	3,5	3,4	4,1
Manitoba	3,3	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,6	2,3	2,3	2,2	2,2	2,8
Saskatchewan	1,3	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,5
Alberta	1,9	1,6	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8	2,1	1,8	1,8	1,8	1,8	2,3
Colombie-Britannique	1,4	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,6	1,3	1,2	1,2	1,2	1,6
Territoires	2,6	2,9	3,3	3,2	3,4	3,2	3,3	4,2	3,5	3,1	3,2	3,3	3,5
Canada hors Québec	3,9	3,1	3,0	3,1	3,0	3,1	3,0	3,6	3,2	3,1	3,1	3,0	3,6
Canada	**22,9**	**21,6**	**20,4**	**20,9**	**20,3**	**21,0**	**20,1**	**20,3**	**20,4**	**20,5**	**20,7**	**20,4**	**21,0**

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

3.6 Les minorités de langue française hors du Québec

Une des questions soulevées par les présentes projections est celle de la dynamique démographique des populations de langue française au Canada, en particulier à l'extérieur du Québec. Comme on l'a vu tout au long

de ce chapitre, le poids de la population de langue française au Canada, quelle que soit la définition retenue, devrait fléchir au cours des 25 prochaines années selon les différents scénarios de projection présentés jusqu'à maintenant.

Sachant que le niveau et la composition de l'immigration peuvent être modifiés, nous avons simulé au moyen de Demosim le nombre d'immigrants de langue française (selon la PLOP) requis chaque année entre 2017 et 2036 pour faire en sorte de maintenir constant au niveau de 2016 le poids que représentent les populations minoritaires de langue française dans chaque province. Essentiellement, il s'agit de calculer le nombre nécessaire d'immigrants pour que le poids de la population de langue française, non-immigrants et immigrants confondus, cesse de diminuer à partir d'un point de référence dans le temps. L'immigration de la période 2011-2016 s'étant déjà réalisée et étant intégrée dans Demosim[68], nous avons amorcé la simulation à partir de 2017. Les composantes de projection proviennent du scénario de référence, sauf la composition de l'immigration. Le nombre total d'immigrants admis au Canada et leur distribution provinciale durant la simulation correspondent donc au niveau donné par le scénario de référence et la simulation ne modifie pas ces deux paramètres. Ce que fait la simulation est de modifier la composition linguistique des immigrants sans hausser leur nombre par rapport au scénario de référence de façon à générer le nombre recherché d'immigrants de langue française. En raison du fait que leur population de PLOP français ne devrait pas y baisser en pourcentage entre 2017 et 2036, Terre-Neuve-et-Labrador et les territoires ont été exclus de la simulation.

La simulation montre que le nombre d'immigrants de langue française requis pourrait s'avérer très différent du nombre projeté selon le scénario de référence. La situation la plus extrême serait donnée par le cas de l'Île-du-Prince-Édouard. Pour maintenir le poids de sa population de PLOP français, l'Île-du-Prince-Édouard devrait multiplier le nombre projeté d'immigrants de PLOP français par 13,9 pour atteindre la cible (tableau 3.11). Quatre autres provinces devraient au moins doubler leur nombre attendu d'immigrants de langue française pour toucher l'objectif : la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et la Saskatchewan. Ailleurs, la cible du nombre d'immigrants serait relativement plus faible. Il ne faudrait ainsi multiplier le nombre attendu d'immigrants que par 1,2 en Alberta, et 1,5 en Ontario et en Colombie-Britannique, soit une augmentation de 20 % de 50 % respectivement.

Tableau 3.11
Simulation du nombre et du pourcentage d'immigrants de langue française (PLOP[1]) requis pour maintenir constant au niveau de 2016 le poids de la population de langue française (selon la PLOP) à chaque année, provinces (sauf Terre-Neuve-et-Labrador et Québec), et Canada hors Québec, 2017 à 2036

	Population de première langue officielle parlée français en 2016	Immigrants de première langue officielle parlée français projetés		Immigrants de première langue officielle parlée français requis			
	pourcentage	nombre (en milliers)	part de l'immigration totale (%)	nombre (en milliers)	part de l'immigration totale (%)	ratio requis/ projeté	distribution (%)
Île-du-Prince-Édouard	3,1	1	0,5	3	7,3	13,9	1,1
Nouvelle-Écosse	3,1	2	3,7	7	10,2	2,9	2,4
Nouveau-Brunswick	30,9	7	11,4	22	35,2	3,3	7,9
Ontario	3,9	107	4,1	156	6,0	1,5	56,7
Manitoba	3,0	7	1,8	29	7,3	4,2	10,6
Saskatchewan	1,2	4	1,3	8	2,7	2,1	2,8
Alberta	1,8	21	2,2	25	2,6	1,2	9,2
Colombie-Britannique	1,3	17	1,8	26	2,7	1,5	9,4
Total - Canada hors Québec	**3,7**	**165**	**3,1**	**275**	**5,1**	**1,7**	**100,0**

1. « PLOP » est l'acronyme pour « première langue officielle parlée ».
Source : Statistique Canada, Demosim, 2016.

Au total, le contexte démographique et les disparités régionales liées à l'immigration font en sorte que certaines provinces devraient accueillir un nombre annuel suffisant (et beaucoup plus important que le nombre attendu) et soutenu d'immigrants de langue française pour empêcher le pourcentage de leur population de langue française de continuer à décliner. Au total cependant, il serait nécessaire, selon la simulation basée sur le scénario de référence, que 5,1 % des immigrants qui s'établissent à l'extérieur du Québec entre 2017 et 2036 aient le français comme première langue officielle parlée, contre 3,1 % dans le cas du scénario de référence. Ce pourcentage

68. La statistique la plus récente sur les résidents permanents et le plan d'immigration d'IRCC pour 2016 ont été intégrés à la projection.

varierait grandement selon la province, de plus de 35 % au Nouveau-Brunswick à moins de 3 % dans trois provinces de l'ouest. Dans tous les cas, le résultat de cette simulation se traduirait par une hausse du pourcentage d'immigrants de langue française.

3.7 Vue d'ensemble

Les tendances à venir en termes d'évolution linguistique au Canada entre 2011 et 2036 peuvent se résumer de façon assez succincte. Les effectifs de population des trois grands groupes linguistiques devraient s'accroître au cours des 25 prochaines années, mais à des rythmes différents. Les seules exceptions à cette tendance seraient données par les populations de langue anglaise et de langue française dans les provinces atlantiques qui pourraient décroître, quels que soient la caractéristique linguistique considérée (langue maternelle, langue d'usage au foyer ou PLOP) et le scénario d'immigration envisagé[69].

La population de langue française devrait présenter la croissance la plus faible des trois groupes tant au Québec qu'à l'extérieur du Québec, et son poids démographique devrait diminuer en conséquence. Au Canada hors Québec, la population de langue d'usage française au foyer ne profite pas des transferts linguistiques; au contraire, c'est une partie de sa population selon la langue maternelle qui parle plutôt l'anglais le plus souvent à la maison. Par ailleurs, les résultats montrent que l'effectif de la population totale de PLOP français à l'extérieur du Québec pourrait s'accroître de 68 000 à 168 000 personnes en 25 ans, ce qui est davantage que la croissance de la population de langue maternelle française qui atteindrait entre 8 000 et 64 000 selon le scénario de projection considéré.

La dynamique d'évolution de la population de langue anglaise est assez proche de celle de langue française, mais présente des spécificités. La population de langue anglaise bénéficie largement des transferts linguistiques et du fait que l'anglais est la principale langue de convergence et d'intégration à l'extérieur du Québec. Les résultats des projections montrent que la population de PLOP anglais devrait croître au Canada en effectifs et en pourcentage, sauf dans les provinces atlantiques, alors que la population de langue maternelle et langue d'usage anglaise au foyer devrait, en pourcentage de la population totale, connaître une légère décroissance.

Les résultats montrent que la variation du nombre absolu d'immigrants issue des trois scénarios de projection présentés jusqu'à maintenant devrait avoir un effet somme toute limité sur le poids démographique relatif des groupes de langue officielle au pays, tant au Québec que dans le reste du Canada. Le poids de l'immigration a bien sûr des répercussions majeures sur la croissance démographique canadienne, sur la diversification ethnoculturelle et linguistique de sa population (voir Statistique Canada, 2017a). Toutefois, la variation du taux d'immigration dans la fourchette donnée par les trois scénarios de projection ne produit qu'un effet marginal sur la distribution de la population de langue officielle, peu importe le critère de définition utilisé. Il en va autrement pour la population de langue tierce. Comme elle dépend essentiellement de l'immigration pour se renouveler, elle est beaucoup plus sensible aux trois scénarios de projection. Selon les trois scénarios cependant, elle devrait largement rester croissante tant en effectif qu'en pourcentage de la population totale tout au long de la période de projection.

En plus du taux d'immigration, d'autres facteurs influencent la composition linguistique du pays comme la composition de l'immigration (par pays de naissance, etc.) et les migrations interprovinciales. Des scénarios développés spécifiquement pour les présentes projections linguistiques, faisant intervenir certains de ces facteurs, ont été présentés.

La migration interprovinciale devrait avoir un effet négatif sur la croissance de la population du Québec pour tous les groupes linguistiques. Elle devrait donc avoir un effet positif sur la croissance de la population du reste du Canada. Les répercussions devraient être toutefois beaucoup plus significatives pour la population de langue française hors Québec que pour les deux autres groupes en raison de la taille limitée de son effectif. En effet, l'apport migratoire interne permettrait d'annuler partiellement la contribution négative de l'accroissement naturel et de la mobilité linguistique qui ralentissent la croissance démographique des communautés de langue française vivant en situation minoritaire.

Les résultats des différents scénarios alternatifs de projection élaborés pour les présentes projections linguistiques ont montré que le poids démographique des minorités de langue française au Canada est sensible à la fois au niveau d'immigration et à la migration interne, mais à des degrés divers. Il y a aussi des différences

69. La population de langue française définie selon la langue maternelle et la première langue officielle parlée de Terre-Neuve-et-Labrador devrait toutefois s'accroître.

entre les provinces. Toutefois, seuls les scénarios supposant des patrons de migration interne semblables à ceux observés entre 1996 et 2001, lesquels découlaient d'une conjoncture de croissance économique entraînant une migration vers l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique projetteraient une hausse du poids de la population de langue française, et ce dans quatre ou cinq provinces et dans les territoires. Pour simplement maintenir le poids de la population de langue française au sein des provinces, il faudrait dans certaines provinces multiplier le nombre d'immigrants de langue française bien au-delà des effectifs projetés au cours des prochaines années selon le scénario de référence.

Chapitre 4. La composition des groupes linguistiques, 2011-2036

Les facteurs susceptibles d'influencer l'évolution de la composition de la population des groupes linguistiques d'ici 2036 sont nombreux et complexes. Cette thématique est abordée dans le présent chapitre. Nous présentons d'abord, en guise de contexte plus général, les composantes de l'accroissement démographique des groupes linguistiques au Québec et dans le reste du Canada entre 2011 et 2036. Des pyramides des âges et des indicateurs de structure démographique (pourcentages de personnes âgées et de jeunes) illustrent ensuite l'évolution de la structure par âge des groupes linguistiques entre 2011 et 2036. On s'intéresse ensuite à l'évolution de la composition de la population de PLOP anglais et de PLOP français selon la génération. Cette section a pour but de mettre en relief la diversification croissante, en termes ethnoculturels (immigrants et deuxième génération), de la population des deux groupes de langue officielle résultant de l'apport de l'immigration internationale à leur accroissement démographique. Nous examinons en dernier lieu l'évolution des transferts linguistiques vers le français et l'anglais qui se produisent lorsqu'une personne adopte une langue parlée à la maison différente de sa langue maternelle.

4.1 Les composantes de l'accroissement démographique des groupes linguistiques

Les composantes de l'accroissement démographique des groupes linguistiques sont au nombre de quatre : l'accroissement naturel, l'accroissement migratoire interne, l'accroissement migratoire international et la mobilité linguistique nette. L'accroissement naturel est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au sein d'une population. Quand l'accroissement naturel est négatif, c'est qu'il y a plus de décès que de naissances. L'accroissement migratoire interne d'une province ou de toute autre entité géographique donnée résulte de la différence entre le nombre d'entrants provenant d'une autre partie du pays et le nombre de sortants vers une autre partie du pays. Le solde migratoire international est le résultat du nombre de nouveaux immigrants venus s'établir au pays moins le nombre d'émigrants, soit ceux qui quittent le pays pour retourner vivre dans le pays de naissance ou s'établir dans un pays tiers. Enfin, la mobilité linguistique nette est la différence entre d'une part le nombre de personnes qui se joignent à groupe linguistique en raison de l'apprentissage d'une ou plusieurs langues officielles ou en raison d'un changement de la langue parlée le plus souvent à la maison, et d'autre part le nombre de personnes qui ne font plus partie de ce groupe linguistique ainsi défini pour les mêmes raisons.

Au chapitre précédent, on a élaboré des scénarios qui font varier les composantes une à la fois, que ce soit la taille ou la composition de l'immigration internationale, la migration interne ou les taux de transmission du français. Ceci a permis de mettre en relief les répercussions que l'évolution de ces composantes pourrait avoir sur la dynamique démographique des groupes linguistiques. Dans la présente section, on examine brièvement l'évolution possible des composantes elles-mêmes entre 2011 et 2036.

Les composantes de la croissance démographique n'ont pas la même ampleur d'un scénario à l'autre et selon que les groupes linguistiques sont définis par la langue maternelle, la langue d'usage ou la première langue officielle parlée. Cependant, un point commun à ces divers critères de définition est l'importance de la migration internationale nette. Pour illustrer l'importance de chacune des composantes de la croissance démographique des groupes linguistiques, ces composantes de l'accroissement démographique sont présentées pour les groupes linguistiques définis selon la première langue officielle parlée.

Les groupes linguistiques définis selon la PLOP devraient croître à des rythmes différents les uns des autres entre 2011 et 2036, quel que soit le scénario de projection (tableau 4.1). La population de PLOP anglais vivant au Québec est celle qui devrait progresser au rythme le plus rapide, suivie de la population de PLOP anglais vivant dans le reste du Canada, soit respectivement aux taux de 16,5 et 10,7 pour mille annuellement entre 2011 et 2036 selon le scénario de référence. Les populations de langue française devraient afficher un taux de croissance plus faible.

Tableau 4.1
Taux d'accroissement annuel moyen selon la première langue officielle parlée, selon trois scénarios de projection de l'immigration, Canada hors Québec et Québec, 2011 à 2036

	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	taux pour 1 000		
Canada hors Québec			
Français	1,0	-1,7	2,4
Anglais	10,7	8,1	12,0
Québec			
Français	5,9	4,3	6,8
Anglais	16,5	13,6	18,2

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Selon les trois scénarios d'immigration, le solde migratoire international devrait représenter le principal facteur de l'accroissement démographique des populations de PLOP français et anglais au Québec et dans le reste du Canada entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios d'immigration. Aucune des trois autres composantes n'arriverait à surpasser celui-ci. Il y aurait toutefois des variations à cette tendance selon le scénario considéré.

La population de PLOP anglais au Canada hors Québec devrait bénéficier d'une contribution positive de chacune des quatre composantes à son accroissement total entre 2011 et 2036, la migration internationale nette et l'accroissement naturel jouant le plus grand rôle.

Le solde migratoire international devrait constituer la plus grande part de l'accroissement total de la population de PLOP français au Canada hors Québec, alors que l'apport de l'accroissement naturel y serait négatif. En raison du vieillissement démographique qui caractérise les minorités de langue française (voir chapitre 2), le nombre de décès qu'enregistrent ces communautés est élevé. De plus, la transmission du français est incomplète, ce qui fait que le nombre de naissances d'enfants étant de même langue maternelle que la mère n'est pas aussi important que ce qu'il pourrait être dans une situation de complète transmission linguistique (voir chapitre 2). Selon le scénario de référence, cet accroissement naturel négatif devrait se poursuivre tout au long de la période de projection. La mobilité linguistique nette serait également négative.

Les groupes linguistiques français et anglais au Québec devraient enregistrer une augmentation de leur population respective au cours des 25 prochaines années qui pourrait être plus rapide que celle de leurs homologues respectifs du reste du Canada[70]. Comme dans le reste du Canada d'ailleurs, la croissance proviendrait principalement de l'immigration internationale. Par contre, les deux groupes linguistiques perdraient une partie de leur population par le biais de l'accroissement migratoire interne, en raison d'une mobilité vers les autres provinces.

Toujours selon le scénario de référence, les composantes de l'accroissement démographique devraient affecter différemment la dynamique des populations de langue française et de langue anglaise au Québec. Alors que la mobilité linguistique nette est susceptible de contribuer positivement à la croissance de la population de langue anglaise (PLOP), celle-ci n'aurait pratiquement aucun effet sur la croissance de celle de PLOP français.

L'accroissement naturel pourrait présenter un solde négatif pour les populations de langue française tant au Québec que dans le reste du Canada, mais serait positif pour les populations de langue anglaise. L'accroissement naturel de la population de PLOP français au Québec deviendrait en fait négatif en cours de projection (en 2031 selon le scénario de référence) tandis que celui de la population de PLOP anglais demeurerait positif tout au long de la période de projection.

En 2036 comme en 2011, l'immigration devrait continuer à alimenter la plus grande part de l'accroissement démographique des groupes linguistiques au Canada définis selon la première langue officielle parlée tandis que la migration interne et la mobilité linguistique pourraient avoir des répercussions plus limitées. La mobilité linguistique ne devrait profiter qu'aux seules populations de PLOP anglais. La migration interne ne devrait avoir

70. Le tableau 4.1 offre un bon exemple du paradoxe dit de Simpson. Bien que l'accroissement de la population de PLOP anglais et de PLOP français soit plus rapide au Québec qu'à l'extérieur du Québec, le taux d'accroissement de la population totale est plus élevé au Canada hors Québec qu'au Québec. La raison en est que le poids de ces populations est très différent dans l'une et l'autre de ces deux régions. Au Canada hors Québec, le poids de la population de PLOP anglais était de 94,2 % en 2011 contre 3,9 % pour la population de PLOP français. Au Québec, on pouvait constater la situation inverse, soit des pourcentages respectifs de 13,6 % et de 85,5 %. Dans les deux régions l'accroissement démographique de la population totale s'explique principalement par l'accroissement de la population majoritaire, soit la population de langue anglaise au Canada hors Québec et celle de langue française au Québec.

un effet positif que sur la croissance des populations établies à l'extérieur du Québec, et cet effet positif sur la croissance de la population serait plus marqué pour la population de langue française.

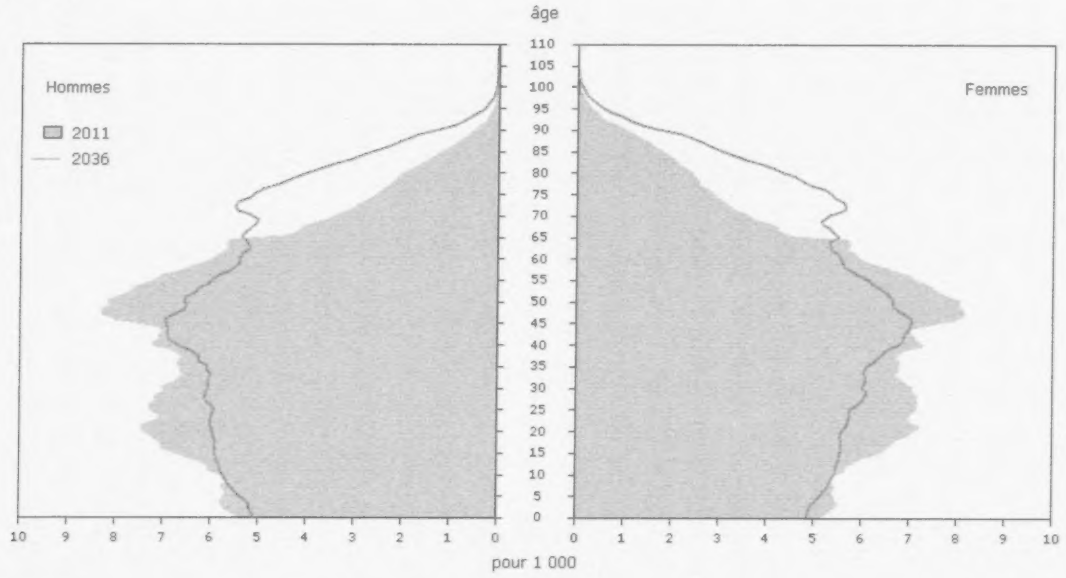
4.2 L'évolution des structures par âge

Les pyramides de population sont une représentation graphique particulière des structures par âge et sexe et on a vu, au chapitre 2, comment elles peuvent être utiles pour comprendre la situation démographique des groupes linguistiques. Les quatre pyramides qui suivent permettent de comparer les structures par âge des populations de PLOP anglais et de PLOP français au Canada hors Québec et au Québec et illustrent le vieillissement démographique qui caractériserait chacune des populations d'ici 2036, le pourcentage que représentent les personnes âgées de 65 ans ou plus étant à la hausse (graphiques 4.1 et 4.2). Les pyramides pour le Canada hors Québec ne sont pas nécessairement le reflet des situations provinciales. La plupart des provinces affichent ainsi des structures par âge nettement différentes de celles présentées pour l'ensemble du Canada hors Québec. C'est le cas de Terre-Neuve-et-Labrador, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et des territoires (pyramides non montrées). Dans ces provinces, la base des pyramides des populations de PLOP français est nettement plus étroite que celle de PLOP anglais, que ce soit en 2011 ou en 2036 selon le scénario de référence. En Ontario et au Nouveau-Brunswick, au contraire, les pyramides sont semblables à celles de l'ensemble du Canada hors Québec, ce qui s'explique par le fait que ces deux provinces, à elles seules, concentrent plus de 75 % de la population de PLOP français vivant au Canada hors Québec, que ce soit en 2011 (77,4 %) ou en 2036 (76,5 % selon le scénario de référence).

Les populations de langue anglaise, déjà plus jeunes que celles de langue française en 2011, le demeureraient en 2036. L'âge médian de la population de PLOP anglais était de 38,9 ans en 2011 et devrait atteindre 42,8 ans en 2036 selon le scénario de référence pour le Canada dans son ensemble. Il y a peu de différence entre les populations de langue anglaise du Québec et du reste du Canada (tableau 4.2).

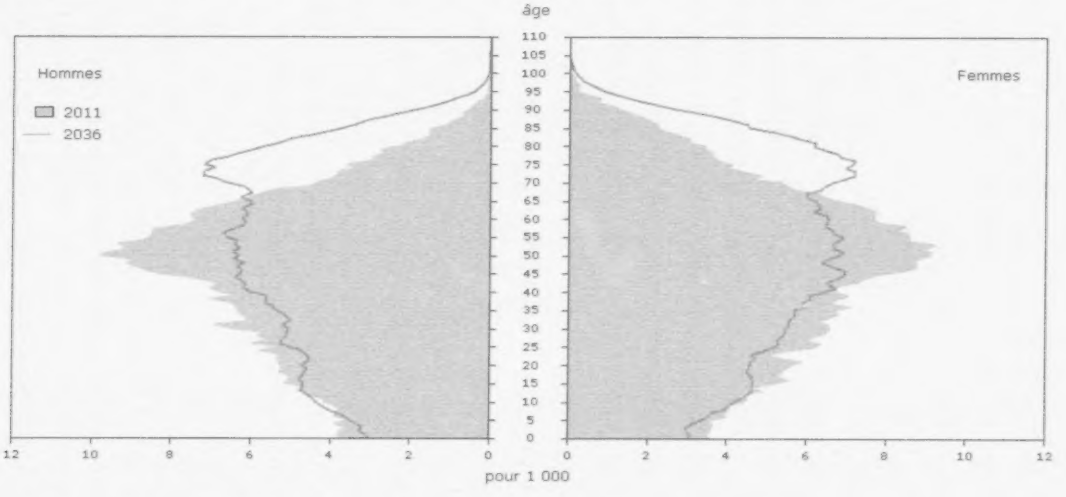
L'âge médian des populations de langue française dans l'ensemble du pays dépassait le seuil de 40 ans en 2011 et pourrait s'accroître au-delà de 45 ans en 2036 selon le scénario de référence. La population de langue française vivant hors Québec présenterait cependant la structure par âge la plus âgée de toutes, comme l'atteste la forme de sa pyramide, particulièrement étroite à la base. En 2036, l'âge médian de la population de PLOP français hors Québec serait de 50 ans, ce qui veut dire que la moitié de la population serait âgée de 50 ans ou plus et l'autre moitié de moins de 50 ans, tandis qu'au Québec il se chiffrerait à 46 ans.

Graphique 4.1a
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (anglais), le scénario de référence, Canada hors Québec, 2011 et 2036



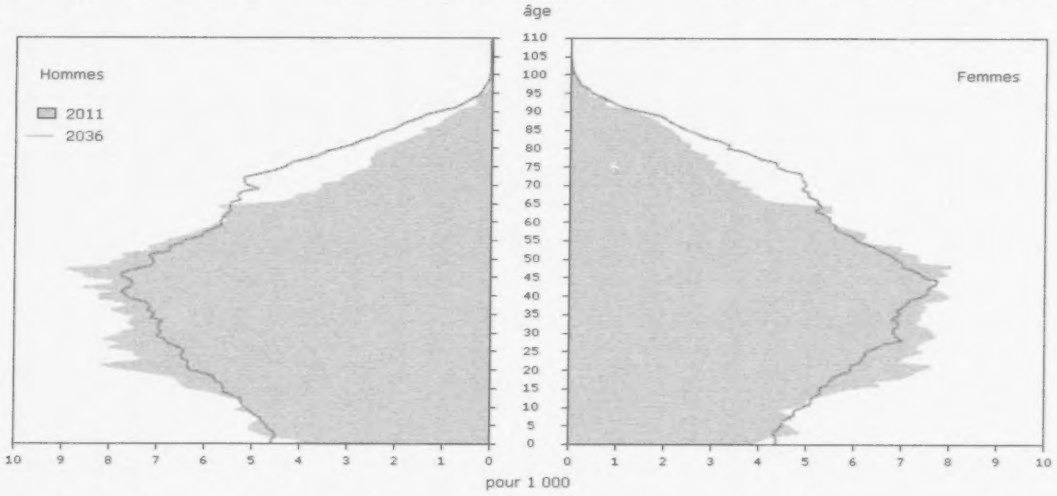
Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.1b
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (français), scénario de référence, Canada hors Québec, 2011 et 2036



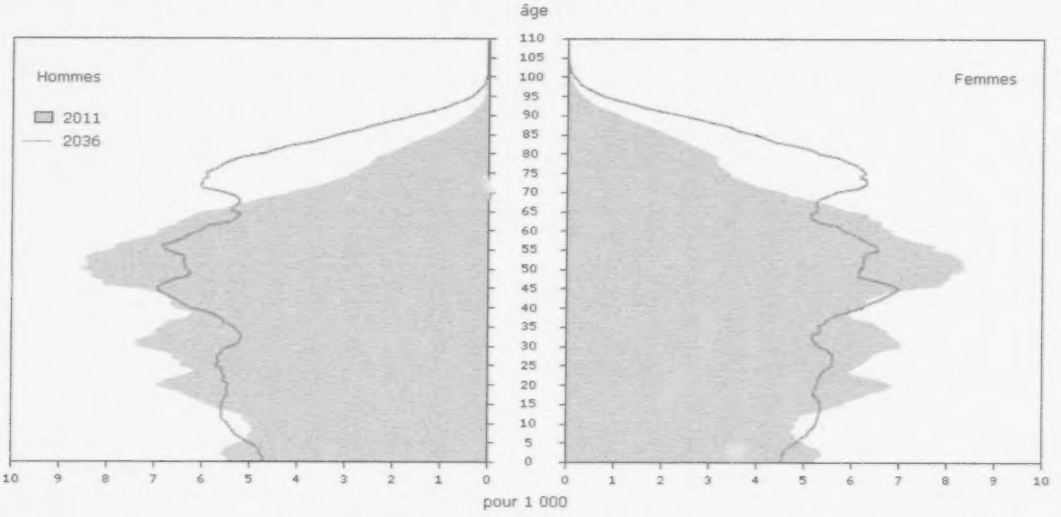
Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.2a
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (anglais), scénario de référence, Québec, 2011 et 2036



Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.2b
Pyramide des âges, selon la première langue officielle parlée (français), scénario de référence, Québec, 2011 et 2036



Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau 4.2
Âge médian, selon le lieu de résidence, la première langue officielle parlée et trois scénarios de projection, 2011 et 2036

		2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	âge médian			
Canada				
Anglais	38,9	42,8	43,9	42,3
Français	42,3	46,1	47,2	45,6
Canada hors Québec				
Anglais	38,9	42,9	44,0	42,4
Français	45,8	50,1	51,9	49,1
Québec				
Anglais	39,3	41,9	43,0	41,4
Français	41,7	45,7	46,6	45,1

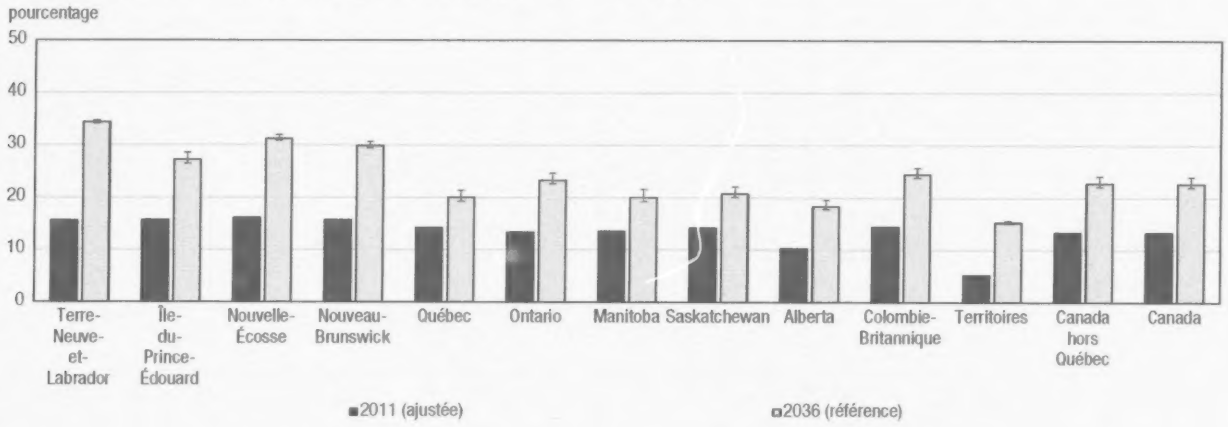
Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

La proportion de personnes de 65 ans ou plus au sein de la population, qui est un indicateur de la structure par âge, est présentée pour les deux groupes de PLOP en 2011 et 2036 selon la province de résidence (graphique 4.3). Chez la population de langue française hors Québec, la proportion de personnes de 65 ans ou plus se chiffrait à 18 % en 2011, contre 13,3 % pour la population de langue anglaise. Au Québec, l'écart entre ces deux groupes linguistiques n'était que de 1,5 point de pourcentage, soit 14,1 % pour la population de PLOP français et 15,6 % pour celle de PLOP anglais. Les différences provinciales étaient prononcées en 2011 tant parmi les populations de langue anglaise que de celles de langue française, mais le scénario de référence de la projection indique une augmentation du vieillissement démographique chez les deux groupes et dans toutes les provinces d'ici 2036, exception faite de la population de PLOP français vivant en Saskatchewan. Dans cette province, la baisse du pourcentage de la population âgée de 65 ans ou plus en 2036 est due au fait qu'en 2011, ce pourcentage était déjà élevé et la proportion de jeunes faible, alors que la projection indiquerait une augmentation notable du pourcentage des jeunes attribuable à l'immigration de langue française.

La proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus pourrait doubler dans certaines provinces tant au sein des populations anglophones que francophones. Au Nouveau-Brunswick par exemple, le pourcentage de personnes âgées devrait passer de 17 % en 2011 à plus de 37 % en 2036 chez la population de PLOP français et de 16 % à environ 30 % chez la population de PLOP anglais. Les provinces de l'Atlantique présentaient les proportions de personnes de 65 ans ou plus les plus élevées en 2011, ce qui devrait être toujours le cas en 2036.

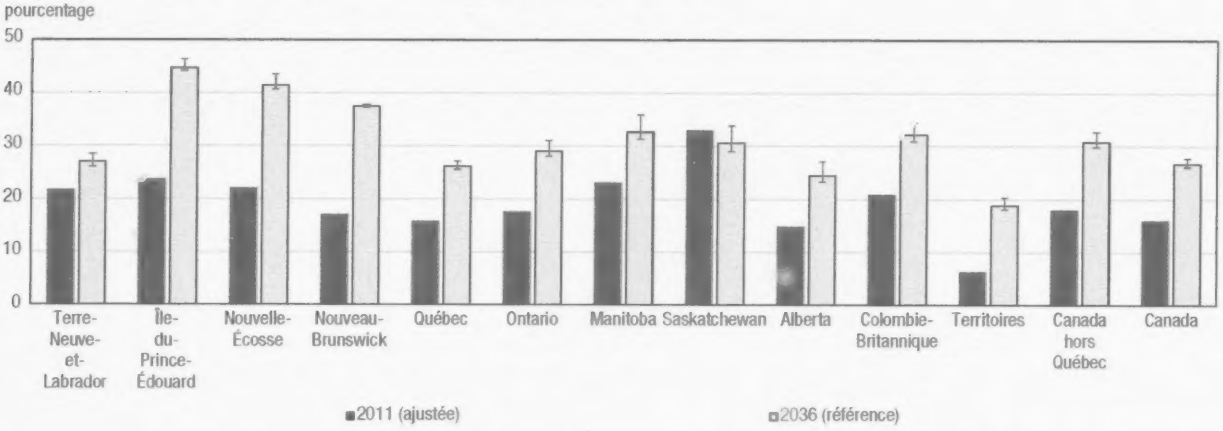
Le vieillissement démographique n'est pas seulement associé au pourcentage des personnes âgées dans la population totale, mais se manifeste également par une proportion plus faible de jeunes. Le pourcentage de la population de 0 à 14 ans dans la population fournit un autre indicateur de la structure par âge de la population (graphique 4.4). Le vieillissement des populations de langue française hors Québec se traduit ici par un pourcentage plus faible de jeunes de 0 à 14 ans dans la population que chez les populations de langue anglaise. Cet indicateur ne devrait pas varier entre 2011 et 2036 de façon aussi systématique ni aussi rapidement que la proportion des personnes âgées, qui pourrait doubler dans certaines provinces. La proportion de jeunes pourrait diminuer dans certains cas, augmenter dans d'autres, voire même rester stable. Dans les provinces atlantiques, le vieillissement des populations pourrait se traduire par une baisse relative de la population de jeunes entre 2011 et 2036. L'écart entre les populations de langue anglaise et de langue française, déjà grand en 2011, devrait persister en 2036 selon les trois scénarios de projection. Dans la plupart des autres provinces, la part des jeunes tendrait plutôt à rester stable ou ne varier que très légèrement, surtout au sein des populations de langue anglaise. De façon générale, l'écart entre les populations de langue anglaise et de langue française devrait se maintenir d'ici 2036, les premières devant afficher un pourcentage de jeunes de 0 à 14 ans supérieur aux secondes.

Graphique 4.3a
Pourcentage de la population âgée de 65 ans ou plus dont la première langue officielle parlée est l'anglais, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036



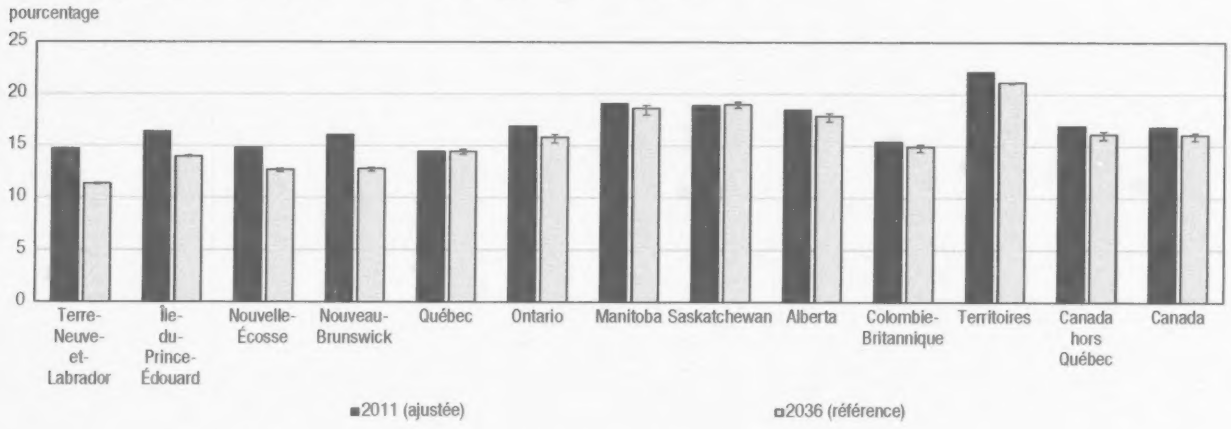
Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.3b
Pourcentage de la population âgée de 65 ans ou plus dont la première langue officielle parlée est français, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036



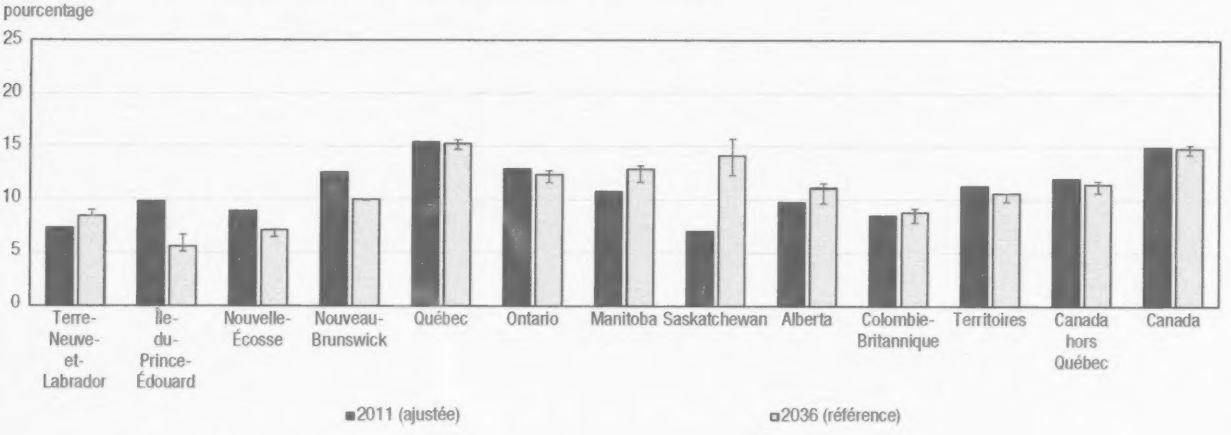
Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.4a
Pourcentage de la population âgées de 0 à 14 ans dont la première langue officielle parlée est anglais, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.4b
Pourcentage de la population âgées de 0 à 14 ans dont la première langue officielle parlée est français, selon la région de résidence, trois scénarios de projection, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

4.3 La diversité ethnoculturelle des groupes de langue officielle

L'immigration devrait avoir des répercussions sur la taille et l'évolution des groupes de langue officielle au Canada. Elle devrait également modifier la composition socio-économique de ces deux groupes linguistiques. Le pourcentage que représentent les immigrants et leurs enfants au sein d'une population est une mesure de la composition socio-économique de la population et, plus particulièrement, un indicateur de diversité ethnoculturelle (Statistique Canada, 2017a). Cette section porte sur l'évolution du poids des immigrants et des personnes de deuxième génération, ou enfants d'immigrants, au sein des populations de PLOP anglais et de PLOP français dans les provinces et les territoires entre 2011 et 2036[71].

Le tableau 4.3 présente les populations de PLOP anglais et de PLOP français selon le statut de génération en 2011 et en 2036 pour le Canada dans son ensemble, le Québec et le Canada hors Québec, ainsi que le taux d'accroissement sur la période, selon trois scénarios de projection. Les immigrants représentent la première génération. Les enfants des immigrants nés au Canada constituent la deuxième génération. Cette deuxième génération est constituée des enfants issus de couples dont au moins un des deux conjoints est un immigrant. Enfin, la troisième génération ou plus est l'ensemble de la population née au Canada issue de deux parents également nés au Canada. Le tableau 4.3 exclut les résidents non permanents.

En 2011, c'est la population de troisième génération ou plus qui présentait les effectifs démographiques les plus nombreux, une situation qu'on pouvait observée tant au Canada, au Québec que dans le reste du Canada et tant chez la population de PLOP anglais que celle de PLOP français. Cette situation devrait peu se modifier d'ici les 25 prochaines années, exception faite de la population de PLOP anglais au Québec. En effet, chez le groupe linguistique anglais du Québec, la population immigrante devrait, en 2036 selon les trois scénarios de projection, se situer entre 525 000 et 700 000 personnes, ce qui dépasserait à la fois la population de deuxième génération et celle de troisième génération ou plus dont l'effectif franchirait à peine le cap du demi-million d'habitants.

Le tableau 4.3 permet aussi de constater que la croissance des effectifs de la population de PLOP anglais serait positive chez les trois groupes au Canada, au Québec et au Canada hors Québec. Par contre, la croissance pourrait être négative chez la population de troisième génération et plus parmi la population de PLOP français. Les taux les plus faibles devraient s'observer au Canada hors Québec dont la population de langue française de troisième génération ou plus diminuerait d'environ 200 000 personnes entre 2011 et 2036 quel que soit le scénario de projection envisagé. Cette évolution serait le résultat d'un accroissement naturel négatif conjugué à une mobilité linguistique également négative.

Ce sont les populations immigrantes et celles de deuxième génération qui devraient connaître les croissances les plus importantes, indépendamment du scénario de projection considéré. Et c'est parmi la population de PLOP français que cette croissance serait la plus forte. Ainsi, la population immigrante de PLOP français doublerait son effectif tant au Canada, au Québec qu'au Canada hors Québec, selon les scénarios de référence et avec forte immigration. À l'extérieur du Québec, par exemple, la population immigrante de langue française, qui était de 120 000 en 2011, pourrait atteindre entre 230 000 et 320 000 en 2036 selon le scénario de projection considéré, ce qui correspondrait à un taux de croissance d'un peu plus de 90 % selon le scénario de forte immigration.

71. Les résultats des projections par langue maternelle ont été aussi examinés, mais ne sont pas présentés ici. Les conclusions qu'on peut tirer des analyses sont similaires à celles présentées en détail dans cette section. La principale différence entre les deux séries de résultats tient au fait que le pourcentage d'immigrants et de personnes de deuxième génération au sein des populations de langue maternelle anglaise et de langue maternelle française est moins élevé que lorsque l'on considère les populations définies selon la première langue officielle parlée.

Tableau 4.3
Population totale et accroissement total des groupes des première langue officielle parlée, selon le statut de génération, trois scénarios de projection, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036

	2011 (ajustée)	2036 (projetée)			Accroissement projetée, 2011 à 2036		
		Référence	Faible immigration	Forte immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration
	population (en milliers)				taux (pourcentage)		
Première langue officielle parlée – anglais							
Canada							
Immigrant	5 902	10 090	8 239	11 063	52,4	33,0	60,8
Deuxième génération	5 468	7 550	7 113	7 750	32,0	26,1	34,5
Troisième génération ou plus	14 176	15 959	16 046	15 941	11,8	12,4	11,7
Québec							
Immigrant	366	632	527	697	53,3	36,1	62,2
Deuxième génération	296	478	454	489	46,9	42,2	49,2
Troisième génération ou plus	401	510	517	509	24,0	25,4	23,7
Canada hors Québec							
Immigrant	5 536	9 458	7 712	10 366	52,3	32,8	60,7
Deuxième génération	5 172	7 072	6 659	7 261	31,0	25,1	33,6
Troisième génération ou plus	13 775	15 449	15 529	15 432	11,5	12,0	11,3
Première langue officielle parlée – français							
Canada							
Immigrant	721	1 629	1 321	1 814	77,3	58,8	86,2
Deuxième génération	469	1 011	926	1 056	73,2	65,5	77,0
Troisième génération ou plus	6 608	6 245	6 259	6 242	-5,7	-5,4	-5,7
Québec							
Immigrant	601	1 342	1 095	1 495	76,2	58,2	85,3
Deuxième génération	396	888	813	929	76,6	69,0	80,5
Troisième génération ou plus	5 793	5 626	5 640	5 623	-2,9	-2,7	-3,0
Canada hors Québec							
Immigrant	120	287	227	319	82,2	61,8	91,0
Deuxième génération	73	123	113	127	50,4	42,8	53,7
Troisième génération ou plus	815	619	619	618	-27,5	-27,3	-27,5

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net. Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

La population de deuxième génération devrait également faire l'expérience d'une croissance rapide entre 2011 et 2036 avec des doublements d'effectifs qui surviendraient parmi la population de PLOP français au Canada et au Québec selon les scénarios de référence et avec forte immigration. Au Québec, par exemple, l'effectif de la population des enfants d'immigrants passerait de près de 400 000 en 2011 pour se situer, selon le scénario de projection considéré, entre 815 000 et 930 000 en 2036.

Une des conséquences de ces évolutions serait de modifier la composition selon la génération des deux groupes de langue officielle. Les graphiques 4.5 et 4.6 présentent le poids démographique que représentaient la population immigrante, la population de deuxième génération et la population issue de l'immigration (qui n'est que la somme des immigrants et de leurs enfants nés au Canada) au sein des groupes linguistiques anglais et français en 2011 et le poids qu'ils pourraient représenter en 2036 selon trois scénarios de projection.

Ces deux graphiques montrent que l'immigration devrait avoir des répercussions différentes sur la composition de la population pour les groupes de PLOP anglais et de PLOP français. Dans le cas de la population de PLOP anglais, on observerait une hausse systématique du poids démographique des immigrants, quels que soient la province ou le territoire de résidence (graphique 4.5). Pour le Canada dans son ensemble, près de 23 % de la population de langue anglaise était immigrante en 2011 et ce pourcentage pourrait se situer entre 26 % et un peu plus de 31 % en 2036. C'est au Québec où le poids des immigrants était le plus important parmi la population de PLOP anglais en 2011, soit 33,6 %. En 2036, celui-ci atteindrait entre 34 % et plus de 40 % et demeurerait toujours le plus élevé. Quatre provinces verraient le poids de leur population immigrante se situer entre 24 % et 34 %, soit l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

En ce qui a trait à la deuxième génération, son poids démographique au sein de la population de PLOP anglais ne croitrait pas aussi rapidement que celui des immigrants et pourrait même diminuer dans trois provinces de l'ouest, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. C'est toujours au sein de la population de langue anglaise du Québec que le poids de la deuxième génération serait le plus élevé en 2036, quel que soit le scénario de projection, et se situerait alors autour de 29 %.

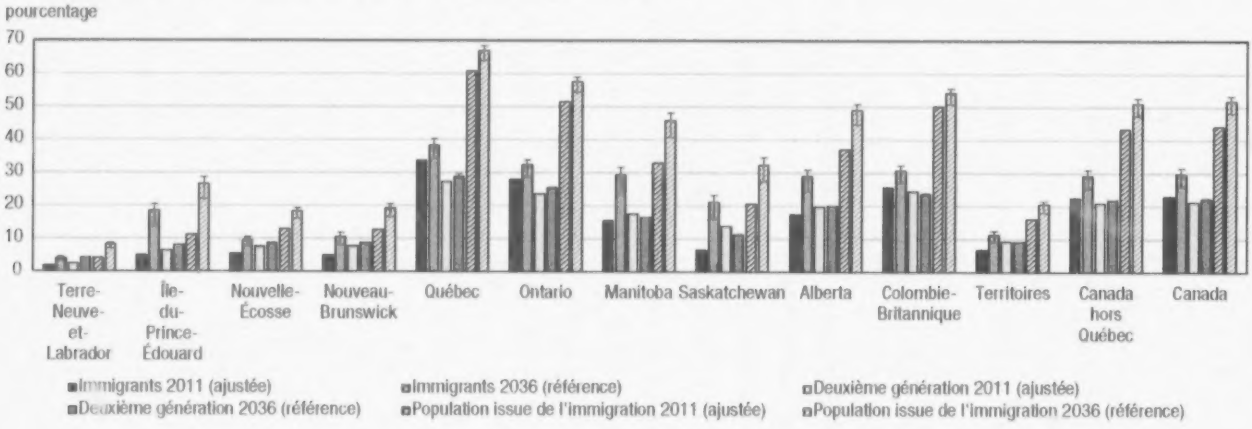
La population issue de l'immigration (qui est la somme des immigrants et de la deuxième génération) qui représentait, en 2011, plus de 40 % de la population de PLOP anglais du Canada et de trois provinces (Québec, Ontario et Colombie-Britannique), devrait s'accroître d'ici 2036. Le Manitoba et l'Alberta pourraient franchir le niveau de 40 % en 2036, l'Ontario et la Colombie-Britannique atteindre entre 50 % et 60 %, tandis que le Québec pourrait voir la population issue de l'immigration au sein de sa minorité de PLOP anglais se situer entre 60 % et 70 % à la fin de la période de projection. Dans les provinces atlantiques et dans les territoires, la progression des pourcentages serait importante, mais les pourcentages devraient y demeurer plus faibles que dans les autres régions du pays.

Les tendances futures de l'immigration devraient avoir des répercussions plus marquées sur la composition par génération de la population de PLOP français (graphique 4.6). Comme on l'a vu, l'accroissement de la population de troisième génération ou plus de langue française devrait être négatif entre 2011 et 2036, ce qui donne à l'immigration nette, qui devrait être positive sur cette même période, un rôle majeur dans la dynamique démographique de cette population. De plus, la population immigrante et de deuxième génération de langue française devrait croître plus rapidement que celle de langue anglaise, ce qui devrait accentuer l'écart entre les deux groupes linguistiques du point de vue de leur composition par génération. Selon les données présentées au graphique 4.8, on devrait observer une augmentation notable du pourcentage de la population issue de l'immigration au sein de la population de PLOP français dans toutes les régions du Canada selon les trois scénarios de projection. Ces augmentations, plus fortes que celles projetées pour la population de PLOP anglais, se vérifieraient pour le poids de la population immigrante, mais aussi, dans une moindre mesure, pour celui de la deuxième génération (sauf en Saskatchewan).

À Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan, le poids démographique de la population immigrante au sein de la population de PLOP français pourrait se multiplier par trois selon le scénario avec faible immigration et par quatre selon le scénario de référence et avec forte immigration (sauf à Terre-Neuve-et-Labrador). L'exemple extrême est celui de la Saskatchewan : en 2011, les immigrants y constituaient 8,7 % de la population de PLOP français, un pourcentage qui pourrait se situer entre 35 % et 44 % en 2036. Par contre, les pourcentages d'immigrants demeureraient plus faibles qu'ailleurs à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, tout comme au Nouveau-Brunswick et au Québec. Au Nouveau-Brunswick en particulier, la population immigrante représenterait en 2036 entre 2,7 % et 3,9 % de la population totale de PLOP français de cette province. Au Québec, le poids démographique de la population immigrante se situerait entre 14 % et 18 % en 2036. Les autres provinces afficheraient des pourcentages plus élevés pouvant varier entre 30 %, comme en Ontario, et 40 % comme en Alberta. Pour le Canada hors Québec, le poids démographique des immigrants au sein de la minorité de langue française se situerait entre 23 % et 30 % en 2036.

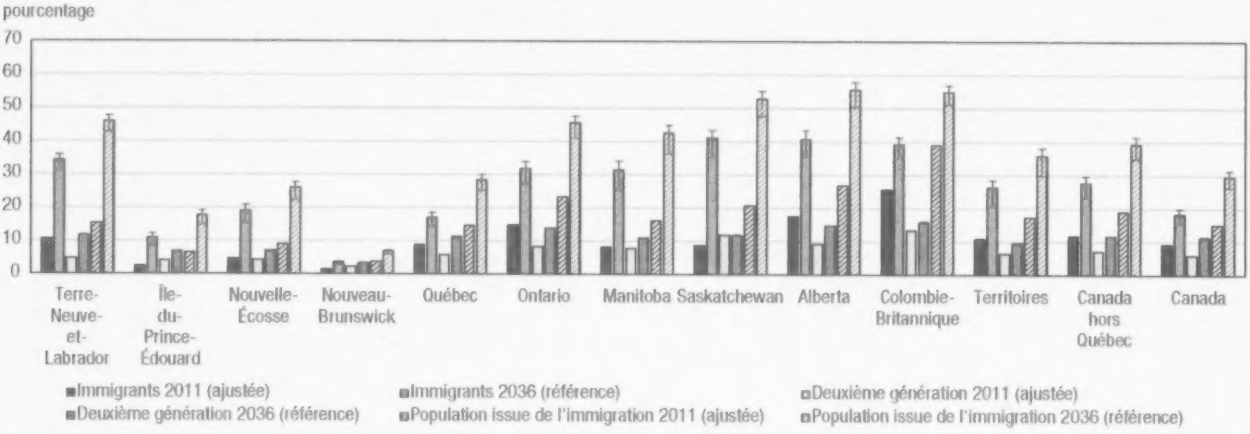
La progression du poids démographique de la deuxième génération devrait également s'observer au sein de la population de PLOP français entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection. Il s'agirait toutefois d'une hausse moins prononcée. Au total, le pourcentage que pourrait représenter la population issue de l'immigration parmi la population de PLOP français au Canada atteindrait entre 26 % et 31 % en 2036, pourcentage qui était de 15 % en 2011. De telles progressions s'observeraient dans la plupart des provinces et dans les territoires en raison de l'effet combiné de l'accroissement de la population immigrante et de la population d'enfants d'immigrants d'une part et de la décroissance de la population de troisième génération et plus d'autre part. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, la composition de la population de langue française selon la génération en 2036 deviendrait ainsi comparable à celle de la population de langue anglaise dans les provinces où le poids démographique de la population issue de l'immigration y est le plus élevé.

Graphique 4.5
Population de première langue officielle parlée anglais, selon le statut des générations et trois scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.6
Population de première langue officielle parlée français, selon le statut de génération et trois scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

4.4 Les transferts linguistiques

La dynamique des langues parlées à la maison au Canada, au Québec et au Canada hors Québec, est fortement tributaire de l'attraction qu'exercent les langues majoritaires, voire, dans le cas le cas Québec, l'anglais, langue minoritaire, sur les autres langues. Ainsi, plus de 80 % de la population parlait la langue majoritaire de sa région de résidence le plus souvent à la maison en 2011, soit le français au Québec et l'anglais dans le reste du Canada. Pour le Canada dans son ensemble, 65 % de la population a déclaré parler l'anglais, langue majoritaire du pays, le plus souvent à la maison en 2011. Cette situation contraste avec le fait que moins de 80 % de la population du Québec et du Canada hors Québec ont déclaré la langue majoritaire comme langue maternelle, et moins de 60 % dans le cas du Canada dans son ensemble. La différence entre les effectifs de population selon la langue d'usage et la langue maternelle s'explique par le phénomène des substitutions ou transferts linguistiques.

Les transferts ou substitutions linguistiques représentent une forme particulière de mobilité linguistique qui affecte principalement la population selon la langue d'usage et, dans une moindre mesure, la population selon la PLOP. Ils modifient aussi, indirectement, les effectifs de la population selon la langue maternelle dans la mesure où la langue transmise aux enfants est souvent déterminée par la langue parlée à la maison par les parents (voir chapitre 2). Un transfert linguistique se réalise lorsqu'une personne adopte comme principale langue d'usage à la maison une langue différente de sa langue maternelle.

La situation du français au Canada demande que l'on distingue le Québec du reste du Canada. Au Québec, tout comme en 2011, la population dont le français est la langue parlée le plus souvent à la maison d'ici 2036 demeurerait supérieure à celle dont c'est la langue maternelle selon les trois scénarios de projection. À l'extérieur du Québec, la situation contraire prévalait en 2011 et devrait continuer à s'observer tout au long de l'horizon de projection : l'effectif et le poids démographique de la population de langue d'usage française devraient demeurer inférieurs à ceux de langue maternelle française entre 2011 et 2036 selon les trois scénarios de projection.

Au niveau pancanadien, l'attraction de l'anglais, langue majoritaire, fait en sorte qu'une proportion non négligeable de la population de langue maternelle tierce adoptent l'anglais comme langue parlée le plus souvent à la maison, principalement en raison du mariage (exogamie)[72] ou des enfants. Un certain nombre de personnes de langue maternelle tierce adopte également le français en tant que langue parlée le plus souvent à la maison, mais dans une proportion beaucoup moindre que l'anglais, une situation qui s'observe d'ailleurs principalement au Québec (voir chapitre 2). En 2011, 92 % des transferts linguistiques de la population de langue maternelle tierce étaient orientés vers l'anglais et 8 % vers le français, soit 2,9 millions et 260 000 transferts respectivement (tableau 4.4).

Au Canada hors Québec, plus de 99 % des transferts linguistiques de la population de langue maternelle tierce avaient été effectués vers l'anglais et moins de 1 % vers le français en 2011. De plus, l'anglais exerce une attraction importante auprès de la population de langue maternelle française. L'ENM de 2011 a montré qu'à l'extérieur du Québec, 41 % de la population de langue maternelle française avait adopté l'anglais comme langue parlée le plus souvent à la maison (voir chapitre 2). Par comparaison, seule une part infime de la population de langue maternelle anglaise du Canada hors Québec avait réalisé un transfert vers le français, soit moins de 0,2 %.

À l'échelle du Québec, le français est la langue majoritaire et principale langue de convergence, mais, étant donné son statut, l'anglais exerce également une forte attraction chez ceux dont ce n'est pas la langue maternelle, surtout dans la région de Montréal. Ainsi, en 2011, parmi les transferts linguistiques réalisés par la population de langue maternelle tierce, 54 % l'étaient vers le français et 46 % vers l'anglais (voir chapitre 2).

Quatre corridors (ou courants) de transferts linguistiques vont retenir notre attention ici : les transferts effectués vers l'anglais par les personnes de langue maternelle française et celles de langue maternelle tierce établies hors Québec, et les transferts effectués vers l'anglais ou vers le français par les personnes de langue maternelle tierce vivant au Québec. Au total, ces transferts ont représenté en 2011, et devraient toujours représenter en 2036, autour de 95 % de l'ensemble des cas de substitutions linguistiques dénombrés au pays (tableau 4.4, dernière ligne).

72. L'anglais étant de loin la principale langue utilisée au travail, et à l'école, dans le cas des enfants, elle tend par conséquent à pénétrer progressivement l'espace familial

Tableau 4.4
Projection du nombre de transferts linguistiques selon la langue maternelle et la langue de transfert, selon trois scénarios de projection, Canada hors Québec et Québec, 2011 et 2036

				2036 (projetée)		
			2011 (ajustée)	Référence	Faible immigration	Forte immigration
Région de résidence	Langue maternelle	Langue du transfert	en milliers			
Canada hors Québec	Français*	Transfert vers l'anglais	383	336	327	340
	Autre*		2 607	4 712	4 138	5 011
	Anglais	Transfert vers le français	21	21	21	22
	Autre		15	56	45	62
Québec	Français	Transfert vers l'anglais	74	119	118	119
	Autre*		198	276	267	282
	Anglais	Transfert vers le français	67	75	74	75
	Autre*		237	441	409	461
Pourcentage projeté de transferts des quatre principaux corridors			95,1	95,5	95,2	95,6

* Indique les quatre principaux corridors de transferts.
Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

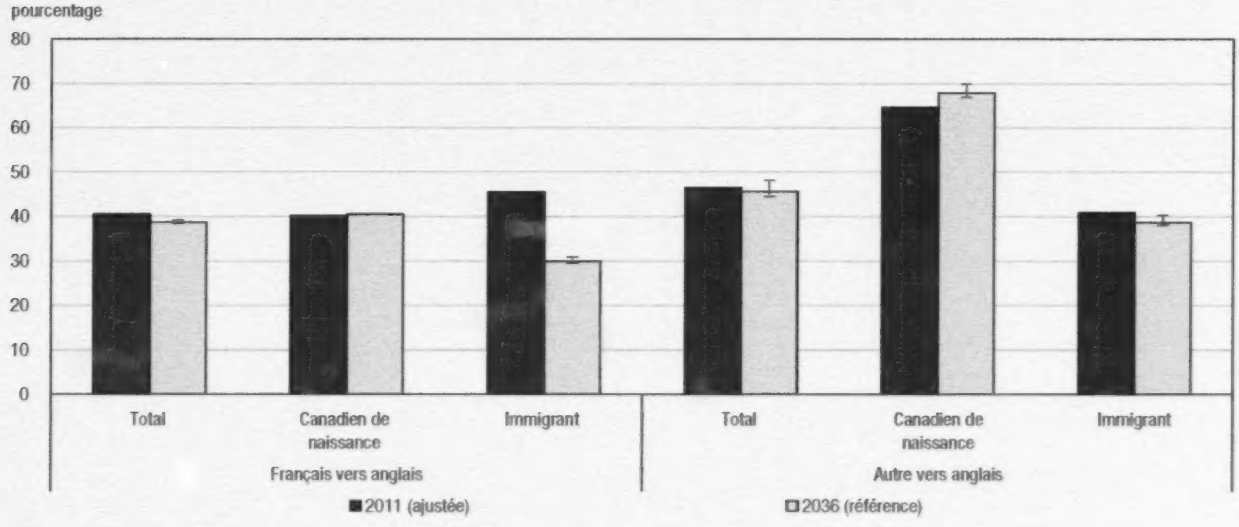
Au Canada hors Québec, le taux de transfert linguistique[73] vers l'anglais de la population de langue maternelle française et de celle de langue maternelle tierce affichait des valeurs comparables en 2011, soit 41 % pour le premier groupe et 47 % pour le deuxième groupe (graphique 4.7). Nos projections indiquent que le taux de transfert chez la population de langue maternelle française devrait diminuer d'ici 2036 selon les trois scénarios pour se situer en fin d'horizon à 38 % ou 39 %. Dans le cas de la population de langue maternelle tierce, l'évolution du taux de transfert dépendra du niveau d'immigration. Il pourrait atteindre près de 48 % selon le scénario avec faible immigration ou diminuer à 45 % selon le scénario avec forte immigration.

Chez ces deux populations, le niveau et l'évolution du taux de transfert est tributaire des comportements linguistiques différenciés des Canadiens de naissance et des immigrants. Les taux de transfert vers l'anglais des Canadiens de naissance et des immigrants de langue maternelle française étaient relativement proches en 2011, soit respectivement de 40 % et de 45 %. Mais cette situation de quasi parité pourrait changer selon les projections. En 2036, alors que le taux de transfert des Canadiens de naissance de langue maternelle française aurait à peine bougé par rapport à 2011 selon les trois scénarios, celui des immigrants pourrait reculer de presque 15 points de pourcentage, s'établissant autour de 30 %. Cette évolution rapide, tout comme la stabilité projetée du taux de transfert chez les non-immigrants, s'inscrit pourtant dans le prolongement des tendances passées récentes comme le montre le graphique 4.8. Elle s'explique en partie par la sélection des immigrants de langue française dont une part croissante provient de pays où le français a le statut de langue officielle ou de langue nationale (avec ou sans une autre langue), en particulier d'Afrique (Houle, Pereira et Corbeil, 2014).

Parmi la population native de langue maternelle tierce du Canada hors Québec, près de 65 % parlaient l'anglais le plus souvent à la maison en 2011. En 2036, ce taux de transfert pourrait s'accroître et atteindre entre 67 % et 70 %. Le taux de transfert des immigrants de langue maternelle tierce est nettement plus faible que celui des Canadiens de naissance : il se chiffrait à 41 % en 2011 et devrait à peine varier selon les trois scénarios de projection pour atteindre 40 % ou moins en 2036. Au total, la projection suggère que le taux de transfert linguistique vers l'anglais au Canada hors Québec devrait vraisemblablement diminuer entre 2011 et 2036, sauf chez les Canadiens de naissance de langue maternelle tierce.

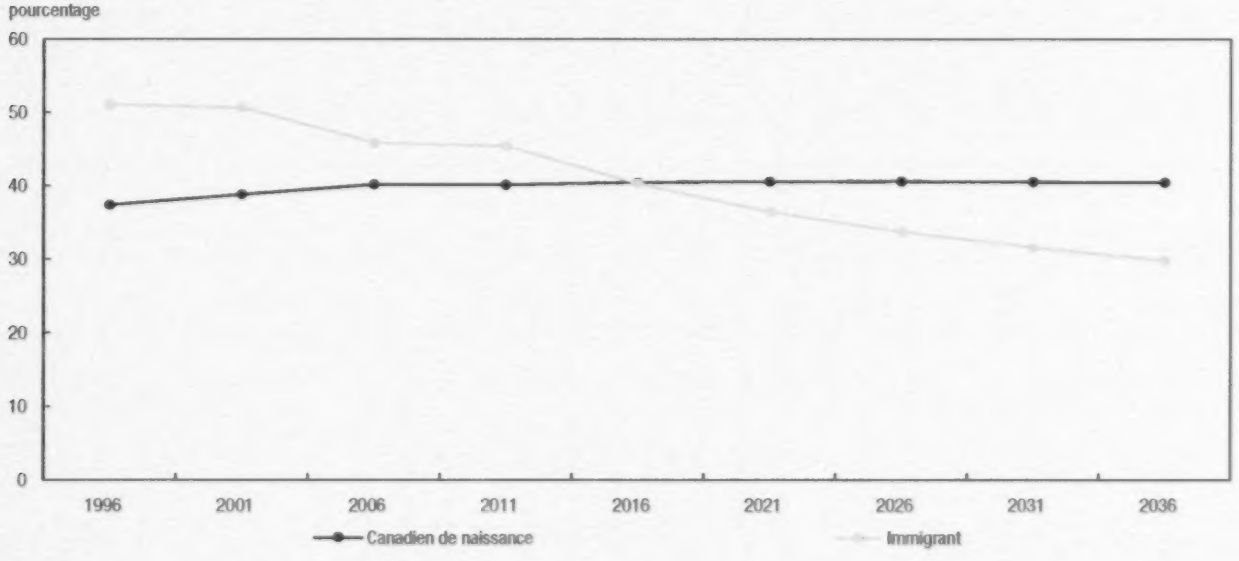
73. Le taux de transfert linguistique est le rapport entre la population qui parle une langue le plus souvent à la maison qui n'est pas sa langue maternelle et l'effectif total de la population de cette même langue maternelle (Les taux sont calculés sur la base des déclarations de langue unique).

Graphique 4.7
Taux de transfert linguistique vers l'anglais de la population de langue maternelle française et autre, selon le statut d'immigrant, trois scénarios de projection, Canada hors Québec, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Graphique 4.8
Taux de transfert linguistique vers l'anglais de la population de langue maternelle française selon le statut d'immigrant, selon le scénario de référence, Canada hors Québec, 1996 à 2036



Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1996 à 2006, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Au Québec en 2011, près de 70 % des transferts linguistiques impliquaient la population de langue maternelle tierce, que celle-ci soit immigrante ou non immigrante[74]. L'enjeu principal concerne la direction de ces transferts, soit qu'ils se destinent vers le français, soit vers l'anglais[75]. En 2011, le taux de transfert linguistique était de 20 % vers l'anglais et de 24 % vers le français. D'ici 2036, l'écart entre ces deux « destinations » devrait s'accentuer (graphique 4.9). Selon les trois scénarios de projection, le taux de transfert vers le français du groupe de langue maternelle tierce au Québec pourrait atteindre 29 % ou 30 % en 2036, une hausse par rapport à 2011, tandis que celui vers l'anglais pourrait osciller entre 17 % et 19 %, une baisse par rapport à 2011. Ainsi, l'écart entre les deux taux en faveur du français, qui se chiffrait à 4 points de pourcentage en 2011, pourrait s'accentuer en 2036 et se situer entre 10 et 13 points de pourcentage selon le scénario de projection envisagé.

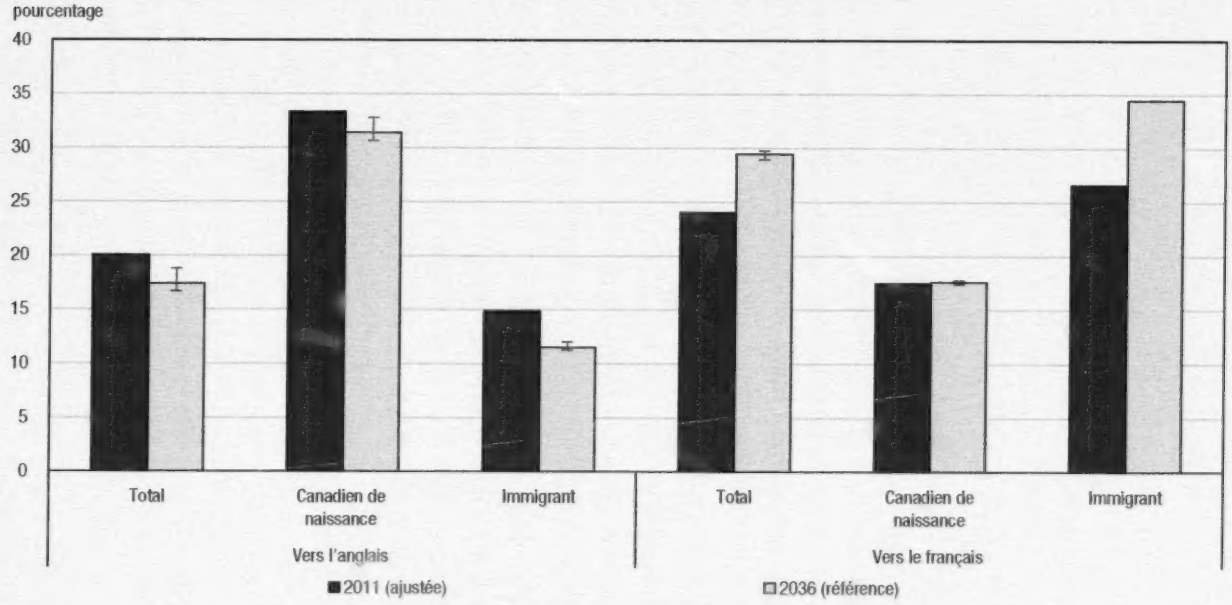
Les taux de transfert linguistique de la population de langue maternelle tierce au Québec sont très différenciés selon le statut d'immigrant et varient de surcroît selon que le transfert s'oriente vers l'anglais ou vers le français. Il faut d'abord constater que, globalement, le taux de transfert de cette population est à peu près le même au Québec qu'au Canada hors Québec, si on somme l'ensemble des transferts. En 2011, le taux de transfert de ce groupe au Canada hors Québec était de 46,4 %, alors qu'au Québec il se chiffrait à 43,8 % (voir chapitre 2). En 2036, les deux taux devraient continuer à être du même ordre de grandeur, mais le taux au Québec devrait devenir légèrement supérieur à celui au Canada hors Québec. Ainsi, selon le scénario de projection considéré, les taux de transfert de la population de langue maternelle tierce atteindraient entre 45 % et 48 % au Canada hors Québec et entre 46 % et 48 % au Québec en 2036.

L'élargissement des écarts entre le taux de transfert vers l'anglais et celui vers le français des personnes de langue maternelle tierce vivant au Québec pourrait se produire tant pour les immigrants que pour les Canadiens de naissance. Le taux de transfert vers l'anglais était nettement plus élevé chez les Canadiens de naissance que chez les immigrants en 2011, soit des taux de respectivement 33 % et 15 %. Par contre, le taux des transferts vers le français était plus élevé chez les immigrants que chez les non-immigrants, soit 27 % et 18 % respectivement. Le taux vers l'anglais devrait décroître et celui vers le français augmenter d'ici 2036 selon les trois scénarios de projection. Cela dit, les Canadiens de naissance de langue maternelle tierce du Québec devraient avoir continué à effectuer la majorité de leurs transferts linguistiques vers l'anglais en 2036 tandis que les immigrants effectueraient la majorité des leurs vers le français en raison de la hausse de l'immigration récente.

74. Notons par ailleurs que chez les personnes de langue maternelle anglaise vivant au Québec, les transferts linguistiques s'orientaient majoritairement vers le français en 2011 (près de 90 % des transferts effectués par cette population), pour un taux de transfert de 12 % vers le français qui devrait à peine changer d'ici 2036. Le taux de transfert vers l'anglais de la population de langue maternelle française du Québec se situait à 1,4 % en 2011.

75. Corbeil et Houle (2014) ont toutefois montré qu'une part non négligeable des immigrants adultes de langue maternelle autre à Montréal avait déjà effectué un transfert linguistique vers le français et, dans une moindre mesure, vers l'anglais, avant l'arrivée au pays.

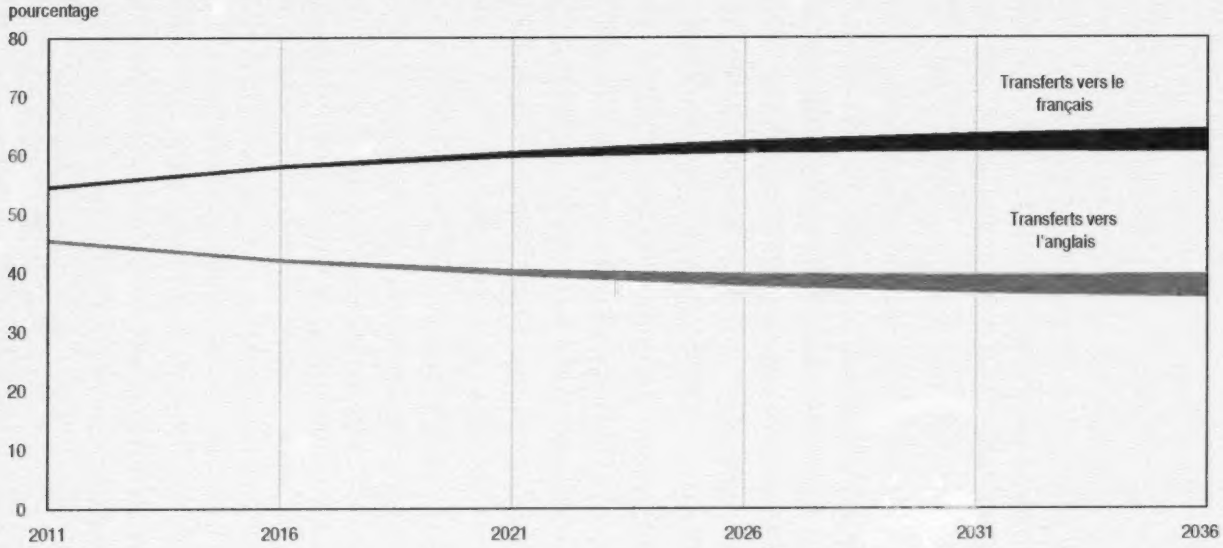
Graphique 4.9
Taux de transfert linguistique vers l'anglais et le français de la population de langue maternelle autre que l'anglais ou le français selon le statut d'immigrant, trois scénarios de projections, Québec, 2011 et 2036



Note : Le symbole ⊢ indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Une des conséquences de ces tendances est que le nombre de transferts linguistiques effectués par la population de langue maternelle tierce au Québec devrait continuer à s'orienter majoritairement vers le français d'ici 2036. En 2011, comme on l'a vu, 54 % de ces transferts étaient effectués vers le français et 46 % vers l'anglais. La projection indique que l'écart entre les deux devrait s'accentuer au cours des années à venir (graphique 4.10). En 2036, le poids des transferts vers le français pourrait s'accroître de façon à atteindre entre 61 % (scénario avec faible immigration) et 64 % (scénario avec forte immigration) tandis que celui des transferts vers l'anglais devrait diminuer d'autant pour se situer entre 36 % et 39 % selon les scénarios respectifs avec forte et faible immigration.

Graphique 4.10
Distribution des transferts linguistiques vers l'anglais et le français, population de langue maternelle autre que l'anglais ou le français, selon trois scénarios de projection, Québec, 2011 et 2036



Note : La surface ombragée indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Au total, les projections montrent que les taux de transfert peuvent varier relativement rapidement avec le temps. C'est toutefois le Québec qui verrait sa situation changer le plus rapidement, un changement qui se traduirait par une substitution progressive des transferts linguistiques de la population de langue tierce vers l'anglais au profit du français, tant au sein de la population immigrante que de la population non immigrante.

En dépit de ce changement significatif dans l'orientation des transferts vers le français ou l'anglais, les résultats montrent clairement que la mobilité linguistique jouera un rôle plutôt négligeable dans l'évolution de la population de langue française au Québec et un rôle positif important dans celle de la population de langue anglaise de cette province.

4.5 Vue d'ensemble

À l'instar des tendances récentes, la croissance démographique des groupes linguistiques au Canada dans les prochaines années devrait reposer principalement sur le solde migratoire international. L'accroissement naturel, la migration interne et la mobilité linguistique devraient également jouer un rôle sur le renouvellement des groupes linguistiques, mais ceux-ci varieraient d'une population à l'autre et d'une région à l'autre. Les populations de langue maternelle anglaise et française devraient se renouveler principalement par la croissance naturelle tandis que celle de langue maternelle tierce croîtrait essentiellement par l'apport de la migration internationale. En raison de la transmission incomplète des langues tierces (Harrison, 1997; Turcotte, 2006; Houle 2011), les naissances des femmes de langue maternelle tierce ne se transposent pas toutes en un nombre équivalent de jeunes enfants possédant aussi une langue maternelle tierce.

Par ailleurs, l'immigration internationale jouera un rôle prépondérant sur l'accroissement des populations de langue officielle (définies selon la première langue officielle parlée) au Canada. En effet, ces populations devraient être composées d'une proportion plus grande d'immigrants et d'enfants d'immigrants en 2036, quel que soit le scénario de projection envisagé, qu'en 2011. C'est la population de PLOP français qui devrait voir le plus augmenter la part de la population immigrante et de deuxième génération au sein de son groupe.

Les transferts linguistiques (et la mobilité linguistique de façon plus générale) et la migration interne devraient avoir une influence principalement sur la croissance des groupes linguistiques minoritaires. Au Canada hors Québec, la population de langue française devrait voir sa croissance totale diminuer (sans toutefois devenir négative) en

raison des transferts linguistiques qui profiteraient essentiellement à la population de langue anglaise (selon la langue d'usage et la PLOP). Au Québec, c'est la population de langue anglaise qui pourrait continuer à s'accroître par l'intermédiaire de cette composante démographique.

Chapitre 5. Connaissance des langues officielles et bilinguisme français-anglais

Lors du recensement de 2011, le nombre de Canadiens ayant déclaré pouvoir soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays s'établissait à 5,8 millions de personnes, ce qui équivaut à un taux de bilinguisme de 17,5 %. Alors que ce taux avait connu une croissance soutenue au fil des décennies entre 1961 (12,2 %) et 2001 (17,7 %), une stagnation, voire une baisse, du taux de bilinguisme au Canada a plutôt été observée entre 2001 et 2011.

Cette baisse n'a pu être compensée par la hausse du bilinguisme français-anglais observée au Québec. Ainsi, alors que le taux de bilinguisme dans cette province passait de 40,8 % à 42,6 %, on observait en revanche un recul dans le reste du pays, soit de 10,3 % à 9,7 %. En termes d'effectifs, le nombre de personnes bilingues s'était accru de 421 000 personnes au Québec entre 2001 et 2011 comparativement à seulement 143 000 dans l'ensemble des autres provinces et territoires[76].

La baisse du taux de bilinguisme français-anglais hors Québec entre 2001 et 2011 s'explique notamment par le fait que l'ensemble de la population s'y était accrue de 12,4 % au cours de la période alors que le taux de croissance de la population bilingue y avait été de moitié moindre (6,1 %). Pendant ce temps, la population du Québec s'accroissait de 9,7 % alors que la croissance de l'effectif de la population bilingue y a été de 14,5 %.

Dans le cadre de ce chapitre, nous présentons dans un premier temps l'évolution de la population canadienne en fonction de la connaissance des langues officielles depuis 25 ans. Seront mis en lumière les effectifs et les pourcentages de la population ne connaissant que l'anglais, que le français, les deux langues officielles ou ne pouvant parler ni une ni l'autre. Dans une deuxième section, nous présentons quelques-uns des facteurs qui ont influencé l'évolution du bilinguisme français-anglais en particulier au cours des 25 années ayant précédé l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 ainsi que ceux qui sont susceptibles de l'influencer à l'avenir. En troisième lieu, nous présentons des résultats sur l'évolution plausible de la connaissance des langues officielles au pays entre 2011 et 2036 et, en particulier, sur l'évolution et les taux de croissance du bilinguisme français-anglais d'ici 2036 au Canada et dans les différentes provinces et l'ensemble des territoires. Quatrièmement, des résultats à l'échelle de certaines régions de contacts interlinguistiques sont présentés. La cinquième section de ce chapitre présente l'évolution différentielle du bilinguisme selon la langue maternelle. Les sections suivantes traitent du lien entre niveau de bilinguisme et âge, entre bilinguisme différentiel selon le sexe et selon le statut d'immigrant. Finalement, la dernière partie de ce chapitre met l'accent sur l'évolution du bilinguisme chez les jeunes et propose des scénarios en matière de maintien des acquis au fil du temps.

5.1 Évolution historique de la connaissance des langues officielles au Canada

Au cours des quatre décennies ayant précédé le recensement et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, le nombre de Canadiens déclarant pouvoir soutenir une conversation en français ou en anglais s'est accru. En termes relatifs, cependant, la proportion de la population capable de parler le français a amorcé une diminution à partir du recensement de 1986 (32 %) pour se situer à près de 30 % en 2011. Quant à la proportion de la population capable de soutenir une conversation en anglais, elle se situait à 80,5 % en 1971 et atteignait 86 % en 2011 (voir le tableau 5.1).

Au Québec, le nombre de personnes capables de parler le français est passé de 5,3 millions en 1971 à près de 7,5 millions en 2011. En termes relatifs, cela représentait un accroissement de 88,5 % à 94,4 % de la population[77]. En ce qui concerne la connaissance de l'anglais, sa croissance a été soutenue au cours de cette même période, passant de près de 2,3 millions à environ 3,8 millions. De plus, en 2011, 47,6 % de la population québécoise pouvait parler l'anglais, comparativement à 38,1 % en 1971.

Finalement, au Canada hors Québec, la capacité de parler l'anglais est demeurée stable à près de 98 % entre 1971 et 2011, période au cours de laquelle l'effectif de cette population est passé de 15 millions à 25,6 millions. Il

76. Selon les données de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 ajustées pour le sous-dénombrement net, l'accroissement de la population bilingue entre 2001 et 2011 serait de 414 000 au Québec et de 136 650 au Canada hors Québec.
77. La plus forte croissance de la part des locuteurs du français au Québec a été observée entre 1971 et 1981 (de 88,5 % à 92,5 %), une période caractérisée par de nombreux départs du Québec vers le reste du Canada, dont une part importante de personnes qui ne pouvaient parler que l'anglais.

s'agit d'un taux de croissance de 70 %. Du côté de la langue française, son effectif est passé de 1,4 million à près de 2,7 millions, soit un taux de croissance de 85 %. En termes relatifs, cependant, la part relative des locuteurs de cette langue est demeurée stable, oscillant entre 10,0 % et 10,8 %.

Mentionnons que, des deux langues officielles du pays, 4,2 millions de Canadiens ne pouvaient parler que le français lors de l'ENM de 2011. Ils représentaient 12,3 % de l'ensemble de la population et 97,3 % d'entre eux résidaient au Québec. En ce qui a trait à l'anglais, on dénombrait en 2011 23,5 millions de Canadiens ne pouvant parler que cette langue, soit 68,4 % de la population canadienne. De ce nombre, 98,4 % résidaient au Canada hors Québec.

Tableau 5.1
Population selon la connaissance des langues officielles, Canada, Québec et Canada hors Québec, 1971 à 2011

		Connaissance des langues officielles											
		Français seulement		Anglais seulement		Français et anglais		Ni français ni anglais		Connaissance du français		Connaissance de l'anglais	
Régions	Total	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%	nombre	%
Canada													
1971	21 568 310	3 879 255	18,0	14 469 540	67,1	2 900 155	13,4	319 360	1,5	6 779 410	31,4	17 369 695	80,5
1981	24 083 495	3 987 245	16,6	16 122 895	66,9	3 681 960	15,3	291 395	1,2	7 669 205	31,8	19 804 855	82,2
1986	25 022 005	3 957 730	15,8	16 716 900	66,8	4 056 160	16,2	291 215	1,2	8 013 890	32,0	20 773 060	83,0
1991	26 994 035	4 110 300	15,2	18 106 760	67,1	4 398 655	16,3	378 320	1,4	8 508 955	31,5	22 505 415	83,4
1996	28 528 100	4 079 080	14,3	19 134 245	67,1	4 841 310	17,0	473 465	1,7	8 920 390	31,3	23 975 555	84,0
2001	29 639 035	3 946 525	13,3	20 014 645	67,5	5 231 575	17,7	446 290	1,5	9 178 100	31,0	25 246 220	85,2
2006	31 241 030	4 141 851	13,3	21 129 945	67,6	5 448 850	17,4	520 384	1,7	9 590 701	30,7	26 578 795	85,1
2011 (Recensement)	33 121 175	4 165 015	12,6	22 564 670	68,1	5 795 570	17,5	595 920	1,8	9 960 585	30,1	28 360 240	85,6
2011 (Enquête nationale auprès des ménages)	34 273 205	4 225 835	12,3	23 458 095	68,4	6 003 385	17,5	585 885	1,7	10 229 220	29,8	29 461 480	86,0
Québec													
1971	6 027 765	3 668 015	60,9	632 515	10,5	1 663 790	27,6	63 445	1,1	5 331 805	88,5	2 296 305	38,1
1981	6 369 065	3 826 605	60,1	426 240	6,7	2 065 105	32,4	51 115	0,8	5 891 710	92,5	2 491 345	39,1
1986	6 454 490	3 808 560	59,0	369 065	5,7	2 226 745	34,5	50 115	0,8	6 035 305	93,5	2 595 810	40,2
1991	6 810 300	3 958 930	58,1	373 755	5,5	2 412 985	35,4	64 630	0,9	6 371 915	93,6	2 786 740	40,9
1996	7 045 075	3 951 710	56,1	358 505	5,1	2 660 590	37,8	74 270	1,1	6 612 300	93,9	3 019 095	42,9
2001	7 125 575	3 831 350	53,8	327 040	4,6	2 907 700	40,8	59 490	0,8	6 739 050	94,6	3 234 740	45,4
2006	7 435 900	4 010 881	53,9	336 784	4,5	3 017 863	40,6	70 375	0,9	7 028 744	94,5	3 354 648	45,1
2011 (Recensement)	7 815 955	4 047 175	51,8	363 860	4,7	3 328 725	42,6	76 195	1,0	7 375 900	94,4	3 692 585	47,2
2011 (Enquête nationale auprès des ménages)	7 993 125	4 109 915	51,4	372 495	4,7	3 434 840	43,0	75 870	0,9	7 544 755	94,4	3 807 335	47,6
Canada hors Québec													
1971	15 540 545	211 240	1,4	13 837 025	89,0	1 236 365	8,0	255 915	1,6	1 447 605	9,3	15 073 390	97,0
1981	17 714 430	160 640	0,9	15 696 655	88,6	1 616 855	9,1	240 280	1,4	1 777 495	10,0	17 313 510	97,7
1986	18 567 515	149 170	0,8	16 347 835	88,0	1 829 410	9,9	241 100	1,3	1 978 580	10,7	18 177 245	97,9
1991	20 183 735	151 370	0,7	17 733 005	87,9	1 985 670	9,8	313 690	1,6	2 137 040	10,6	19 718 675	97,7
1996	21 483 025	127 370	0,6	18 775 740	87,3	2 180 720	10,2	399 195	1,9	2 308 090	10,7	20 956 460	97,5
2001	22 513 460	115 175	0,5	19 687 605	87,4	2 323 875	10,3	386 800	1,7	2 439 050	10,8	22 011 480	97,8
2006	23 805 125	130 970	0,6	20 793 160	87,3	2 430 985	10,2	450 010	1,9	2 561 955	10,8	23 224 145	97,6
2011 (Recensement)	25 305 220	117 840	0,5	22 200 810	87,7	2 466 845	9,7	519 725	2,1	2 584 685	10,2	24 667 655	97,5
2011 (Enquête nationale auprès des ménages)	26 280 080	115 920	0,4	23 085 600	87,8	2 568 545	9,8	510 015	1,9	2 684 465	10,2	25 654 145	97,6

Note : Les effectifs ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de 1951, 1961, 1971, 1981, 1991, 1996, 2001, 2006 et 2011 et Enquête nationale auprès des ménages de 2011.

5.2 Facteurs susceptibles d'influencer l'évolution du bilinguisme français-anglais d'ici 2036

Au Canada, l'effectif de la population capable de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays s'est accru au fil des décennies, bien que son poids démographique ait évolué plus lentement. Alors que 2,9 millions de personnes se déclaraient bilingues lors du Recensement de 1971, soit 13,4 % de la population, ce nombre atteignait près de 4,1 millions (16,2 %) en 1986 et 5,8 millions (17,5 %) en 2011.

Au cours de la période de 25 ans séparant le recensement de 1986 et le recensement et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, le taux de bilinguisme français-anglais dans l'ensemble de la population canadienne s'est accru de 1,3 point de pourcentage. De plus, la part de la population ne connaissant que le français est

passée de 15,8 % à 12,3 % pendant que celle de la population ne connaissant que l'anglais passait de 66,8 % à 68,1 %.

Entre 1971 et 1981, le taux de croissance de la population bilingue était de plus du double de celui de l'ensemble de la population canadienne. À l'inverse, ce dernier était un peu plus élevé que celui de la population bilingue entre 2001 et 2011, une période caractérisée par des niveaux élevés d'immigration.

Plusieurs facteurs sont responsables de l'évolution du bilinguisme au cours des 25, voire des 40, dernières années et quelques-uns de ces mêmes facteurs nous permettent de formuler des hypothèses et des scénarios quant à l'évolution plausible des taux de bilinguisme au cours du prochain quart de siècle.

Le bilinguisme français-anglais a d'abord connu un engouement important dans la foulée des travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (également nommée Commission Laurendeau-Dunton), notamment par la valorisation et la croissance importantes des inscriptions dans les programmes d'immersion en français et dans les programmes réguliers d'enseignement du français langue seconde dans les écoles publiques de langue anglaise à l'extérieur du Québec (Lepage et Corbeil, 2013).

En 2011, près de 86 % des Canadiens bilingues résidaient au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Il s'agit pour la plupart de Canadiens qui résident dans ce que Joy (1967) a appelé la « ceinture bilingue » laquelle entoure les régions principalement francophones du Québec et celles de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick qui lui sont limitrophes et qui sépare ces régions de celles essentiellement anglophones du pays.

Au Québec, le taux de bilinguisme s'est accru de façon importante entre 1971 et 1981, passant de 27,6 % à 32,4 %. Cet accroissement résulte notamment de la hausse importante du bilinguisme au sein de la population de langue maternelle anglaise de cette province au cours de la période, lequel passait de 39 % à 56 %. Les nombreux départs des personnes de langue maternelle anglaise (environ 226 000)[78] vers les autres provinces et l'intérêt pour l'apprentissage du français au sein de la population de langue anglaise du Québec ont largement contribué à cette hausse. Plus récemment, entre 2001 et 2011, on a noté une hausse importante du bilinguisme français-anglais parmi la population de langue française au Québec et une utilisation accrue des deux langues en milieu de travail. Parmi la population de langue maternelle française en particulier, des études récentes ont notamment montré l'intérêt grandissant des jeunes pour l'apprentissage et l'utilisation de l'anglais (voire du français et de l'anglais) dans leurs activités quotidiennes (Pagé et coll., 2014)[79].

Le principal moteur de croissance de la population canadienne est sans conteste l'immigration internationale. L'étude de Lepage et Corbeil (2013) sur l'évolution du bilinguisme français-anglais entre 1961 et 2011 a montré que la croissance de l'immigration internationale, en particulier entre 2001 et 2011, a contribué en partie à la stagnation, voire à la baisse, du bilinguisme français-anglais dans certaines régions du pays, principalement au Canada hors Québec.

En moyenne, entre 2001 et 2011, environ 250 000 immigrants se sont établis annuellement au pays. Or, une forte majorité (77 %) de ces immigrants n'ont ni le français ni l'anglais comme langue maternelle et environ 10 % d'entre eux avaient une connaissance des deux langues officielles à l'arrivée au pays. Lors de l'ENM de 2011, au Canada hors Québec, cette dernière proportion n'était que 4,9 % parmi les immigrants n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle comparativement à 48,8 % chez ceux au Québec[80].

Le taux de bilinguisme français-anglais de la population immigrante est généralement inférieur à celui de la population née au Canada, notamment parce la majorité des immigrants arrivent au pays à l'âge adulte, un âge où l'apprentissage des langues est moins aisé. Ces immigrants adultes sont par conséquent moins susceptibles

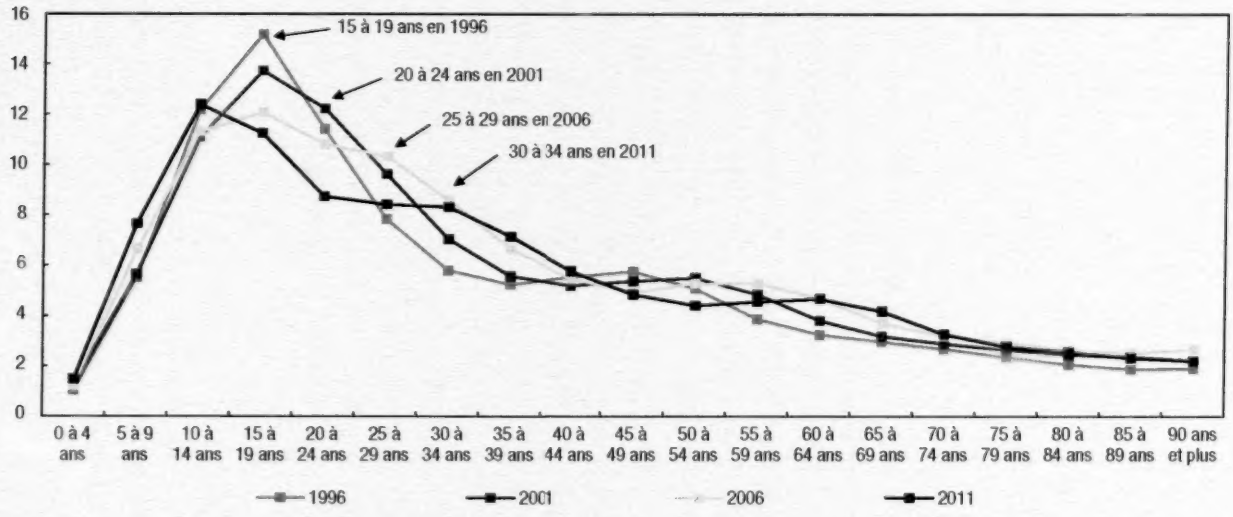
78. Si l'on tient compte des quelque 67 000 entrées au Québec en provenance des autres provinces au cours de cette période, le solde net des échanges migratoires entre le Québec et les autres provinces pour la population de langue maternelle anglaise s'établissait à 158 500 personnes.
79. Se référant à l'étude du Conseil supérieur de la langue française réalisée en 2008 par St-Laurent, Pagé (2014) écrit que « le contact avec les jeunes néo-Québécois est probablement un des facteurs qui ont contribué à favoriser l'ouverture des jeunes sur le monde. En effet, si les participants à l'étude [de 2008] accordent de l'importance à la maîtrise du français au Québec, leur rapport à l'anglais et aux autres langues semble différer de celui des générations précédentes. Loin de sentir que ces langues menacent la vie en français au Québec, ils les perçoivent plutôt comme un atout dans leur vie. Dans le cadre du travail, par exemple, la plupart des jeunes ont affirmé utiliser principalement le français, bien qu'ils fassent occasionnellement usage de l'anglais. Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, l'usage de l'anglais est perçu comme un incontournable qui ne menace en rien leur identité de travailleur francophone. Ces jeunes travailleurs ont établi un rapport utilitaire avec l'anglais».
80. En termes d'effectifs, le Canada hors Québec comptait 208 070 immigrants bilingues français-anglais parmi ceux de langue maternelle tierce au moment de l'ENM de 2011, alors qu'on en dénombrait 347 795 au Québec. Toutefois, parmi l'ensemble de la population immigrante, le Québec comptait 513 270 immigrants pouvant communiquer dans les deux langues officielles comparativement à 370 390 dans le reste du pays. Mentionnons par ailleurs qu'en 2011 42,2 % des immigrants au Québec pouvaient parler au moins trois langues, comparativement à 4,9 %, 4,1 % et 3,5 % respectivement des immigrants en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique.

d'apprendre les deux langues officielles que les personnes nées au Canada. De plus, l'apprentissage du français représente pour beaucoup d'entre eux l'apprentissage d'une troisième voire même d'une quatrième langue[81].

En ce qui a trait à l'apprentissage des langues secondes chez les jeunes, on sait que, au Canada hors Québec, les jeunes de langue anglaise âgés de 15 à 19 ans sont généralement plus bilingues que leurs homologues des autres groupes d'âge. Au terme de leur parcours d'études secondaires, ils sont en effet plus susceptibles de pouvoir converser dans les deux langues officielles. Or, comme en rend compte le graphique 5.1, entre 1996 et 2011 le taux de bilinguisme des jeunes de langue anglaise âgés de 15 à 19 ans est passé de 15,2 % à 11,2 %. Qui plus est, on assiste à l'érosion des acquis au fur et à mesure que se prolonge le temps écoulé depuis la fin des études secondaires, généralement faute d'opportunité d'utiliser la langue seconde. Ainsi, la cohorte des jeunes âgés de 15 à 19 ans en 1996, dont le taux de bilinguisme était de 15,2 %, affichait un taux de 12,2 % cinq ans plus tard lorsqu'âgés de 20 à 24 ans, de 10,3 % en 2006 lorsqu'âgés de 25 à 29 ans, etc.[82]

La perte des acquis des jeunes anglophones dans leur langue seconde fait donc en sorte que l'évolution du taux de bilinguisme français-anglais parmi la population de langue anglaise tend à stagner voire à régresser. L'on sait par ailleurs que les jeunes ayant fréquenté un programme d'immersion en français au sein d'une école anglaise pendant plusieurs années consécutives ou encore un programme intensif de français langue seconde tendent à maintenir leurs acquis beaucoup plus longtemps que ceux ayant fréquenté les programmes réguliers de langue seconde (Allen, 2008). Reste donc à voir si l'engouement constant pour les programmes d'immersion en français, dont la croissance des inscriptions entre 2003 et 2013 atteignait près de 30 %, peut se traduire par une inflexion à la hausse du bilinguisme au fil du temps ou si d'autres facteurs risquent d'exercer une pression dans le sens inverse.

Graphique 5.1
Taux de bilinguisme selon le groupe d'âge, population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, Canada hors Québec, 1996 à 2011



Sources : Statistique Canada, recensements de la population, 1996 à 2011.

81. La situation est différente chez les jeunes âgés de 10 à 19 ans. Par exemple, en Ontario (15,3 % vs 15,9 %), en Colombie-Britannique (10,1 % et 9,8 %) et en Alberta (11,0 % vs 12,2 %), il n'y avait pratiquement aucune différence entre les taux de bilinguisme français-anglais des immigrants et ceux des jeunes nés au pays. Toutefois, parce que la plupart des immigrants arrivent au pays à l'âge adulte, on observe une proportion plus faible d'immigrants chez les jeunes bilingues que parmi l'ensemble de la population. Ainsi, lors de l'ENM de 2011, es jeunes immigrants bilingues français-anglais de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique composaient respectivement 13,3 %, 11,7 % et 13 % de la population bilingue de 10 à 19 ans. Parmi l'ensemble de la population de ces trois provinces, les immigrants y constituaient respectivement 28,5 %, 18,0 % et 27,5 % de la population. Mentionnons que le Québec se distingue nettement de ces trois provinces dans la mesure où les jeunes immigrants de 10 à 19 ans affichaient en 2011 un taux de bilinguisme français-anglais de 56,8 % comparativement à 41,2 % chez les jeunes nés au Canada.
82. Voir notamment à ce sujet l'étude de Lepage et Corbeil, 2013.

5.3 Évolution plausible de la connaissance des langues officielles et du bilinguisme français-anglais d'ici 2036 au Canada

5.3.1 Évolution de la connaissance du français au Canada

Les résultats de projections révèlent qu'entre 2011 et 2036, la population canadienne capable de parler le français pourrait passer de 10,2 millions de personnes à 12,5 millions de personnes. Cet effectif pourrait se situer à 11,7 millions dans le cas d'un scénario de faible immigration à 12,2 millions pour le scénario de référence et à 12,5 millions pour le scénario de forte immigration. En termes relatifs, cette évolution serait caractérisée par un pourcentage qui passerait de 29,8 % lors de l'ENM de 2011 à 27,9 % en 2036 selon le scénario de référence (28,4 % avec faible immigration et 27,6 % avec forte immigration).

Au Québec, l'effectif des locuteurs du français, qui était de 7,5 millions lors de l'ENM de 2011 pourrait passer à 9,0 millions selon le scénario de référence (8,6 millions et 9,2 millions dans les scénarios de faible et de forte immigration, respectivement). De 94,4 % de la population en 2011, la proportion des locuteurs du français au Québec demeurerait relativement stable d'ici 2036, se situant entre 93,2 % dans le cas d'un scénario de forte immigration à 93,9 % dans le cas d'un scénario de faible immigration.

Au Canada hors Québec, malgré la croissance d'effectif que pourrait connaître la population de locuteurs du français (de 2,7 millions en 2011 à entre 3,0 millions et 3,3 millions en 2036), leur poids démographique pourrait passer de 10,2 % à entre 9,3 % et 9,5 % au cours de la période.

En ce qui a trait à la capacité de parler l'anglais, la population des locuteurs de cette langue devrait connaître une croissance en nombre et en pourcentage, tant dans l'ensemble du pays qu'au Québec. De 86,0 % en 2011, la part relative des locuteurs de l'anglais se situerait entre 88,7 % et 88,9 %. Alors que ce pourcentage demeurerait relativement stable au Canada hors Québec (de 97,6 % en 2011 à entre 97,4 % et 98,0 % en 2036), on assisterait à une croissance importante au Québec. Dans cette province, l'effectif des locuteurs de cette langue passerait de 3,8 millions au moment de l'ENM de 2011 à entre 5,3 millions et 5,7 millions en 2036. Cela se traduirait par une hausse du poids démographique de cette population de 47,6 % en 2011 à entre 57,6 % et 57,8 % selon le scénario d'immigration considéré. Notons que pendant que la population québécoise connaîtrait un accroissement de son effectif entre 2011 et 2036 de 20,6 % dans le cas du scénario de référence (15,1 % et 24,0 % dans le cas des scénarios de faible et forte immigration, respectivement), le taux de croissance de l'effectif des locuteurs de l'anglais au cours de la même période pourrait se situer à 46,2 % (39,2 % et 50,5 % dans le cas des scénarios de faible et de forte immigration, respectivement). Comme nous le verrons à la section suivante, cette croissance sera principalement le fait des personnes capables de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays.

5.3.2 Évolution du taux de bilinguisme

Toutes choses égales par ailleurs, les résultats des présentes projections linguistiques révèlent qu'en 25 ans, le nombre de personnes pouvant soutenir une conversation dans les deux langues officielles au Canada pourrait passer de 6,0 millions de personnes en 2011 à entre 7,7 millions (scénario de faible immigration) et 8,3 millions de personnes (scénario de forte immigration) en 2036. Se situant à 17,5 % en 2011, le taux de bilinguisme français-anglais au pays pourrait varier entre 18,3 % et 18,8 % en 2036 (voir le tableau 5.2)[83].

83. Le tableau A.5.1 en annexe présente les effectifs et les pourcentages de 2011 et 2036 pour chaque province et les territoires.

Tableau 5.2
Projection du taux de bilinguisme français-anglais selon la province et les territoires, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

		2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Scénario de référence	Scénario de faible immigration	Scénario de forte immigration
Province et territoire	pourcentage			
Total	**17,5**	**18,5**	**18,8**	**18,3**
Terre-Neuve-et-Labrador	4,5	5,8	5,8	5,8
Île-du-Prince-Édouard	12,5	12,6	13,2	12,4
Nouvelle-Écosse	10,4	10,1	10,1	10,1
Nouveau-Brunswick	33,4	33,9	34,4	33,6
Québec	43,0	52,0	52,2	51,8
Ontario	11,0	10,2	10,4	10,1
Manitoba	8,6	7,9	8,2	7,8
Saskatchewan	4,5	4,8	4,9	4,8
Alberta	6,6	6,4	6,5	6,4
Colombie-Britannique	6,9	6,7	6,9	6,7
Territoires	8,7	9,8	9,7	9,8

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

L'évolution du bilinguisme français-anglais au cours de cette période prendrait, selon les présentes projections, des directions opposées lorsqu'on considère la situation québécoise de celle du reste du pays. Ainsi, alors qu'en 2011, 43,0 % de la population québécoise déclarait pouvoir soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays, cette proportion pourrait se situer entre 51,8 % et 52,2 % en 2036 selon le scénario d'immigration, soit une augmentation de neuf points de pourcentage. À l'extérieur du Québec, de 9,8 % qu'il était en 2011, ce taux pourrait fléchir pour atteindre entre 8,9 % et 9,2 % en 25 ans.

En termes d'effectifs, il y avait près de 2,6 millions de personnes pouvant parler le français et l'anglais au Canada hors Québec en 2011. Ce nombre est susceptible d'augmenter de 373 000 à 592 000 selon les scénarios d'immigration pour se situer entre un peu plus de 2,9 millions et un peu moins de 3,2 millions de personnes en 2036, soit un taux de croissance se situant entre 14,5 % et 23,1 %. Au Québec, le nombre de personnes pouvant parler le français et l'anglais pourrait passer de 3,4 millions en 2011 à entre 4,8 millions et 5,1 millions en 2036, soit un taux global de croissance se situant entre 39,7 % et 49,6 %.

5.3.3 Taux de croissance de la population bilingue au pays à l'échelle des provinces et des territoires

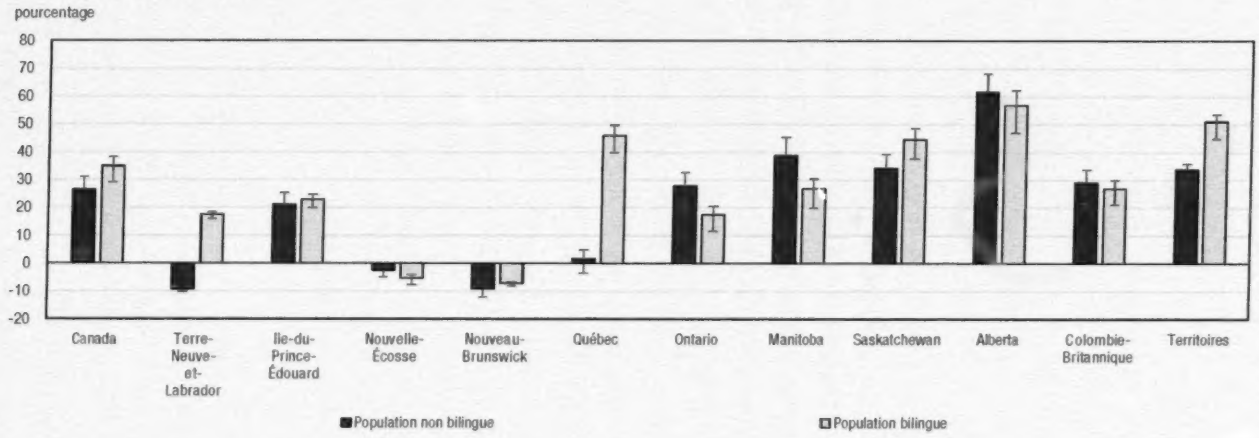
L'évolution projetée des taux de bilinguisme au pays entre 2011 et 2036 est évidemment tributaire de la croissance démographique différentielle des populations bilingues et non bilingues. Selon les scénarios d'immigration considérés, la population canadienne non bilingue pourrait croître de 17,9 % (scénario de faible immigration) à 30,9 % (scénario de forte immigration) d'ici 2036. Quant à l'effectif de la population bilingue dans l'ensemble du pays, il pourrait connaître une croissance allant de 28,9 % (scénario de faible immigration) à 38,2 % (scénario de forte immigration). En d'autres termes, la croissance projetée du taux de bilinguisme au pays entre 2011 et 2036 serait notamment attribuable au fait que le taux de croissance de la population bilingue devrait être supérieur à celui de la population non bilingue, et ce peu importe le scénario d'immigration envisagé.

Au Canada hors Québec, le taux de croissance de la population non bilingue devrait y être plus important que celui de la population bilingue. Ainsi, selon le scénario de référence entre 2011 et 2036, la population non bilingue pourrait s'accroître de 31,2 %, comparativement à un taux de croissance de 20,1 % pour la population bilingue. Les taux de croissance de la population non bilingue pourraient être de 22,0 % et 35,9 % selon les scénarios de faible et de forte immigration, respectivement, comparativement à 14,5 % et 23,1 % pour la population bilingue.

Le graphique 5.2 illustre les taux de croissance différentiels selon la province. On y constate notamment le rôle majeur que devrait jouer le Québec dans la croissance du bilinguisme au pays. Alors que sa population non bilingue pourrait connaître une augmentation de 1,6 % à 4,7 % entre 2011 et 2036, voire même une diminution de 3,5 % dans un contexte de faible immigration, celle de sa population bilingue pourrait connaître une augmentation de son effectif de 40 % à 50 %, dépendant du scénario envisagé. En revanche, l'Ontario, province la plus populeuse au pays et où s'établissent plus de quatre immigrants sur dix au pays, devrait voir sa population non bilingue croître à un rythme plus élevé que celle de sa population bilingue.

Notons par ailleurs que la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, lesquelles n'accueillent ensemble que 1,5 % des immigrants s'établissant au pays, sont les deux seules provinces où l'on devrait observer un déclin à la fois de la population non bilingue et bilingue[84].

Graphique 5.2
Taux de croissance de la population bilingue français-anglais et de la population non bilingue au Canada selon la province et les territoires, 2011 et 2036



Note : Les effectifs ont été ajustés pour tenir compte du sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

5.3.4 Évolution du bilinguisme à l'échelle de certaines régions

En 2011, des quelque 6 millions de personnes pouvant soutenir une conversation en français et en anglais au pays, 86 % résidaient au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Cette situation ne devrait pas changer d'ici 2036. Comme en témoigne le tableau 5.3, qui présente les régions où réside plus de la moitié de la population bilingue au pays, la partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau devrait se maintenir au sommet du palmarès des régions les plus bilingues au pays avec un taux gravitant autour de 67 %, soit une augmentation de 3 points de pourcentage sur le taux observé en 2011. Le taux de bilinguisme de la partie ontarienne de la RMR d'Ottawa-Gatineau, qui était de 38 % en 2011, devrait quant à lui demeurer relativement stable d'ici 2036, et ce peu importe le scénario d'immigration considéré.

La partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau continuerait à être suivie de près par la RMR de Montréal, tant sur l'île de Montréal que dans le reste de la RMR. Le cas de cette RMR est unique dans la mesure où, historiquement, le bilinguisme a toujours été beaucoup plus répandu dans l'île de Montréal que dans le reste de la région métropolitaine. En 2011, par exemple, le taux de bilinguisme dans l'île était de 58,5 %, alors qu'il était de 50,5 % dans le reste de la RMR. En 2036, l'écart entre les taux de bilinguisme français-anglais de ces deux « régions » devrait être très faible, peu importe le scénario d'immigration envisagé. L'accroissement du taux de bilinguisme hors de l'île devrait être d'environ 10 points de pourcentage, soit la plus forte augmentation des régions à l'étude. Cela s'expliquerait notamment par la migration vers les couronnes nord et sud de la population n'ayant pas le français comme première langue officielle parlée et par l'accroissement du bilinguisme au sein de la population de langue française.

84. Bien qu'il s'agisse de petits effectifs, le taux important de croissance que pourrait connaître la population bilingue au sein de l'ensemble des territoires, comparativement à celui de la population unilingue, serait principalement attribuable à la migration interprovinciale, notamment en provenance du Québec, de travailleurs plus susceptibles d'être très scolarisés et bilingues.

Tableau 5.3
Projection du taux de bilinguisme français-anglais, dans certaines régions de contacts interlinguistiques du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, trois scénarios de projection, 2011 et 2036

		2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Scénario de référence	Scénario de faible immigration	Scénario de forte immigration
Régions	pourcentage			
Région métropolitaine de Montréal, hors île de Montréal	50,5	60,3	60,9	60,0
Île de Montréal	58,5	62,0	63,6	61,2
Ottawa-Gatineau (partie québécoise)	64,1	67,0	67,7	66,7
Grand Sudbury	38,1	37,6	37,8	37,4
Ontario hors région métropolitaine, régions francophones	43,1	44,1	44,2	44,0
Ottawa-Gatineau (partie ontarienne)	38,0	37,7	38,3	37,4
Moncton	46,2	44,6	45,2	44,3
Nouveau-Brunswick hors région métropolitaine, régions francophones	49,4	55,9	56,2	55,6
Reste du Nouveau-Brunswick	15,2	15,6	15,9	15,5

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Quant aux régions francophones du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario hors des régions métropolitaines, elles devraient également connaître une augmentation du bilinguisme de leur population entre 2011 et 2036. Le taux de bilinguisme français-anglais des régions francophones du Nouveau-Brunswick pourrait en effet passer de 49,4 % à environ 56 %, alors que celui des régions de l'Ontario passerait de 43 % à environ 44 %.

En ce qui a trait à l'évolution du bilinguisme français-anglais dans les grandes RMR de Toronto et de Vancouver, où s'établissaient près de la moitié des immigrants au Canada en 2011, celui-ci devrait diminuer. En 2011, 7,8 % de la population de Toronto et 7,3 % de celle de Vancouver pouvaient soutenir une conversation dans les deux langues officielles. En 2036, ces proportions devraient se situer entre 6,8 % et 7,1 % à Toronto et entre 6,5 % et 6,9 % à Vancouver.

5.3.5 Évolution différentielle du bilinguisme selon la langue maternelle

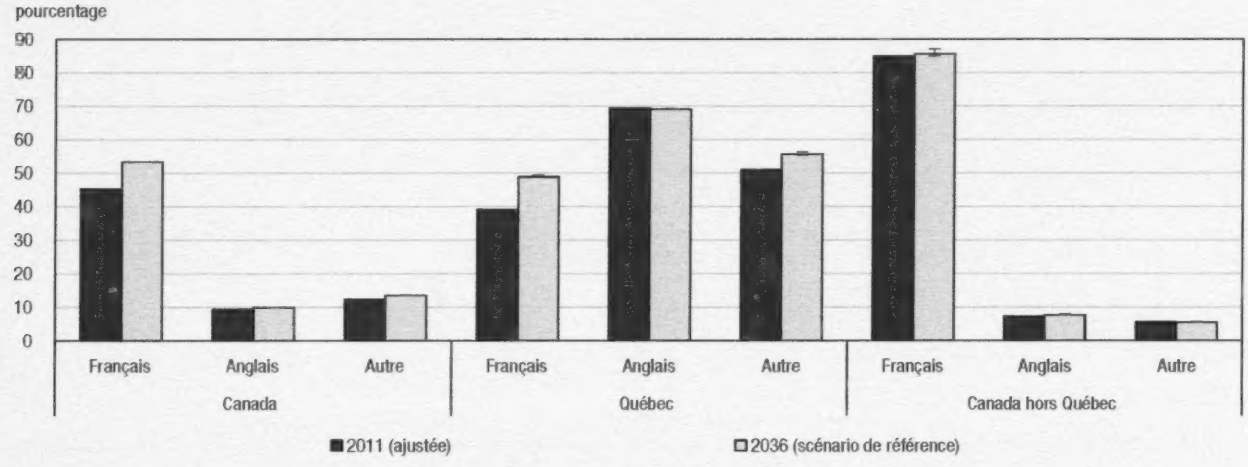
La croissance du bilinguisme français-anglais au Canada varie bien entendu selon la langue maternelle des individus ou encore selon leur première langue officielle parlée. Historiquement, les membres des groupes minoritaires, soit les personnes de langue française à l'échelle du pays ou les minorités de langue anglaise du Québec et celles de langue française hors Québec, ont généralement affiché des taux de bilinguisme supérieurs à ceux des groupes majoritaires (Houle et Corbeil, 2016).

Selon nos modèles de microsimulation, dans l'ensemble du pays, le taux de bilinguisme de la population de langue maternelle française, qui était de 45 % en 2011, pourrait s'accroître de plus de 8 points de pourcentage pour se situer à 53 % en 2036, et ce peu importe le scénario d'immigration. En comparaison, celui de la population de langue maternelle anglaise ne varierait que légèrement par rapport à son niveau actuel de 9,3 %, pour atteindre 9,8 %. Quant à celui de la population de langue maternelle autre que française ou anglaise, son taux de bilinguisme français-anglais, de 12,3 % en 2011, pourrait passer à 13,5 % selon le scénario de référence (13,3 % dans un scénario de forte immigration et 14,0 % dans un scénario de faible immigration).

C'est parmi la population de langue maternelle française du Québec qu'on observerait la plus forte croissance du bilinguisme français-anglais au pays. D'un taux d'un peu moins de 39 % en 2011, celui-ci pourrait atteindre près de 49 % en 2036. Du côté de la population de langue maternelle anglaise, son taux de bilinguisme devrait peu varier au cours des 25 prochaines années, se situant près de 70 %; il était de 69,3 au moment de l'ENM de 2011. Finalement, chez la population de langue maternelle tierce (autre que française ou anglaise), le taux de bilinguisme français-anglais, de 51 % en 2011, pourrait atteindre entre 54,7 % et 56,8 %, selon le scénario d'immigration examiné (graphique 5.3).

Au Canada hors Québec, les taux de bilinguisme français-anglais devraient varier légèrement. Ainsi, peu importe le scénario d'immigration, le taux de bilinguisme de la population de langue maternelle anglaise, qui était de 7,2 % en 2011, pourrait se situer à près de 7,6 % en 2036. De même, les taux de bilinguisme devraient être relativement stables parmi les deux autres grands groupes, soit 5,5 % parmi la population de langue maternelle tierce et 85 % chez celle de langue française.

Graphique 5.3
Projection du taux de bilinguisme français-anglais selon la langue maternelle, Canada, Québec et Canada hors Québec, 2011 et 2036



Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de la population, 1996 à 2011.

En somme, en 2011, la population affichant les taux de bilinguisme les plus élevés était d'abord celle de langue maternelle française à l'extérieur du Québec et celle de langue maternelle anglaise au Québec, suivies de celle de langue maternelle française au Québec. Cette situation devrait persister d'ici à 2036[85].

5.3.6 L'évolution du bilinguisme français-anglais et l'âge

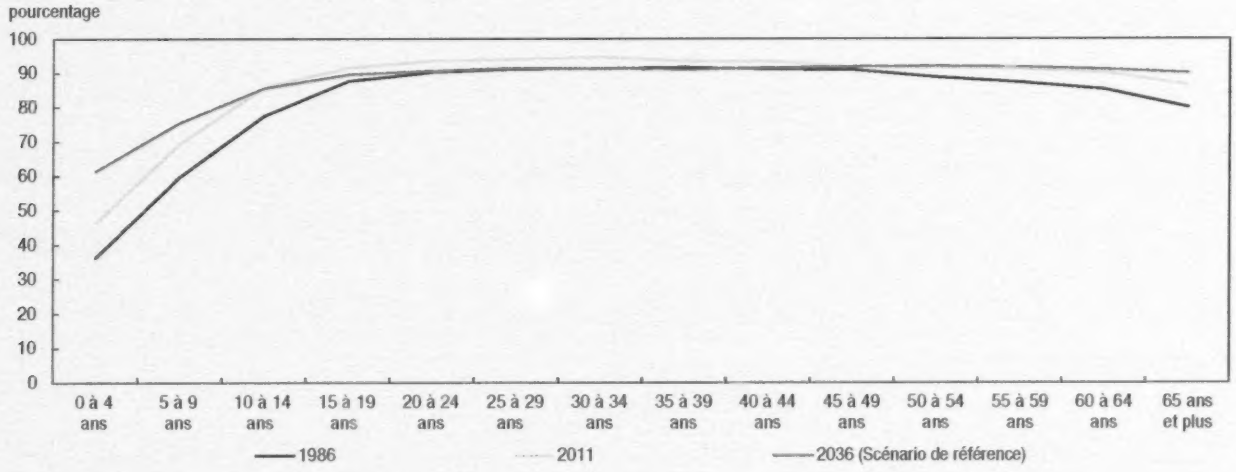
La capacité de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays est généralement fonction de l'âge des individus et cette relation varie grandement selon leur lieu de résidence (Québec vs hors Québec) et leur langue première, qu'il s'agisse de leur langue maternelle ou de leur première langue officielle parlée.

Les graphiques qui suivent rendent compte de l'évolution des taux de bilinguisme selon le groupe d'âge entre 1986 et 2011 et entre 2011 et 2036 (scénario de référence). Pour ce qui est des personnes de langue anglaise au Canada hors Québec, nous présentons également les taux de 1996 puisqu'ils ont été les plus élevés et qu'ils ont décliné de près de quatre points de pourcentage depuis.

À l'extérieur du Québec, le portrait du bilinguisme selon le groupe d'âge au sein de la population ayant le français comme première langue officielle parlée devrait demeurer pratiquement inchangé d'ici à 2036 à l'exception d'une hausse qui surviendrait chez les jeunes de moins de 10 ans. Cette hausse du bilinguisme à laquelle on pourrait s'attendre chez les enfants de ce groupe d'âge semble être la continuation d'un phénomène déjà observé entre 1986 et 2011.

85. Notons que l'évolution des taux de bilinguisme selon la langue maternelle des individus est assez similaire à celle projetée en fonction de leur première langue officielle parlée. Toutefois, lorsque la part relative des populations de langue maternelle tierce issues de l'immigration est importante, au sein des minorités linguistiques en particulier, certains écarts sont observés selon l'un ou l'autre des critères de définition. Par exemple, parmi la population de langue anglaise au Québec, 69,3 % de celle de langue maternelle anglaise se déclarait bilingue en 2011, comparativement à 65,7 % de celle dont l'anglais était la première langue officielle parlée.

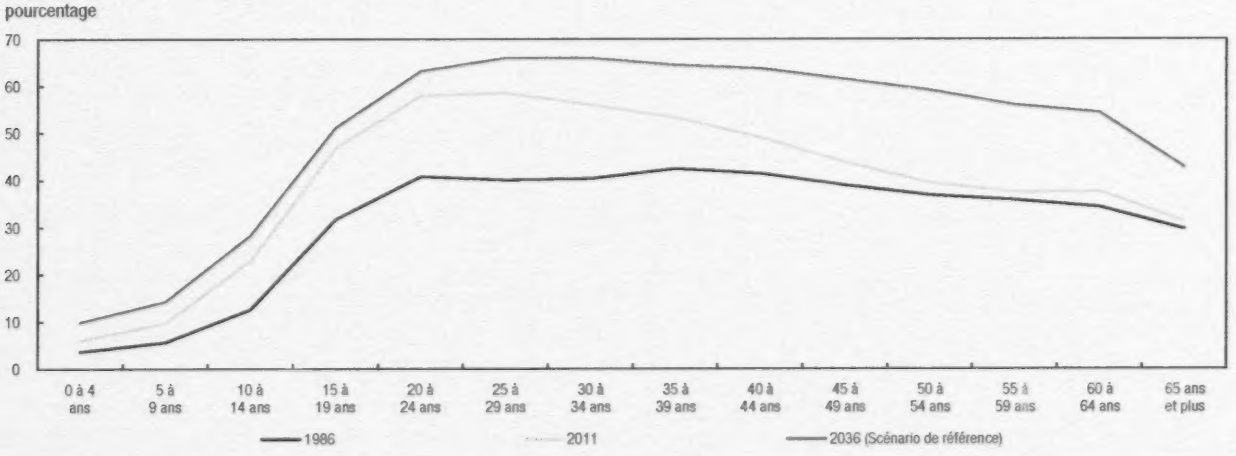
Graphique 5.4
Taux de bilinguisme français-anglais selon le groupe d'âge parmi la population ayant le français comme première langue officielle parlée, Canada hors Québec, 1986, 2011 et 2036



Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensement de la population de 1986, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Quant à la population de langue française au Québec, tant celle de langue maternelle que celle dont le français est la première langue officielle parlée, des hausses importantes pourraient être observées parmi la population de 25 ans ou plus. Comme en témoigne le graphique 5.5, le taux de bilinguisme observé en 2011 chez les 25 à 29 ans de ce groupe linguistique devraient se traduire par un taux similaire en 2036 parmi le groupe des 50 à 54 ans. En d'autres termes, contrairement à ce qu'on observait il y a 25 ans, la population québécoise de langue française âgée de plus de 35 ans devrait être beaucoup plus bilingue que celle de la génération précédente, notamment en raison du peu d'érosion des acquis en anglais au fil du temps. Chez la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée au Québec, le taux de bilinguisme par âge devrait demeurer identique à celui observé en 2011 (données non montrées) à l'exception du fait que l'on devrait observer une hausse du bilinguisme parmi la population âgée de 65 ans ou plus. Parmi ce groupe d'âge, le taux de bilinguisme pourrait en effet passer de 48 % en 2011 à 62 % en 2036. Les jeunes de langue anglaise âgés de 10 à 19 ans devraient continuer à afficher le taux de bilinguisme le plus élevé dans la province, soit environ 82 %.

Graphique 5.5
Taux de bilinguisme français-anglais selon le groupe d'âge parmi la population ayant le français comme première langue officielle parlée, Québec, 1986, 2011 et 2036

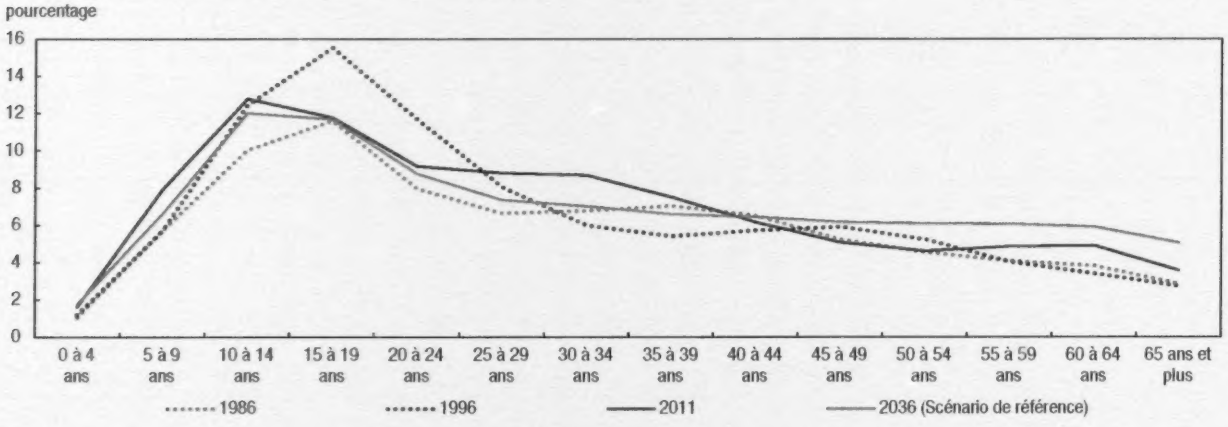


Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensement de la population de 1986, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Du côté de la population de langue anglaise (PLOP) dans le Canada hors Québec, alors que le taux de 15,5 % observé en 1996 au sein du groupe des 15 à 19 ans était de quatre points supérieurs à celui observé en 1986, celui de 2011 était retombé au niveau de 1986 (graphique 5.6). En 2036, les 15 à 19 ans afficheraient à peu près le même taux, soit entre 11,5 % dans le cas du scénario de forte immigration et de 12,0 % dans le cas de celui de faible immigration. Ce taux devrait également fléchir parmi le groupe des 10 à 14 ans. De 12,8 % qu'elle était en 2011, la part relative des jeunes bilingues au sein de ce groupe d'âge en 2036 pourrait se situer entre 11,9 % dans un contexte de forte immigration à 12,3 % dans un contexte de faible immigration.

Le graphique 5.6 rend également compte du fait que le taux de bilinguisme français-anglais au sein de la population de langue anglaise âgée de 20 à 40 ans devrait être inférieur en 2036 à celui observé en 2011. Ce phénomène résulterait de la combinaison de plusieurs phénomènes dont le fait que la part de l'immigration au sein de la population unilingue anglaise ira en s'accroissant, en particulier parmi la population âgée de 25 à 60 ans. Toutefois, notons que la baisse du bilinguisme au sein de ces groupes d'âge est tout de même principalement le fait de la population née au Canada ainsi que de celle née à l'étranger et arrivée au pays avant l'âge de 15 ans (génération 1.5). Cette baisse pourrait probablement découler de l'effet du phénomène de l'érosion des acquis à partir de la fin du parcours scolaire.

Graphique 5.6
Taux de bilinguisme français-anglais selon le groupe d'âge parmi la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, Canada hors Québec, 1986, 1996, 2011 et 2036



Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, recensements de la population de 1986 et 1996, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

5.3.7 Bilinguisme français-anglais selon le sexe : des taux différentiels selon le lieu de résidence et la langue

Historiquement, les taux de bilinguisme français-anglais au pays ont généralement varié non seulement selon le groupe d'âge, la première langue parlée ou le lieu de résidence, mais également selon le sexe. On sait, par exemple, qu'au Canada hors Québec, la propension plus forte des filles et des jeunes femmes dont l'anglais est la première langue officielle parlée à fréquenter un programme d'immersion en français s'est d'ordinaire traduite par des taux de bilinguisme plus élevés chez celles-ci, du moins entre l'âge de 10 et 30 ans.

En 1986, soit 25 ans avant l'ENM de 2011, les taux différentiels de bilinguisme variaient considérablement selon l'âge et le sexe. Au Québec, les jeunes femmes de langue anglaise âgées de 5 à 25 ans affichaient des taux de bilinguisme plus élevés que ceux de leurs homologues masculins. À partir de l'âge de 30 ans, un écart important existait en faveur des hommes, une situation alors possiblement associée à une présence historique accrue des hommes sur le marché du travail et, par conséquent, une plus forte exposition quotidienne à la langue seconde.

Au sein de la population de langue française du Québec on observait peu d'écart entre les jeunes hommes et les jeunes femmes de moins de 20 ans, principalement parce que tous étaient exposés à l'enseignement de l'anglais langue seconde à l'école. Tout comme chez leurs homologues de langue anglaise, la présence plus grande des hommes de langue française sur le marché du travail a contribué à faire en sorte que le niveau de bilinguisme de

ces derniers était à l'époque beaucoup plus important que celui des femmes, et ce dès l'âge d'occuper un emploi. Finalement, parmi la population de langue anglaise hors Québec, c'est essentiellement parmi la population d'âge scolaire et celle de moins de 30 ans qu'on observait en 1986 une différence à l'avantage des filles et des jeunes femmes dans les taux de bilinguisme. Autrement, la perte des acquis et l'absence d'opportunités d'utiliser la langue seconde contribuaient à niveler les écarts à la baisse.

À la lumière de ces résultats observés en 1986, la question se pose de savoir comment les écarts différentiels ont évolué depuis et comment ils sont susceptibles d'évoluer au cours du prochain quart de siècle. Outre les résultats déjà observés à la section précédente concernant la baisse possible du bilinguisme d'ici 2036 au sein de la population de langue anglaise au Canada hors Québec, nos projections donnent à penser que les écarts différentiels entre femmes et hommes à la faveur des premières devraient se maintenir. Contrairement à ce qu'on observe chez les hommes, les taux de bilinguisme des femmes de langue anglaise de plus de 40 ans pourraient vraisemblablement se maintenir à des niveaux supérieurs à ceux observés en 2011.

Au Québec, les écarts entre hommes et femmes observés en 2011 parmi la population de langue française âgée de 25 ans ou plus avaient considérablement diminué par rapport à ceux qu'on observait au moment du recensement de 1986. De même, ces écarts devraient fort possiblement continuer à diminuer notamment en raison de l'utilisation régulière de l'anglais au travail au Québec, mais également comme conséquence de l'accroissement de la participation des femmes au marché du travail.

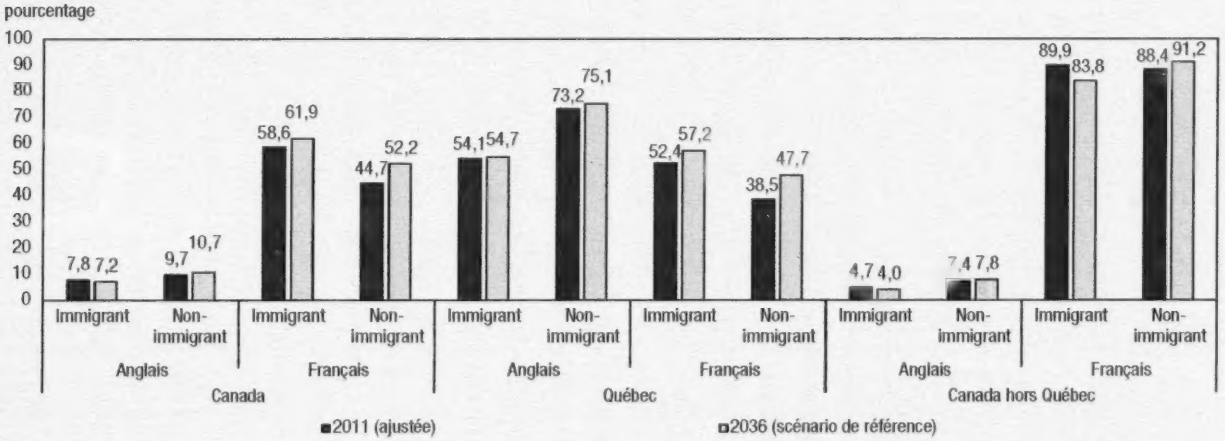
Finalement, alors que les écarts observés en 1986 entre les hommes et femmes de langue anglaise au Québec avaient quasi disparu en 2011, l'on ne devrait pas s'attendre à voir cette situation changer d'ici 2036.

5.3.8 Bilinguisme français-anglais et statut d'immigrant

En raison du fait que la migration internationale devrait demeurer le principal moteur de croissance de la population au pays d'ici 2036 (voir le chapitre 4), il va de soi que l'évolution du bilinguisme français-anglais serait influencée en partie par la propension de ces immigrants à pouvoir soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays.

Quelles répercussions l'immigration pourrait-elle donc avoir sur l'évolution du bilinguisme français-anglais au pays? Nous savons que le taux actuel de bilinguisme des immigrants dont l'anglais est la première langue officielle parlée au Canada hors Québec était de 4,7 % en 2011 et que, peu importe le taux d'immigration envisagé, il graviterait autour de 4,0 % en 2036 (graphique 5.7). Étant donné le poids démographique croissant de ces immigrants au sein de la population et vu leur plus faible taux de bilinguisme français-anglais que celui de la population née au pays, tout donne à penser que cette situation devrait exercer une pression à la baisse sur le taux de bilinguisme dans l'ensemble du Canada.

Graphique 5.7
Taux de bilinguisme français-anglais, selon le statut d'immigrant et la première langue officielle parlée, Canada, Québec, Canada hors Québec, 2011 et 2036

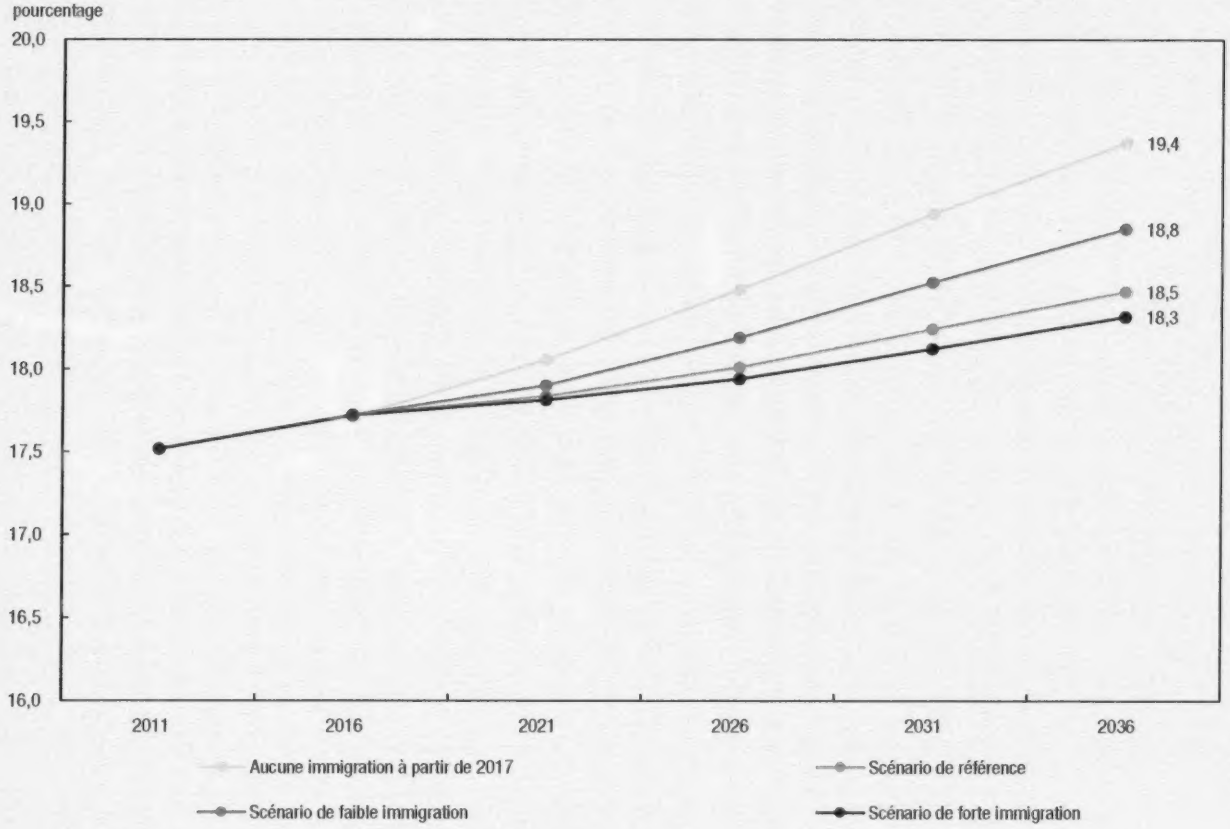


Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net. Les taux de bilinguisme en 2036 présentés dans ce graphique varient très peu selon le scénario d'immigration envisagé.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Afin de vérifier cette hypothèse, plusieurs scénarios peuvent être examinés, dont celui, purement théorique, qui consisterait à n'accueillir aucun nouvel immigrant entre 2017 et 2036. L'utilisation de ce scénario permet d'examiner de quelle façon évoluerait le taux de bilinguisme au pays, toutes choses égales par ailleurs, sans apport de nouveaux arrivants. Le graphique 5.8 rend compte de ces évolutions selon les scénarios d'immigration.

Ainsi, de 17,5 % en 2011, le taux de bilinguisme au pays pourrait se situer à environ 19,4 % en 2036 dans le cas d'un scénario sans nouveaux immigrants comparativement à 18,3 % advenant un scénario de forte immigration au cours de cette période. C'est donc dire que si l'immigration de langue anglaise exerce une poussée à la baisse sur le bilinguisme français-anglais au pays, notamment en raison d'un taux de bilinguisme plus faible que celui de la population de langue anglaise née au Canada, elle n'est sans doute pas le seul facteur responsable de la totalité de cette baisse.

Graphique 5.8
Évolution du taux de bilinguisme français-anglais au Canada, selon différents scénarios d'immigration, Canada, 2011 à 2036



Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

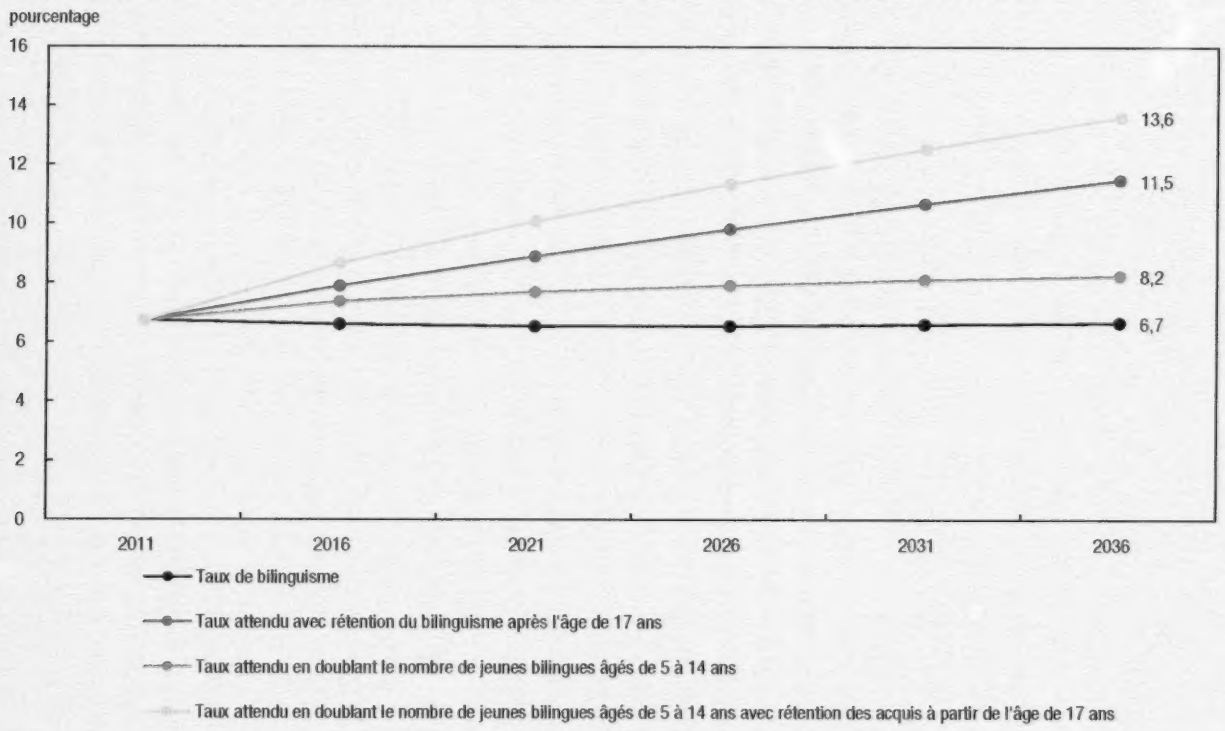
5.3.9 Bilinguisme français-anglais chez les jeunes et maintien des acquis au fil du temps

Nous avons vu que le phénomène de l'« érosion », voire la perte, des acquis du bilinguisme est un phénomène courant chez les jeunes résidant dans les régions du pays où les contacts entre les populations de langue française et de langue anglaise sont peu fréquents, et ce dès que prend fin le parcours scolaire au niveau secondaire. Cette situation prévaut d'ordinaire lorsque les opportunités d'utiliser la langue seconde sont restreintes ou très faibles. Or, sachant que l'érosion des acquis s'amorce d'ordinaire vers la fin des études secondaires, nous avons choisi d'examiner un second scénario, théorique et peu plausible, du moins si l'on considère tous les jeunes bilingues, qui serait identique au scénario de référence sauf en ce qu'il maintiendrait les acquis en matière de bilinguisme français-anglais à partir de l'âge de 17 ans. En d'autres termes, en supposant

l'existence de mesures ou de conditions qui permettraient d'assurer le maintien des acquis dans la langue seconde parmi la jeune population de langue anglaise au Canada hors Québec, notamment par un accroissement notable de la fréquentation de programme d'immersion en français chez les plus jeunes, par exemple, comment pourrait évoluer le taux de bilinguisme au sein de cette population, voire dans l'ensemble du pays? On peut par exemple s'interroger à savoir ce qu'il adviendrait si l'on doublait le nombre de jeunes âgés de 5 à 14 ans capables de soutenir une conversation dans les deux langues officielles avec ou sans rétention des acquis dans la langue seconde.

Le graphique 5.9 rend compte de l'évolution du taux de bilinguisme au sein de la population de langue anglaise hors Québec. On y constate qu'au lieu de se situer à 6,7 % en 2036, son taux de bilinguisme français-anglais pourrait plutôt se situer à 11,5 % (scénario d'immigration de référence) si le niveau des acquis dans la langue seconde des jeunes bilingues était maintenu au fil du temps à celui atteint à l'âge de 17 ans. De plus, l'on pourrait supposer qu'en doublant le nombre de jeunes âgés de 5 à 14 ans capables de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays, cela pourrait accroître de façon sensible le taux de bilinguisme à long terme de la population de langue anglaise au Canada hors Québec. Or, en raison de l'érosion des acquis dans la langue seconde qui touchent de nombreux jeunes adultes, une telle stratégie n'affecterait que peu le taux de bilinguisme de cette population, lequel se situerait à peine à 8,2 % en 2036. Toutefois, en faisant l'hypothèse qu'on parvienne à la fois à doubler le nombre de jeunes bilingues parmi la population de langue anglaise et à favoriser le maintien des acquis dans la langue seconde (en d'autres termes, que les jeunes demeurent bilingues), le taux de bilinguisme au sein de l'ensemble de la population de langue anglaise au Canada hors Québec serait de plus du double de celui observé en 2011 pour atteindre 13,6 % en 2036.

Graphique 5.9
Évolution du taux de bilinguisme français-anglais parmi la population de langue anglaise (première langue officielle parlée), selon différents scénarios et le scénario d'immigration de référence, Canada hors Québec, 2011 à 2036

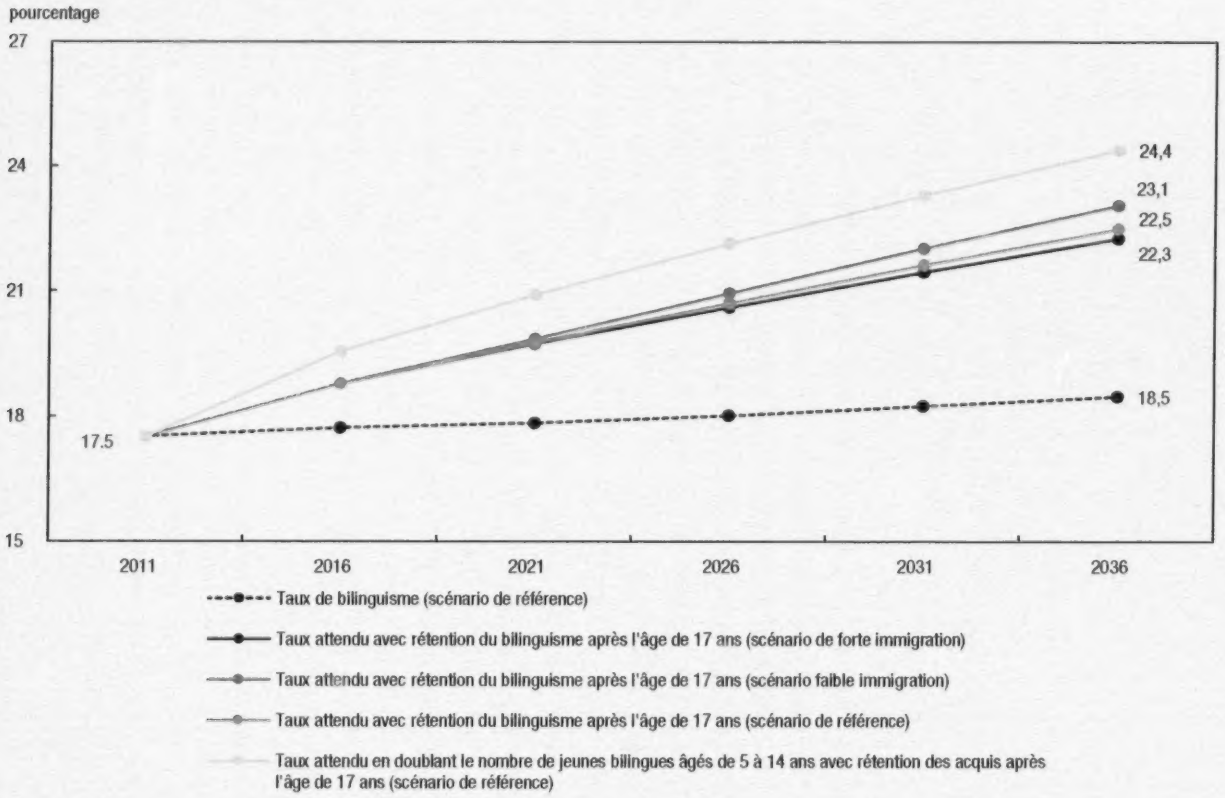


Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Advenant un tel scénario, en particulier celui où l'on parviendrait non seulement à doubler le nombre de jeunes de 5 à 14 ans capables de parler les deux langues, mais également à favoriser le maintien des acquis au fil du temps, une telle évolution aurait une incidence importante sur l'évolution du taux de bilinguisme de l'ensemble

de la population canadienne. Ainsi, au lieu de se situer à 18,5 % (scénario de taux d'immigration de référence), le taux de bilinguisme français-anglais à l'échelle du pays pourrait se situer à 24,4 %, soit près de 6 points de pourcentage de plus que ce qu'on observerait en l'absence du maintien des acquis dans la langue seconde.

Graphique 5.10
Évolution du taux de bilinguisme français-anglais selon le scénario de maintien des acquis dans la langue seconde parmi la population ayant l'anglais comme première langue officielle parlée, selon différents scénarios d'immigration, Canada hors Québec, 2011 à 2036



Note : Les proportions de 2011 ont été calculées sur la base des effectifs ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

5.4 Vue d'ensemble

Après avoir connu une croissance d'un point de pourcentage par décennie entre 1961 et 2001, voire de deux points entre 1971 et 1981, le bilinguisme français-anglais a connu un recul entre 2001 et 2011. Alors que le poids démographique de la population québécoise au sein du Canada a poursuivi son fléchissement graduel au cours de cette dernière période, la population de cette province capable de soutenir une conversation dans les deux langues officielles du pays s'est accrue de 414 000 personnes pour atteindre 3,4 millions lors de l'ENM de 2011. En comparaison, au cours de la même période, la population pouvant parler les deux langues officielles ne s'est accrue que de 136 650 personnes au Canada hors Québec pour atteindre près de 2,6 millions en 2011[86]. À la lumière de ces résultats, la question se posait donc de savoir ce que ces tendances récentes pouvaient signifier pour l'avenir du bilinguisme au pays.

Le présent chapitre a présenté l'évolution possible du bilinguisme français-anglais entre 2011 et 2036 selon un certain nombre de caractéristiques et de scénarios. On y a d'abord constaté que la croissance qu'on observerait

86. Ces résultats sont tirés des données du recensement de 2001 et de l'Enquête nationale auprès de ménages de 2011 ajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net.

possiblement entre 2011 et 2036 serait très similaire à celle qui a prévalu au cours des 25 années précédant le recensement et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, laquelle avait été de 1,3 point de pourcentage. Nos modèles de microsimulation révèlent en effet que le taux de bilinguisme français-anglais de 17,5 % au pays en 2011 se situerait entre 18,3 % et 18,8 % en 2036 selon les scénarios d'immigration envisagés.

Le Québec continuerait vraisemblablement à être le chef de file de la croissance de la population pouvant parler les deux langues officielles du pays d'ici l'année 2036. Nos projections estiment à un peu plus de 2 millions le nombre de personnes bilingues qui s'ajouterait à la population canadienne d'ici 2036 quel que soit le scénario. De ce nombre, le Québec y contribuerait à raison d'environ 1,57 million, soit 75 % de l'ensemble de la nouvelle population bilingue au pays. À titre de comparaison, au cours des 25 années ayant précédé le recensement de 2011, la croissance de l'effectif de la population bilingue au pays avait été de 1,7 million et le Québec y avait contribué à raison de 1,1 million, soit 63,3 %.

Notons qu'en 2011, le poids démographique du Québec au sein du Canada était de 23,3 % alors qu'il se situerait entre 21,9 % et 22,4 % en 2036. Or, en 2011, 57,2 % de la population bilingue du pays résidait au Québec. Cette proportion pourrait atteindre 62,0 % en 2036, et ce, peu importe le scénario d'immigration envisagé. De plus, au cours de la même période, la population bilingue au Canada hors Québec pourrait connaître une croissance de son effectif se situant entre 14,5 % et 23,1 %, selon le scénario d'immigration envisagé, alors que l'effectif de sa population non bilingue pourrait s'accroître de 22 % à 36 %. Au Québec, ces proportions seraient de 39,7 % à 49,6 % et de -3,5 % à 4,7 % respectivement.

Nous avons également constaté que c'est parmi la population de langue maternelle française résidant dans la RMR de Montréal hors de l'île qu'on devrait observer la plus forte croissance de la capacité de parler le français et l'anglais. De même, on pourrait observer une croissance importante du bilinguisme français-anglais parmi la population de langue française des régions francophones hors RMR du Nouveau-Brunswick.

Quant à l'évolution du bilinguisme parmi la population de langue anglaise au Canada hors Québec, la situation changerait peu d'ici 2036, quoique les taux puissent fléchir quelque peu. En examinant les conséquences de l'application de quelques scénarios théoriques, il apparaît que si l'immigration internationale exerce une poussée à la baisse sur l'évolution du niveau de bilinguisme, l'érosion des acquis des jeunes dans leur langue seconde contribue encore davantage à limiter la progression du bilinguisme français-anglais au pays. De fait, les différents scénarios de projection comparés ont démontré clairement que l'effet conjugué de la hausse des effectifs de jeunes bilingues âgés de 5 à 14 ans et du maintien des acquis dans leur langue seconde pourrait se traduire par une hausse substantielle du taux de bilinguisme au pays d'ici 2036.

Synthèse et conclusion

6.1 Les caractéristiques linguistiques et l'évolution de la situation linguistique au pays

En matière de statistiques linguistiques, le Canada est l'un des rares pays du monde à recueillir de l'information sur chacun des « domaines » recommandés par les Nations Unies : « la langue maternelle, la langue habituelle (définie comme la langue parlée habituellement ou le plus souvent au foyer) et l'aptitude à parler une ou plusieurs langues déterminées » (Nations Unies, 2009).

Le recensement canadien et l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) de 2011 fournissent un éventail d'informations sur les caractéristiques et les comportements linguistiques de la population canadienne. On y pose en effet sept questions de nature linguistique, soit plus que tout autre pays dans le monde.

Aux fins des présentes projections de l'évolution du portrait linguistique du Canada entre 2011 et 2036, trois de ces questions ont été utilisées dans le modèle Demosim, soit celles sur la langue maternelle, la langue parlée le plus souvent à la maison et la connaissance des langues officielles. À partir de ces trois questions, une quatrième information a été dérivée : la première langue officielle parlée.

Les caractéristiques linguistiques projetées dans le cadre de cette étude doivent être interprétées comme représentant des dimensions importantes de l'évolution de la situation linguistique au pays d'ici à 2036. Cependant, comme nous le préciserons plus loin, dans un certain nombre de contextes spécifiques, l'examen de l'évolution de ces caractéristiques ne permet pas nécessairement d'englober l'ensemble des dimensions qui constitue la « situation linguistique » à proprement parler.

6.2 Principaux résultats de projections

L'évolution des principales caractéristiques linguistiques composant le modèle Demosim repose sur un ensemble d'hypothèses et de scénarios. En matière de projection des caractéristiques linguistiques d'une population, un ensemble de facteurs démographiques et démolinguistiques jouent un grand rôle dans cette évolution et traduisent des tendances lourdes qui sont généralement très difficiles à renverser.

Dans certains cas, notamment en matière d'apprentissage des langues, les tendances peuvent cependant évoluer plus rapidement en raison de l'évolution des rapports sociaux, de l'action gouvernementale, voire des représentations sociales et de l'opinion publique. En témoignent notamment les taux de croissance importants des inscriptions dans les programmes d'immersion en français au Canada et la croissance au cours des trente dernières années de la proportion des nouveaux arrivants capables de soutenir une conversation en français au Québec.

6.2.1 La langue maternelle et la principale langue d'usage à la maison

La langue maternelle et la langue parlée le plus souvent à la maison sont les deux principales variables qui ont longtemps servi et servent encore à définir les groupes linguistiques au Canada. La présente étude a montré que l'évolution des principaux groupes linguistiques au Canada entre 2011 et 2036 devrait être marquée principalement par l'accroissement de la population dont la langue maternelle ou la principale langue d'usage au foyer est une langue autre que le français ou l'anglais (une langue tierce). Toutes les provinces et les territoires devraient en effet voir l'effectif et le poids démographique relatif de ce groupe de population augmenter d'ici 2036, principalement en raison de l'immigration internationale (voir le chapitre 3).

Il est important de rappeler ici que ce groupe de locuteurs d'une langue tierce est très hétérogène puisqu'il est constitué de plus de 200 langues différentes. Celles-ci comprennent les langues autochtones et les langues dites immigrantes. Les projections linguistiques réalisées par le modèle Demosim et présentées dans notre étude ne permettent cependant pas de connaître l'évolution possible de l'effectif et de la part relative des locuteurs de l'une ou l'autre de ces 200 langues tierces[87].

87. Il importe de souligner qu'en regroupant l'ensemble des langues maternelles autres que le français ou l'anglais, la part relative de ce groupe de langues devrait être supérieure à celle du groupe ayant le français comme langue maternelle. Toutefois, aucune de ces langues tierces prise individuellement ne devrait concurrencer le poids démographique de la langue française ou anglaise d'ici 2036.

Les groupes de langue maternelle et de langue d'usage au foyer française et anglaise devraient également continuer à croître au pays d'ici 2036. Au Québec, seule province du Canada où le français est majoritaire, mais qui compte aussi une importante population de langue anglaise, les populations de langues française et anglaise (maternelle et d'usage au foyer) devraient voir leur nombre augmenter entre 2011 et 2036. Le poids démographique de la population de langue française, définie selon l'un ou l'autre de ces deux critères, devrait cependant diminuer, alors que celui de la population de langue anglaise devrait s'accroître durant la période de projection. Chez la population québécoise de langue maternelle française, cette baisse pourrait être de sept à dix points de pourcentage, alors qu'elle serait de six à huit points de pourcentage pour ce qui est de la langue d'usage au foyer. On pourrait assister à une hausse d'environ un demi-point de pourcentage de la population de langue maternelle anglaise, alors que cette hausse serait de deux points de pourcentage pour la langue d'usage au foyer anglaise.

Dans le reste du Canada, l'effectif de la population de langue anglaise (langue maternelle et langue d'usage au foyer) devrait poursuivre sa croissance. L'effectif de la population de langue maternelle française devrait diminuer, tandis que celui de la population dont le français est la principale langue d'usage à la maison pourrait soit augmenter soit diminuer légèrement, selon le scénario d'immigration envisagé. En termes de poids démographique, la population de langue maternelle anglaise au Canada hors Québec pourrait diminuer de cinq à dix points de pourcentage selon le scénario d'immigration envisagé, alors que celle dont l'anglais est la principale langue d'usage au foyer devrait diminuer de cinq à six points de pourcentage. Cette diminution découlerait essentiellement de la croissance de la population de langue autre que française ou anglaise issue de l'immigration. Quant à la population de langue française, la baisse de son poids démographique pourrait être d'environ un point de pourcentage chez la population dont c'est la langue maternelle et d'un demi-point chez celle dont le français est la principale langue d'usage au foyer.

En d'autres termes, les résultats des projections des populations de langue française et de langue anglaise selon la langue maternelle ou la principale langue d'usage au foyer révèlent que seule la population de langue anglaise du Québec se démarquerait par la croissance de son poids démographique tandis que seule l'évolution de la population de langue française au Canada hors Québec se traduirait à la fois par une baisse d'effectif (de faible ampleur) et de son poids démographique entre 2011 et 2036.

Bien que la majorité des immigrants soient de langue maternelle ou de langue d'usage au foyer autre que française ou anglaise et que tant leur nombre que leur poids démographique devraient continuer de s'accroître d'ici 2036, l'immigration contribue néanmoins à la dynamique démographique des populations de langue officielle.

Notre étude a fait état du rôle et de l'effet conjugué de plusieurs mécanismes d'intégration linguistique des immigrants au pays. Dans la sphère privée, par exemple, plusieurs immigrants, souvent en raison du mariage ou des enfants, abandonnent l'utilisation de leur langue maternelle comme principale langue d'usage à la maison au profit de l'une des deux langues officielles. Il s'agit du phénomène des transferts linguistiques qui a été documenté tout au long de ce rapport. Nous avons cependant pu constater au chapitre 4 que les transferts linguistiques de la population de langue maternelle tierce devraient exercer un effet relatif beaucoup plus important sur l'évolution des populations de langue anglaise que française.

La contribution de l'immigration à la dynamique démographique des populations de langue officielle au pays tient non seulement au fait qu'un certain nombre de ces immigrants sont eux-mêmes de langue maternelle française ou anglaise ou ont adopté l'une ou l'autre de ces langues au foyer, mais également au fait qu'ils font usage des langues officielles dans l'espace public (travail, études, commerces, services, etc.). Leur intégration linguistique au sein des communautés de langue officielle va donc bien au-delà des seuls critères de langue maternelle et de langue d'usage au foyer. C'est en effet dans la sphère publique que la grande majorité des immigrants et leurs descendants feront usage des langues officielles du pays, notamment au travail, dans les institutions d'enseignement, dans les commerces ou les divers lieux de prestation de services à la population. Même les immigrants qui ne connaissent pas déjà une des deux langues officielles au moment de leur arrivée au Canada, en raison notamment du fait des autres critères de sélection auxquels ils sont soumis, en apprennent une (parfois les deux) au fil du temps[88]; leur intégration sociale et économique au pays en dépend.

L'intégration linguistique des immigrants au sein des populations de langue officielle d'ici 2036 devrait donc d'abord se refléter sur l'apprentissage et la connaissance des langues officielles, dont le nombre de locuteurs devrait continuer à progresser. Entre 2011 et 2036, le poids démographique de la population capable de soutenir

88. Selon les données de Immigration, réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), environ 30 % des résidents permanents ne connaissent ni le français ni l'anglais à l'admission au pays Citoyenneté et Immigration Canada, Faits et chiffres 2014, Ottawa, 2015, 59 pages.

une conversation dans une des deux langues officielles du pays devrait demeurer très stable. De 98,3 % de la population canadienne en 2011, la proportion de la population canadienne capable de parler le français ou l'anglais devrait se situer entre 98 % et 98,5 % en 2036.

Les résultats de projections présentés dans notre étude indiquent cependant que, bien que l'effectif de la population capable de parler le français et celui de la population capable de parler l'anglais continueraient à augmenter, leur poids démographique relatif ne devrait pas évoluer dans la même direction. Ainsi, dans l'ensemble du pays, la population capable de parler l'anglais était de 29,5 millions lors de l'ENM de 2011 et pourrait atteindre entre 36,5 millions et 40 millions en 2036 selon le scénario d'immigration envisagé. Celle capable de parler le français, qui était de 10,2 millions de personnes en 2011, pourrait se situer entre 11,7 millions et 12,5 millions de personnes. Le poids démographique de la population capable de parler l'anglais pourrait ainsi passer de 86 % en 2011 à environ 89 % en 2036, alors que celui de la population capable de parler le français pourrait passer de 29,8 % en 2011 à entre 27,6 % et 28,4 % selon le scénario d'immigration. Cela dit, avec environ 12 millions de locuteurs au pays, le français demeurerait de loin la deuxième langue la plus parlée au pays. En 2011, avec ses 873 400 locuteurs, l'espagnol était la troisième langue, après l'anglais et le français, dans laquelle le plus grand nombre de Canadiens pouvaient soutenir une conversation[89].

6.2.2 La première langue officielle parlée

La population qui fait usage d'une des deux langues officielles dans l'espace privé ou l'espace public devrait augmenter tant en nombre qu'en proportion d'ici 2036. À ce titre, le critère de la première langue officielle parlée (PLOP) permet une bonne approximation de l'ampleur de ce phénomène.

La population dont l'anglais est la PLOP devrait s'accroître tant par son effectif que par son poids démographique au sein de l'ensemble de la population. Quelques provinces feraient exception à cet égard. Ainsi, bien que le poids démographique de cette population au sein des provinces de Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick devrait demeurer très élevé et stable, leur effectif pourrait diminuer, un phénomène qui témoigne du déclin démographique de l'ensemble de la population de ces provinces caractérisées par une faible fécondité et un vieillissement de la population non compensés par l'immigration.

Dans le cas des populations ayant le français comme première langue officielle parlée, une augmentation ou une stabilisation des effectifs pourrait s'observer dans pratiquement toutes les régions sauf en Atlantique, mais leur poids démographique pourrait cependant être décroissant tant au Québec que dans le reste du Canada (exception faite des territoires). En ce qui a trait au Québec en particulier, il importe de souligner que la baisse du poids démographique de la population ayant le français comme première langue officielle parlée pourrait être de 2,7 points à 3,6 points de pourcentage. Cette baisse serait donc moindre que ce qu'on observerait au regard de l'évolution de la population de langue maternelle française. Cette situation témoigne principalement de la contribution des immigrants de PLOP français dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais à la population de langue française du Québec.

La baisse du poids démographique de la population ayant le français comme première langue officielle parlée au Canada découle principalement du fait que la part relative des immigrants de langue tierce qui adoptent principalement l'anglais à la maison ou qui, des deux langues officielles, ne connaissent que cette langue, devrait continuer à croître à un rythme plus rapide que celle des immigrants qui s'orientent vers le français. Mentionnons par ailleurs qu'au moment de l'ENM de 2011, 83,4 % des immigrants dans l'ensemble du Canada avaient l'anglais comme première langue officielle parlée comparativement à 10,3 % le français[90].

Les résultats de projections donnent à penser que, en raison de leur rôle majeur dans l'évolution démographique, le niveau et la composition de l'immigration à venir au Canada hors Québec seraient les facteurs durables les plus importants susceptibles de ralentir, voire freiner, le déclin du poids démographique des populations de langue française au fil du temps. Nous avons d'abord montré que peu importe le scénario d'immigration envisagé, cela ne devrait pas empêcher le poids relatif de cette population de décliner. C'est pourquoi nous avons simulé un changement dans la composition linguistique de l'immigration sans en hausser le nombre par rapport au scénario de référence pour en examiner l'effet à long terme. Un tel scénario permet d'estimer le nombre d'immigrants de langue française (selon le critère de la première langue officielle parlée) qui serait requis chaque année entre 2017

89. En comparaison, nous avons déjà mentionné plus tôt dans notre étude que le pendjabi était la troisième langue maternelle la plus déclarée au Canada après l'anglais et le français, avec un effectif de 460 000 personnes.
90. Parmi les immigrants récents (arrivés entre 2006 et l'ENM de 2011), 76 % avaient l'anglais comme première langue officielle parlée comparativement à 15,2 % dans le cas du français. Ceux qui ne pouvaient parler ni l'anglais ni le français constituaient 8,8 % de la population.

et 2036 pour faire en sorte de maintenir constant au niveau de 2016 le poids démographique des populations de langue française dans chaque province.

Les résultats de ce scénario indiquent que pour arriver à ce résultat, le nombre requis d'immigrants de langue française devrait être multiplié par 1,7, soit un nombre de 275 000 sur 20 ans plutôt que les 165 000 projetés selon le scénario de référence. Cette augmentation serait très variable d'une province à l'autre. Ainsi, l'Ontario, où s'établissent près de 70 % des immigrants de langue française, aurait à multiplier son nombre d'immigrants de langue française par 1,5 (soit 50 %) par rapport au scénario de référence, alors que le Nouveau-Brunswick, province comptant la plus forte proportion de la population de PLOP français au Canada hors Québec, devrait multiplier par 3,3 (soit 230 %) le nombre de 7 000 immigrants de langue française projetés selon le scénario de référence. Rappelons qu'en 2011, la population de langue française du Nouveau-Brunswick composait 31 % de la population de la province, mais ne comptait que 12 % des immigrants venus s'y établir.

6.2.3 Les conséquences possibles de l'évolution démographique

Les conséquences possibles de l'évolution démographique au cours des prochaines années pour les populations de langue officielle sont nombreuses et certaines d'entre elles méritent d'être soulignées.

D'abord, il convient de noter que l'immigration, qui devrait continuer d'être le principal moteur de la croissance des grands groupes linguistiques dans l'ensemble du pays au cours des prochaines années, ne devrait pas avoir de répercussions significatives sur le vieillissement des populations de langue officielle au Canada, pas plus qu'elle ne devrait en avoir sur le vieillissement de l'ensemble de la population (Statistique Canada, 2015). Le pourcentage de la population âgée de 65 ans ou plus devrait continuer à croître tant chez les populations de langue anglaise que celles de langue française, quel que soit le scénario d'immigration considéré.

L'immigration pourrait cependant modifier de façon importante la composition ethnoculturelle des groupes anglais et français, tant en augmentant la part qu'y constituent les immigrants que celle de la population dite de deuxième génération (les enfants d'immigrants). Les répercussions découlant de la croissance de la population issue de l'immigration seraient les plus notables au sein de la population de langue française. Parmi la population dont le français est la première langue officielle parlée au Canada, 15 % étaient issues de l'immigration en 2011, un pourcentage qui pourrait doubler d'ici 2036 selon le scénario de référence (29,5 %). Parmi la population dont l'anglais est la première langue officielle parlée, ces pourcentages sont respectivement de 44 % en 2011 et de 52 % en 2036.

Les répercussions de l'évolution démographique alimentée par l'immigration pourraient également se faire sentir sur le bilinguisme français-anglais au pays. Au Canada hors Québec, par exemple, la part des immigrants au sein de la population dont l'anglais est la première langue officielle parlée devrait s'accroître d'ici 2036. De 22,6 % lors de l'ENM de 2011, elle pourrait en effet se situer entre 25,8 % et 31,3 %. Or, le taux de bilinguisme de la population immigrante de PLOP anglais au Canada hors Québec, qui était de 4,0 % en 2011, pourrait se situer à 3,2 % en 2036. Une telle situation ferait en sorte que le taux de bilinguisme français-anglais de l'ensemble de la population de langue anglaise au Canada hors Québec passerait de 6,5 % en 2011 à 6,3 % selon le scénario de référence. En revanche, le taux de bilinguisme français-anglais devrait s'accroître parmi la population immigrante dont le français est la première langue officielle parlée, tant au Québec qu'au Canada hors Québec. Par exemple, au Québec, leur taux de bilinguisme passerait de 44,4 % en 2011 à entre 50,2 % et 51,8 %.

Au Canada hors Québec, la force d'attraction du français comme principale langue d'usage au foyer devrait demeurer marginale auprès des groupes de langue maternelle autre que française. La force d'attraction de l'anglais, par contre, devrait rester élevée, tant pour les personnes de langue française que celle d'autres langues maternelles.

Une partie de la population de langue maternelle française tend à adopter l'anglais comme principale langue d'usage au foyer. Ainsi, environ la moitié de la population de langue maternelle française avait fait un transfert linguistique vers l'anglais au cours de sa vie en 2011 et les projections indiquent que cette proportion ne devrait pas changer d'ici 2036. Bien entendu, les taux de transfert vers l'anglais sont beaucoup plus importants dans les provinces et les territoires à l'extérieur du Nouveau-Brunswick et des régions ontariennes limitrophes du Québec.

La force d'attraction de l'anglais à l'extérieur du Québec fait donc en sorte que la population de langue française tend à voir sa croissance démographique freinée par les transferts qu'elle effectue vers l'anglais. Cette situation devrait perdurer d'ici 2036.

Les transferts linguistiques vers l'anglais au Canada hors Québec se traduisent par une transmission incomplète du français des parents aux enfants du fait que la langue parlée le plus souvent à la maison est généralement celle qui sera transmise aux enfants. Les transferts vers l'anglais sont associés à l'exogamie, donc au fait que de nombreux couples formés d'au moins un conjoint de langue maternelle française sont des couples mixtes (l'autre conjoint étant dans la plupart des cas de langue anglaise)[91]. Ce contexte favorise la transmission de l'anglais aux enfants au détriment du français. Le chapitre 2 a montré que la transmission incomplète de la langue française du parent ou des parents aux enfants a contribué au fil des ans au vieillissement des populations de langue française au Canada hors Québec. Ce faisant, elle réduit aussi le bassin potentiel de nouveaux parents de langue française susceptibles de transmettre à leur tour le français à leurs enfants.

Les nombreux résultats présentés dans notre étude mettent en évidence les contextes différents au sein desquels ont évolué et devraient continuer à évoluer les minorités de langue officielle au Canada. Le fait que la langue anglaise au Québec devrait vraisemblablement continuer à jouir d'un pouvoir d'attraction significatif auprès des populations de langue tierce pourrait contribuer positivement à la dynamique et la vitalité de la population de langue anglaise, et ce en dépit des pertes migratoires qu'elle subirait au profit du reste du Canada. Toutefois, ces pertes devraient être plus que compensées par l'apport de l'immigration internationale tout au long de la période de projection selon le scénario de référence. De plus, cette population, malgré son statut minoritaire, devrait continuer à maintenir des taux élevés de transmission linguistique aux enfants comme le montre bien le graphique 2.2, ce qui fait en sorte que son accroissement naturel (les naissances moins les décès) devrait contribuer positivement à la croissance de sa population d'ici 2036.

La situation de la population de langue française vivant à l'extérieur du Québec est bien différente, même si, d'un point de vue démographique, elle devrait aussi profiter de l'immigration internationale, quoique dans une mesure nettement moins grande. Son plus grand défi relève d'un redressement de sa structure par âge : faire en sorte d'accroître le nombre de jeunes qui pourront à leur tour transmettre le français à leurs enfants, ce qui aurait aussi pour effet de ralentir le vieillissement démographique. Ce redressement ne peut cependant provenir de l'apport migratoire, que celui-ci soit interne ou international, parce que la migration n'exerce généralement pas d'effet significatif sur la structure par âge.

6.2.4 Limites de l'étude et pistes de réflexion

Nous avons souligné à quelques reprises que le fait d'effectuer des projections de certaines caractéristiques linguistiques de la population ne permet pas nécessairement et dans tous les contextes de cerner ce que l'on appellerait l'évolution de la « situation linguistique ». Par exemple, les projections présentées dans notre étude n'ont pu, pour des raisons de nature méthodologique, prendre en compte les données sur les langues utilisées au travail ou sur les langues parlées régulièrement à la maison, en plus de celle qui y est parlée le plus souvent. Les projections linguistiques ne permettent pas non plus de projeter l'utilisation des langues dans l'espace public. Il est vrai que, en général, lorsqu'un groupe linguistique est très dominant de par son effectif et son poids démographique, la langue utilisée dans l'espace public est généralement dictée par ce qu'il est convenu d'appeler la « loi du sol » (Termote, 2014), c'est-à-dire la loi du nombre. Toutefois, dans certains cas, comme à Montréal, par exemple, deux langues d'usage public coexistent de facto. Les facteurs susceptibles d'influencer l'utilisation de l'une ou l'autre de ces langues sont complexes et difficiles à projeter par l'entremise de Demosim.

Nous avons souligné le fait que l'information sur la première langue officielle parlée peut, en général, procurer une approximation de la langue principale des individus, c'est-à-dire celle dans laquelle ils sont le plus à l'aise pour communiquer[92]. Néanmoins, la langue d'usage public, voire celle utilisée dans certains domaines de la sphère publique, peut différer de langue principale des individus. Par exemple, au Québec, lors de l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011, 22,1 % des travailleurs dont l'anglais était la première langue officielle parlée ont déclaré utiliser le français le plus souvent au travail, 12,1 % le français et l'anglais à égalité et 28 % ont déclaré l'utiliser de façon régulière en plus de celle utilisée le plus souvent, généralement l'anglais. Chez les travailleurs de PLOP français, ces proportions étaient de 4,2 %, 4,0 % et 22,1 % respectivement. De plus, soulignons que les

91. La série de portraits des communautés de langue officielle au Canada réalisées par Statistique Canada entre 2010 et 2012 (http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc.action?objId=89-642-X&objType=2&lang=fr&limit=1) a montré que pour la majorité des personnes de langue française ayant effectué un transfert linguistique vers l'anglais, l'adoption de cette langue comme principale langue d'usage au foyer a généralement précédé la mise en couple. La relation entre l'exogamie et les transferts linguistiques est donc bidirectionnelle.

92. Comme nous l'avons déjà souligné, cette information est plus ou moins vraie dans le cas des populations de langue française vivant au Canada hors Québec. Bien qu'au regard de cette population le qualificatif « première » désigne, dans la majorité des cas, la langue apprise en premier lieu à la maison dans l'enfance et encore comprise, les nombreux cas d'anglicisation observés chez cette population se sont traduits par une substitution de l'anglais au français comme langue principale. Les données de l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle au Canada, menée par Statistique Canada en 2006, ont en effet révélé que près de 40 % de la population adulte de langue française au Canada hors Québec déclarait être plus à l'aise en anglais qu'en français pour communiquer (Corbeil, Lafrenière et Grenier, 2007).

travailleurs québécois de PLOP anglais ont été proportionnellement moins nombreux à déclarer utiliser l'anglais le plus souvent au travail en 2011 qu'en 2006, et ceux de PLOP français à déclarer utiliser le français le plus souvent au travail. On assiste en revanche à un accroissement du bilinguisme français-anglais en milieu de travail, particulièrement dans la région de Montréal.

Cela dit, il n'en demeure pas moins que, chez les personnes capables de parler le français et l'anglais, la langue prédominante au foyer tend généralement à être celle qu'on préférera utiliser dans l'espace public (voir à ce sujet Corbeil et Houle, 2013 et Termote, 2014)[93].

Une autre dimension qu'il faut garder à l'esprit et qui n'a pas fait l'objet d'une analyse approfondie dans la présente étude concerne les répercussions éventuelles de l'engouement pour les programmes d'immersion en français au Canada hors Québec. Pour l'année scolaire 2014/2015, le nombre d'inscriptions dans de tels programmes a atteint près de 410 000 élèves comparativement à 277 840 quinze ans plus tôt, soit une croissance de 48 %. Des données tirées du cycle 2006-2007 de l'Enquête sur les jeunes en transition[94] menée par Statistique Canada ont révélé que les jeunes ayant fréquenté un programme d'immersion en français maintiennent leurs acquis dans la langue seconde beaucoup plus longtemps que ceux ayant fréquenté un programme régulier de langue seconde. Quelles seront les conséquences de cette croissance des inscriptions dans des programmes d'immersion sur l'évolution du bilinguisme français-anglais au pays?

Les résultats présentés au chapitre 5 donnent à penser que ce n'est pas tant l'accroissement important à proprement parler du nombre de jeunes de 5 à 14 ans du Canada hors Québec capables de parler les deux langues officielles qui aurait une influence importante sur le taux de bilinguisme dans l'ensemble du pays d'ici 2036, mais plutôt l'effet conjugué de cette hausse et de celle du nombre de jeunes ayant maintenu leurs acquis dans leur langue seconde après avoir terminé leurs études secondaires.

En guise de conclusion, rappelons que notre étude a permis de mettre en lumière l'importance de phénomènes démographiques et démolinguistiques clés qui constituent des tendances lourdes depuis plusieurs décennies, lesquelles devraient se poursuivre au cours de celles qui suivront. Rappelons que notre objectif principal n'était certes pas de prévoir l'avenir, mais de souligner la sensibilité de l'évolution de ces caractéristiques aux différents phénomènes décrits et analysés. Reste à souhaiter que les résultats présentés permettent aux lecteurs d'en prendre la mesure et la portée potentielles.

93. Dans leur étude de 2013 intitulée « Trajectoires linguistiques et la langue d'usage public chez les allophones de la région métropolitaine de Montréal » reposant sur les résultats de l'EVMLO de 2006, Corbeil et Houle ont montré que la population de langue maternelle tierce ayant déclaré être plus à l'aise en français qu'en anglais pour communiquer a mentionné utiliser le français dans 81 % du temps dans les différents domaines de l'espace public, comparativement à 23,6 % du temps chez celle ayant déclaré être plus à l'aise en anglais. Ces résultats sont identiques à ceux obtenus à partir de la langue parlée le plus souvent à la maison. De même, la population de langue maternelle tierce dont le français est la première langue officielle parlée (PLOP) a déclaré utiliser le français dans 83,4 % des cas dans l'espace public, comparativement à 20,3 % chez celle ayant l'anglais comme PLOP. Finalement, mentionnons que chez les personnes ayant déclaré avoir le français et l'anglais comme PLOP ou comme langues principales (parmi le français et l'anglais), le français était utilisé dans environ 50 % des cas et l'anglais dans l'autre 50 % du temps.

94. Pour plus d'information sur cette enquête, voir le l'hyperlien suivant : http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&Id=44845

Annexes

Tableau A.3.1
Population selon la langue maternelle, selon trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

		2036 (projetée)				2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Faible immigration	Référence	Forte immigration	2011 (ajustée)	Faible immigration	Référence	Forte immigration
Langue maternelle	population (en milliers)				pourcentage			
Anglais								
Terre-Neuve-et-Labrador	515	460	463	464	98,1	96,5	95,9	95,5
Île-du-Prince-Édouard	134	137	139	140	93,0	83,8	79,8	77,8
Nouvelle-Écosse	875	810	818	822	92,7	90,5	89,2	88,6
Nouveau-Brunswick	499	445	450	452	66,1	66,2	65,1	64,6
Ontario	9 287	10 307	10 573	10 711	70,2	66,0	63,1	61,7
Manitoba	928	1 065	1 096	1 113	75,4	68,9	64,7	62,8
Saskatchewan	919	1 057	1 080	1 093	86,4	79,3	75,5	73,6
Alberta	2 985	3 995	4 109	4 169	79,0	71,1	67,5	65,8
Colombie-Britannique	3 243	3 648	3 733	3 777	72,2	67,6	64,5	63,1
Territoires	73	90	91	91	65,2	60,9	59,6	58,9
Français								
Terre-Neuve-et-Labrador	2	1	1	1	0,4	0,2	0,2	0,2
Île-du-Prince-Édouard	5	4	4	4	3,6	2,5	2,4	2,3
Nouvelle-Écosse	33	23	24	24	3,4	2,6	2,6	2,6
Nouveau-Brunswick	239	191	192	193	31,6	28,4	27,8	27,5
Ontario	517	471	493	505	3,9	3,0	2,9	2,9
Manitoba	42	33	35	36	3,4	2,1	2,1	2,0
Saskatchewan	16	13	15	15	1,5	1,0	1,0	1,0
Alberta	72	89	96	99	1,9	1,6	1,6	1,6
Colombie-Britannique	60	56	58	60	1,3	1,0	1,0	1,0
Territoires	3	4	5	5	2,6	2,9	3,0	3,1
Autre								
Terre-Neuve-et-Labrador	8	15	19	21	1,5	3,2	3,9	4,2
Île-du-Prince-Édouard	5	22	31	36	3,3	13,7	17,8	19,9
Nouvelle-Écosse	36	61	75	82	3,9	6,8	8,2	8,8
Nouveau-Brunswick	17	37	49	56	2,3	5,4	7,1	8,0
Ontario	3 432	4 842	5 699	6 144	25,9	31,0	34,0	35,4
Manitoba	261	449	563	623	21,2	29,0	33,2	35,2
Saskatchewan	128	262	337	376	12,1	19,7	23,5	25,3
Alberta	721	1 536	1 886	2 070	19,1	27,3	31,0	32,7
Colombie-Britannique	1 188	1 695	1 996	2 153	26,4	31,4	34,5	35,9
Territoires	36	53	57	59	32,2	36,1	37,4	38,0

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.3.2
Population selon la langue parlée le plus souvent à la maison, selon trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

		2036 (projetée)				2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Faible immigration	Référence	Forte immigration	2011 (ajustée)	Faible immigration	Référence	Forte immigration
Langue parlée le plus souvent à la maison	population (en milliers)				pourcentage			
Anglais								
Terre-Neuve-et-Labrador	519	466	469	471	98,9	97,7	97,3	97,1
Île-du-Prince-Édouard	138	146	150	152	95,9	89,3	86,0	84,4
Nouvelle-Écosse	908	846	860	867	96,2	94,7	93,7	93,3
Nouveau-Brunswick	528	473	482	487	69,9	70,3	69,8	69,5
Ontario	10 972	12 624	13 134	13 400	82,9	80,8	78,3	77,2
Manitoba	1 088	1 291	1 359	1 394	88,4	83,5	80,2	78,7
Saskatchewan	1 006	1 191	1 242	1 270	94,6	89,4	86,8	85,6
Alberta	3 365	4 777	5 018	5 143	89,1	85,0	82,4	81,2
Colombie-Britannique	3 770	4 393	4 556	4 641	83,9	81,4	78,7	77,5
Territoires	89	113	115	116	78,6	76,4	75,6	75,2
Français								
Terre-Neuve-et-Labrador	1	1	1	1	0,1	0,1	0,1	0,1
Île-du-Prince-Édouard	3	2	2	2	1,9	1,1	1,0	1,0
Nouvelle-Écosse	17	11	12	12	1,8	1,3	1,3	1,3
Nouveau-Brunswick	218	179	181	181	28,9	26,6	26,1	25,8
Ontario	313	322	346	359	2,4	2,1	2,1	2,1
Manitoba	19	17	19	20	1,5	1,1	1,1	1,1
Saskatchewan	4	5	6	6	0,4	0,4	0,4	0,4
Alberta	26	36	42	45	0,7	0,6	0,7	0,7
Colombie-Britannique	18	20	22	23	0,4	0,4	0,4	0,4
Territoires	2	2	2	3	1,4	1,5	1,6	1,7
Autre								
Terre-Neuve-et-Labrador	5	11	13	14	0,9	2,2	2,6	2,8
Île-du-Prince-Édouard	3	16	23	26	2,2	9,7	13,0	14,6
Nouvelle-Écosse	18	36	45	50	1,9	4,1	5,0	5,4
Nouveau-Brunswick	9	21	28	32	1,1	3,1	4,1	4,6
Ontario	1 952	2 674	3 284	3 601	14,7	17,1	19,6	20,7
Manitoba	124	239	316	358	10,1	15,5	18,7	20,2
Saskatchewan	54	137	184	208	5,0	10,3	12,8	14,0
Alberta	387	807	1 031	1 149	10,2	14,4	16,9	18,1
Colombie-Britannique	704	985	1 210	1 325	15,7	18,3	20,9	22,1
Territoires	23	33	35	36	20,0	22,1	22,8	23,1

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.3.3
Population selon la première langue officielle parlée, selon trois scénarios de projection, provinces (sauf le Québec) et territoires, 2011 et 2036

		2036 (projetée)				2036 (projetée)		
	2011 (ajustée)	Faible immigration	Référence	Forte immigration	2011 (ajustée)	Faible immigration	Référence	Forte immigration
Première langue officielle parlée	population (en milliers)				pourcentage			
Anglais								
Terre-Neuve-et-Labrador	522	475	481	484	99,6	99,6	99,6	99,6
Île-du-Prince-Édouard	138	157	167	172	96,0	96,3	95,8	95,5
Nouvelle-Écosse	911	869	891	902	96,6	97,2	97,1	97,1
Nouveau-Brunswick	517	479	494	502	68,4	71,2	71,5	71,7
Ontario	12 398	14 785	15 798	16 323	93,7	94,7	94,2	94,0
Manitoba	1 177	1 495	1 633	1 704	95,7	96,7	96,4	96,2
Saskatchewan	1 046	1 310	1 404	1 454	98,3	98,3	98,1	97,9
Alberta	3 661	5 464	5 904	6 133	96,9	97,2	96,9	96,8
Colombie-Britannique	4 290	5 185	5 524	5 700	95,5	96,0	95,4	95,2
Territoires	106	141	145	147	94,4	95,4	95,1	95,0
Français								
Terre-Neuve-et-Labrador	2	1	1	1	0,3	0,3	0,3	0,3
Île-du-Prince-Édouard	5	4	4	4	3,5	2,4	2,4	2,3
Nouvelle-Écosse	31	23	24	24	3,3	2,5	2,6	2,6
Nouveau-Brunswick	238	192	194	195	31,5	28,6	28,1	27,9
Ontario	548	542	585	609	4,1	3,5	3,5	3,5
Manitoba	40	34	38	40	3,3	2,2	2,2	2,2
Saskatchewan	14	13	15	15	1,3	1,0	1,0	1,0
Alberta	72	95	106	112	1,9	1,7	1,7	1,8
Colombie-Britannique	63	63	69	72	1,4	1,2	1,2	1,2
Territoires	3	5	5	5	2,6	3,2	3,3	3,4

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.3.4
Population de langue maternelle anglaise, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

		2036 (projetée)											
	2011 (ajustée)	Zéro immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration	Faible croissance	Forte croissance	Migration interne 1996 à 2001	Migration interne 1996 à 2011	Répartition de l'immigration 2000 à 2005	Répartition de l'immigration 2005 à 2010	Composition de l'immigration 2005 à 2010	Transmission quasi complète du français
	nombre (en milliers)												
Terre-Neuve-et-Labrador	515	457	463	460	464	449	482	359	425	461	461	464	457
Île-du-Prince-Édouard	134	134	139	137	140	133	145	137	138	135	138	139	137
Nouvelle-Écosse	875	796	818	810	822	789	856	827	820	812	818	819	807
Nouveau-Brunswick	499	438	450	445	452	434	470	448	448	444	447	449	442
Québec	652	754	836	808	853	784	893	731	802	836	842	836	840
Ontario	9 287	9 850	10 573	10 307	10 711	9 939	11 267	10 812	10 660	10 800	10 657	10 558	10 357
Manitoba	928	1 011	1 096	1 065	1 113	1 031	1 166	1 074	1 093	1 051	1 077	1 090	1 078
Saskatchewan	919	1 018	1 080	1 057	1 093	1 026	1 146	975	1 041	1 035	1 049	1 089	1 063
Alberta	2 985	3 798	4 109	3 995	4 169	3 880	4 357	4 514	4 240	3 972	4 018	4 114	4 024
Colombie-Britannique	3 243	3 505	3 733	3 648	3 777	3 498	4 008	3 435	3 635	3 739	3 757	3 724	3 671
Territoires	73	88	91	90	91	87	96	76	87	90	90	91	91
Canada hors Québec	19 458	21 095	22 551	22 013	22 833	21 266	23 994	22 658	22 585	22 538	22 512	22 536	22 128
Canada	**20 110**	**21 849**	**23 387**	**22 821**	**23 685**	**22 050**	**24 887**	**23 389**	**23 388**	**23 374**	**23 354**	**23 372**	**22 968**
	pourcentage												
Terre-Neuve-et-Labrador	98,1	97,5	95,9	96,5	95,5	96,5	95,4	95,8	95,8	96,4	96,3	96,0	95,3
Île-du-Prince-Édouard	93,0	91,4	79,8	83,8	77,8	83,8	78,1	81,4	81,8	88,9	82,2	79,9	78,5
Nouvelle-Écosse	92,7	92,8	89,2	90,5	88,6	90,6	88,4	89,0	89,1	90,2	89,3	89,2	88,2
Nouveau-Brunswick	66,1	67,9	65,1	66,2	64,6	66,1	64,5	65,0	65,1	66,6	65,7	65,1	63,8
Québec	8,2	9,0	8,7	8,8	8,6	8,7	8,7	7,9	8,4	8,7	8,6	8,7	8,7
Ontario	70,2	71,8	63,1	66,0	61,7	65,9	61,8	62,4	62,9	60,9	62,2	63,0	61,8
Manitoba	75,4	77,5	64,7	68,9	62,8	68,6	63,2	64,3	64,6	70,8	67,1	64,3	63,7
Saskatchewan	86,4	86,9	75,5	79,3	73,6	79,2	73,9	75,7	75,5	83,4	80,8	75,9	74,5
Alberta	79,0	78,7	67,5	71,1	65,8	71,0	65,9	70,5	68,4	71,9	70,3	67,7	66,2
Colombie-Britannique	72,2	73,7	64,5	67,6	63,1	67,6	63,0	61,9	63,7	64,2	63,6	64,4	63,5
Territoires	65,2	63,4	59,6	60,9	58,9	60,9	58,9	56,6	59,3	61,5	60,8	59,6	59,3
Canada hors Québec	74,0	75,3	66,0	69,1	64,5	69,0	64,6	65,6	65,9	66,0	66,1	66,0	64,8
Canada	**58,7**	**60,0**	**53,4**	**55,6**	**52,3**	**55,4**	**52,5**	**53,4**	**53,4**	**53,4**	**53,3**	**53,4**	**52,4**

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.3.5
Population de langue maternelle française selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

		2036 (projetée)											
	2011 (ajustée)	Zéro immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration	Faible croissance	Forte croissance	Migration interne 1996 à 2001	Migration interne 1996 à 2011	Répartition de l'immigration 2000 à 2005	Répartition de l'immigration 2005 à 2010	Composition de l'immigration 2005 à 2010	Transmission quasi complète du français
	nombre (en milliers)												
Terre-Neuve-et-Labrador	2	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	3
Île-du-Prince-Édouard	5	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	6
Nouvelle-Écosse	33	22	24	23	24	23	25	28	25	24	24	24	30
Nouveau-Brunswick	239	190	192	191	193	187	200	193	192	191	192	193	200
Québec	6 308	6 379	6 756	6 627	6 836	6 459	7 108	6 589	6 706	6 757	6 793	6 732	6 790
Ontario	517	432	493	471	505	456	528	580	519	509	500	487	607
Manitoba	42	29	35	33	36	32	38	39	36	32	34	34	46
Saskatchewan	16	11	15	13	15	13	16	13	14	13	13	15	24
Alberta	72	78	96	89	99	87	102	121	102	90	92	95	139
Colombie-Britannique	60	51	58	56	60	53	63	74	64	58	59	58	88
Territoires	3	4	5	4	5	4	5	5	5	4	4	5	5
Canada hors Québec	989	823	922	886	942	860	983	1 059	964	926	924	916	1 148
Canada	**7 297**	**7 202**	**7 679**	**7 513**	**7 777**	**7 319**	**8 091**	**7 647**	**7 670**	**7 683**	**7 716**	**7 648**	**7 938**
	pourcentage												
Terre-Neuve-et-Labrador	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,6
Île-du-Prince-Édouard	3,6	2,7	2,4	2,5	2,3	2,5	2,3	2,5	2,6	2,7	2,4	2,4	3,2
Nouvelle-Écosse	3,4	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	3,0	2,8	2,6	2,6	2,6	3,3
Nouveau-Brunswick	31,6	29,4	27,8	28,4	27,5	28,5	27,5	28,0	28,0	28,7	28,2	27,9	28,9
Québec	78,9	76,3	70,1	72,1	69,0	72,0	69,0	71,2	70,4	70,1	69,6	69,9	70,1
Ontario	3,9	3,2	2,9	3,0	2,9	3,0	2,9	3,3	3,1	2,9	2,9	2,9	3,6
Manitoba	3,4	2,2	2,1	2,1	2,0	2,1	2,0	2,4	2,1	2,2	2,1	2,0	2,7
Saskatchewan	1,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,7
Alberta	1,9	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,9	1,7	1,6	1,6	1,6	2,3
Colombie-Britannique	1,3	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,3	1,1	1,0	1,0	1,0	1,5
Territoires	2,6	2,8	3,0	2,9	3,1	3,0	3,0	3,7	3,2	2,9	3,0	3,1	3,3
Canada hors Québec	3,8	2,9	2,7	2,8	2,7	2,8	2,6	3,1	2,8	2,7	2,7	2,7	3,4
Canada	**21,3**	**19,8**	**17,5**	**18,3**	**17,2**	**18,4**	**17.1**	**17,5**	**17,5**	**17,5**	**17,6**	**17,5**	**18,1**

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.3.6
Population dont la langue parlée le plus souvent à la maison est l'anglais, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

		2036 (projetée)											
	2011 (ajustée)	Zéro immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration	Faible croissance	Forte croissance	Migration interne 1996 à 2001	Migration interne 1996 à 2011	Répartition de l'immigration 2000 à 2005	Répartition de l'immigration 2005 à 2010	Composition de l'immigration 2005 à 2010	Transmission quasi complète du français
	nombre (en milliers)												
Terre-Neuve-et-Labrador	519	460	469	466	471	455	490	365	465	466	467	470	431
Île-du-Prince-Édouard	138	140	150	146	152	142	157	146	148	142	147	150	147
Nouvelle-Écosse	908	825	860	846	867	825	903	869	851	849	859	859	862
Nouveau-Brunswick	528	459	482	473	487	461	507	478	476	469	477	481	479
Québec	858	1 073	1 217	1 167	1 247	1 138	1 300	1 104	1 220	1 218	1 228	1 221	1 182
Ontario	10 972	11 751	13 134	12 624	13 400	12 190	14 072	13 475	13 001	13 567	13 293	13 113	13 253
Manitoba	1 088	1 176	1 359	1 291	1 394	1 252	1 457	1 334	1 345	1 260	1 318	1 353	1 354
Saskatchewan	1 006	1 103	1 242	1 191	1 270	1 156	1 330	1 118	1 228	1 141	1 171	1 248	1 196
Alberta	3 365	4 361	5 018	4 777	5 143	4 646	5 366	5 370	4 966	4 725	4 825	5 005	5 135
Colombie-Britannique	3 770	4 115	4 556	4 393	4 641	4 212	4 925	4 278	4 516	4 569	4 602	4 540	4 464
Territoires	89	108	115	113	116	109	122	98	115	112	113	115	110
Canada hors Québec	22 382	24 497	27 386	26 319	27 942	25 448	29 328	27 532	27 112	27 301	27 273	27 335	27 431
Canada	**23 240**	**25 570**	**28 603**	**27 486**	**29 189**	**26 586**	**30 628**	**28 636**	**28 332**	**28 519**	**28 501**	**28 556**	**28 612**
	pourcentage												
Terre-Neuve-et-Labrador	98,9	98,3	97,3	97,7	97,1	97,7	96,9	97,2	96,9	97,6	97,5	97,3	97,2
Île-du-Prince-Édouard	95,9	95,4	86,0	89,3	84,4	89,3	84,5	87,0	85,2	93,5	88,0	86,2	87,5
Nouvelle-Écosse	96,2	96,1	93,7	94,7	93,3	94,7	93,2	93,5	93,1	94,4	93,8	93,6	93,6
Nouveau-Brunswick	69,9	71,0	69,8	70,3	69,5	70,2	69,5	69,4	68,7	70,5	70,0	69,6	69,6
Québec	10,7	12,8	12,6	12,7	12,6	12,7	12,6	11,9	12,6	12,6	12,6	12,7	12,4
Ontario	82,9	85,7	78,3	80,8	77,2	80,8	77,2	77,8	77,6	76,5	77,6	78,3	78,2
Manitoba	88,4	90,1	80,2	83,5	78,7	83,3	78,9	79,9	79,5	85,0	82,0	79,9	80,1
Saskatchewan	94,6	94,2	86,8	89,4	85,6	89,3	85,7	86,8	86,1	91,9	90,2	87,1	86,8
Alberta	89,1	90,4	82,4	85,0	81,2	85,0	81,2	83,8	81,7	85,5	84,4	82,4	82,8
Colombie-Britannique	83,9	86,5	78,7	81,4	77,5	81,4	77,4	77,1	78,2	78,4	77,9	78,5	78,2
Territoires	78,6	77,7	75,6	76,4	75,2	76,5	75,0	73,0	75,4	76,6	76,2	75,6	75,0
Canada hors Québec	85,2	87,4	80,1	82,6	78,9	82,6	79,0	79,7	79,4	80,0	80,1	80,0	80,0
Canada	**67,8**	**70,3**	**65,3**	**66,9**	**64,4**	**66,8**	**64,6**	**65,4**	**64,6**	**65,1**	**65,1**	**65,2**	**65,3**

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.3.7
Population dont la langue parlée le plus souvent à la maison est le français, selon différents scénarios de projection, provinces et territoires, Canada hors Québec et Canada, 2011 et 2036

		2036 (projetée)											
	2011 (ajustée)	Zéro immigration	Référence	Faible immigration	Forte immigration	Faible croissance	Forte croissance	Migration interne 1996 à 2001	Migration interne 1996 à 2011	Répartition de l'immigration 2000 à 2005	Répartition de l'immigration 2005 à 2010	Composition de l'immigration 2005 à 2010	Transmission quasi complète du français
	nombre (en milliers)												
Terre-Neuve-et-Labrador	1	0	1	1	1	0	1	1	2	1	1	1	1
Île-du-Prince-Édouard	3	2	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2
Nouvelle-Écosse	17	11	12	11	12	11	13	16	17	12	12	12	13
Nouveau-Brunswick	218	177	181	179	181	175	188	183	189	179	180	181	181
Québec	6 525	6 552	7 168	6 958	7 300	6 783	7 583	6 953	7 207	7 170	7 229	7 136	7 105
Ontario	313	280	346	322	359	311	376	442	441	363	354	339	373
Manitoba	19	13	19	17	20	16	21	23	29	16	18	18	20
Saskatchewan	4	4	6	5	6	5	7	6	13	5	5	6	6
Alberta	26	27	42	36	45	36	47	62	70	38	40	42	48
Colombie-Britannique	18	17	22	20	23	19	24	39	44	22	22	22	27
Territoires	2	2	2	2	3	2	3	3	3	2	2	2	3
Canada hors Québec	620	532	632	595	651	578	680	777	810	639	635	623	674
Canada	**7 145**	**7 085**	**7 800**	**7 553**	**7 951**	**7 362**	**8 264**	**7 730**	**8 017**	**7 808**	**7 864**	**7 759**	**7 780**
	pourcentage												
Terre-Neuve-et-Labrador	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Île-du-Prince-Édouard	1,9	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1	1,0	1,2	1,6	1,1	1,0	1,0	1,2
Nouvelle-Écosse	1,8	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,7	1,8	1,3	1,3	1,3	1,4
Nouveau-Brunswick	28,9	27,5	26,1	26,6	25,8	26,7	25,8	26,6	27,2	26,9	26,4	26,2	26,4
Québec	81,6	78,3	74,4	75,7	73,6	75,7	73,6	75,1	74,4	74,4	74,1	74,0	74,6
Ontario	2,4	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,6	2,6	2,0	2,1	2,0	2,2
Manitoba	1,5	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,4	1,7	1,1	1,1	1,1	1,2
Saskatchewan	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,9	0,4	0,4	0,4	0,4
Alberta	0,7	0,5	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7	1,0	1,1	0,7	0,7	0,7	0,8
Colombie-Britannique	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,7	0,8	0,4	0,4	0,4	0,5
Territoires	1,4	1,2	1,6	1,5	1,7	1,5	1,6	2,5	1,8	1,4	1,5	1,6	1,9
Canada hors Québec	2,4	1,9	1,8	1,9	1,8	1,9	1,8	2,3	2,4	1,9	1,9	1,8	2,0
Canada	**20,8**	**19,5**	**17,8**	**18,4**	**17,6**	**18,5**	**17,4**	**17,7**	**18,3**	**17,8**	**18,0**	**17,7**	**17,8**

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Tableau A.5.1
Population bilingue français-anglais, provinces et territoires, trois scénarios de référence, 2011 et 2036

	2011 (ajustée)	2036 (projetée)		
		Référence	Faible immigration	Forte immigration
	nombre (en milliers)			
Terre-Neuve-et-Labrador	24	28	28	28
Île-du-Prince-Édouard	18	22	21	22
Nouvelle-Écosse	98	93	91	94
Nouveau-Brunswick	253	234	232	236
Québec	3 435	5 008	4 799	5 138
Ontario	1 456	1 710	1 625	1 754
Manitoba	106	134	127	138
Saskatchewan	48	69	66	71
Alberta	248	389	365	402
Colombie-Britannique	308	391	373	400
Territoires	10	15	14	15
	taux de bilinguisme (pourcentage)			
Terre-Neuve-et-Labrador	4,5	5,8	5,8	5,8
Île-du-Prince-Édouard	12,5	12,6	13,2	12,4
Nouvelle-Écosse	10,4	10,1	10,1	10,1
Nouveau-Brunswick	33,4	33,9	34,4	33,6
Québec	43,0	52,0	52,2	51,8
Ontario	11,0	10,2	10,4	10,1
Manitoba	8,6	7,9	8,2	7,8
Saskatchewan	4,5	4,8	4,9	4,8
Alberta	6,6	6,4	6,5	6,4
Colombie-Britannique	6,9	6,7	6,9	6,7
Territoires	8,7	9,8	9,7	9,8

Note : Les effectifs de 2011 ont été ajustés pour le sous-dénombrement net.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 et Demosim, 2016.

Bibliographie

Allen, Mary. 2008. « Bilinguisme chez les jeunes au Canada », *Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada*, vol. 5, no 4, décembre, produit no 81-004-X au catalogue de Statistique Canada.

Bélanger, Alain et Éric Caron-Malenfant. 2005. Projections de la population des groupes de minorités visibles Canada, provinces et régions, 2001 à 2017, produit n° 91-541 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa.

Benjamin, Claire et Mireille Baillargeon. 1977. « Les futurs linguistiques possibles de Montréal : aspects méthodologiques », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 6, n° 3, p. 13-32.

Caron-Malenfant, Éric. 2015. « Le modèle de projections démographiques Demosim : mise à jour et nouveaux développements », *Recueil du Symposium de 2014 de Statistique Canada : Au-delà des méthodes traditionnelles d'enquêtes : l'adaptation à un monde en évolution.*

Caron-Malenfant, Éric, André Lebel et Laurent Martel. 2010. *Projections de la diversité de la population canadienne, 2006 à 2031*, produit n° 91-551-X au catalogue de Statistique Canada.

Charbonneau, Hubert, Jacques Henripin et Jacques Légaré. 1973. « L'avenir démographique des francophones au Québec et à Montréal en l'absence de politiques adéquates ». Dans Hubert Charbonneau, éditeur, *La population du Québec : études rétrospectives*, Montréal, Les éditions du boréal express, pages 103-110.

Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1967. *Introduction générale. Livre I : Les langues officielles*, p.18. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 212 pages.

Corbeil, Jean-Pierre et René Houle. 2014. « Les transferts linguistiques chez les adultes allophones de la région métropolitaine de Montréal », *Cahiers québécois de démographie*, Vol. 43, N° 1, pp. 5-34.

Corbeil, Jean-Pierre et René Houle. 2013. *Trajectoires linguistiques et langue d'usage public chez les allophones de la région métropolitaine de Montréal,* Office québécois de la langue française, Gouvernement du Québec, 142 pages.

Corbeil, Jean-Pierre et Sylvie Lafrenière. 2010. Portrait des minorités de langue officielle au Canada : les francophones de l'Ontario, produit n° 89-642-X au catalogue de Statistique Canada.

Corbeil, Jean-Pierre, Sylvie Lafrenière et Claude Grenier. 2007. *Les minorités prennent la parole : résultats de l'Enquête sur la vitalité des minorités de langue officielle*, produit n° 91-548-X au catalogue de Statistique Canada.

Harrison, Brian. 2000. La transmission de la langue: la diversité des langues ancestrales au Canada, *Tendances sociales canadiennes*, no 58, Statistique Canada, N° 11-008 au catalogue, pages 14-19.

Harrison, Brian. 1997. « Language integration: Results on an intergenerational analysis », *Statistical Journal of the United Nations Economic Conditions for Europe*, vol. 14, p. 289-303.

Houle, René et Amélie Cambron-Prémont. 2015. « Les concepts et les questions posées sur les langues aux recensements canadiens de 1901 à 1961 ». *Cahiers québécois de démographie*, Vol. 44, N° 2, pp. 291-310 (en français seulement).

Houle, René et Jean-Pierre Corbeil. 2016. L'évolution du bilinguisme français-anglais au Canada de 1901 à 2011. Mégatendances canadiennes, produit n° 11-630-X au catalogue de Statistique Canada, http://www.statcan.gc.ca/pub/11-630-x/11-630-x2016001-fra.htm.

Houle, René et Jean-Pierre Corbeil. 2013. *Document méthodologique sur les données linguistiques du Recensement de 2011, Année de recensement 2011*, avec la collaboration de François Nault, Ottawa, Statistique Canada, n° 98-314-X2011051 au catalogue.

Houle, René, Daniel Pereira et Jean-Pierre Corbeil. 2014. *Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2011)*, Ottawa, Citoyenneté et Immigration Canada, 122 pages, http://p2pcanada.ca/library/portrait-statistique-de-la-population-immigrante-de-langue-francaise-a-lexterieur-du-quebec-1991-a-2011/.

Houle, René. 2012. *Les langues immigrantes au Canada*. Recensement en bref n° 2, Recensement du Canada de 2011, Ottawa, Statistique Canada, 7 pages.

Houle, René. 2011. « Évolution récente de la transmission des langues immigrantes au Canada ». *Tendances sociales canadiennes*, n° 91. Statistique Canada n° 11-008 au catalogue, pages 3-13.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Faits et chiffres 1985 à 2014, Ottawa, 2015, 59 pages.

Joy, Richard, 1967, *Languages in Conflict*, the Canadian Experience, Ottawa, The Author.

Lachapelle, 1991, *Utilisation des données de recensement dans la mise en œuvre de la législation linguistique*. Ottawa : Statistique Canada, Division de la démolinguistique, document de travail n° 1, 1991.

Lachapelle, Réjean et Jacques Henripin, 1980. *La situation démolinguistique au Canada. Évolution passée et prospective*. Montréal, L'Institut de recherches politiques / The Institute for Research on Public Policy, 391 pages.

Lachapelle, Réjean et Jean-François Lepage. 2010. *Les langues au Canada. Recensement de 2006*. Ottawa, Patrimoine canadien et Statistique Canada, produit no CH3-2/8-2010 au catalogue de Patrimoine canadien, 209 pages.

Lepage, Jean-François et Jean-Pierre Corbeil, 2013. *L'évolution du bilinguisme français–anglais au Canada de 1961 à 2011*, Regard sur la société canadienne, Statistique Canada, 11 pages. http://www.statcan.gc.ca/pub/75-006-x/2013001/article/11795-fra.pdf

Maheu, Robert. 1968. *Les francophones au Canada, 1941-1991*, Université de Montréal, Département de démographie, mémoire de maîtrise.

Marmen, Louise et Jean-Pierre Corbeil. 2004. *Les langues au Canada. Recensement de 2001*. Nouvelles perspectives canadiennes, Ottawa, Patrimoine canadien et Statistique Canada, 124 pages.

Maurer, Bruno. 2015 *Mesurer la francophonie et identifier les francophones : inventaire critique des sources et des méthodes*, sous la direction de Bruno Maurer, 2e Séminaire international sur les méthodologies d'observation de la langue française (octobre 2014), Éditions des archives contemporaines, Paris, 221 pages.

Nations Unies, 2009. *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et des logements*, Études statistiques, Série M N°67/Rev.2.

Organisation internationale de la francophonie. 2014. *La langue française dans le monde 2014*. OIF Éditions Nathan, Paris, 576 pages.

Pagé, Michel. 2014. *L'usage du français et de l'anglais par les Québécois dans les interactions publiques, portrait de 2010*. Avec la collaboration d'Alain Carpentier et de Charles-Étienne Olivier, Conseil supérieur de la langue française, 52 pages.

Paillé, Michel.1990. *Nouvelles tendances démolinguistiques dans l'île de Montréal, 1981-1996*, Québec, Conseil de la langue française.

Sabourin, Patrick et Alain Bélanger. 2014. « Micro simulation of Language characteristics and Language choice in multilingual regions with high immigration », Actes de la sixième session de travail Eurostat/UNECE sur les projections démographiques.

Sabourin, Patrick et Alain Bélanger. 2015. « Microsimulation of Language Dynamics in a Multilingual Region with High Immigration, *International Journal of Microsimulation*, 8, nº 1, 67-96.

St-Laurent, Nathalie. 2008. *Le français et les jeunes*, Conseil supérieur de la langue française, avec la collaboration d'Érica Maraillet, de Marie-Hélène Chastenay et de Caroline Tessier

Statistique Canada, 1989. *Estimations de la population selon la première langue officielle parlée*, Ottawa.

Statistique Canada. 2017a. *Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036*, produit nº 91-551 au catalogue de Statistique Canada.

Statistique Canada. 2017b. *Demosim : un aperçu des méthodes et sources de données*, Demosim 2016, produit nº 91-621 au catalogue de Statistique Canada.

Statistique Canada, Rapport sur l'état de la population du Canada, produit nº 91-209-X au catalogue de Statistique Canada, (http://www.statcan.gc.ca/pub/91-209-x/91-209-x2016001-fra.htm).

Statistique Canada, 2010-2012, Portraits des minorités de langue officielle, produit nº 89-642-X au catalogue de Statistique Canada, (http://www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc.action?objId=89-642-X&objType=2&lang=fr&limit=1).

Termote, Marc. 2014. « L'utilisation du français et de l'anglais dans l'espace privé et dans l'espace public montréalais : Une tentative de synthèse », The Canadian Journal of Linguistics / *La revue canadiennne de linguistique*, vol. 59, nº 1, pages 25-52.

Termote, Marc. 2011. *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal (2006-2056). Québec*, Gouvernement du Québec.

Termote, Marc. 2008. Nouvelles perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal. 2001-2051, Montréal, Office québécois de la langue française. Coll. « Suivi de la situation linguistique », Étude 8.

Termote, Marc. 1999. *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région métropolitaine de Montréal à l'aube du XXIe siècle*, Québec, Conseil de la langue française.

Termote, Marc. 1996. « Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région 1991-2041 », dans *Le français, langue commune. Enjeu de la société québécoise. Rapport du comité interministériel sur la situation de la langue française*, Québec, Les Publications du Québec.

Termote, Marc. 1994. *L'avenir démolinguistique du Québec et de ses régions*, Québec, Conseil de la langue française.

Termote, Marc et Danielle Gauvreau. 1988. *La situation démolinguistique du Québec*, Québec, Conseil supérieur de la langue française.

Turcotte, Martin. 2006. « La transmission de la langue ancestrale ». *Tendances sociales canadiennes*, Statistique Canada, nº 80, No 11-008 au catalogue, pages 23-30.

Veltman, Calvin. 1989. *L'avenir linguistique de la région métropolitaine de Montréal*, Montréal, UQAM, rapport réalisé pour le compte de l'Étude de l'Évolution démographique et son incidence sur la politique économique et sociale, Santé et Bien-être social Canada.

Vézina, Mireille et René Houle. 2014. « La transmission de la langue française au sein des familles exogames et endogames francophones au Canada », *Cahiers québécois de démographie*, Vol. 42, N° 2, pp. 399-437

Glossaire

Accroissement démographique ou accroissement total
Variation de l'effectif d'une population entre deux dates.

Accroissement migratoire
Variation de l'effectif d'une population résultant de la différence entre le nombre de migrants qui viennent s'établir sur un territoire et le nombre de migrants qui quittent ce même territoire au cours d'une période donnée.

Accroissement naturel
Variation de l'effectif d'une population résultant de la différence entre le nombre des naissances et celui des décès au cours d'une période donnée.

Âge médian
Âge « x » tel qu'il divise une population en deux groupes d'effectifs égaux, l'un composé uniquement des individus d'âge supérieur à « x », l'autre des individus d'âge inférieur à « x ».

Bilinguisme
Capacité de soutenir une conversation en français et en anglais.

Composantes de l'accroissement démographique
Chacune des classes d'événements générateurs de variations de population. Les naissances, décès et migrations sont des composantes qui modifient soit l'effectif de la population totale, soit sa composition selon l'âge et le sexe par exemple.

Diversité ethnoculturelle
Dans le présent document, la notion de diversité ethnoculturelle fait référence à la diversité relative au statut des générations et au lieu de naissance. Il va de soi que cette définition opérationnelle ne recouvre pas la totalité des expressions de la diversité ethnoculturelle de la population et que celle-ci pourrait donc être définie au moyen d'autres variables.

Espérance de vie
Mesure statistique qui indique le nombre moyen d'années restant à vivre à une population d'âge « x » tel qu'on peut le calculer à partir des taux de mortalité estimés une année donnée.

Fécondité
Phénomène en rapport avec les naissances vivantes considérées du point de vue de la femme, du couple et très exceptionnellement de l'homme.

Immigrant
Personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence.

Immigration
Ensemble des entrées d'immigrants au Canada, en provenance d'un autre pays, accompagnées d'un changement de lieu habituel de résidence.

Indice de continuité linguistique intergénérationnelle
L'indice de continuité linguistique intergénérationnelle est le rapport entre le nombre d'enfants ayant une langue maternelle donnée et le nombre d'enfants dont la mère a cette même langue maternelle.

Indice synthétique de fécondité (ISF)
Somme des taux de fécondité par année d'âge d'une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants qu'aurait une génération de femmes si, tout au long de leur vie reproductive, elles avaient des taux de fécondité identiques à ceux de l'année considérée.

Langue maternelle
Première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise.

Langue parlée le plus souvent à la maison
Langue parlée le plus souvent par le répondant à la maison.

Méthode par cohortes et composantes
Méthode d'estimation ou de projection de la population à partir des composantes de l'accroissement démographique et d'une population de départ ou de base. L'usage réserve normalement l'appellation « méthode par cohortes et composantes » aux méthodes projetant l'évolution future de cohortes par âge et sexe, par opposition par exemple à d'autres méthodes telle que la microsimulation, qui utilise également les composantes de l'accroissement démographique mais qui projette le destin démographique d'individus.

Microsimulation
Par opposition aux modèles d'estimations et de projections par cohortes et composantes, la microsimulation simule le destin démographique de chaque individu. Elle constitue une méthode qui s'appuie sur des expériences aléatoires répétées au niveau individuel plutôt que sur des proportions moyennes appliquées au niveau d'un groupe.

Migration infrarégionale
Ensemble des déplacements à l'intérieur d'une des 50 principales entités géographiques définies dans Demosim, soit l'une des 35 régions dérivées des régions métropolitaines de recensement ou l'une des 15 régions dérivées du reste des provinces et des territoires.

Migration internationale
Ensemble des déplacements entre le Canada et l'étranger, accompagnés d'un changement de lieu habituel de résidence.

Migration interne
Ensemble des déplacements entre des unités géographiques situées à l'intérieur du Canada et accompagnés d'un changement de résidence habituelle.

Migration interrégionale
Ensemble des déplacements entre les 50 principales entités géographiques que comprend le modèle de projection Demosim, à savoir les 35 régions dérivées des régions métropolitaines de recensement et les 15 régions dérivées du reste des provinces et des territoires.

Mobilité linguistique
Terme générique référant, dans le contexte de Demosim, tant au phénomène de transmission des langues des parents aux enfants (mobilité linguistique intergénérationnelle) qu'aux changements pouvant survenir au cours de la vie d'un même individu quant aux langues parlées à la maison ou connues (mobilité linguistique intragénérationnelle).

Population canadienne
Population dont le lieu de résidence habituel est le Canada. Elle comprend les citoyens canadiens de naissance, les immigrants naturalisés ou non et les résidents non permanents.

Population de base
La population qui sert de point de départ des projections démographiques.

Première langue officielle parlée
Désigne une variable précisée dans le cadre de la Loi sur les langues officielles. Cette variable permet d'identifier la première langue officielle (c'est-à-dire parmi le français ou l'anglais) parlée à la maison. Cette information est dérivée des réponses à trois questions linguistiques du recensement, soit, successivement, la connaissance des langues officielles, la langue apprise en premier lieu dans l'enfance et encore comprise et la langue parlée le plus souvent à la maison.

Projection de population
Effectif futur de population résultant d'un ensemble d'hypothèses relatives aux composantes démographiques et non démographiques de l'accroissement.

Pyramide des âges
Histogramme qui illustre la distribution de la population selon l'âge et le sexe.

Région métropolitaine de recensement
Un territoire formé d'une ou de plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un noyau de population. Elle possède une population d'au moins 100 000 habitants et un noyau d'au moins 50 000 habitants.

Scénario de projection
Ensemble d'hypothèses relatives aux composantes, démographiques ou non, servant à effectuer une projection de population.

Sous-dénombrement net
Différence entre le nombre de personnes qui étaient visées par le recensement mais qui n'ont pas été recensées (sous-dénombrement) et le nombre de personnes qui ont été recensées alors qu'elles n'auraient pas dû l'être ou qui l'ont été plus d'une fois (sur-dénombrement).

Substitution linguistique
Voir « transfert linguistique ».

Statut des générations basé sur le statut d'immigrant
Rang de la génération du répondant depuis l'établissement de sa famille (entendre ses ascendants directs) au Canada. Dans le contexte de Demosim, les immigrants constituent la première génération; la deuxième génération réfère aux non-immigrants nés au Canada d'au moins un parent né à l'étranger; les générations suivantes (troisième ou plus) sont composées des non-immigrants nés au Canada de deux parents eux aussi nés au Canada.

Taux de bilinguisme
Nombre de personnes bilingues divisé par l'effectif de la population.

Taux d'immigration
Nombre d'immigrants divisé par l'effectif de la population d'accueil au cours d'une période donnée.

Transfert linguistique
Désigne le phénomène suivant lequel une personne adopte une autre langue que la langue maternelle comme principale langue d'usage à la maison.

Transmission linguistique
Voir « mobilité linguistique ».